

Les chrétiens et le conflit proche oriental

Le dialogue judéo-chrétien à l'épreuve

SHMUEL TRIGANO, PRÉSIDENT DE L'OBSERVATOIRE DU MONDE JUIF

Depuis sa création, l'Observatoire du monde juif s'est donné pour tâche de procéder à un état des lieux de la condition juive dans son environnement social, politique et culturel. Notre hypothèse était que la crise internationale déclenchée par l'insurrection palestinienne de l'automne 2000 constituait pour le monde juif plus qu'un trouble passager : elle révélait le décor d'une nouvelle configuration, dont les grandes logiques restaient à comprendre.

Nous avons, bien sûr, dans nos numéros précédents, beaucoup étudié les formes idéologiques et symboliques de ce tournant. Notre enquête a arpenté les chemins des idéologies de l'extrême gauche, des milieux islamistes et, dans ce numéro, de l'engagement des Églises et de l'opinion chrétienne dans le conflit.

Le paysage qui en ressort est surprenant, à bien des égards, et tout d'abord parce qu'il n'est pas évident, en France notamment. On a peine à discerner dans le chaos des événements, et si proche de la *Repentance* de l'Église catholique et des déclarations conciliaires et pastorales, le potentiel très puissant du revirement en cours de l'opinion chrétienne envers Israël et bien des aspects du judaïsme contemporain. Les acteurs habituels et conventionnels du dialogue judéo-chrétien, emportés par leur élan premier, n'en ont pas encore pris conscience.

Mais les faits sont là, portés et cachés par le courant plus large de la délégitimation ambiante d'Israël, qui a emporté une grande partie de l'opinion publique depuis trois ans. Un nouveau récit est apparu, une « théologie de la libération de la Palestine », qui ressuscite dans la mémoire chrétienne la vieille théologie de la substitution à laquelle Vatican II avait renoncé, relayé par un réseau dense d'associations et d'ONG à travers le monde occidental. La « compassion » pour la « souffrance » qui s'y voit exaltée est devenue une arme politique, en tout cas psychologique et idéologique, de sorte que l'imbroglio moral et politique est total.

Nous consacrons ce bulletin à comprendre ce syndrome politico-religieux qui n'est pas sans retombées dans le discours médiatique en général. On le verra, il est déjà à l'œuvre dans de nombreux milieux de l'opinion chrétienne dont de nombreux indices nous laissent penser qu'ils sont majoritaires. La France – cible et miroir par excellence de cette idéologie du fait d'un profil symbolique issu de l'histoire – pourrait lui résister. N'oublions pas que l'épiscopat français a produit en 1973 l'un des textes les plus importants du dialogue judéo-chrétien, *les Orientations pastorales de Comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme*, dans lequel les figures essentielles de l'existence juive contemporaine – et notamment l'importance de la résurgence de l'État d'Israël – se voient reconnues, sans complaisance de la part de l'Église. Trente ans déjà ! Ne serait-il pas bon de renouveler une telle déclaration pour les nouvelles générations qui n'ont pas connu cette époque ? Pour que l'acquis de ce dialogue ne se voit pas réduit au néant... ■

L'Observatoire du monde juif, organisme indépendant et autonome, a pour vocation d'étudier et d'analyser la condition des communautés juives et les problèmes auxquels elles sont confrontées en France et dans le monde, tant sur le plan de leur existence spécifique que sur celui de leur environnement politique, social et culturel. Il se donne pour objectif de clarifier les enjeux des questions juives, d'en informer les responsables politiques et les professionnels de l'information, de communiquer les résultats de ces investigations aux milieux de la recherche, d'aider les communautés juives à se repérer dans l'évolution des choses.

Pour trancher sur les stéréotypes et les déformations qui accablent le plus souvent ces sujets, l'Observatoire se recommande des méthodes universitaires de la recherche sociologique et politologique.

LA TENTATION THÉOLOGIQUE DES MÉDIAS

Les fêtes de Noël des années 2001 – 2002 ainsi que le siège par l'armée israélienne des terroristes palestiniens retranchés dans la Basilique de la Nativité à Béthléem ont vu l'apparition d'un discours médiatique inédit, glissant du rapport des faits à une interprétation sollicitant les mythes chrétiens les plus classiques, induisant ainsi dans l'inconscient du public de vieux schémas de l'antijudaïsme théologique.

Le massacre des Saints Innocents dans les lieux de la Nativité

SHMUEL TRIGANO, PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS

On ne peut comprendre les événements qui se sont déroulés autour de la Basilique de la Nativité ni le discours médiatique auquel il a donné lieu sans les relier aux enjeux qui s'y trament. Dans ses origines mêmes, l'événement ne prend de sens que dans la lumière de l'existence d'une véritable « politique chrétienne » d'Arafat, investissant les symboles du christianisme pour promouvoir les intérêts palestiniens aux dépens de ceux d'Israël, voire même des Juifs en général dans la mesure où cette politique a pour finalité d'emporter l'adhésion de l'Europe chrétienne. La presse la moins favorable à Israël le reconnaît : « *La messe de Noël à Béthléem, enjeu symbolique majeur pour Yasser Arafat* » (*Le Monde*, 25 décembre 2001).

Le discours palestinien

Depuis fort longtemps, en effet, Yasser Arafat et ses officiels faisaient référence à Jésus comme à un « *prophète palestinien* » (cf. *Al Bayadir as-Siyasi* (Jérusalem) 23 décembre 1994 et *Davar* (Tel Aviv), 30 décembre 1994) et considéraient que la mission de l'Autorité palestinienne était aussi de « *protéger les lieux saints chrétiens et musulmans* ». Toute une « théologie de la libération » substituant un Jésus palestinien à un Jésus juif a ainsi été mise en place¹. L'enjeu est effectivement d'importance pour les Palestiniens car il s'agit de se voir reconnus par l'Occident comme les protecteurs des lieux saints de Jérusalem dont ils espèrent faire leur capitale. Depuis 1995 où fut établie l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat assistait ainsi à la messe de minuit, non pas à titre d'acte religieux (car il est musulman : son épouse², d'origine chrétienne, s'est convertie à l'islam) mais d'acte politique, en tant que chef d'un État en puissance.

Le statut juridique des chrétiens sous l'Autorité palestinienne n'en reste pas moins flou et incertain. L'article 6 du second projet de constitution de la Palestine (2001) déclare que : « *l'islam est la religion officielle de l'État et les religions monothéistes seront respectées* », tandis que l'article 7 décrète que « *les principes de la charia islamique sont la source fondamentale de la législation* ». La terminologie de l'article 11, en faisant référence aux notions de « *minorité* », « *protection* », « *garanties* » rappelle sans équivoque le statut archaïque des non chrétiens dans l'islam, d'autant que leurs « *obligations* » sont ici définies en fonction de l'unité nationale palestinienne : « *Le système politique palestinien*

sera une démocratie représentative, fondée sur le pluralisme politique. Elle garantira les droits et libertés des minorités sans discrimination de leurs droits et obligations. Elle garantira leur protection et le respect de leur légitimité en ce qu'elle assure les intérêts suprêmes du peuple palestinien et son unité nationale ». Cette crainte se voit confirmée par l'article 44 : « *La liberté de pratiquer la religion et d'accéder aux lieux de culte sera garantie dans la mesure où (insofar as) elle ne trouble pas l'ordre public ou diffame la religion monothéiste* ». Il y a fort à craindre que « la » religion monothéiste, en l'occurrence, soit l'islam, ce qui correspond bien à la mentalité traditionnelle du monde musulman.

Tout laisse ainsi penser qu'une version politiquement correcte du statut de *dhimmi* se profile pour les chrétiens. Il n'empêche que leurs symboles constituent pour l'Autorité palestinienne autant d'armes politico-symboliques majeures contre les Israéliens, des armes psychologiques qui agissent sur l'Occident dans ses référents les plus religieux pour qu'il se retourne contre eux. La manœuvre fut évidente quand le faubourg chrétien de Béthléem, Beit Jala, fut utilisé comme base d'attaque de Giló, quand la Basilique de la Nativité fut transformée en fortin par les terroristes palestiniens afin de provoquer, dans les deux cas, les représailles d'Israël sur des chrétiens. Mais la manœuvre est également idéologique et n'hésite pas à réveiller des figures archaïques de l'antijudaïsme européen pour arriver à ses fins, en « *rétrogradant* » ainsi l'Israélien au rang du Juif de la théologie la plus négative, celle qui, en fait, semble toujours être le lot des Palestiniens chrétiens.

L'affaire de la « messe de minuit » joue ce rôle. L'in-

terdiction faite à Arafat par le gouvernement israélien fut ainsi qualifiée par « le ministre palestinien de l'information », Yasser Abed Rabbo, d'« *humiliation pour l'ensemble du peuple palestinien, chrétien et musulman* », « *Sharon joue avec le feu... il veut du sang et des larmes au lieu des chants de Noël* ». Le fait est que la manœuvre réussit auprès de l'opinion occidentale. L'Union Européenne protesta « *ajoutant qu'un refus israélien ne serait pas bien vu dans le monde chrétien* » (*Le Monde*, 25 décembre 2001). Le Vatican dénonça une mesure « *arbitraire* ». Monseigneur Sabbah, l'homme lige d'Arafat, exalta son héroïsme. Et Arafat enfonça le clou (*Le Monde*, 26 décembre 2001) dans un message de vœux adressé aux chrétiens et retransmis par la télévision palestinienne : « *les chars et les barrages israéliens m'ont privé d'être à vos côtés... Le crime de me priver de mon droit à participer à la commémoration du Messenger de la paix et le crime d'empêcher nos frères chrétiens de Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem d'exercer leurs rituels religieux dans ces lieux saints, n'entameront en rien notre détermination à œuvrer pour une paix juste et durable, la paix des braves* ». L'alliage du « *crime* » et du « *messenger de la Paix* » avec les chars israéliens rappelle un déjà vu du déicide, ici réactualisé sous les yeux des contemporains...

L'acharnement dont Yasser Arafat a fait preuve pour manifester sa volonté de prendre part à la messe de minuit, par l'abnégation sacrificielle dont elle se veut le témoignage, vaut comme une démonstration de sa volonté d'entraîner les chrétiens sur la voie de la politique du martyr, une autre façon de réveiller la morale du martyr propre au christianisme. Dans une interview donnée à *Al Jazira* (*Courrier International*, 4-10 avril 2002), il revendique de mourir en martyr : « *je finirai peut-être en martyr, mais c'est sûr, l'un ou l'autre de nos garçons ou de nos filles brandira le drapeau de la Palestine sur les murs de Jérusalem, sur les minarets de Jérusalem et sur les églises de Jérusalem... Nous marchons sur Jérusalem, des martyrs par millions... Le monde est devenu fou à cause de ce que les talibans ont fait aux Statues de Bouddha. Mais quand ils ont détruit la statue de la Vierge Marie (sic) qui est la seule femme mentionnée dans le Coran, personne dans le monde n'a rien dit... Nous défendons ces lieux saints. Nous marchons sur Jérusalem, des martyrs par millions* ». Sur la chaîne d'Abou Dhabi : « *Allah donne nous de mourir en martyrs en défendant les lieux saints chrétiens et musulmans qui sont sacrés pour Toi... Nous sommes en première ligne et ce peuple défend ces lieux saints* ». À l'époque de l'affaire de la Basilique de la Nativité, la politique palestinienne n'en est que plus claire, avec un tel discours.

Ce projet se voit confirmé par la prise de position de Atta Allah Hanna, archevêque palestinien et nationaliste convaincu, ancien porte-parole de l'église orthodoxe de Jérusalem, auteur d'un éloge des attentats suicides contre Israël. En juillet 2002, il avait été démis de ses fonctions de porte-parole de l'Église grecque orthodoxe pour avoir soutenu une telle opinion. Prô-

nant la reconquête de la Palestine « du Jourdain à la mer », il déclare que « *les opérations de martyr sont une excellente façon de résister à l'invasion de la terre palestinienne. Face à l'Église du Saint Sépulcre nous bénissons les âmes des chahids héroïques et de leurs familles* » (*Al Quds Al Arabi* (Londres) 18 janvier 2003 et *Memri*, 23 janvier 2003 » n° 459, *memri.org*).

La politique israélienne.

L'empêchement fait à Arafat d'assister à la messe de minuit est lié aux ravages du terrorisme fomenté par l'Autorité palestinienne, comme les documents saisis après le siège du Palais d'Arafat à Ramallah l'ont montré. En 2001, à la veille de Noël, Israël avait arrêté à Haïfa un terroriste du FPLP qui préparait une attaque au cœur de la ville, alors que le gouvernement avait fait de l'arrestation des leaders du FPLP (Ahmad Sa'adat), siégeant à Ramallah, près des bureaux d'Arafat, responsables deux mois plus tôt de l'assassinat du Général Rehavam Zeevi, ministre du tourisme, la condition de la participation d'Arafat à la messe. Inutile de dire que cette condition ne fut pas remplie, bien au contraire. Or, la reconnaissance par Israël de l'OLP comme un partenaire du processus de paix était basée sur l'engagement de l'OLP de « *renoncer à l'usage du terrorisme et de la violence, d'assurer la responsabilité sur les éléments et troupes de l'OLP visant à assurer le respect des conventions, de prévenir leur violation, et de punir les contrevenants* » (cf. l'échange de lettres de Yasser Arafat et d'Itzhak Rabin du 9 septembre 1993). En 2002, c'est aussi le soutien de Yasser Arafat au terrorisme, spécialement à la Brigade des Martyrs d'El Aqsa cette fois-ci, qui motiva l'interdiction qui lui fut faite de se rendre de Ramallah à Béthléem, un acte « *présidentiel* » que ne justifiait plus la politique de l'Autorité palestinienne en pleine infraction des accords d'Oslo.

Quant au siège de la Basilique de la Nativité, il s'inscrivit dans la foulée de l'opération « *Mur de protection* » lancée contre l'Autorité palestinienne après l'extension de la vague d'attentats meurtriers contre les Israéliens et notamment l'attentat très meurtrier de la veillée de Pessah dans un hôtel de Netanya.

Le discours médiatique

Le discours médiatique français rendant compte de ces événements s'est vu irrésistiblement attiré par le poids de l'imaginaire de la Passion du Christ et du massacre des Saints Innocents par le roi Hérode. La forme rhétorique la plus courante se référait directement au symbole même de Béthléem pour la foi chrétienne. Les « *Béthléem, ville du Christ* » ont ainsi soudainement fleuri à foison dans les reportages télévisés ou écrits. Il y avait là plus qu'une figure de style : l'évocation d'un passé qui, de fil en aiguille, induisait le souvenir de la Passion et du crime de déicide, commis par les ancêtres de ces Juifs qui aujourd'hui prenaient pour cible le lieu de naissance du Christ et ses nouveaux locatai-

res, des « victimes » palestiniennes de type christique, de la même façon que la persécution d'Hérode avait poursuivi la famille du Sauveur.

« À Béthléem, avec les soldats de Tsahal » titrait, dans cet ordre d'idées, *Le Figaro* (25 octobre 2001), quelques mois avant l'affaire de la Nativité, dans une page où le gros titre sur cinq colonnes statuait sur une « *Incursion meurtrière en Cisjordanie* ». Béthléem, meurtre, soldats, Juifs, l'inconscient n'en demande pas tant pour être induit à certaines réminiscences... Les titres sont justement choisis, consciemment ou inconsciemment, parce qu'ils s'inscrivent dans cet imaginaire. D'autant plus que l'on peut lire dans l'article en question que « *deux femmes et un jeune homme de 19 ans, ont été abattus. Le jeune homme, un enfant de chœur, sortait juste de l'église de la Nativité qui abrite la crèche où est né Jésus* ». Comme pour enfoncer le « clou », le focus est mis sur un jeune, un enfant, de surcroît « enfant de chœur » que l'on associe à la crèche et l'enfant Jésus: en somme le jeune abattu est en position de Christ. Ce n'est qu'après avoir incendié l'esprit des lecteurs avec cette terminologie que l'auteur de l'article, Pierre Prier, cite un major israélien affirmant que les ordres de l'armée sont stricts et qu'elle n'a pu tirer sur le jeune homme, qui ne peut avoir été tué que par un sniper palestinien, puisque l'armée était précisément à Béthléem pour mettre un terme aux tirs de snipers palestiniens sur Gilo. Pour boucler la boucle, la page se clôt sur une dépêche de l'AFP, « *Une ville sainte pour trois monothéismes* », un titre qui ne peut qu'évoquer, de façon subreptice, au terme d'une telle page, l'intolérance du judaïsme.

La messe de Noël 2001.

Deux mois plus tard, le même *Figaro*, à la veille de Noël 2001 (3 décembre 2001) réitère un semblable scénario. L'économie des trois titres qui structurent la page est symptomatique. Le titre sur cinq colonnes annonce « *Carnages en série à Jérusalem et Haïfa* » et fait pendant à l'article de bas de page, au volume incomparable: « *Béthléem prépare Noël dans un climat de guerre* », toujours sous la plume de Pierre Prier. Le lecteur pressé verra se télescoper dans son esprit les « *carnages* », le sang versé, qui, dans le titre, ne sont attribués à personne (ce qui équivaut à un innocentement des Palestiniens) et le climat de guerre (évidemment spontanément attribuable à Israël) qui sont mis en parallèle avec Béthléem et Noël, c'est-à-dire l'Enfant, la Paix, l'Innocence.

Si le lecteur est courageux, il lit au dessus de ce titre que « *La ville natale du Christ est au bord de l'asphyxie. Les touristes et les pèlerins ont disparu et la communauté chrétienne ne cesse de diminuer* ». Ici aussi se produit un alliage du sang, du meurtre, du Christ, du Christ enfant (« *ville natale* »), de la soldatesque israélienne dont la « *communauté chrétienne* » est dite victime. Si le lecteur est suffisamment scandalisé, son regard cher-

che plus haut des renseignements supplémentaires. Il lit ainsi dans l'article de mi-page: « *Arafat réduit à l'impuissance* », « *sommé par Israël de procéder à des arrestations...* », ce qui induit irrésistiblement l'idée de la violence persécutrice des Israéliens. S'il lit alors, piqué au vif, l'article de Pierre Prier, sa « religion » sera définitivement faite.

L'opération idéologique que cet article met en œuvre pourrait faire figure de classique de la désinformation. Au déni de la réalité (que l'on trouvera relatée dans les articles de ce Bulletin), il dépeint en effet les chrétiens de Béthléem comme victimes de l'armée israélienne, responsable de leur émigration vers des terres plus clémentes: « *les chrétiens, souvent placés au sommet de l'échelle sociale, continuent à émigrer. Ils ne constituent plus que 20 % de la population de la région* ». Un candidat au départ témoigne « *Mais je suis chrétien et palestinien. Ma place est ici* », dit le père El Syriani. L'exil des chrétiens – confirmé par la parole d'un ecclésiastique – se clôt ainsi sur l'exil des Palestiniens. Le souhait d'Israël? Tout est dans le style suggestif qui dit à moitié mais induit nécessairement certaines conclusions. D'autant plus que tout le reste de l'article est de facture victimaire. « *Les illuminations seront rares. De nombreux câbles souterrains ont été endommagés par les chenilles des chars... L'isolement de la Cité n'a cessé de s'aggraver... Béthléem est soumise au blocus. La ville est pourtant à peu près calme... La ville s'asphyxie lentement... Le silence est retombé... La pauvreté est bien partagée... La misère atteint tout le monde, même les troupes de l'Autorité palestinienne... Ils viennent de Gaza, ils n'ont presque rien à manger* ». Une agonie ici aussi de type christique. La chose est signalée par deux images: « *Yasser Arafat l'a dit aux édiles de Béthléem: il souhaite que la ville natale du Christ fête le mieux possible son deuxième Noël de l'intifada... Le président de l'Autorité palestinienne a réservé son banc pour la messe de minuit en l'église catholique Sainte Catherine qui jouxte l'église de la Nativité... Beit Sahour – l'endroit où les bergers du Nouveau Testament ont aperçu l'étoile qui les a guidé jusqu'à la crèche* ». Le plus surprenant est que Pierre Prier cite les chrétiens de Beit Jala pour témoins, alors que leur quartier a été transformé par l'Autorité palestinienne en fortin d'où ils lancent leurs attaques sur le quartier juif de Gilo afin d'attirer en retour la mitraille sur les chrétiens et mettre les Israéliens en difficulté avec le monde occidental.

« Le siège de la Nativité ».

Un semblable scénario christique (la Passion) fut réitéré par une grande partie des médias à l'occasion de la prise en otage de la Basilique de la Nativité par des terroristes palestiniens poursuivis par l'armée israélienne. Béthléem s'est vue de façon lancinante présentée comme « *la ville du Christ* » à cette occasion tandis que le rôle du « méchant » était spécifiquement dévolu aux Israéliens et que les terroristes palestiniens — qui avaient enfreint les lois de l'hospitalité de l'Église en y pénétrant avec des armes et donc en

en faisant une place fortifiée exposée aux dommages de la guerre — se voyaient purement et simplement innocents, au mépris de la réalité objective.

La victimisation des agresseurs s'est déjà tramée dans le langage employé pour désigner le fait. *Le Monde* (8 mai 2002) écrit ainsi en sous-titre à un article: « *Treize activistes palestiniens réfugiés dans l'église devraient être accueillis par l'Italie* ». Ce qui constitue objectivement une prise en otage des lieux et des religieux se voit ainsi défini comme une recherche d'asile. Or le « *refuge* » suggère que l'on se mette sous la protection de celui qui accorde l'asile. C'est bien le contraire qui fut vrai, la violence et la séquestration exercée sur les occupants a été reconnue par toutes les véritables victimes³.

Ici aussi, le schéma du déicide s'est vu massivement reconstitué. Un sommet a été atteint par *Le Monde* (5 avril 2002) qui, dans une même page, titre sous la plume de Sylvain Cypel: « *Le Patriarcat latin exige le retrait des troupes israéliennes de Béthléem* » et « *Des mères à la recherche de leur fils parmi les corps* » (suite aux combats autour de Ramallah). Troupes israéliennes d'un côté,

Béthléem, « *des mères à la recherche du corps de leur fils* » de l'autre, comment ne pas penser à la Vierge cherchant le corps du Christ après sa mort? Si le journaliste n'est pas nécessairement conscient de ce qu'il fait, l'inconscient des masses, lui, enregistre ces indices et réactive ses schémas archaïques. Dans le même ordre d'idées, *Courrier International* (4-10 avril 2002) titre un article « *Ramallah, un dimanche de Pâques* » où une journaliste, Catherine Cook (Ramallah Online), après avoir décrit le martyre des habitants de Ramallah sous la botte de « *l'arrogance absolue* » des soldats israéliens au comportement de barbares (« *les soldats urinent et défèquent sur le sol* »), conclut: « *au fait, ça vient juste de me revenir, aujourd'hui c'est Pâques* ». En un mot: la Passion du Christ. Comme pour souligner ce rappel, le journal nous sert une caricature de Cajas où Sharon, les yeux bandés, se livre à un numéro de cirque sur Arafat collé (cloué?) à une roue qui tourne sur le fond de laquelle apparaît une étoile de David, entourée des couteaux que le tireur a lancé... Juste à côté, un titre: « *Arafat, otage de sa politique de consensus* ». Le titre d'un autre

UN CRITÈRE D'ÉVALUATION: un témoignage de ce qui s'est réellement passé

J. M. Allafort, Correspondant de Radio Notre-Dame à Jérusalem, paru dans le *Service Information-documentation Juifs et Chrétiens*, juin 2002, n°276

Le siège de Béthléem vient de se terminer ce vendredi 11 mai au terme de 38 jours. J'ai eu le privilège d'assister au dénouement de ce drame dans la ville de la Nativité avec près de 200 autres journalistes du monde entier, d'entendre les réactions, d'écouter les analyses les plus diverses mais surtout de voir de mes propres yeux.

Lorsque je suis entré ce vendredi matin dans Béthléem, la ville était encore sous couvre-feu, aucune âme ne semblait y vivre. J'ai fait le trajet à pied. De temps en temps, des jeeps et des chars passaient et quelques enfants audacieux se penchaient à la fenêtre pour me saluer. Sensation étrange d'être un homme libre dans une cité où les habitants sont privés de leur liberté de mouvement.

Ayant reçu, comme beaucoup, les dépêches des agences de presse, je m'attendais à voir d'énormes dégâts partout et des maisons bombardées. Ma première surprise, qui allait se confirmer tout au long de cette mémorable journée, c'est qu'il n'en était rien. Les destructions étaient minimales: les bords des trottoirs parfois défoncés par le passage d'un char, quelques poteaux électriques renversés, des vitres brisées. Dans les ruelles de la vieille ville, les dégâts sont quasi inexistantes, les poubelles sont éventrées et les ordures sont répandues partout. La mosquée qui fait face à l'église de la Nativité est parfaitement intacte alors qu'on avait annoncé qu'elle avait pris feu suite à l'envoi d'un missile israélien au troisième jour de l'opération.

Arrivé sur la place de la Mangeoire, je monte sur le toit du bâtiment de la municipalité réquisitionné par Tsahal. De là, on peut suivre les mouvements: la sortie des Palestiniens de l'enceinte de la Basilique, l'arrivée des responsables religieux et les préparatifs de l'armée israélienne en vue du retrait.

Un journaliste s'évertue d'expliquer à ses téléspectateurs que les 13 palestiniens qui viennent de sortir ne sont pas dangereux mais de simples activistes qu'Israël accuse de terrorisme. Cette formule: « qu'Israël accuse d'actes terroristes » sera reprise le soir même du 20h de la grande messe télévisée. Cette formule,

nous l'avons entendue pendant 38 jours. [...]

Vers midi, les responsables religieux qui, suivant le *statu quo* sont les gardiens des lieux saints arrivent sur la place de la Mangeoire: le Patriarche orthodoxe, le Patriarche arménien et le Custode de Terre sainte. Avec eux, se pressent des dizaines de franciscains qui attendent que les agents américains terminent leur inspection de la basilique. [...]

En entrant dans la basilique, c'est d'abord l'émotion. Mes pas me conduisent tout de suite vers la grotte de la Nativité. Un moine orthodoxe tient une bougie, il n'y a pas d'électricité mais tout est intact et propre. Le Custode de Terre sainte me dira quelques minutes plus tard que la messe a été célébrée tous les jours dans la Mangeoire suivant le *statu quo*. En remontant, c'est une véritable porcherie que je découvre: les réfugiés ont dormi et mangé à l'intérieur de la basilique, un autel retourné a servi de table à manger; d'après les odeurs, il y ont fait aussi leurs besoins au moins les plus courants! Il n'y a pas de gros dégâts, seules les cellules des moines orthodoxes qui ont pris feu sont noircies, il y a des vitres brisées et des traces de balles dans les cours et les bâtiments de l'enceinte. Un journaliste s'étonne de l'abondance des restes de nourriture dispersés un peu partout. Sur ce point aussi la désinformation a atteint des records (cf. les dépêches d'agences). Un religieux nous explique que depuis quelques jours, l'armée israélienne faisait passer de la nourriture pour les réfugiés comme pour les moines. En fait, après enquête, il s'avère que personne n'a jamais eu faim ni soif. Les franciscains avaient dans leur réserve de quoi tenir un siège de six mois. De plus, depuis le premier jour, Tsahal faisait passer des repas aux religieux ainsi que des boissons et aux Palestiniens des cigarettes. Certes, personne n'a fait gras mais de là à parler de situation catastrophique sur le plan humanitaire, il y a une grande marge. De même pour l'eau, si les réfugiés palestiniens n'ont pu se doucher, ils n'ont jamais manqué d'eau: le couvent est doté de citernes immenses et qui sont pleines, après les pluies d'hiver, permettant de tenir un siège d'au moins huit mois.

article (17 avril 2002) évoque les blessures du Christ : « *Entre deux périodes de couvre-feu, les habitants découvrent les blessures de la ville de la Nativité* ».

La palme de l'article victimaire revient sans doute à l'éditorialiste du *Monde*, Pierre Georges, « *Un mort à Béthléem* », qui s'appesantit sur la mort du « *sonneur de cloches de l'église de la Nativité* » qui « *a été tué alors qu'il sortait de chez lui pour aller accomplir son très pacifique et routinier office* ». Comme pour souligner le message qu'il veut communiquer, il écrit : « *cet homme, on le suppose était chrétien, chrétien palestinien... Il s'agit de Béthléem. Il s'agit de l'église de la Nativité, lieu saint aussi* ». En somme le Palestinien est campé comme le chrétien face à la soldatesque israélienne, dont la motivation n'est pas claire. « *Il s'agit d'une église encerclée, assiégée, où population civile, policiers palestiniens et, dans la conviction des assiégeants israéliens, mais là encore, nous n'en savons rien, des terroristes palestiniens ont trouvé refuge et asile. L'asile dans une église et quelle église ! C'est une très vieille histoire, presque sacrée elle aussi... un havre de paix, un refuge, un lieu de trêve inaccessible à la fureur des armes et des hommes.* » L'innocentement des assaillants est ici total et le lecteur est lourdement sollicité pour faire une comparaison en retour avec les Israéliens, ou plutôt les Juifs, puisque c'est là « *une très vieille histoire* ».

Pierre Georges se rend tellement compte de la manipulation symbolique à laquelle il se livre qu'il sent le besoin de se justifier. « *User de la symbolique ? De la symbolique particulière d'une victime ? Encore une fois, nous ne faisons pas de discrimination entre toutes ces victimes, toutes ces violences, tout ce sang versé... Cette mort du sonneur de cloches de l'église de la Nativité permet de signifier quelque chose... Ce n'est pas là un choix médiatique. Une manière d'aller au plus émotionnel ou au plus sensationnel. Voire au plus parlant dans notre imaginaire français largement imprégné du symbole et de l'histoire de cette église.* » Tout est dit.

Dans un article du 17 avril 2002, *Le Monde* écrit sous la plume de Rémy Ourdan : « *Les soldats ont également tué le sonneur de cloches. Un geste perçu à Béthléem comme une preuve d'un acharnement sans pitié. L'homme était apparemment un pauvre bougre qui voulait s'échapper de l'église durant la nuit afin de rejoindre sa maison* ». Il faut souligner les multiples façons d'innocenter les Palestiniens du *Monde*. Dans un titre, les terroristes sont noyés dans l'anonymat de leurs otages : « *Après trente huit jours de siège, toutes les personnes retranchées dans la Basilique de la Nativité sont sorties* ». Il est question dans cet article des « *treize Palestiniens considérés comme des « terroristes particulièrement recherchés par Israël* » ». « *Des pays européens accueilleront les treize jugés « dangereux » par Israël* » (*Le Monde*, 13 mai 2002). Le Père Raed, chancelier du patriarcat latin de Jérusalem, déclare que se trouvent dans l'église « *150 personnes terrifiées, certaines blessées dont des femmes et des enfants, se sont précipitées dans l'église. Notre rôle est de leur assurer un refuge. Parmi elles il n'y a que quelques militants armés... Les Israéliens ne respectent aucune des lois de la guerre, ni les conventions internationales protégeant*

les civils. Un lieu de culte bénéficie de l'immunité. Nous avons accueilli ces gens comme nous aurions accueilli quiconque demande notre protection ». *Le Monde* du 17 avril 2002 définit ainsi la situation : « *l'église de la Nativité où deux cents Palestiniens vivent retranchés et où Tsahal intensifie sa guerre psychologique* ». Le journal cite également une opinion qui compare « *l'asile donné par des églises aux Juifs sous le nazisme et le rôle de protection des victimes de l'Église* ». « *L'armée n'hésite en revanche pas, en dépit des communiqués officiels, à viser le lieu saint si un homme apparaît dans la ligne de mire de ses tireurs d'élites.* »

« *Quand les ex-assiégés reviennent visiter la Basilique de la Nativité* » titre Stéphanie Le Bars (21 mai 2002), c'est toujours le style victimaire qui prédomine. On y apprend en détail, dans les mots de l'avocat Anton Salman, médiateur des terroristes, que les assiégés ont failli mourir de faim, ce qui est une contre-vérité flagrante selon les témoignages des Franciscains qui disposaient d'importantes réserves de nourriture. Le « *témoignage* » du médiateur n'hésitant pas à alléguer que « *les Israéliens ont aussi livré de la nourriture aux prêtres mais il s'agissait parfois de produits dont la date limite avait expiré* » ! « *Sans eau les toilettes sont devenues insupportables de puanteur* », or la basilique dispose d'importantes citernes d'eau. Nous apprenons, par la même occasion que les « *réfugiés* » étaient en fait des « *otages* » : « *Des pressions ont été exercées sur ceux qui souhaitaient sortir* ». Un militant a déclaré haut et fort « *ceux qui veulent partir sont des col-laborateurs* », raconte M. Salman. Enfin une tout autre version de la réalité est proposée à propos de la mort du « *premier martyr* ». « *Les assiégés ont transporté le corps dans la grotte de la Nativité et ont lu des versets du Coran au pied de l'autel qui marque selon la tradition chrétienne le lieu de naissance de Jésus. Face au refus des Israéliens d'évacuer le corps...* » À nouveau, une version christique qui cache le fait que les Palestiniens ont tenté d'enterrer le mort (un « *martyr* » !) dans la Basilique, ce qui l'aurait transformé en lieu saint de l'islam, au grand dam des chrétiens. Mais cela n'empêcha pas le Vatican et la custodie franciscaine de Terre sainte d'accuser Israël de ne pas respecter ses engagements internationaux, mettant dos à dos les terroristes et l'armée israélienne. « *La présence d'hommes armés dans la Basilique et l'assaut des militaires israéliens créent « un fait sans précédent dans l'histoire centenaire des lieux saints chrétiens » »* déplorait lundi Joaquim Navarro-Valls, porte parole du Pape » (*Le Monde*, 10 avril 2002). Israël s'est vu accusé d'enfreindre le « *statu quo* » qui remonte au XIX^e siècle... : « *L'irritation monte dans toutes les églises* ». En décembre 2001 le Pape avait déjà dénoncé « *les deux extrémismes, israélien et palestinien, qui défigurent cette région du monde* »... ■

1 Cf. dans ce bulletin, l'article de Bat Ye'or, La « *compassion* » assassine : naissance d'une théologie chrétienne de libération de la Palestine.

2 Un couple séparé (Suha Arafat vit à Paris) dont on peut se demander s'il ne s'est pas formé pour des causes uniquement « *patriotiques* » (union d'une chrétienne et d'un musulman) ? Selon ce que l'on sait Suha Arafat a fait baptiser sa fille.

3 Cf. dans ce bulletin les articles consacrés aux chrétiens des territoires.

Le siège de la Nativité :

Pour qui sonne le glas ?

L'alarmisme de commande du *Monde*

JEAN YVES KANOUI, PROFESSEUR D'HISTOIRE

L'article de Henri Tincq, paru dans *Le Monde* du 13 avril 2002, en plein siège de la Basilique de la Nativité, pourrait bien constituer un modèle du dérapage théologique des médias. On y voit en effet à l'œuvre le glissement subreptice des notions et des termes d'un champ lexical à l'autre, les apparentements abusifs entre des phénomènes différents qui font se superposer un imaginaire religieux et des faits concrets.

Remarquons tout d'abord que l'article que nous analysons est publié au moment même de la crise de Béthléem et qu'il porte pour titre « *Le glas des chrétiens de Terre sainte* », suggérant le rapport de cause à effet de deux phénomènes qui n'ont aucun rapport entre eux.

Le journaliste assimile d'ailleurs dès le début de son texte l'identité de situation des otages et des preneurs d'otages face aux Israéliens (« *Les sauf-conduits demandés par le pape au profit des franciscains et militants palestiniens retranchés dans le lieu saint leur ont été refusés* »). « *Retranchés* », les franciscains ? Le récit de l'événement accuse ainsi dès le départ Israël, comme si la prise d'otages et la prise en otage du lieu saint n'avaient pas été la raison d'être du « *siège* » (terme aussi étrange car il désigne un acte de guerre programmé. Parle-t-on de « *siège* » quand il y a action contre une prise d'otages ?) (« *À Béthléem, les blindés israéliens font depuis dix jours le siège de la basilique de la Nativité.* »).

Une fois le paysage campé, vient le pathétique de l'imagerie chrétienne : « *L'agonie a commencé il y a longtemps sur cette terre du Christ* ». Ainsi est mise en surimpression à cet événement l'agonie du Christ. Plus loin, le journaliste écrira en parlant de la chute de la démographie chrétienne en Terre sainte : « *leur nombre a été divisé par trois depuis 1948 dans la ville de la mort du Christ* ». En somme, le glas des chrétiens depuis 1948 est suggestivement apparenté à la mort du Christ. Dont des Juifs (« *les blindés israéliens* ») sont coupables. Juste avant, il est question d'exode des chrétiens, de villages détruits, de « *zones vidées de leur population chrétienne exilée ou reclue dans les camps de réfugiés* ». Mais le journaliste ne rappelle pas qu'il s'agit là du résultat d'une guerre d'annihilation d'Israël lancée et perdue en 1948 par les États arabes et les Palestiniens qui ne se disaient pas alors un « *peuple* » ?

À cette oppression des chrétiens, Henri Tincq oppose la liberté des « *pèlerins américains ou australiens* », « *sur cette terre du christ* », qui « *circulent plus facilement que les chrétiens arabes du cru, héritiers des premières communautés de disciples* » (autre mythe légendaire). Et pourtant, face à cette oppression, les chrétiens témoignent d'une « *volonté de réconciliation* » (seul intertitre de l'article), de l'absence de tout ressentiment. « *Les*

écoles chrétiennes sont largement ouvertes aux élèves et professeurs musulmans dans les territoires palestiniens, aux musulmans et aux juifs dans le nord d'Israël » mais « *Béthléem dispose d'une université catholique aujourd'hui occupée par les chars israéliens* ».

L'oppression du *dhimmi* est évoquée de façon retorse dans le même souffle qui condamne la persécution israélienne. « *L'agonie a commencé il y a longtemps sur cette terre du Christ... Les chrétiens de Terre sainte ont toujours été minoritaires. Ils n'ont connu que deux périodes d'accalmie... Entre-temps, ils ont été au mieux tolérés, au pire chassés, « protégés » (dhimmis) à l'époque des sultans ottomans* ». « *Mais aujourd'hui, comme en 1948, ils subissent les mêmes humiliations que les autres, souffrent de la même désillusion, après l'échec du processus de paix, pour lequel ils avaient tant milité* ». On en déduit ainsi que c'est Israël qui a trahi la paix.

Vient alors le moment de la proclamation de l'innocence des chrétiens palestiniens qui, s'ils font corps avec la souffrance palestinienne, souffrent aussi, semble-t-il – du moins le déduit-on –, des Palestiniens musulmans. Henri Tincq renvoie alors Israéliens et Palestiniens (musulmans) dos à dos : « *Qui pourrait contester que le glas sonne aussi pour les 300 000 chrétiens de Terre sainte, écartelés entre deux extrémismes, juif et musulman, qui s'alimentent réciproquement ?* ». Il surenchérit en faisant un bloc des « *chrétiens des territoires palestiniens, et même ceux qui habitent en Israël* », qui « *se disent écartelés entre des Israéliens qui les renvoient sans arrêt à leur solidarité arabe et des musulmans qui les soupçonnent toujours plus ou moins de liens privilégiés avec l'Occident.* » Et il en appelle, hors de toute fonction d'information (tant son indignation est grande) à un engagement des chrétiens du monde entier : « *Et comment ne pas s'étonner du quasi-silence des Églises et des puissances d'Occident, autrefois protectrices des Lieux saints, devant ce qui risque bien d'apparaître comme la chronique d'une mort annoncée ?* ».

L'article se termine sur un aveu de la menace de l'islam pesant sur les chrétiens mais dont l'instigateur désigné est... Ariel Sharon ! « *L'un des risques de la situation nouvelle créée par Ariel Sharon est de lier l'avenir de la Palestine à une légitimité religieuse exclusive, celle de l'immense majorité musulmane.* » ■

La chaise vide de saint Nicolas

DANIEL DAYAN, DIRECTEUR DE RECHERCHES AU CNRS, MEMBRE DE LA FONDATION EUROPÉENNE POUR LA SCIENCE

« *Un keffieh avait été déposé sur la chaise, finalement restée vide. L'étoffe couvrait le dossier de son damier mêlant le noir au blanc et rappelait aux regards l'absence, à la messe de minuit, du président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, reclus à Rammallah, lundi 24 décembre, par la volonté du premier ministre israélien, Ariel Sharon. Le responsable palestinien, dont le chef est traditionnellement recouvert par cette pièce de tissu, avait annoncé en fin de journée qu'il ne pourrait pas se rendre à cette cérémonie, pour la première fois depuis l'évacuation par la ville par les troupes d'occupation israéliennes, en 1995* ». (*Le Monde*, 26 décembre 2001).

Décembre 2002. Yasser Arafat assigné à résidence par l'armée israélienne est empêché d'assister à la messe de Noël. Cette messe est retransmise par un grand nombre de télévisions à travers le monde. La retransmission se focalise alors sur l'absence du leader palestinien. L'événement diffusé n'a dès lors plus pour thème une messe, mais une chaise restée vide. Cette chaise vide, la chaise de Yasser Arafat, est une sorte de hiéroglyphe, elle demande à être interprétée en termes du rapport entre événement et rituel, entre politique et religion, propagande et culture populaire

Pour mener à bien une telle analyse, il faut d'abord questionner la temporalité de l'événement: Noël, célébration immémoriale et néanmoins récente. Du côté récent, « *la forme familiale de la célébration que nous connaissons aujourd'hui, c'est à dire la famille réunie autour d'un repas de réveillon et l'enfant comme acteur central ne date guère que de la seconde moitié, du XIX^e siècle, en France et aux États Unis* »¹. Du côté plus ancien, on peut remonter à un type de célébrations qui remontent aux Saturnales de l'empire romain et à un culte de la lumière que désigne, au plus profond de l'obscurité, le choix de l'intervalle que constitue le moment de minuit

Comme toutes les traditions vivantes, la célébration de Noël est constamment réinventée. Certains de ses aspects contemporains (sapins, jouets, enfants) sont fixés par la littérature du XIX^e siècle. Charles Dickens invente ainsi une référence durable aux ennemis de la paix, aux enfants et à l'harmonie cosmique en général. Exemple parfait de ces hommes de mauvaise volonté, le méchant avare de son « Conte de Noël », Ebenezer Scrooge, deviendra mondialement connu sous la forme d'un irascible canard: l'oncle Picsou de Walt Disney. Mais la tradition continue à se transformer et à la fin du XX^e siècle, elle est remodelée par la télévision. On voit alors apparaître non pas une fête de Noël mais une « saison » de Noël, marquée, entre autres choses, par une publicité effrénée. Le remodelage se poursuit aujourd'hui. L'un de ses apports les plus récents consiste à faire de Yasser Arafat un indispensable ingrédient de la célébration de Noël. Cet apport peut sembler étrange ou farfelu. Quel lien peut-il y avoir entre une célébration religieuse chrétienne et un homme politique qui semble tout, sauf chrétien? Entre une célébration de la paix sur terre pour les hommes de bonne volonté et un homme en tenue militaire, volontiers armé d'une

kalachnikov et connu pour son passé de terroriste? La réponse est simple. Béthléem se trouve sur le territoire de l'Autorité palestinienne. Il existe cependant une réponse plus complexe.

Le Nous et les autres

Comme toutes les traditions inventées, c'est à dire toutes les traditions, celle que l'on pourrait baptiser « *pas de Noël sans Arafat* » vise à la construction d'un Nous, à l'élaboration des limites de ce Nous et à l'exclusion hors de ce Nous de ceux que l'on juge « différents » ou « autres ». Les constructeurs du nouveau « Nous » sont ici des hommes de télévision.

On peut les observer à l'œuvre dans un reportage sur Noël à Béthléem et à Strasbourg, produit par Marc Antoine Valverde pour Arte, « *Noël à Béthléem et Strasbourg* » (le 24 décembre 2001). Béthléem, y apprend-on, est une « *prison à ciel ouvert* ». La ville est encerclée par des colonies juives. Le dirigeant d'une agence de « tourisme alternatif » (Ayrnan abou Saylaf) commente: « *c'est une guerre économique contre les Palestiniens. C'est l'apartheid*. » Les Palestiniens, nous dit Valverde regardent avec angoisse leur avenir. Ils vivent dans la crainte que leurs femmes, leurs enfants soient tués par une balle ou un obus israéliens. En conclusion de ce sujet, un chœur d'enfants chante une chanson sur la paix de Noël.

L'ensemble n'a pas grande originalité et n'aurait pas d'intérêt s'il ne se détachait sur fond de nouvelles non traitées: les conflits entre musulmans et chrétiens qui ont lieu au même moment en Indonésie et avant tout l'oppression des chrétiens de Béthléem. Et surtout s'il n'y avait pas le casting mis en place. Ce casting? Un Nous: Strasbourg et Béthléem, les enfants qui chantent la venue de la paix, les parents qui vivent dans la crainte. Et face à ce Nous qui est à la fois musulman et chrétien, les AUTRES: ceux qui organisent l'« *apartheid* » et transforment la ville « *en prison à ciel ouvert* » (bien que l'on nous dise que quatre cent mille touristes y sont attendus). Ces Autres ne sont certainement tenaillés par aucune crainte quant aux projectiles qui pourraient s'abattre sur leurs enfants. Plus exactement leurs craintes sont sans intérêt. Ils *sont* AUTRES.

Un populisme religieux:

résurgence de l'antisémitisme théologique

Cette élaboration d'une nouvelle identité collective

renvoie à une certaine forme de populisme religieux et vise à s'éloigner des subtilités de Vatican II. La fête de Noël n'est bien sûr qu'un prétexte. Je crois Marc Antoine Valverde parfaitement capable de produire le même casting à l'occasion d'un championnat de football ou de la cérémonie des Oscars. Ce prétexte, cependant, n'est pas indifférent. Il permet la résurgence d'un antisémitisme théologique, pour un temps éclipsé par les théories racialistes, et qui reprend aujourd'hui l'offensive : assassinat d'enfants, refus du pardon (œil pour œil, dent pour dent), rejet du Christ (« sabotage » de la messe de Noël) etc.

Il s'agit d'établir un lien fort entre la cause palestinienne et une imagerie populaire chrétienne. Ce lien peut être établi, établi ad hoc, au fur et à mesure que se produisent des événements qu'une lecture attentive aux stéréotypes ne manquera pas d'interpréter à leur lumière (Roi Hérode destructeur d'ambulances ; protocoles et accords occultes). Ce lien peut être établi de façon ritualisée.

C'est ainsi que l'on assistera à la création d'un saint calendrier qui nous permettra de vivre une double vie, un pied dans le calendrier commun, l'autre dans celui de l'intifada. « *Aujourd'hui, énième jour de l'intifada, tant de morts, tant de blessés* » entendait-on sur une chaîne française, pour introduire les programmes de nouvelles. C'est ainsi que l'on assistera aussi à la reformulation des calendriers existants. Illustration idéale, de ces périodes vouées à des figures obligatoires que le jargon de la télévision désigne comme des « marionnettes », la fête de Noël va se scinder en un aspect festif, commercial, et un aspect éthique placé sous le signe de, la Palestine Il y aura des sapins (Norvège), des cadeaux (grands magasins) et il y aura la souffrance (la Palestine). C'est à cette occasion qu'Arafat sera admis dans la sainte famille.

Sa présence va alors prendre la force d'un élément constitutif du rituel de Noël au point que pratiquement tous les journaux télévisés en France (et bon nombre à l'étranger) vont faire de sa chaise vide au cours de la messe le principal élément de leur couverture. Assistera-t-il ? N'assistera-t-il pas ? En quoi consiste alors cette messe ?

La messe télévisuelle : le crime de « lèse télévision »

Il s'agit d'une messe télévisée à une certaine date (le 24 décembre) et d'une messe conduite dans une certaine langue. On peut alors se poser plusieurs questions. La date du 24 décembre, la coutume de célébrer la messe à minuit sont-elles communes à toutes les branches de la chrétienté ? Le monde ne retient-il pas plusieurs dates-clef, plusieurs formes cérémonielles différentes, plusieurs langages sacrés, plusieurs langues pour s'adresser aux fidèles ? C'est à partir du IV^e siècle, nous rappelle Martine Perrot, que la fête de Noël s'est diffusée depuis Rome dans toute la chrétienté bien que de nombreuses églises d'Orient tinssent à célébrer l'épi-

phanie sous sa forme ancienne, le 6 janvier. Au rituel de quels chrétiens Arafat entend-il assister ? À quelle date et dans quelle langue ? Il est possible, que le président de l'Autorité palestinienne assiste systématiquement à tous les rituels. C'est néanmoins peu probable. S'il en choisit seulement un ou quelques uns, au nom de quels critères le fait-il ? Privilégie-t-il une messe en arabe, qui lui permette de se joindre au culte des Palestiniens chrétiens ? S'agit-il plutôt d'une messe en anglais ou en français, certes moins directement liée à une religiosité moyen orientale, mais qui permettrait par contre de toucher des audiences bien plus vastes ? S'agit-il d'une messe œcuménique créée pour être diffusée internationalement ? Mais dans ce dernier cas l'événement est-il fondamentalement télévisuel ou religieux ? Israël serait-il alors coupable de profanation religieuse ou, plus simplement et peut être plus impardonnablement, de lèse-télévision ?

On le sait Arafat choisit l'église catholique Sainte Catherine. Il y a incontestablement faute de la part d'Israël. Yasser Arafat est président de l'Autorité palestinienne et il est empêché d'assister à un événement qui se déroule sur son propre territoire. Cette exclusion est politiquement inacceptable et elle mérite d'être condamnée. Cependant cette condamnation (politique) n'est pas la condamnation (religieuse) que l'on entend se faire jour. Il faut alors comprendre qu'Arafat fait partie du rituel et qu'il en représente l'une des figures. Mais laquelle ?

Le rôle mythique d'Arafat

Peut être celui du saint que l'on célèbre sous le nom de Père Noël ou de Santa Claus : saint Nicolas. Santa Claus était rubicond, dodu, vêtu d'une casaque rouge bordée d'hermine. Yasser Arafat serait alors un père Noël en treillis, un père Noël en keffieh. Il serait une nouvelle version de la même figure mythique, figure mythique dont on sait qu'elle est associée à la mort des enfants, au massacre des innocents. Au milieu de la joie qui entoure le moment de la naissance, saint Nicolas introduit une note de tristesse ou d'horreur. Il témoigne au nom de tous ces enfants dont on a aussi célébré la naissance mais dont les parents ont dû ensuite porter les petits corps inertes ou ensanglantés. Moderne saint Nicolas, Yasser Arafat est ici pour témoigner au nom des enfants morts. Tel semble être son rôle mythologique, celui que le récit sur le Moyen-Orient a construit pour lui. Vieillards aux mains tendues dans l'acte de bénir, vieillard aux lèvres tremblantes, prêtes à embrasser, vieillard implorant d'une voix faible afin que des enfants soient sauvés. Mais, dira-t-on, ce rôle est-il vraiment approprié ? Arafat hésite-t-il à condamner des enfants à mort, à approuver le suicide des enfants de son peuple, à encourager le meurtre des enfants des autres ? Comment peut-on lui faire jouer un rôle aussi radicalement opposé à ce qu'il fait ?

Le rôle et l'acteur ne sont pas incompatibles. Nous sommes, rappelons-le, dans le domaine de la religiosité populaire, dans celui des mythologies et de figures d'autant plus puissantes qu'elles sont contradictoires. Il faut alors se pencher sur les rituels qui entourent le 24 décembre et sur les mythologies qui caractérisent saint Nicolas. « *Saint Nicolas est, selon la tradition, le « faiseur de nombreux miracles » et les enfants se trouvent au centre de plusieurs d'entre eux... Le plus célèbre est celui de la résurrection des trois petits garçons tués et mis au saloir par le boucher. Le visage blanc du « bon » saint Nicolas, contraste avec celui couvert de suie du « méchant » père fouettard. Pourtant les folkloristes soupçonnent le saint et le père fouettard d'être les deux visages d'un même personnage mythique : le personnage du « chasseur sauvage » dans le cortège duquel*

figurent « des démons, des revenants, mais aussi des enfants morts non baptisés, des guerriers tombés lors des batailles et dont les corps n'ont pas été enterrés, des hommes morts de mort violente et qui n'ont pas reçu les saints sacrements² ».

Sous la forme d'Arafat, saint Nicolas est alors présent dans sa terrible ambivalence. C'est le tueur d'enfants et le protecteur des enfants. C'est le chasseur sauvage et le donneur de cadeau. C'est celui qu'Arafat a été, et que l'on voudrait qu'il soit. ■

1. Martine Perrot, *Ethnologie de Noël*, Paris, Grasset 2000. À la même époque la compassion pour l'enfance pauvre et errante dont Dickens fera un portrait mémorable devient un motif constant et dominant dans l'imagerie de Noël

2 Cf. Perrot, *op. cité*

La réception journalistico-théologique d'un livre d'archéologie politique

JEAN YVES KANOUI, PROFESSEUR D'HISTOIRE

La publication, en 2002, par les Editions Bayard, de *La Bible dévoilée, les nouvelles révélations de l'archéologie*, d'Israël Finkelstein et Neil Asher Silberman, a donné lieu à des discours journalistico-théologiques d'un genre inédit qui donnent un sens supplémentaire à la seule actualité éditoriale. C'est l'un des deux auteurs, l'archéologue israélien Israël Finkelstein, qui eut la vedette, en se voyant placé par les journalistes au centre de l'événement. L'archéologue s'inscrit dans la mouvance idéologique dite des « Nouveaux Historiens », comme le signale Henri Tincq en le qualifiant d'historien « *révisionniste* ». Ce qualificatif pourrait être en effet justifié dans la mesure où cette « école » semble viser au démantèlement symbolico-politique de l'identité nationale d'Israël. Sa méthode la plus courante consiste précisément en un renversement des données de la réalité au dépens d'Israël (entre autres « nouvelles vérités » : les Juifs sont coupables du drame palestinien, de l'antisémitisme, de la Shoah, le judaïsme s'est construit comme une réaction au christianisme, etc.). Contrairement à l'impression que peut donner l'intérêt massif des médias français pour cette idéologie, ce courant est en fait ultra-minoritaire en Israël. Il s'inscrit dans un courant plus large, apparu ces dernières années en Occident démocratique, celui du post-modernisme et de l'antimondialisme dont la cible électorale est l'Etat-nation et la démocratie libérale.

La thèse révisionniste

Quelle est la thèse de ce livre ? Le Pentateuque a été écrit *a posteriori* des événements et des lieux qu'il rapporte, pour servir des ambitions politiques impérialistes du « *royaume de Juda... comme puissance régionale au VII^e avant Jésus Christ* », pour « *réconcilier les deux royaumes israélites et s'imposer face à de grands empires régionaux* ». Dans les termes d'Israël Finkelstein : « *Au VII^e siècle, pour des raisons notamment territoriales, le royaume de Juda se met à écrire une histoire de lui-même dont le peuple juif est le héros. Une histoire qui commence avec une famille (Abraham) et se poursuit en nation et en peuple. C'est le moment où émerge l'idée d'un « grand Israël », rassemblant son peuple et groupé autour d'un seul Dieu* ». Ou dans les termes d'Henri Tincq qui évoquent un fâcheux slogan d'il y a 60 ans, appliquée, cette fois-ci, au judaïsme :

« *Un seul royaume, un seul peuple, une seule capitale, un seul Temple : une histoire racontée dans les Livres saints pour servir, affirment deux chercheurs israéliens, les ambitions territoriales et religieuses du royaume de Juda du VII^e siècle¹ ».*

Cette thèse a des conséquences en cascades. Ainsi « *l'histoire des Patriarches, la sortie d'Égypte du peuple juif et la conquête de Canaan* » ne sont que « *des légendes complètes* ». « *Le récit des patriarches n'est qu'une sorte de « préhistoire pieuse » du peuple juif, écrite au VII^e siècle avant J.-C. par des auteurs pour servir l'ambition territoriale du royaume de Juda. Il décrit les prémices de la nation juive, le caractère illimité de ses prétentions géographiques (Abraham, parti d'Ur en Chaldée, va jusqu'à Hébron et s'installe en Canaan). Il montre que les Israéliens (sic) embrassent toutes les traditions du Nord et du Sud* ». « *Un Israël fort et unifié autour de son Dieu unique et de sa capitale unique, Jérusalem, alors*

en pleine expansion démographique et économique. » « Les textes bibliques vont être compilés et devenir l'instrument d'une religion nouvelle: un seul peuple (juif); un seul roi (réunification des royaumes d'Israël et de Juda); un seul Dieu (c'est le vrai début de l'idée monothéiste); une seule capitale, Jérusalem, et un seul Temple, celui du roi Salomon, au centre de la nouvelle Loi consignée dans le Deutéronome ». « La grande saga biblique sert ainsi la vision militaro-religieuse du roi de Juda ».

Le *Nouvel Observateur*² ne fut pas en reste. Dans un dossier sous la responsabilité de deux journalistes de Bayard Presse, Jean Luc Pouthier et Sophie Laurent, rédacteurs du *Monde de la Bible*, publié par la même maison d'édition, nous lisons à nouveau, au fil d'une série de vignettes sur les personnages et les lieux de la Bible, que rechercher leurs traces est « une cause perdue ». Pour Jean Luc Pouthier (qui met pourtant en garde contre l'anachronisme de l'expression) la Bible est « une sorte d'histoire nationale ». Elle « reflète bien les préoccupations des prêtres et des scribes qui luttaient alors pour préserver l'identité du peuple juif, à commencer par son identité religieuse dans un contexte politique tourmenté ». La notion d'« identité » aussi, spécifiquement contemporaine, est en l'occurrence totalement inadéquate.

On pourrait noter, en passant, que cette thèse fut classiquement chrétienne avant l'aggiornamento de Vatican II. Le judaïsme était alors marqué par un référent ethnico-national particulariste sans l'envergure universelle et spirituelle que le christianisme était censé lui apporter. On pourrait entendre cela chez Jean Luc Pouthier, quoique sous une autre forme: « La Bible est un texte toujours vivant qui raconte d'abord l'histoire d'un peuple, celui d'Israël, dans sa première partie, puis l'émergence d'une nouvelle religion, le christianisme, dans la seconde ».

La trame idéologique d'une méthode

Ce qui fait l'autorité d'I. Finkelstein, c'est la revendication du caractère « scientifique » de sa thèse mais à l'examen, on se trouve plutôt en présence d'une philosophie de l'histoire politiquement orientée. Elle part d'une attitude de principe: la mise en doute de l'archive juive et la sur-valorisation de l'archive qui ne l'est pas. « Jusqu'à présent, l'archéologie biblique essayait de repérer les sites, les objets, les personnages et tentait de les faire coïncider avec les faits relatés dans la Bible et leur chronologie supposée. À l'inverse, nous partons de ce que découvre l'archéologie et nous reconstruisons l'histoire à partir de ces découvertes. Nous pouvons ainsi voir en quoi elle correspond ou non avec la réalité du récit biblique, en quoi les événements sont plus tardifs ou plus précoces que ce que nous en savions. » répond I. Finkelstein à une question de Henri Tincq. « Et Abraham, Moïse et Salomon ? Sont-ils rayés de l'histoire parce que leur nom ne figure que dans la Bible et pas sur une tablette assyrienne ou un papyrus égyptien ? Et quand commence alors à proprement parler la Bible « historique » ? « Au début » répond le fondamentaliste... »

avance J.L. Pouthier. Ou I. Finkelstein: « L'archéologie biblique était dominée par le récit de la Bible. Le texte se trouvait au centre des préoccupations de mes prédécesseurs... Nous avons radicalement changé d'approche. L'archéologie se trouve désormais au centre du débat ». La méthode des « Nouveaux historiens » est ici très exactement décrite: écrire l'histoire des Juifs en la déconstruisant et l'écrire à partir du regard des autres...

La dimension scientifique de l'archéologie de I. Finkelstein est au demeurant aléatoire et problématique. Il plaque, en effet, une interprétation qui relève d'un sociologisme vulgaire dans la lignée du marxisme (que l'on pourrait ainsi résumer: les représentations et les discours sont des idéologies qui servent les intérêts de pouvoir de la classe dominante). Ce n'est plus de l'archéologie, la discipline pour laquelle il est habilité! Dans le meilleur des cas du post-modernisme, les représentations collectives sont tenues pour un « récit », une « narration » et pas simplement un écran manipulateur mais c'est au prix de la dénégation de toute réalité concrète, empiriquement vérifiable. Ainsi, « (l'archéologie moderne) montre le génie et la force de cette création littéraire et spirituelle unique » (I. Finkelstein in *Le Nouvel Observateur*).

Le moins que l'on puisse dire c'est que I. Finkelstein ne « sépare pas ce qui appartient à la recherche archéologique et ce qui relève des convictions de foi » comme il le revendique dans *Le Monde*. La « foi », en l'occurrence peut-être idéologique. « L'histoire sert toujours une idéologie » reconnaît-il. Il la définit lui-même. « La conquête du pays de Canaan ne fut pas le blitzkrieg décrit dans la Bible, mais la longue et pénible migration de tribus sémitiques... ». Le terme déplacé de « blitzkrieg » a ici un sens très clair par sa référence au nazisme et bien sûr à la guerre israélienne. « Le roi Josias voulait étendre la domination de Judas vers le Nord, où le royaume d'Israël n'existait plus et où l'influence de l'empire assyrien avait reculé... Il entendait ainsi consolider son pouvoir, restaurer la centralité de la capitale, Jérusalem et l'unicité du Temple de Jérusalem... Pour justifier les conquêtes du Roi et sa théologie, l'idéologie régnante, pouvait-on trouver mieux que le précédent des formidables conquêtes de David et des splendeurs du pays sous Salomon... » ? (*Le Nouvel Observateur*). La référence aux réalités contemporaines est inscrite dans la méthode énoncée elle-même: « Nous faisons le chemin inverse: du plus récent au plus ancien. Nous nous efforçons de regarder l'histoire des anciens Hébreux vivant en Israël en partant du point de vue de ceux qui ont écrit cette histoire ancienne bien plus tard » ou, plutôt, de ceux qui soutiennent certains courants post-modernistes israéliens d'aujourd'hui. Tout est là.

C'est bien ce message idéologique, promu par un appareil scientifique, qui a été entendu par la presse française si l'on en juge par la réception de ce livre qui semble avoir eu à la base un grand succès en milieu chrétien. Mais le plus frappant, c'est que cette réception d'un livre objectivement consacré à l'archéologie

antique du royaume de Juda s'est trouvée être entièrement politique, interprétée dans son sens le plus contemporain et toujours au désavantage de l'État d'Israël actuel. Cette entente contemporaine exsude de toutes parts. Le « lapsus » d'Henri Tincq qui écrit « Israéliens » au lieu d'« Israélites » est psychanalytiquement significatif. Un semblable lapsus est fait par Sophie Laurent dans *Le Nouvel Observateur* à propos de la reine de Saba (qui, bien sûr n'a jamais existé) qui écrit sur le « commerce avec la Palestine aux alentours du VI^e siècle. Gaza sera longtemps le débouché de la route de l'encens » Or, on sait que ce terme de « Palestine » sera inventé sept siècles plus tard par l'empereur romain Hadrien qui voulut effacer le souvenir d'Israël sur cette terre en la nommant du nom de ses plus grands ennemis, les Philistins (étymologiquement les « envahisseurs », car il s'agissait de populations des îles de la mer Egée, venues s'installer sur la côte méditerranéenne sud du pays). Ces deux exemples soulignent par l'anecdote la nature du message idéologique délivré par ce livre. Dans ses différentes expressions l'auteur s'est d'ailleurs prêté à ce jeu malgré des réserves purement formelles.

Le jugement journalistique

La leçon politique la plus forte tirée de ce livre a sans doute été proposée par *Le Monde*. « Si l'aventure des patriarches ou des épisodes aussi connus que la fuite d'Égypte, la conquête de la Terre promise ou l'établissement de la monarchie davidique échappent aux critères de l'histoire, les textes bibliques qui leur sont consacrés appartiennent bien à l'histoire d'Israël. Mais comment continuer à fonder des droits politiques et territoriaux sur des mythes ou des constructions littéraires, alors même que des populations arabes et musulmanes se voient reprocher d'avoir recours à des légendes — par exemple autour de la présence du prophète Mahomet à Jérusalem — pour légitimer des désirs de conquête et d'implantation ? ». Un tel jugement qui souligne la réception politique du livre est la conclusion de la page entière que *Le Monde* lui consacre. Il laisse entendre que la légitimité d'un État d'Israël sur cette terre est frelatée et lui oppose sans ambages, en alignant les deux cas sur une même mythologie des origines, celle des Palestiniens ou plutôt ici de l'islam à Jérusalem. « Archéologies et historiens ont établi depuis longtemps que la Jérusalem du Livre des Rois était, à l'époque de David, un tout petit village », « David et Salomon étaient plutôt les roitelets d'un État – cité, Jérusalem qui était à l'époque une ville assez misérable... La population était clairsemée et dans l'ensemble illettrée » (*Le Nouvel Observateur*). « Il est impossible que la Jérusalem capitale et le Temple d'où se réalisera l'unité d'Israël aient pu exister avant le VIII^e siècle » surenchérit *Le Figaro* quelques mois plus tard³.

Henri Tincq ne se prive pas de souligner cette dimension politique, on l'a dit « l'été 2000 lors des discussions de Camp David, Yasser Arafat n'avait-il pas évoqué l'absence de toute trace archéologique de la brillante Jérusalem du roi

David décrite dans le livre biblique des Rois ». Ce contre quoi s'emporte *Le Nouvel Observateur*, sous la plume de Victor Cygielman, non pas pour défendre et illustrer Israël (« Donc la thèse sioniste selon laquelle les Juifs ont fondé leur État sur la terre de leurs ancêtres ne tient plus. Les archéologues n'ont trouvé de traces ni des ruines du temple détruit, ni des splendeurs du royaume de Salomon... ») mais pour ne pas renforcer Sharon ! « Dangereux parce que ces thèses pseudo-scientifiques ne servent in fine qu'à resserrer les rangs des Israéliens autour de Sharon ». Sa réaction de sioniste de gauche (c'est à dire de quelqu'un qui a coupé les amarres avec l'histoire juive pré-moderne mais pas avec le peuple juif) est d'ailleurs très empruntée. Il semble osciller entre la condamnation de « pseudo-scientifiques » et l'assomption que l'histoire juive sur « ce petit bout de terre appelé en hébreu Eretz Israël et en arabe Falastine est un mythe national » qui « n'a pas besoin de preuves » et que, de toutes façons, la légitimité d'Israël est principalement juridique (issue du partage de la Palestine et des décisions de l'ONU). « On ne ferait pas de plus beau cadeau aux Palestiniens » ajoute-t-il, ce que confirme H. Tincq : « Les « révisionnistes » sont accusés de fournir des arguments aux Palestiniens ».

Le cercle magique

Ainsi la boucle est bouclée. Les journalistes enferment les éventuels critiques de la thèse de I. Finkelstein qu'ils ont faite leur (« science » oblige !) en les identifiant à des partisans de « Sharon » selon Cygielman, aux « milieux juifs orthodoxes qui maintiennent les interprétations historicisantes d'autrefois » selon H. Tincq ou aux « obligations idéologiques de l'État d'Israël » que s'efforçaient de remplir selon I. Finkelstein, les « archéologues classiques » (sous entendez sionistes) comme Yigal Yadin. Pour enfoncer le clou, *Le Nouvel Observateur* a sollicité « la réponse d'un rabbin libéral », Daniel Farhi du M.J.L.F., d'un courant du judaïsme qu'il juge anti-orthodoxe, mais qui, de façon inattendue par le journaliste, critique vertement et très judicieusement la thèse défendue, en montrant à partir du texte biblique sur lequel se fonde (sic) malgré tout I. Finkelstein pour bâtir sa théorie que la lecture qu'il en fait est hautement fantaisiste et hypothétique.

« La délicate question des origines d'Israël » est ainsi présentée comme l'objet d'un secret gênant, ce qui laisse entendre que les fondements d'Israël ne sont pas très « présentables » ni très « moraux » tandis que ceux de la Palestine relèvent de l'évidence et de la « moralité »⁴. Au demeurant ni *Le Monde* ni *Le Nouvel Observateur* n'ont jamais parlé de la fumeuse « archéologie palestinienne »⁵ ni de la théologie de la libération de la Palestine qui fait des Palestiniens les descendants des Philistins... Cette mise en concurrence des deux identités par rapport à la terre et à l'histoire trace bien sûr un portrait de I. Finkelstein en héros de gauche confronté aux sharoniens, intégristes, ultra-orthodoxes, sionistes, etc., une thématique qui parle tout à fait

UN ÉLÉMENT D'ÉVALUATION

La dépêche de l'Associated Press du 13 janvier 2003, publiée sur le site de CBS

La découverte d'une ancienne tablette juive

Des géologues israéliens ont fait savoir lundi qu'ils ont examiné une tablette de pierre détaillant des plans de réparation du Temple juif du Roi Salomon qui, si elle était authentifiée, constituerait une pièce rare fournissant une évidence physique confirmant la narration biblique...

Le quotidien *Haaretz* de lundi a cité une source non identifiée affirmant que la tablette a été découverte ces dernières années, à l'occasion de rénovations du complexe de la Mosquée que les musulmans nomment le Haram El Sharif, le noble sanctuaire, et les Juifs le Mont du Temple, par l'administration musulmane. De là, elle a abouti chez un important collectionneur d'antiquités, avance *Haaretz*. En Terre sainte, se mène un commerce florissant d'antiquités, souvent à la limite de la légalité.

La tablette de grès porte une inscription de 15 lignes qui ressemble aux descriptions de II Rois, 12, 1-6; 11-17, dit l'inspection géologique d'Israël qui a examiné l'artefact. Le texte se réfère au roi Joash qui régnait dans la région, il y a 2 800 ans...

Un spécialiste de l'archéologie biblique, dit le collectionneur, a demandé au Musée « Israël » de déterminer l'authenticité de l'inscription et s'est vu répondre que les experts du musée ne pouvaient pas exclure une contre-façon. Le collectionneur a alors apporté la tablette à l'Institut Géologique d'Israël dont les experts l'ont étudié durant l'année dernière. « *Nos conclusions montrent qu'elle est authentique* » dit Shimon Ilani qui a soumis l'inscription à des tests géologiques. Le carbone 14 confirme que l'écrit remonte au IX^e siècle avant J. C. Dans sa couche supérieure,

Ilani et ses collègues ont trouvé des mouchetures d'or microscopiques qui pourraient avoir brûlé dans la pierre quand le bâtiment qui contenait la tablette et les objets d'or fut détruit. Cela pourrait signifier que la tablette faisait partie du Temple de Salomon, détruit par les Babyloniens en 586 av. J.C., dit Amos Bean, directeur de l'Institut. « *Ces grains d'or ne constituent pas une matière naturelle, mais le résultat d'une activité humaine* », dit Bean. « *Ils pourraient venir d'objets plaqués or dans la maison d'un homme très riche ou un temple... Il est difficile d'imaginer que quelqu'un ait su donner à ces choses un air de réalité* ».

La pierre elle-même venait probablement de la mer morte et était originellement plus blanche que sa couleur grise actuelle, dit Bean. Hershel Shankas, rédacteur à la *Revue Biblique archéologique* de Washington, dit que si la tablette est authentique, ce serait « *une évidence tactile, visuelle qui remonte à 2 800 ans* ». Barkai dit que la ressemblance de l'inscription avec le passage biblique a « *des implications de grande envergure pour l'importance historique du texte biblique* »...

Le mystère entourant la tablette de pierre – ses origines obscures (apparition sur le marché privé d'antiquités, un collectionneur peu disposé à se faire connaître) — fait écho à la controverse concernant l'inscription sur un ossuaire qui pourrait être le plus ancien lien archéologique à Jésus... D'autres experts disent que l'inscription pourrait être une contrefaçon.

Laurie Copans © A. P.

à l'idéologie contemporaine. On en trouve une retombée dans un bizarre article du *Figaro*, publié quelques mois plus tard, à propos d'une « *étrange découverte à Jérusalem* » concernant une tablette du Roi de Juda, Joash, qui corroborerait un récit du second livre des Rois, ce qui infirmerait la thèse de I. Finkelstein. La journaliste imagine que cette tablette est le produit d'un complot ultra-orthodoxe contre I. Finkelstein ! « *Cette opération médiatique a donc toutes les apparences d'une riposte des milieux les plus intégristes, ulcérés par la publication de La Bible dévoilée* », sans omettre de mentionner que le texte biblique a été écrit à des fins politiques pour justifier le particularisme juif : « *L'ouvrage des deux archéologues conclut en effet que la Bible n'a pu être rédigée qu'entre le VIII^e siècle et le VII^e siècles avant J.C. à des fins politiques lorsqu'il a fallu étayer par des textes fondateurs*

la tradition monothéiste exclusive des Juifs », une citation dont la provenance n'est pas mentionnée. Le cercle magique est ainsi construit. Un article de Finkelstein publié dans *Le Monde de la Bible* consacré à « *Jérusalem, cité de David* » est cité à l'appui, qui réitère sa thèse en affirmant que cette tablette est « *un faux* », « *cette découverte sent mauvais* ». ■

1 Toutes ces citations sont extraites du *Monde*, 7 juin 2002

2 du 18-24 juillet 2002, toutes les références aux articles de V. Cygielman, Jean Luc Pouthier, Sophie Laurant ainsi que l'interview de I. Finkelstein, ont été publiés dans cette livraison.

3 Anne Marie Romero, le 17 janvier 2003

4 Il faudra suivre à cet égard l'article à venir de I. Finkelstein qu'annonce son site de l'Université de Tel Aviv « *The Philistine in the Bible: a late monarchic perspective* »...

5 cf. le numéro spécial de *Dossiers d'archéologie* (n°240, janvier-février 1999) préfacé par Yasser Arafat...

Dossiers et Documents n°3

Permanence du discours sur Israël

La presse française, des négociations de Madrid aux accords d'Oslo de Juliette Lichtenstein
préface de Catherine Leuchter

94 pages 12 €



La « compassion » assassine

BAT YE'OR, HISTORIENNE

Deux livres écrits par des clergymen ont ouvert une voie nouvelle à un antisionisme inspiré du christianisme. Un tel alliage a pour originalité de se couler dans un langage paradoxal, marqué non plus par la virulence habituelle de l'antisionisme mais par la terminologie de la compassion, de la justice et de la paix. Mais envers un Israël satanisé. Le raisonnement est polarisé par deux centres antagonistes : l'Église, symbole de justice et de vérité, et Israël, usurpateur et oppresseur des innocents. Entre ces deux pôles circule la compassion que la Justice, ou l'Église démontrent envers le Péché et Israël.

Le double impératif de Naim Stifan Ateek

Cette conception – dans la ligne du dualisme marcioniste — domine tout le raisonnement du livre du chanoine Naim Stifan Ateek, *Justice and only Justice, A Palestinian Theology of Liberation*. (Orbis Books, Maryknoll, NY, 1989.) Au long des chapitres, l'auteur expose l'infailibilité de la justice d'une Église qui exprime par ses organes religieux la volonté divine. L'absolue conviction de l'auteur de connaître la justice de Dieu imprègne sa pensée et confère à ses jugements sur Israël une certitude tranchante que n'effleure aucun doute. L'Israël que Ateek juge dans sa balance est celui du peuple déicide, usurpateur et dépourvu de tous droits dans son pays, comme l'affirmaient en 1923, les chrétiens arabo-palestiniens, en présentant à Churchill *Les Protocoles des Sages de Sion*. Et ses nombreuses références bibliques ne concernent pas les ancêtres des Juifs mais l'Église et les peuples païens christianisés, préexistants à l'Israël biblique, héritiers exclusifs d'un héritage dont les Israéliens se voient dépouillés. Bien qu'il admette (avec peine) qu'Israël ne persécute pas les Églises, il affirme que l'Église a été attaquée en tant qu'elle est une partie d'une entité nationale palestinienne, une fiction démentie par l'extrême parcellisation de la chrétienté en Terre sainte. En effet, l'évêché de Palestine ne constitua jamais une église autocéphale ethnique, contrairement aux églises copte, grecque, arménienne, assyrienne, serbe, etc.

Comme son nom l'indique, l'Église arabo-palestinienne n'est pas israélienne. Elle est campée comme le *Verus Israël* chrétien, préexistant dans l'Israël biblique dont elle est censée assumer seule l'héritage, les Juifs ayant été dépossédés de tous leurs droits. Pour parvenir à la « Justice et à la Paix », Ateek préconise pour cette Église une stratégie qu'il définit comme un double impératif : prophétique et politique, qui équivaut, on va le voir, à une guerre de délégitimation contre l'État hébreu.

L'impératif prophétique commande à l'Église arabo-palestinienne d'analyser et d'interpréter les événements politiques théologiquement (p.152). Dans cette

perspective, il réclame la désionisation de la Bible et la dé-mythologisation de l'État d'Israël (p 159). Mais, quelques pages plus loin, il interdit aux Israéliens et à leurs amis chrétiens ce même droit d'interprétation de leur Bible, considérant que seule celle des chrétiens palestiniens, conforme à leurs critères de Justice, est valable. Ateek voit dans cet impératif d'interprétation théologique la substance de la stratégie de l'Église. Cependant, cette redéfinition théologique de la justice et de la paix implique la négation des droits juifs en Terre sainte, une conviction qui imprègne toute la pensée et le raisonnement de Ateek.

Le second commandement de ce double impératif propose une stratégie que l'auteur présente modestement comme une grande découverte. Elle consiste à unifier toutes les Églises d'Israël, de l'Orient et de l'Occident, dans une action commune. « *Travailler pour la paix fait de l'Église le foyer d'un intérêt chrétien commun* ». L'unité de l'Église rendra possible son plus grand engagement et sa centralité. L'Église devrait créer dans cette optique un « Centre pour la Paix » et voir dans l'O.N.U. le meilleur forum pour établir les critères de justice (p. 158). Ce Centre aurait une influence spéciale en Occident dans la perspective de la désionisation de la Bible et de la démonstration de l'usurpation d'Israël.

À ce propos, il faut signaler qu'en 1970 la commission catholique « Justice et paix » a été installée à Jérusalem sous le contrôle du délégué apostolique du Vatican. En 1983, elle a publié une brochure intitulée « *Musulmans et catholiques, ensemble sur la route* », soulignant l'unité culturelle et la cause commune palestinienne qui les lie. Les chrétiens étaient appelés à considérer que leur arabisme et leur relation à l'islam constituaient une partie intégrante de leur personnalité, de leur vocation et de leur mission. Les publications autant que les centres sponsorisés par les catholiques insistent sur l'unité arabe chrétienne et musulmane dans la lutte contre Israël. Cet engagement politique des Églises arabo-palestiniennes contre Israël fut soutenu par la Communauté Européenne et bénéficia

d'une couverture médiatique complète. En 1983, *Al Liqa*, un centre catholique pour l'étude de l'héritage chrétien et musulman en Terre sainte, voyait le jour. Soutenu par le catholicisme international, ce centre s'est fortement politisé depuis 1987 et a diffusé une propagande anti-israélienne par le biais des canaux catholiques et des médias occidentaux.

Il suffit de remplacer les termes fétiches de « justice et paix » par « péril juif international » pour retrouver la vieille tactique de Neguib Azoury¹, préconisant l'unification de toutes les Églises d'Orient et d'Occident sous l'autorité du Vatican, afin de réaliser l'alliance de la chrétienté mondiale avec l'islam dans le nationalisme arabe – ici remplacé par le palestinisme – pour exterminer Israël. Sans doute Ateek a-t-il découvert ce plan d'internationalisation de la haine d'Israël dans quelques vieux cartons des couvents latins de Jérusalem. Depuis 1905, des ruisseaux de sang ont coulé de ce serpent de haine qui enveloppa le monde et mena au génocide des Juifs, scellé par la poignée de main palestino-nazie entre le mufti de Jérusalem et Hitler.

Cette unification des Églises à laquelle s'active aujourd'hui obsessionnellement le patriarche latin Michel Sabbah, soutenu par les évêques anglicans et luthériens, ouvrit sur une campagne de vilification d'Israël dans les médias occidentaux dans les années 1980. Ateek se considère comme « un observateur de l'histoire », sans doute grâce à sa découverte azourienne, car ses connaissances sur l'antisémitisme et la Shoah sont celles d'un illettré. De même les critères de justice qu'il attribue à l'ONU sont ceux de la résolution assimilant le sionisme au racisme, votée significativement le jour de commémoration de la *Nuit de Cristal* (*Chrystal Nacht*) qui donna le signal de l'extermination des Juifs allemands.

Le raisonnement d'Ateek est empreint des fausses symétries et de la classique théologie de la substitution. Ainsi l'égalité historique qu'il invente entre Israéliens et Arabo-Palestiniens évacue 14 siècles de l'anti-judaïsme chrétien qui n'a aucun équivalent dans la relation de l'Europe chrétienne et du monde arabe. De même, il élimine 13 siècles de dhimmitude imposée aux Juifs dans leur patrie par les envahisseurs arabes, situation historique qui pose les Arabes et les Juifs en Terre sainte dans une relation dissymétrique et non égalitaire car ce furent les Juifs qui furent expropriés, décimés et déshumanisés. Ateek opère également une symétrie entre la *Shoah*, entreprise d'extermination totale des Juifs, et la fuite des populations arabo-palestiniennes au cours de leurs guerres soutenues par les États arabes, contre Israël.

Le transfert de la Shoah

Cette affirmation témoigne d'une ignorance si abyssale pour un chrétien qu'en réalité elle cache une ruse qui vise à déplacer sur Israël une culpabilité

chrétienne ressentie à son égard et une accusation gratuite de génocide. Inspiré par cette fausse symétrie qui éclaire le sens de sa justice, Ateek souhaite que *Yad Vashem* expose aussi en contrepartie, l'histoire palestinienne. Il oublie qu'elle y figure déjà depuis longtemps avec les photos du mufti palestinien, pavasant avec Hitler ou saluant la légion arabe nazie qui, avec d'autres soldats musulmans, devint une unité de la S.S. en Allemagne. Rappelons sa déclaration sur Radio-Berlin (1^{er} mars 1944) : « *Tuez les Juifs là où vous les trouverez. Ceci plaît à Dieu, à l'histoire et à la religion. Cela sauve votre honneur. Dieu est avec vous* ».

Ateek avoue que les Palestiniens ont toujours nié l'Holocauste. Il leur recommande maintenant de le reconnaître, mais accompagné de la symétrie palestinienne. Car eux aussi ont eu leur génocide, chrétiens et musulmans, fraternisantes victimes des nazis israéliens ! Bien que les Israéliens n'aient aucun droit, Ateek conseille toutefois aux Palestiniens d'accepter Israël mais uniquement sur la base de l'Holocauste. « *Les Palestiniens, en tant qu'ils sont les hôtes, doivent en arriver à accepter de donner aux Juifs la meilleure partie de la Palestine (l'ouest du pays) non parce qu'ils auraient un droit sur elle, non du fait de la Déclaration Balfour et même pas du fait de l'antisémitisme mais du fait de l'Holocauste* » (p.169) L'antisémitisme étant la haine des Juifs, comment peut-on logiquement abstraire cette haine des processus de leur extermination collective dans la Shoah ? Si ce n'est la haine, peut-être est-ce la compassion, la paix, la justice de la chrétienté qui déterminèrent leur génocide ? « *Les Palestiniens peuvent par conséquent regarder les Juifs les yeux dans les yeux et leur dire que la seule justification qu'ils peuvent accepter aujourd'hui pour l'existence d'Israël est l'Holocauste. Avec une nouvelle et magnanime attitude, ils doivent dire aux Juifs : « nous vous accepterons et partagerons la terre avec vous »* » (p. 170). Attitude typique de la dhimmitude : Israël est toléré par magnanimité mais ses droits sont niés. Cette conception s'accorde avec la théologie de la substitution qui confisque les droits des Juifs en transférant leur histoire à une Église préexistante dans la Bible. L'Israël d'aujourd'hui n'est pas, à ses yeux, l'héritier d'une histoire constituée au cours de générations, y compris dans la Palestine arabisée, il est une non-existence usurpatrice, proclamant une identité qui n'est pas la sienne.

L'auteur tient à nous informer – au cas où on ne l'avait pas déjà compris – qu'il a réussi à surmonter par l'amour et le pardon la haine qu'il vouait aux Juifs depuis l'enfance (p. 164). Aveu inutile car sa pensée s'inscrit dans ce moule pervers défini par l'abbé Moubarac² qui masque la haine par la compassion. Le livre de Ateek fut salué par les milieux chrétiens pro-palestiniens par un concert d'éloges. On doit ici retenir dans leur discours moralisateur et politique, la banalisation des fausses symétries qui évacuent l'histoire et les droits d'Israël. De même l'affirmation que

l'Holocauste seulement légitime l'existence d'Israël, permet de nier les droits historiques et l'identité du peuple juif. Or l'inverse est vrai : le sionisme a précédé l'Holocauste et la Shoah a été la guerre d'extermination de tous les Juifs pour éradiquer le sionisme, dans un silence complice destiné à permettre la perpétration du crime.

Les Philistins contre Israël

Avec le livre *The Arab Christian* de Kenneth Cragg³, évêque anglican en second (*assistant bishop* de Jérusalem de 1970 à 1973 et en fonction honoraire de 1973 à 1985), on pénètre dans le même univers opaque, où les mots justice, paix, amour et surtout compassion, se bousculent à chaque paragraphe pour masquer des sentiments inavouables. Mais le propos de Cragg est beaucoup plus ambitieux que le livre superficiel de Ateek et la cautèle de son style alambiqué qui, par tous les registres de la haine camouflée en compassion, dégage une odeur nauséabonde⁴.

Afin de doter les Arabo-Palestiniens d'une légitimité historique aussi ancienne que celle d'Israël, Cragg identifie les Arabes aux Philistins. D'un coup de plume, il annule les milliers de chroniques arabes qui glorifient les péripéties des conquêtes arabo-islamiques, les massacres, les déportations, l'esclavage des populations indigènes par les armées du *djihad* au VII^e siècle, et les migrations continues des tribus venues d'Arabie et auxquelles jusqu'à ces derniers temps, les musulmans de Palestine s'identifiaient fièrement. Toutes ces chroniques réparties dans les bibliothèques de nombreux pays, qui répertorient consciencieusement les filiations bédouines, les noms et les alliances des tribus, sont rejetées et remplacées par une filiation imaginaire avec une obscure population connue de la postérité par ses conflits avec Israël. Aucun lien n'existe entre les Philistins, immigrants polythéistes des îles égéennes et les sémites arabes, islamisés au VII^e siècle. Aucune continuité historique, ni identité religieuse, ethnique ou culturelle ne relie ces deux groupes. Conscient toutefois de la mauvaise réputation des Philistins, Cragg par un jeu de passe-passe renversant et au mépris de toute considération historique élémentaire, disqualifie l'Israël biblique au profit des Philistins réhabilités.

On est abasourdi par les efforts et la passion déployées par un vieil évêque anglican dans un jeu truqué de faux miroirs qu'il invente lui-même. Ces tactiques antijuives laminent davantage le christianisme par la glorification d'une culture païenne dominée par des dieux sanglants. S'apitoyant bien tardivement sur les malheurs des *dhimmis* chrétiens, désormais révélés, Cragg accuse l'Europe d'avoir provoqué les représailles islamiques contre les chrétiens, par sa résistance aux envahisseurs musulmans. Au lieu de les combattre, elle aurait dû apprendre du christianisme oriental, dont le comportement lui apparaît

être « *une référence de la vérité* » (p.98) de la façon de se soumettre et de vivre avec l'islam. Cette soumission comporte « *une sagesse de la souffrance* », une sagesse cependant analysée par les historiens dans les termes de la collusion permanente et de la collaboration des hiérarchies religieuse et politique chrétiennes avec le pouvoir musulman, dans la perspective d'une défense des intérêts personnels de leurs membres. L'Europe, parce qu'elle s'est défendue contre les envahisseurs arabes puis turcs, assume une double culpabilité : culpabilité à l'égard des chrétiens orientaux et culpabilité envers les musulmans.

À force de ressasser constamment la culpabilité européenne pour les Croisades, Cragg en oublie ses causes : les destructions d'églises en Terre sainte, les assassinats, abductions et conversions forcées des pèlerins, les ravages en Arménie. Ce ressassement culpabilisateur de la mémoire des Croisades incita, en 1998, des groupes de pénitents chrétiens à parcourir les pays arabes — tous ex-chrétiens — pour leur demander pardon...

Cragg s'efforce, sur le modèle de la réflexion chrétienne sur l'antisémitisme et la Shoah, de créer une culpabilité européenne envers l'islam et les chrétiens orientaux qu'il appelle abusivement Arabes (Coptes, Arméniens, Syriaques, Grecs). Il semble ignorer que ceux-ci ne furent pas toujours des minorités atomisées et impuissantes, mais qu'ils constituaient des majorités nationales, dotées d'armées. Leur destruction résulte de leurs conflits inter-chrétiens et surtout de la corruption de leurs chefs religieux. Il n'existe aucune symétrie entre ces situations quelque tragiques qu'elles furent et la doctrine du déicide avec toutes ses conséquences juridiques et politiques pour les minorités juives dans l'Orient et l'Occident chrétien. De même, l'auteur ne craint pas le ridicule quand il met au même plan l'ambition du *djihad sur* trois continents, celle de l'Europe qui suivit les mêmes chemins (les Croisades) et celle du *Gush Emunim*... en Judée ! L'intention est de situer à égalité les impérialismes islamiques et chrétiens planétaires pendant plus d'un millénaire, et un mouvement politique israélien s'exprimant uniquement dans la province de Judée. Dans la même veine, le patriarche latin de Jérusalem, Michel Sabbah a suggéré que, tout comme les chrétiens d'Occident ont dû se repentir pour le traitement des Juifs, les Juifs doivent se repentir pour le traitement des Palestiniens⁵. Ainsi on égalise dans une fausse symétrie, seize siècles de persécutions culminant dans la Shoah et la libération des victimes de l'antisémitisme et de la *dhimmitude* que représente l'État d'Israël.

Reprenant l'antisémitisme classique, mais dans la forme valorisante du langage théologique de la compassion, Cragg déclare que « *Israël a été créé par l'impérialisme occidental précisément pour empêcher l'unité arabe* » (p.162). On pourrait tout autant dire que le

nationalisme arabe, arme de l'impérialisme français dans les provinces ottomanes, destiné à contrer les intérêts anglais, soutenu par les missions du Vatican, s'est manifesté après la Première Guerre mondiale, pour faire obstacle au sionisme. Le nationalisme arabe, fut clairement défini par la Commission King-Crane et dans d'innombrables déclarations et écrits de nationalistes arabes, chrétiens et musulmans, comme l'instrument politique et idéologique pour détruire le sionisme...

La persécution religieuse et juridique des chrétiens *dhimmis* ne pouvant pas être dissimulée, Cragg se résigne à l'examiner. Son analyse des relations islamo-chrétiennes révèle toute la texture de l'anti-judaïsme chrétien qui y est sous-jacent. Cette texture est beaucoup plus apparente chez Cragg, travaillée de manière plus sophistiquée par l'évocation d'une christologie démonisante d'Israël, que chez Ateek. On y constate la pérennité des courants théologiques chrétiens, européens et arabes, d'une focalisation du Mal dans un groupe humain transcendant l'histoire, les Juifs et maintenant Israël. Cette texture haineuse apparaît particulièrement dans le contexte des relations Israël-Palestine-Liban, c'est-à-dire judéo-islamo-chrétiennes. J'ai montré par ailleurs⁶ que les relations islamo-chrétiennes au Liban ne représentaient pas une réalité en elles-mêmes, mais étaient valorisées comme une arme contre Israël. Cet argument anti-israélien induit ses auteurs à attribuer à l'État hébreu l'intention démoniaque de détruire l'idylle islamo-chrétienne. La célébration de cette symbiose et d'un christianisme accueillant, fraternel et confiant vis-à-vis de l'islam, vise précisément à créer un effet de contraste avec un Israël isolé, « *avec son caractère juif implacable* », son « *dégoût pour le reste de l'humanité si caractéristique de l'anxiété juive* » (p.242). Ces images contrastées fleurissent dans toute une littérature euro-*dhimmie*, ecclésiastique et laïque.

C'est la destruction de cette construction politico-médiatique haineuse qui est reprochée à la résistance libanaise. Et comme le Liban fut ravagé par l'OLP, cette alliée privilégiée de l'euro-arabisme, créée pour anéantir Israël, ceux qui avaient forgé ce théâtre de mensonges, ne pouvant dénoncer leurs alliés, accusèrent Israël de leurs propres intentions.

Cragg stigmatise la résistance chrétienne libanaise, aussi coupable que celle de l'Europe devant les armées islamiques. Il juge son alliance avec Israël, comme la plus haute trahison envers les valeurs chrétiennes et l'humanité. C'est Israël qui est responsable de la faillite de l'expérience libanaise de symbiose islamo-chrétienne (p. 205). Ce qui le conduit à affirmer que : « *la tragédie du Liban est le voisinage d'Israël* ». (p. 209) Mais comment expliquer alors le génocide des Soudanais, les conflits islamo-chrétiens en Égypte, en Algérie, au Pakistan, aux Philippines, en Indonésie, dans les Balkans, au Caucase ?

LES COPTES ET LES JUIFS

Par Marwan Haddad, *proche-orient.info*, 2 mai 2003

Le 20 avril, à l'occasion de la Semaine Sainte des orthodoxes, un grand quotidien égyptien, *Al-Wafd* (300 000 exemplaires), a ouvert ses colonnes à un prêtre de l'Église copte, le père Morcos Khalil. Celui-ci y explique aux lecteurs, notamment aux non-chrétiens, la signification de cette semaine qui précède Pâques : « *Aujourd'hui commencent les tortures infligées au Christ par les juifs durant toute la semaine Sainte. Pour les chrétiens, c'est la semaine la plus sacrée de l'année, pleine de souvenirs douloureux. L'Église est en deuil et les fidèles s'habillent sobrement, se privent de nourriture et prient. Tout cela pour nous souvenir que les juifs ont torturé le Christ, et pour proclamer que les juifs sont responsables de sa mort, quoiqu'ils fassent pour se disculper et effacer leur crime le plus odieux. Les Évangiles le disent : les juifs ont crucifié le Christ et l'ont torturé. Ce ne sont pas les juifs de Palestine seulement, mais les juifs des quatre coins du monde qui sont coupables et ont les mains souillées du sang de notre Christ* ».

L'imputation à Israël de la destruction du Liban pénétrée par le djihad islamo-palestinien, révèle deux tendances importantes :

1. l'impossibilité pour ce courant de dénoncer la responsabilité islamique dans la destruction du pouvoir politique chrétien et l'obligation par conséquent de transférer cette culpabilité sur Israël, par le conditionnement pervers de la dhimmitude et conformément au principe théologique de l'incarnation du Mal
2. Ce raisonnement dévoile, outre sa niaiserie, la stratégie théologique, médiatique, politique de la guerre antisioniste. Dans son chapitre sur le Liban, Cragg poursuit de sa hargne les Maronites coupables du désastre libanais (p.218) et, image peu flatteuse, semblables aux Israéliens. Par contre il admire les Orthodoxes qui surent se plier aux exigences de la dhimmitude en collaborant à la destruction du pouvoir politique chrétien, afin de contribuer « *par un dévouement commun* » au but suprême de l'arabité, exigé par l'islam, but qu'il tait discrètement. Comme l'abbé Moubarak.

Ateek n'avait mentionné que superficiellement l'Holocauste. Pour Cragg, il constitue une obsession, mais dans le contexte des fausses symétries qui situent les Arabo-Palestiniens dans une histoire décalquée de celle d'Israël. Sous sa plume fleurissent les analogies entre Begin et Hitler, les Israéliens et les nazis, « *une solution finale parallèle pour le Liban avec l'éviction des Palestiniens* », une torsion diffamatoire perverse. « *Le règlement de comptes au Liban serait une vengeance par procuration de l'Holocauste* » (p.210). Soulignons encore l'assimilation erronée de la *shahada*, la confession de foi, « *Il n'y a de divinité que Dieu, Mahomet est l'envoyé de Dieu* » avec le « *Écoute Israël, l'Éternel, notre Dieu, est un* », la première confession impliquant que la révélation est celle du Coran, alors que la seconde se limite à énoncer un principe monothéiste.

La mission christique des Palestiniens

Ces éléments et bien d'autres encore, développés par des théologiens chrétiens européens et arabes, s'inscrivent dans un système théologique fixe où les Juifs et Israël symbolisent l'essence et l'empire du Mal, un mal éternel, ennemi du Bien et de la Justice (la Palestine). Dans sa conclusion, Cragg se demande comment créer et exprimer une « *théologie de la libération de la Palestine* ». Il reconnaît le manque de pertinence de l'écriture hébraïque de ce point de vue et trouve son inspiration dans le Nouveau Testament et sa conviction qu'« *il y a une rédemption dans la souffrance* ». Il propose alors l'idée de Dostoïevski dans *Les possédés* d'un « *peuple porteur de Dieu* » dont la responsabilité quant au mal consiste en la volonté de transmuter le bien. Face au principe satanique incarné par l'État sioniste, se dresse le peuple palestinien, crucifié sur la Croix, porteur de la couronne d'épines, incarnation d'un Jésus arabe. C'est pourquoi, selon Cragg, la paléstitinité comporte une essentialité — comme le Mal avec Israël — et qui est indissoluble, contrairement aux autres caractères nationaux des individus peuplant la planète. Cette essentialité palestinienne réside dans la mission qui lui est éternellement impartie : celle de dénoncer par sa souffrance, la nature du Mal, Israël. Cette dénonciation doit être inlassable, continuelle afin que le mal ne soit jamais ni oublié, ni négligé mais au contraire, proclamé, mis au pilori, démasqué dans sa véritable nature. Pénétrant ainsi le cœur, il est intégré à la personne qui le perçoit instinctivement dans son essence. Un mal, précise l'auteur, que l'on peut comparer à Judas Iscariot et à la couronne d'épines.

Théologie et nationalisme

Les implications théologiques de la situation actuelle en Terre sainte selon Rafiq Khoury, prêtre palestinien.

ELIE ASSOULINE, CONSULTANT

Le texte de Rafiq Khoury présente l'intérêt d'illustrer la façon dont les chrétiens palestiniens coulent dans un même discours des conceptions théologiques et une idéologie nationaliste.

L'opération intellectuelle est complexe car la seule amorce d'une telle argumentation ne peut être que religieuse. Il faut donc poser dès le départ l'idée que le conflit est d'origine religieuse au déni de la réalité d'un sionisme politique structurellement en rupture avec le judaïsme. « *Il est indéniable que le conflit a pris dès le début un caractère religieux du fait que le Mouvement Sioniste, dans sa branche aussi bien laïque que religieuse, fondait sa réclamation de la Palestine comme son territoire national sur une lecture de la Bible. Malgré le pluralisme de la pensée juive dans ce domaine, il reste que, pour la plupart,*

Cette attitude, poursuit-il, n'est pas politique, elle ne mentionne ni cartes, ni territoires. Elle ne négocie ni traités ni frontières mais elle libère du mal qui emprisonne le futur et affranchit l'espoir de son lien avec le passé (p. 275) Autrement dit, la constante satanisation d'Israël produira ses fruits de haine dans le futur, une seconde Shoa. C'est pourquoi, écrit Cragg, « *après un siècle de sionisme, des décennies d'exil et de saisie de leurs biens* », il est clair que les Palestiniens sont un peuple martyr comme les Polonais ou les Arméniens. Même la paix ne changera rien, car le mal et l'injustice (la restauration d'Israël) seront toujours présents. La guerre doit continuer, mais au niveau de la haine théologique, afin de ramener l'état de justice antérieur, celui de la non-existence d'Israël.

Puisque la mission des Arabes palestiniens est la souffrance pour dénoncer le Mal, on peut comprendre l'obsession pathologique des Églises arabes *dhimmies* et de leurs relais en Europe, pour proclamer et mettre inlassablement au pilori l'essence satanique d'Israël. L'intérêt pour le génocide des Juifs stimule réactivement le transfert aux Palestiniens de ce martyrologe juif. Plus horrible fut la Shoa, plus coupable en est la victime, et plus indispensable devient la médiation palestinienne qui permet le transfert de la culpabilité du bourreau sur sa victime. Si bien que cette Palestine crucifiée par l'État d'Israël représente une nécessité morbide et essentielle et rassemble les passions de toutes les tendances antijuives et néo-nazies de secteurs d'opinion de l'Europe et du monde arabe, autant que les perversions schizophréniques de la dhimmitude. ■

la fondation de l'État d'Israël trouve une justification dans les textes bibliques, considérés soit comme expression d'une volonté divine, soit comme témoignage historique et culturel du lien du peuple juif avec ce pays ».

Un tel jugement a trois finalités : réduire la condition d'Israël à une religion (et donc lui dénier tout droit politique), asseoir les Palestiniens comme le rival théologique du « *peuple de la Bible* » et critiquer la position des Églises d'Occident qui semblent reconnaître la continuité de l'Israël contemporain et de la Bible et ne pas prendre en compte le sort et l'identité des chrétiens

palestiniens. « *La victime principale de ce conflit a été le peuple palestinien, dont une très grande partie s'est vue violemment projetée à la périphérie de son pays natal, tandis que les autres sont restés chez eux livrés à une situation précaire et dépourvus de leurs droits les plus élémentaires. Depuis une dizaine d'années, un processus de paix a été entamé, heureusement. Mais nous savons maintenant que ce processus est mal parti et s'est développé d'une manière qui ne pouvait d'aucune manière aboutir à une paix juste et durable. La deuxième Intifada n'est que la conséquence directe de ce processus boiteux et équivoque* ».

On remarquera que les Palestiniens se voient définis comme victimes, une victimitude qui renforce leur identité de « nouvel Israël », notamment, comme on le verra, du fait de la marque que l'« Holocauste » imprime aux Juifs et qui rappelle tellement aux chrétiens la mémoire de la souffrance de la passion christique. Les Palestiniens deviennent ainsi les nouveaux Juifs: « *Qui est Juif (question théologique s'il en est)? Nous savons qu'autour de cette question un débat chaud a été ouvert en Israël depuis la fondation de l'État sans avoir connu jusqu'à maintenant une réponse définitive. Mais les termes de ce débat ne concernent que les juifs. Ne faut-il pas l'élargir pour se demander si les non-juifs (dans ce cas les Palestiniens vivant à l'intérieur de l'État d'Israël) n'entrent pas, d'une manière organique et constituante, dans la définition de l'État hébreu? L'élément palestinien ne rentre-t-il pas comme un élément essentiel dans ce débat? [...] Il reste que la réflexion sur la signification théologique d'Israël et de l'État hébreu n'a pas de sens et reste, pour le moins, incomplète sans une réflexion en profondeur sur la signification du peuple palestinien, évidemment sans pour cela tomber, là aussi, dans le piège de l'idéologie. C'est une question de crédibilité, d'intégrité intellectuelle et une preuve de bonne intention. L'exode du peuple juif est inséparable de l'exode du peuple palestinien. Ils se conditionnent mutuellement et constituent une libération l'un et pour l'autre. Comme on le voit, il en va du salut du peuple palestinien tout autant que du salut du peuple juif. Bien plus, il me semble que la prise en considération d'une manière réelle et décisive du peuple palestinien peut bien être la planche du salut du peuple juif en Terre sainte. Le peuple juif en Israël doit finalement comprendre que son salut passe par le salut du peuple palestinien (et vice versa aussi)* ». Le transfert symbolique est ainsi mis en œuvre.

Qui est élu ?

Malgré ce tour de passe passe et à cause de lui, l'idée même de l'élection pose problème et en vient à être contestée. Elle l'est au nom des valeurs bibliques: « *L'élection d'un peuple, quel sens a-t-elle? Quelle est la relation entre l'universel (tous les peuples) et le particulier (tel peuple)? Sont-ils inclus l'un dans l'autre ou sont-ils exclusifs l'un de l'autre et comment? Pourquoi des catégories bibliques aussi essentielles ont-elles été négligées, comme celle de l'injustice et de l'oppression qui constituent l'essentiel du message des prophètes? Quel sens revêtent ces concepts avec et en Jésus-Christ? Est-ce que le message évangélique n'a pas fait éclater de l'intérieur ces catégories pour leur donner un sens plus inclusif et plus universel? On peut allonger la liste à l'infini* ». On réitère ainsi la thèse chrétienne origi-

nelle et spécifiquement paulinienne sur la limitation du salut promis au peuple juif par le judaïsme, du fait de ses limites « nationales ».

Le théologien palestinien se rend bien compte que sa lecture de la Bible récuse la lecture des chrétiens occidentaux: « *Chez les chrétiens — évidemment en Occident surtout — une telle tendance fleurissait facilement, dans certains milieux protestants en particulier, se fondant notamment sur une lecture fondamentaliste de la Bible. [...] « L'Ambassade Chrétienne à Jérusalem », alliée à l'extrémisme israélien, est actuellement une des manifestations malheureuses et aberrantes de cette tendance. Mais bientôt, et surtout après la deuxième guerre mondiale, une certaine théologie catholique s'est développée dans ce sens, surtout dans les cercles du dialogue judéo-chrétien et ne cesse de se répandre dans certains milieux catholiques. [...] Mais on peut dire — avec le risque de trop schématiser — que ces visions bibliques et théologiques vont, à des degrés divers, dans le sens d'une justification théologique du retour des juifs en Terre sainte et de la fondation de l'État d'Israël, engendrant quelquefois des positions politiques en marge du rationnel. Il va sans dire que cette théologie — ou plutôt ces théologies — laissent les Palestiniens, pour le moins, perplexes. En effet, ils y voient la justification religieuse d'un projet politique... le soutien de l'oppression... une théologie qui relève plus du domaine psychologique que du domaine strictement théologique... une théologie sélective* ».

Le complexe des chrétiens occidentaux

La lecture des chrétiens occidentaux se voit ainsi accusée d'avoir contribué à opprimer les chrétiens palestiniens et ceci en vertu d'un sentiment de culpabilité que les chrétiens occidentaux ressentent envers la Shoah. L'injustice envers les Palestiniens se voit ainsi directement mise en rapport avec la mémoire de la Shoah: « *Nous savons que cette théologie s'est développée surtout dans un Occident traumatisé — et avec raison — par le phénomène de l'antisémitisme, dont la Shoah, avec ses atrocités les plus inimaginables, reste l'expression la plus diabolique. Ce phénomène a énormément conditionné la réflexion théologique concernant Israël et le conflit israélo-palestinien. En effet, l'antisémitisme et ses multiples expressions, récentes et anciennes, aberrantes toutes, ont abouti en Occident à un complexe de culpabilité envers le peuple juif. Or, un tel complexe ne constitue pas une atmosphère saine et sereine pour développer une théologie équilibrée sur les questions que pose le conflit en Terre sainte. Il est, en effet, difficile de tracer les frontières entre le psychologique et le théologique dans une telle réflexion. Ne peut-on pas penser que l'antisémitisme et le philo-sémitisme relèvent tous deux d'une attitude psychologique parfois déséquilibrée, qui cherche dans la théologie des justifications, pour le moins, contestables. Tant qu'on reste sous la pression de cette sphère psychologique, la voie est ouverte aux mythes, aux tabous, aux forces occultes, aux motivations inconscientes, qui aboutissent toutes à une pensée aliénée et aliénante. Seule la vérité est libératrice* ». Un tel argument dissocie, on le remarquera, la Shoah du reste de la réalité. Elle rend communément possible la « compassion » pour la souffrance des Juifs et l'accusation de nazisme lancée à leur égard.

C'est donc *es qualités* (théologiques) que le Palestinien (chrétien) entend prendre la parole face aux chrétiens d'Occident, bien évidemment au nom de la vérité et de la foi: « *Il va sans dire que le point de vue présenté ici est celui d'un Palestinien chrétien. A l'heure de la vérité, il est urgent d'écouter toutes les voix pour préparer un avenir de justice et de paix à une terre qui en a tragiquement besoin. Il en va de nous tous et pas seulement des parties directement concernées* ». « *Par les Israéliens, (les Palestiniens chrétiens)... sont vus à travers l'expérience de la Shoah ou à travers le fait qu'ils soient palestiniens. Ils sont souvent considérés, aussi, comme une communauté archéologique sans importance et sans poids dans les débats qui agitent la région. Par les musulmans, leurs concitoyens, ils sont souvent vus à travers un Occident chrétien, qu'ils considèrent comme la source de tous les maux. Pour leurs frères chrétiens, surtout en Occident, ils sont méconnus ou mal connus. Et quand ils les connaissent, ils en sont déconcertés à cause d'une variété qu'ils voient de l'extérieur sans être capables d'en découvrir les richesses. On les présente quelquefois comme étant des victimes entre l'enclume et le marteau et eux-mêmes se laissent quelquefois prendre par du victimisme, déplorant un sort incertain. Au milieu de tous ces miroirs déformants, comment se voient-ils eux-mêmes? Dans tous les cas, ils savent ce qu'ils sont: Arabes, palestiniens, chrétiens. Ils savent aussi, comme les Palestiniens en général, que la Terre sainte est une partie essentielle de leur identité, comme ils sont une partie essentielle de l'identité de la Terre sainte, c'est-à-dire que la Terre sainte ne serait pas la Terre sainte sans eux. Et c'est à partir de là qu'ils cherchent, au milieu de difficultés immenses, de se trouver une place sous le soleil dans le tourbillon d'événements qui agitent la Terre sainte.* » Il est en effet important pour les Palestiniens chrétiens de poser leur identité face aux protagonistes: « *Ils étaient mal préparés à ce débat théologique Mais ils ne pouvaient que se demander comment une telle théologie peut se permettre d'oublier la souffrance de leur peuple et d'avoir peu de considération pour une communauté chrétienne qui a survécu à une histoire aussi mouvementée. Sont-ils en marge de l'histoire de la Terre sainte? Sont-ils en marge de l'Histoire du Salut? Sont-ils un élément de trop dans la géographie humaine et religieuse de la Palestine? N'y a-t-il pas un mot à dire à leur sujet dans le débat qui nous concerne? N'ont-ils pas eux-mêmes un mot à dire? Leur embarras, leur scandale et leur angoisse sont des plus compréhensibles. Embarrassés, scandalisés, offensés, ils l'étaient, mais ils ne se sont pas contentés de l'être. À partir des années soixante-dix, années cruciales dans l'histoire du Moyen-Orient en général et de la Terre sainte en particulier, ils ont commencé à réfléchir sur le sens de leur présence, de leur vocation, de leur témoignage et de leur mission, cherchant à se définir et à se situer, dans de petits cercles au début, ensuite d'une manière plus organisée et plus systématique. Il n'est pas de notre propos de nous étendre sur les détails de cette réflexion, mais nous pouvons dire que ces années ont été riches en ferments de vie. C'est dans une telle atmosphère, qu'une théologie palestinienne a commencé à voir le jour petit à petit, une théologie qui s'est efforcée de développer une réflexion à partir du contexte réel et concret de la Terre sainte. Cette réflexion a déjà à son actif une production théologique assez significative¹. Il fallait partir de zéro et cette réflexion l'a fait. Dans les diverses Églises chrétiennes de Terre sainte, surtout catholiques et évangéliques,*

*des théologiens ont commencé à remonter la pente et à chercher ce que eux seuls pouvaient dire à partir de leur situation réelle. Il est évident que les questions théologiques soulevées par Israël et la fondation de l'État hébreu ont été au centre de cette réflexion². La question qui se pose, dans le contexte qui nous concerne ici, est celle-ci: quelle est la signification théologique de cette communauté au milieu des différents groupes, humains et religieux, en Terre sainte? » Ils doivent même se défendre contre le danger de voir naître des chrétiens hébreophones qui leur raviraient leur exclusivité: « *Il est étonnant de voir une grande figure de l'Église de ce temps, le Cardinal C. M. Martini, Archevêque de Milan, dans une conférence sur Jérusalem, mentionner la communauté chrétienne d'expression hébraïque pour se demander « quelle signification théologique peut avoir la reprise à Jérusalem d'une communauté de juifs chrétiens³ », sans toutefois croire nécessaire de mentionner la communauté chrétienne palestinienne vieille de deux mille ans d'histoire et poser la question de sa signification théologique à Jérusalem. C'est pour dire tout simplement que la communauté chrétienne — comme le peuple palestinien — est l'élément méconnu ou ignoré, comme si elle ne faisait pas partie de cette Histoire du Salut qui se perpétue sur cette terre. Son petit nombre⁴ n'est pas une excuse pour cet oubli (faut-il revenir sur l'importance du petit et de l'oublié?). Il est temps de remédier à cette négligence, tant sur le plan politique que religieux et théologique.* »*

La Bible en question

Ce projet de lire le texte biblique à la lueur de la cause palestinienne pose néanmoins des problèmes aux chrétiens que restent ces nationalistes palestiniens, des « *questions plus spécifiques* ». C'est en effet la foi chrétienne qui se retrouve, en son fond, ébranlée: « *On voit bien que la Bible est au cœur de ce débat théologique. Les Palestiniens chrétiens ont été accusés de marcionisme, à savoir qu'ils tendent à rejeter l'Ancien Testament. Il est indéniable que le Palestinien chrétien ressent un certain malaise dans sa lecture de la Bible. Il ne peut s'empêcher de transposer ce qu'il lit dans le livre à la situation actuelle dans laquelle il vit. Dans ce cas, ce malaise se transforme en angoisse. Il se demande si l'Histoire du Salut n'est pas une histoire qui se développe à ses dépens. Mais il faut vite affirmer vigoureusement que la difficulté du Palestinien chrétien n'est pas avec la Bible en tant que telle (Ancien et Nouveau Testaments) à laquelle il croit comme étant une partie intégrante de sa foi apostolique, mais bien avec les interprétations de la Bible telles qu'elles sont souvent présentées d'une manière sélective, superficielle et idéologique* ». La lecture renouvelée de la Bible pronée par Rafiq Khoury conduit néanmoins à des impasses: « *Ces questions (d'ordre général) peuvent se réduire à trois groupes: Qui est Dieu? Qui est l'autre? Qui suis-je? Qui est Dieu? La question semble anodine. Mais dans le contexte du conflit israélo-palestinien (et du retour du religieux qui se vérifie un peu partout), elle prend un caractère urgent et mérite réflexion. En effet, c'est au nom de Dieu et de ses promesses, que la conquête de la Palestine s'est effectuée avec toutes les injustices qui l'ont accompagnée. Un Palestinien ne peut que se demander d'une manière poignante et angoissée: Mais alors qui est ce Dieu au nom duquel nous avons dû subir une telle injustice? Est-ce un Dieu particulariste, tribal, national? Ou un Dieu universel*

qui embrasse dans sa miséricorde et sa compassion tous les peuples ? Est-ce un Dieu qui se range du côté des oppresseurs contre les opprimés ? Est-ce que l'État d'Israël est un état divin qui doit être accepté à partir d'un *diktat* divin sans possibilité de recours ? Est-ce que Dieu est un distributeur de terres, favorisant les uns et excluant les autres ? Est-ce que Dieu est une idole au nom duquel il est permis de commettre l'injustice ou un Dieu-mystère qui invite à la compassion et à la miséricorde ? »

La réponse est toute trouvée dans la théologie de la substitution. Bizarrement cette apologie nationaliste se voit inscrite dans l'universel chrétien opposé au particularisme juif : « Pour un chrétien, Jésus-Christ est le point focal de cette dynamique de l'Histoire du Salut. Tout converge vers lui et tout part de lui. Or, Jésus-Christ a fait éclater de l'intérieur toutes les données de l'Histoire du Salut pour leur donner une dimension universelle, sans naturellement négliger le particulier, mais plutôt englobant ce particulier dans la dynamique d'une humanité en marche vers le Royaume. Pour le chrétien, la fidélité de Dieu à ses promesses a désormais un nom incontournable : Jésus-Christ. Celui-ci reste, pour le chrétien, un chemin obligé pour toute réflexion sur les réalités de l'Ancien Testament, comme la terre, la promesse, le peuple etc. C'est lui, en effet, qui a détruit dans son propre corps le mur de séparation entre les deux communautés pour en faire une, établissant entre elles la paix (cf Ep 2, 11-22) ».

Le péché originel d'Israël

Israël par contre est définitivement raciste, l'engeance du mal : « Ne risque-t-on pas d'aboutir à l'affirmation que les lois du jugement commun ne s'appliquent pas à cet État ? N'est-ce pas, finalement, une forme de racisme caché mais réel (élection-élitisme-racisme) ? L'on voit bien que, dans ce cas, la voie soit ouverte à l'ignorance ou à la méconnaissance des injustices que cet État peut perpétrer et même de l'injustice sur laquelle il est bâti. [...] Quel est le sens théologique de la destruction de 400 villes et villages palestiniens par l'armée israélienne lors ou à la suite de la guerre de 1948 ? Que signifie l'expulsion, à cette même date, de presque un million de Palestiniens (ils dépassent aujourd'hui les trois millions) en dehors de leur pays pour leur substituer de nouveaux immigrants juifs ? Que signifie l'usage de toutes les formes d'oppression à l'encontre des Palestiniens des Territoires Occupés durant plus de trente années d'occupation ? Comment faut-il voir le fait que les citoyens palestiniens de l'État d'Israël soient considérés comme des citoyens de seconde classe et quelle est la vision théologique qui est sous-jacente à une telle réalité ? Quel est le résultat d'une approche idolâtrique de la terre et quelles en sont les conséquences ? Est-ce que la terre est plus importante que Dieu et les êtres humains ? Comment la Bible regarde-t-elle l'oppression ? On peut continuer la liste jusqu'à l'infini. » Rafiq Khoury a tout simplement oublié que les Arabes palestiniens sont victimes de leur refus du partage et de la paix depuis 1947 et qu'ils se sont engagés avec les États arabes dans une guerre d'extermination d'Israël. La théologie du « péché originel » est ainsi reconduite sur un Israël toujours rebelle à la révélation chrétienne. On tombe même dans le négationnisme : « À titre d'exemple, on s'entête de parler de l'Esplanade du Temple, oubliant la

réalité de la Mosquée de l'Aksa, comme si elle était en dehors de l'histoire humaine. Que disent au théologien les réalités historiques qui se sont superposées en Terre sainte ? Est-il possible de jeter un regard théologique sur ces réalités et lequel ? »

Conclusion ? Le « peuple palestinien » est indispensable au salut chrétien : « Or, il me semble qu'une théologie d'Israël, dans sa réalité historique d'aujourd'hui, reste incomplète, voire déformante et oppressive, tant qu'elle n'inclut pas le peuple palestinien et son expérience historique, récente et passée, dans sa réflexion. Dans la logique des repères herméneutiques mentionnés plus haut, le peuple palestinien est un élément important pour la réflexion théologique. Il peut même être un élément décisif pour une théologie équilibrée susceptible de contribuer à ouvrir la voie à une paix juste et vraie dans cette région... L'Évangile ajoute : « Il les embrassa et les bénit en leur imposant les mains » (Mc 10, 16). Cela peut signifier que Jésus a intégré ces « inutiles » dans l'Histoire du Salut défiant en cela l'étroitesse d'esprit de ses disciples et les invitant à un regard plus large et plus vrai sur le Royaume de Dieu. Ce passage de l'Évangile nous met en face d'un cas où les oubliés, « les offensés et les humiliés », les marginalisés de l'histoire humaine deviennent des éléments constitutifs de l'Histoire du Salut. Le salut ne vient-il pas souvent de la part des marginaux ? ». Ici aussi se produit une résurgence de la critique paulinienne du peuple juif et de la révélation qu'il porte. La justice et la paix énoncés dans l'encyclique *Pacem in terris* peut ainsi se voir invoquée et tirée dans un sens tout à fait palestinien : « Jean XXIII, dans sa célèbre encyclique *Pacem in Terris*, fonde la paix sur « la vérité, la justice, l'amour et la liberté ». Cette vision, vieille de presque quarante ans, est plus que jamais actuelle en Terre sainte. Elle nous rappelle que ces valeurs sont inséparables. La situation actuelle en Terre sainte nous invite à en approfondir le sens pour en entrevoir les exigences. Il en va tout aussi bien de l'avenir du peuple palestinien et de celui du peuple israélien, qu'il en va de l'avenir de notre humanité. La théologie est invitée à le dire et à le redire. C'est ainsi qu'elle peut contribuer à faire de Jérusalem et de la Terre sainte, non un cimetière commun, mais un lieu de vie pour tous. Il faut savoir espérer contre toute espérance ». La « théologie de la justice et de la paix » qu'appelle de ses vœux Rafiq Khoury peut alors être fondée qui permet d'affirmer comme le fait le prêtre Elias Chacour : « les Israéliens veulent la paix et les Palestiniens la justice ». Autre façon de poser, en termes politiquement corrects, le principe du « péché originel » d'Israël qui fait de lui un coupable quoiqu'il fasse. ■

* Site officiel du Patriarcat latin www.lpj.org

1. Pour une étude détaillée de cette théologie, dont la plupart de textes sont en arabe, cf. Uwe GR? BE, *Kontextuelle pal? stinensische Theologie*, Thèse de Doctorat, Erlanger Verlag für Mission und? kumene, 1999, 367 pages. Cf. aussi, pour un exposé global, Rafiq Khoury, *Palestinian Contextual Theology: its March and its Message*, Al-Liq' Journal, n. 14-15 (2000), p. 39-88.

2. Il faut dire que le premier qui a osé soulever ces questions du point de vue palestinien est le pasteur anglican palestinien, Naim Stifan Ateek, dans son livre, cité plus haut, *Justice and only justice: A Palestinian Theology of Liberation*, Maryknoll, New York, 1989, 229 pages.

3. Cf. C. M. Martini, *La parola nella città*, EDB (1982), p. 252.

4. Les chrétiens, dans les Territoires occupés – y compris Jérusalem – et dans les territoires de l'Autorité palestinienne, comptent à peu près 50 000 fidèles, toutes confessions confondues.

6. Nous avons adopté pour cette énumération les catégories du Conseil des Églises du Moyen-Orient (CEMO)

Retour sur l'appel du « curé de Nazareth »

SHMUEL TRIGANO, PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS

La théologie de la libération de la Palestine jette une lumière dérangeante sur l'initiative du père Shoufani, « *Arabe israélien, prêtre à Nazareth*¹ », comme le définit le prospectus de l'association *Mémoire pour la Paix* qu'il a créée en France pour soutenir son action avec son éditeur, Jean Mouttapa (Albin Michel), et quelques personnalités juives, une initiative que beaucoup saluent pour être « *sans précédent pour la paix* » (Paul Thibaud, président de l'Amitié Judéo-chrétienne de France, dans la revue *Sens* de janvier 2003).

Le père Shoufani a appelé Israéliens arabes et Juifs mais aussi, de façon tout à fait programmatique², les Français juifs et musulmans à l'accompagner à un pèlerinage à Auschwitz qui a eu lieu en mai 2003.

On ne peut nier l'audace de l'initiative par rapport à l'habituelle manipulation de la Shoah qui se donne libre cours dans le discours (pro) palestinien³. Néanmoins, l'entreprise reste profondément ambivalente, une ambivalence que la découverte de la théologie de la libération de la Palestine ravive très fortement.

Quoique citoyen israélien, le père Shoufani s'inscrit tout à fait dans le modèle de cette idéologie lorsqu'il conjugue une critique acerbe d'Israël dont il stigmatise la « *déloyauté vis à vis du processus d'Oslo* » avec un appel à la compassion pour la Shoah dont le but est de conjurer « *la grande vague de terreur historique qui remonte du plus profond de la mémoire juive* » et qui selon lui, bloque essentiellement le dialogue israélo-palestinien, en panne donc du fait d'Israël.

Condamnant le terrorisme tout comme la politique de Sharon, cette posture renvoie d'emblée dos à dos Israéliens et Palestiniens dans une même réprobation morale et confère une position de surplomb (identifiée en l'occurrence à la figure chrétienne palestinienne) du haut de laquelle est émis un jugement qui se veut indépendant, gratuit, moral et compassionnel, en appelant à la « *fraternité humaine* » et non à l'intérêt idéologico-politique. Mais cette compassion fraternelle, si nouvelle dans le discours palestinien, porte en fait un jugement d'Israël, plus connu lui, foncièrement négatif quoique « *compréhensif* », comme si l'expression d'une compassion sans limites neutralisait sa virulence.

La nouvelle donne de la compassion émotionnelle, si typique de la théologie de la libération de la Palestine, tient en effet à son objet, la Shoah, dont l'évocation émotionnelle a d'autant plus de force qu'elle vient d'un Palestinien qui déclare sa famille innocente mais qui – entend-on de façon implicite – aurait quelque chose à reprocher aux Israéliens, identifiés exclusive-

ment dans leur rapport aux victimes de la Shoah. En effet cette démarche qui est censée reconnaître les Juifs, va les reconnaître à Auschwitz et pas à Jérusalem, pourtant à deux heures de route de Nazareth... C'est dire que la reconnaissance compassionnelle est structurellement adossée à la Shoah.

Sur un plan idéologique, cette référence a deux conséquences. Elle innocente tout d'abord radicalement les Palestiniens par rapport à un crime (rapporté à l'Europe) dont ils sont indirectement définis comme les victimes ultimes. « *La non responsabilité des Arabes dans l'événement de la Shoah est certes une évidence pour tous. Nous le savons: l'idée même d'un tel génocide est étrangère au monde arabe et musulman, dont les traditions d'hospitalité et de générosité ont beaucoup contribué à l'émergence de l'humanisme contemporain* ». L'Europe est coupable, pas les Palestiniens, mais, du fait des rescapés des camps, ceux ci ont « *payé les pots cassés* » de la faute de celle là... Le père Shoufani peut-il être aussi radical dans son jugement? Se souvient-il de l'engagement aux côtés d'Hitler du chef du nationalisme palestinien de l'époque, le mufti Hadj Amine El Husseini, sans parler des rapports ultérieurs de l'OLP avec les néonazis et les révisionnistes (le premier ministre actuel de l'Autorité palestinienne, Abou Mazen, lui même, a soutenu dans le passé une thèse universitaire révisionniste sur le génocide des Juifs)? Comment affirmer aussi que « *pour l'immense majorité du monde arabe, le conflit qui nous déchire n'est absolument pas d'ordre religieux, ni encore moins raciale* » et faire l'impasse sur la réalité d'un monde arabe ou de l'épiscopat arabo-palestinien (et tout simplement de toute l'opinion palestinienne) en proie aujourd'hui à un violent antisémitisme? Et comment comprendre qu'un ex-*dhimmi* de l'islam — que la citoyenneté israélienne a dû émanciper — affirme (*Proche-Orient.info* du 24 janvier 2003) que « *la montée de l'intégrisme musulman ne met pas en danger les chrétiens. À l'intérieur du système politique du monde arabe, il y a une place pour les chrétiens. Il ne faut pas vouloir comparer le chrétien en Italie et le chrétien en Égypte ou en Jordanie* ». Qu'en de beaux mots ces choses -là sont dites!

La deuxième conséquence est aussi à l'avantage de la cause palestinienne car la reconnaissance d'Israël se voit fondée sur une cause humanitaire, l'accueil des rescapés de la Shoah, et non sur les fondements des droits historiques du peuple juif. Cela sauvegarde en effet l'exclusivité des droits (au moins moraux) sur la terre pour les Palestiniens, un bénéfice (doublement) moral non négligeable de la compassion pour les Juifs souffrants. L'argument peut s'avérer à double portée,

comme on a pu le voir à l'occasion de l'émission de *France 3, Cultures et dépendances*, quand le père Shoufani passa directement de l'évocation des membres de sa famille tués en 1948 par les Israéliens à cette reconnaissance des Juifs via la Shoa, tout en s'interdisant bien sûr formellement de mettre en parallèle *Nakba* et Shoa. De fait, il n'y a aucun rapport entre les deux situations, car si des membres de sa famille sont morts, c'est peut-être parce que le partage de la Palestine a été refusé par les Palestiniens et que cinq pays arabes ont attaqué Israël dès qu'il déclara son indépendance tandis que les Juifs, contrairement à ce que prétendaient les nazis, n'ont jamais « déclaré la guerre » à Hitler. Ce n'est donc pas une grâce du père Shoufani que de se refuser à une telle comparaison. Cependant, l'effet psychologique induit par cette position est clair : l'innocence palestinienne s'en trouve rehaussée face à une culpabilité israélienne noyée dans la compassion qui, tout en n'accablant pas directement Israël, se voit néanmoins puissamment installée dans la conscience. Ce contraste psychologique violent ne peut qu'explorer dès qu'Israël n'adopte plus la posture de la victime de la Shoa, c'est à dire tous les jours de la gestion courante d'un État qui défend ses citoyens quand ils sont attaqués par exemple. Son comportement le plus normal devient alors immanquablement monstrueux tandis que la politique palestinienne la plus agressive ne peut qu'apparaître victimaire.

Un autre type de question se pose, à laquelle ne pense même pas le père Shoufani. Que dira-t-il à la majorité de ses concitoyens, les Juifs originaires des pays arabes qui ne sont pas rescapés des camps et ont, on le comprend, une opinion plutôt négative des « traditions d'hospitalité et de générosité » et tout spécialement de « l'humanisme contemporain » des États arabes dont ils ont été exclus et chassés, avec un baluchon sur l'épaule la plupart du temps ?

Répondant à une question à ce propos dans son livre d'entretiens, *Comme un veilleur attend la paix* (Albin Michel 2002), il tient un discours digne d'une anthologie, définissant les sépharades par leurs « attitudes irrationnelles, instinctives, réactives et souvent réactionnaires » et avouant sa préférence des ashkénazes « quand vient le temps de réfléchir et de mener un dialogue plus profond ». La description qui est faite de leur ancienne condition de *dhimmi* a quelque chose d'hallucinant (p. 205 « le statut de *dhimmi*... n'organisait qu'une cohabitation pacifique » sans compter qu'ils sont coupables d'avoir pris le parti des Européens, durant la colonisation, « avec tout le mépris... vis à vis des indigènes » »).

Cette dernière dimension est capitale en effet pour souligner que l'appel du père Shoufani constitue aussi une opération d'opinion publique destinée à la France et à l'Europe, pays chrétiens, bien plus qu'à l'opinion israélienne et encore moins à l'opinion arabe. Son impact médiatique est assuré engrageant

un avantage symbolique important pour la cause palestinienne. Faut-il envisager l'éventualité que l'initiative soit venue de France ? Elle envoie en tout cas un message subliminal à l'opinion. La compassion définie ici même par un excès qui déborde les critères de justice n'efface pas la culpabilité d'Israël, restée en suspens dans l'éternité du fait même du « pardon » qu'entraîne cette compassion. Toutes les figures d'Israël comme incarnation du Mal ou, comme ses détracteurs le disent, porteur d'un « péché originel » contracté dans son rapport à des Palestiniens absolument innocents, se voient réitérées par la bande. Tous les thèmes de la théologie de la libération de la Palestine sont là. On ne ferait pas mieux pour dépolitiser le conflit, en accablant Israël de façon très sournoise. C'est en effet la « terreur historique » propre à la mémoire juive qui fait obstacle au dialogue mais pas la politique de l'Autorité palestinienne...

Le modèle rhétorique de son livre d'entretiens mériterait une étude pour sa sophistication émérite : une chose et son contraire s'y voient, de bout en bout et sur toutes les questions abordées, affirmés tranquillement et avec douceur. La politique palestinienne s'y voit néanmoins massivement innocentée. Une étrange amnésie hante ce discours, prompt à reprocher à Israël sa politique envers les Palestiniens mais faisant le total silence sur les massacres des chrétiens par l'O.L.P. au Liban, œuvre du même Yasser Arafat, il y a seulement 30 ans, à quelques dizaines de kilomètres de Nazareth.

Cette stratégie paradoxale (plus la compassion est excessive, plus la faute est grande, plus on a barre sur le coupable) rappelle la méthode d'une secte américaine, l'Église du Christ Roi : inonder d'amour les jeunes recrues pour mieux s'assurer un ascendant sur elles et les dominer. Cette pratique s'appelle, dans la terminologie même de cette secte, le « love bombing ». ■

1. Emile Shoufani, entretiens avec Hubert Prolongeau, *Comme un veilleur attend la paix*, Albin Michel, 2002

2. Entretien avec *Proche-Orient. info* du 24 janvier 2003. « Dans ce voyage, il y aura donc des Arabes et des Juifs israéliens. Pourquoi avoir invité des Français à se joindre à la démarche ? Pourquoi la France ? Pour trois raisons. Premièrement, parce que le conflit israélo-palestinien a une forte influence sur la situation intérieure française. Les communautés juive et musulmane vivent dans un climat de méfiance. La confiance est à restaurer. Il faut bien admettre qu'il y a entre elles de la peur et qu'il existe un risque d'explosion. Deuxièmement, la France peut apporter un élément très positif pour influencer une réflexion entre Arabes et Juifs, grâce à une tradition et un héritage judéo-arabes. Enfin, comme chrétien, je juge que l'expérience de l'Église catholique, qui a renoué le dialogue depuis cinquante ans avec le monde juif, est très importante et, là encore, la France joue un rôle majeur. Elle a fait évoluer des positions et elle peut nous aider. Ce voyage va donc comprendre des Français juifs, musulmans et chrétiens. Et même des agnostiques ou des athées ! Pour moi, c'est une démarche qui doit conduire à une transformation des cœurs et à l'ouverture à l'autre ».

3. Cf. *Observatoire du monde juif* n°3 « La dissociation de l'antiracisme et de la lutte contre l'antisémitisme »

Les déchirures des chrétiens d'Orient

BAT YE'OR, HISTORIENNE

La mentalité du *dhimmi* n'est pas facile à cerner. La dhimmitude, en effet, représente une civilisation qui s'est étendue sur trois continents et dure depuis treize siècles jusqu'à nos jours. La diversité des circonstances et l'évolution des situations historiques ont suscité des réactions d'une infinie variété. De façon très générale, deux comportements, oscillant entre des pôles opposés, se partagent la population *dhimmie*: l'un d'aliénation et de soumission absolue, l'autre arrimé à un rudiment d'autonomie identitaire, domaine de liberté spirituelle.

Les aspects essentiels de la mentalité *dhimmie* sont liés aux caractéristiques de son statut et de son milieu, car la dhimmitude se situe exclusivement dans le domaine du djihad. Celui-ci n'est pas seulement, comme on le croit communément, une guerre sainte menée militairement. Le djihad englobe toutes les stratégies, y compris pacifiques, visant à unifier toutes les religions dans le dogme islamique. De plus, le djihad, comme construction juridico-théologique, détermine l'ensemble des relations de *l'Oumma*, la communauté islamique, avec les non-musulmans classés dans les catégories d'ennemis, de réconciliés temporaires ou de soumis.

Comme ni le djihad ni la dhimmitude n'ont fait l'objet d'une analyse critique, l'on peut dire aujourd'hui que la mentalité fondamentaliste – actuellement majoritaire dans les pays musulmans – établit ses relations avec les non-musulmans dans les catégories traditionnelles du djihad: celles de la guerre, de la trêve et de la soumission/*dhimmitude*.

Les *dhimmis* actuels se comptent parmi les chrétiens, les Hindous, les Bahais, et très peu de Juifs et de Zoroastriens, résidus de populations autochtones précédant l'islamisation. Les chrétiens paraissent au premier abord le groupe le plus familier, ils nous sont aussi plus proches par la proximité, la culture, la religion et leur statut identique à celui du Juif dans l'islam. Cette impression cependant est souvent fallacieuse car, sous cette apparence rassurante du connu, se dissimule chez certains, la pathologie mutilatrice et auto-destructive de la *dhimmitude*, vécue inconsciemment par le patient.

Les comportements des *dhimmis* chrétiens varient selon les pays, les catégories sociales et leur association au pouvoir, comme par exemple leur participation dans le Ba'ath iraquien ou syrien ou dans l'OLP, organisation militariste reconvertie au djihad arabe contre Israël. Mandatés par les pouvoirs musulmans dans des postes importants, ces chrétiens *dhimmis* ont toujours servi d'agents entre le monde arabe et les centres stratégiques de l'Occident, gouvernements, industries, universités, Églises, médias, etc.

La population chrétienne *dhimmie* est dans son ensemble hautement qualifiée, jouissant d'un niveau d'instruction supérieure à son environnement, elle souffre par conséquent d'une malveillance jalouse greffée sur les préjugés traditionnels antichrétiens de *l'Oumma*. La pérennité du christianisme en milieu musulman témoigne de remarquables qualités d'endurance, d'adaptabilité et de résistance morale.

On peut, de façon très sommaire, dans un court article, classer les comportements chrétiens sous trois rubriques: résistance active, résistance passive et collaborationnisme. Ces types d'attitudes se manifestent dans une même population, mais certaines situations géographiques ou historiques favorisent l'une ou l'autre.

Résistance active

Les manifestations de cette résistance prennent différentes formes. Ainsi l'instauration de la charia au Soudan en 1983 provoqua une rébellion chrétienne qui fit parmi ses rangs deux millions de victimes environ. La guerre, dès 1975, des chrétiens libanais contre l'arabisation et l'islamisation de leur pays, perpétuait leur tradition millénaire de résistance. Au début du xx^e siècle, le christianisme arménien et assyrien paya par des génocides ses velléités d'indépendance. Aujourd'hui, les massacres de populations civiles chrétiennes, l'incendie des villages, l'exode des populations au Nigéria, en Afrique, en Indonésie, témoignent de la résistance active des chrétiens à l'islamisation.

Les Occidentaux et particulièrement l'Europe opposent à la résistance active, une surdité hostile. Les chrétiens qui résistent à l'islamisation encourent une réprobation générale et leurs malheurs leur sont généralement attribués et reprochés. Ces réactions sont motivées par le démenti apporté par ces témoignages chrétiens au projet stratégique d'avenir de l'UE: la construction d'une unité politique, démographique, culturelle euro-arabe opposée aux États Unis. Ce projet se fonde sur la construction d'un passé fictif de relations islamo-chrétiennes harmonieuses dont les seuls conflits auraient été provoqués par les Croisades, la colonisation et la restauration d'Israël, faussement attribuée à l'Europe. La résistance des chrétiens au djihad met en évidence une réalité prégnante de *l'Oumma* que l'Europe a décidé de neutraliser en la niant ou en sollicitant la paix par des subventions, des concessions, une alliance avec des régimes totalitaires et terroristes, et par l'incrimination d'Israël qui sert d'exutoire à la politique euro-arabe hostile à Israël.

Résistance passive.

C'est le cas des chrétiens au Pakistan, en Iran, en Égypte, où les chrétiens tentent de sauvegarder l'essentiel de leurs droits par la dénonciation de la violence qui les cible, la construction et la rénovation de leurs églises, la réduction des inégalités juridiques et professionnelles, la protection de leur dignité. Comme dans le cas précédent, l'Occident fait le silence sur leur situation qui n'est mentionnée qu'épisodiquement. Dans les cas de résistance active et passive, les chrétiens épuisent leurs maigres ressources dans de vains efforts pour solliciter l'aide et l'intérêt de leurs coreligionnaires.

Les chrétiens collaborationnistes.

Ceux-ci se recrutent parmi les chrétiens qui se revendiquent Arabes. On pourrait les qualifier de janissaires de l'islam, ennemis impitoyables des chrétiens des deux premières catégories et agents de l'islamisation de l'Occident avec l'aval des gouvernements. Ce type de comportement, source de luttes fratricides séculaires, fut toujours dénoncé au cours de l'histoire car les *dhimmis* durent se battre contre une domination islamique qui progressait grâce aux services de Chrétiens. Le rôle des chrétiens collaborateurs fut toujours le service de l'expansionnisme islamique. Aujourd'hui ce sont eux qui sont choyés et écoutés par les démocraties occidentales.

Le collaborationnisme chrétien s'est manifesté au cours de l'histoire sous différentes formes selon les hasards des conjonctures et des opportunités politiques. Aujourd'hui il s'exprime dans un double projet : politique et théologique. Le projet politique s'inscrit dans la fusion des deux rives de la Méditerranée et la construction d'une entité géographique, politique, culturelle économique, constituée par l'Union Européenne et les pays arabes et africains. Cette politique associative, dans tous les forums internationaux, servirait de contrepoids à la politique américaine sous couvert de « légitimité internationale » bien que cette légitimité soit celle des dictatures totalitaires et sanguinaires du monde arabe.

Les chrétiens *dhimmis* collaborationnistes constituent les rouages économiques et intellectuels de ce projet car ils appartiennent à ces deux mondes. Leur rôle consiste à inventer le passé idyllique islamo-chrétien qui soutient toute la construction politique d'Eurabia (cf. *Observatoire du monde juif*, n° 4/5) et à dissimuler les fondements antichrétiens de la doctrine et de l'histoire islamique.

Au niveau théologique, la collaboration *dhimmie* s'oriente dans deux directions : vers le monde chrétien et vers l'islam. Son expression la plus radicale se manifeste dans la « Théologie de la Libération palestinienne », ce qui signifie en termes clairs, la libération du christianisme de sa matrice juive. Le centre spirituel de cette théologie se trouve à Jérusalem, à l'institut catholique *al-Liqa*, créé en 1983 pour l'étude

de l'héritage musulman et chrétien en Terre sainte. Sponsorisé par des organisations chrétiennes internationales, l'institut, fortement politisé s'est spécialisé dans la distribution d'une propagande anti-israélienne virulente, par ses canaux religieux internationaux et médiatiques.

Unissant les courants théologiques marcionistes et gnostiques, la théologie palestinienne consiste à dépouiller Jésus de sa judéité pour en faire un Jésus *sui generis* arabo-palestinien. Libéré de ses racines juives, le christianisme peut s'inculturer dans l'arabo-islamisme. La Palestine et non Israël serait ainsi à l'origine du christianisme et les Israéliens ne seraient que des usurpateurs de la patrie islamo-chrétienne palestinienne. Cette théorie nie la continuité historique entre l'Israël moderne et son ancêtre biblique, expression du christianisme en devenir.

La théologie de la palestinité reprend tous les thèmes antijuifs de la théologie de la substitution taillés dans les habits neufs de la Palestine. Elle s'adresse au christianisme mondial qu'elle rassemble dans le Jésus arabo-palestinien, symbole d'une Palestine crucifiée par Israël. Ce thème avait déjà été conçu dès le XIX^e siècle par les officines du Vatican, les chrétiens arabo-palestiniens et les partis antisémites français, dans leur guerre anti-sioniste. À cette époque, toutefois, le rôle unificateur de la Palestine était dévolue au nationalisme arabe, le concept d'une entité palestinienne différenciée du monde arabe, n'existant pas.

La théologie de la palestinité conforte la politique euro-arabe car elle permet de contourner l'Israël moderne, accroc temporaire de l'histoire, pour ancrer les origines chrétiennes de l'Europe dans la Palestine islamo-chrétienne scellant ainsi la fusion du christianisme et de l'islam, de l'Europe et des Arabes. Israël peut désormais disparaître, il aura rempli sa fonction historique : celle d'unir contre lui deux entités ennemies, le Christianisme et l'islam. Ce rôle unificateur est dévolu à la Palestine islamo-chrétienne. Sur les cendres d'Israël et sa négation pourra enfin s'opérer la réconciliation de l'islam et de la chrétienté. C'est pourquoi la politique de l'UE, particulièrement de la France, désigne « l'injustice » d'Israël comme la seule cause de conflits entre l'Europe et les Arabes et la source du terrorisme islamique international contre l'Occident.

La contribution du collaborationnisme chrétien *dhimmi* est encore plus importante à l'égard de l'islam. Elle remplit trois objectifs : 1. sa propagande étoffe la mythologie d'une coexistence pacifique islamo-chrétienne passée et présente et confirme la perfection de l'islam, du djihad et de la charia ; 2. elle sert la propagation de l'islam en Occident dans son expansion démographique et son prosélytisme ; 3. sur le plan théologique elle élimine le Jésus juif pour implanter le christianisme dans le Jésus musulman, autrement dit, elle facilite l'islamisation théologique de toute la Chrétienté.

Selon le dogme islamique, l'islam englobe le judaïsme et le christianisme qui ne sont que des expressions falsifiées et postérieures de la religion première et fondamentale : l'islam. Tous les personnages bibliques, Jésus et les apôtres étaient des prophètes musulmans ayant prêché l'islam – c'est d'ailleurs uniquement en cette qualité de musulmans qu'ils sont reconnus et respectés. Ils appartiennent au Coran et non à la Bible. Dans cette optique, le lien entre judaïsme et christianisme est une tromperie, car la filiation du christianisme n'est pas juive mais islamique. Le christianisme descend de l'islam, première religion de toute l'humanité (*din al-fitra*). Le christianisme est une expression de l'islam, il lui appartient. Selon le *hadith* quand Isa, le Jésus musulman reviendra, il brisera la croix, tuera le cochon, abolira la *jizya* (capitation pour les infidèles) et l'argent coulera à flots (Sunan Abu Dawud, 37: 4310; Muslim, LXXII; Bokhari, XLIX). Selon les exégètes la destruction de la croix et la mort du cochon, symboles attachés au christianisme, signifient l'extinction de cette religion, la suppression de la *jizya* indique le règne exclusif de la religion islamique, et l'abondance des richesses se réfère au butin fait sur les infidèles. (voir Mark Durie: www.dhimmitude.org/d_history_debate.php). Autrement dit le Jésus musulman est le destructeur du christianisme.

De très nombreux chrétiens orientaux, particulièrement les « résistants », considèrent les chrétiens « collaborateurs » comme les pires ennemis de l'Occident, de la Chrétienté et d'Israël. Les Libanais les accusent de collaborer avec l'occupation syrienne. Ces chrétiens sont toutefois totalement marginalisés en Europe. Précisons aussi que les théologies de la

libération palestinienne sont officiellement répudiées par les organes officiels du Vatican bien qu'elles soient propagées dans toutes les églises arabophiles, c'est-à-dire majoritaires dans le monde chrétien. L'ampleur de l'antisémitisme/antisionisme actuel prouve la réussite de sa propagation, de l'ancrage du christianisme dans la palestinité et de l'exécration d'Israël. ■

1 Neguib Azoury, né au Liban (1873), de 1898 à 1904 assistant du gouverneur turc de Jérusalem, auteur de *Le réveil de la nation arabe*, publié à Paris en 1905, avec l'aide du Quai d'Orsay et de l'Église, qui fait la synthèse de l'islam et de la chrétienté par le biais d'une judéophobie antisioniste qui s'inscrit dans la logique des *Protocoles de Sages de Sion*. Dans sa conception, la France et Rome constituent les deux pôles politiques fondamentaux d'une nation arabe qui engloberait le Moyen-Orient sans l'Égypte. Cette nation arabe réunirait Arabes chrétiens et musulmans en Palestine ainsi que toutes les branches de la chrétienté. Ses deux piliers doivent être le Vatican et le Califat, enlevé à la Turquie et donné à un prince arabe, sous un protectorat français et contre le sionisme, accusé de préparer une domination universelle.

2 L'abbé Youakim Moubarac (xx^e siècle), professeur à l'Institut Catholique de Paris, à l'Université de Louvain, à l'Institut orthodoxe Saint Jean de Damas, secrétaire général du Patriarcat catholique d'Orient, était l'avocat d'une mise de l'Église et des chrétiens d'Orient au service de l'expansion de l'islam sur la base de la « charité » et de l'« amour », nouveaux habits de la dhimmitude. Il s'opposait à un Liban chrétien.

« Une invitation pressante est adressée à l'Église de Dieu qui est au Liban à accomplir ce souhait pour le bénéfice des masses de non chrétiens qui, tous comme les pauvres de Jésus Christ, sont sous le fouet de l'occupation sioniste et des potentats (libanais chrétiens) locaux à la solde de pouvoirs étrangers... »

Pour l'abbé Moubarac, la destruction du pouvoir temporel chrétien redonne à l'Église sa vocation réelle d'amour de l'islam, ciment d'un œcuménisme islamo-chrétien qui libérerait Jérusalem et renverrait les Israéliens au statut de dhimmis de l'Église.

3 Kenneth Cragg, *The Arab Christian, A History of the Middle East*, Mowbray 1992

4 Voir l'excellente critique de Habib Malik, in *The Beirut Review*, 3 (Spring 1992), pp.109-122, publiée par le « Lebanese Center for Policy Studies », Beirut, Paul Salem ed.

5 *Jerusalem Post*, 23/2/1997

6 Bat Ye'Or *islam and dhimmitude, were civilizations collide*, Fairleigh Dickinson University Press, Lancaster, UK.

COTISATION 2003

Cotisation annuelle 2003 22 €

Cotisation de soutien (à partir de 100 €)

Nom, prénom :

adresse :

Montant :

Date :

email (facultatif) :

(chèques à l'ordre de l'*Observatoire du monde juif*)

Votre cotisation vous permettra de recevoir le Bulletin publié par l'Observatoire du monde juif et d'être informé de toutes les manifestations organisées par l'Association.

la cotisation est annuelle (de janvier à janvier), elle donne droit uniquement aux numéros publiés durant l'année. Les autres numéros peuvent être achetés séparément.

DANS LES TERRITOIRES CONTRÔLÉS PAR LES PALESTINIENS

L'islam conquérant de l'Autorité palestinienne face aux autres religions

YONA DUREAU, MAÎTRE DE CONFÉRENCES À L'UNIVERSITÉ, SPÉCIALISTE DE L'HISTOIRE DES IDÉES

Dans son « *Rapport annuel sur la liberté de culte dans le monde* » publié le 5 septembre 2000, le *State Department* tentait de présenter une image politiquement correcte de la situation des lieux saints au Moyen-Orient, en prenant soin de ménager l'Autorité palestinienne, alors que les plus récents événements avaient montré une destruction systématique de lieux saints juifs, et une attaque physique des chrétiens sur le lieu même de leur pratique religieuse, à Hébron et à Jéricho.

La retenue rhétorique des Américains soutenait ainsi la représentation erronée de la situation des autres religions en territoire palestinien donnée par l'Archevêque Michel Sabbah, l'évêque Younan, et l'évêque Abbu Assah en Occident, trois membres de l'Église dont la fidélité était arabe et palestinienne avant d'être chrétienne. Dans cette étude, nous présentons le rapport du *State Department* américain, avant de relater les violations de lieux saints juifs et chrétiens par l'OLP au sud Liban dans les années soixante-dix afin de présenter dans leur continuité historique les exactions actuelles de l'Autorité palestinienne: le Djihad palestinien n'est qu'une partie minime d'une seconde conquête de l'islam qui a commencé dans les années soixante-dix, et qui s'étend progressivement dans le monde entier.

Le Rapport du *State Department*

Dès son introduction, le rapport du *State Department* sur la liberté religieuse dans les territoires palestiniens s'efforce d'établir un parallélisme artificiel entre l'Autorité palestinienne et l'État d'Israël. « *L'Autorité palestinienne (AP) n'a pas de constitution, et aucune loi ne protège la liberté religieuse. Elle respecte cependant généralement la liberté religieuse dans la pratique. Bien qu'il n'y ait pas de religion officielle dans les territoires occupés, l'islam est en général traité de facto comme religion officielle. Israël n'a pas de constitution. Cependant, la loi prévoit la liberté de culte, et le gouvernement respecte en général ce droit dans la pratique.* »

Dès cette introduction, le *State Department* se livre à une comparaison indue. Tout d'abord, alors qu'il est incontestable qu'Israël n'a pas de constitution, il n'en demeure pas moins que la déclaration fondatrice de l'établissement de l'État d'Israël, base des principes légaux et démocratiques du pays, engage dès sa première page l'État d'Israël à protéger la liberté de culte de toute religion:

« *L'État d'Israël sera ouvert à l'immigration juive et au rassemblement des exilés; il favorisera le développement du pays pour le bénéfice de tous ses habitants; il sera fondé sur la liberté, la justice et la paix tels qu'envisagées par les prophètes d'Israël; il assurera une égalité complète des droits politiques*

et sociaux à tous ses habitants quels que soient leur religion, leur race ou leur sexe. Il garantira la liberté de religion, de conscience, de langue, d'éducation et de culture. Il protégera les lieux saints de toutes les religions!... »

L'importance de ce document est telle qu'on trouve ces principes cités dans toutes les lois israéliennes touchant à l'un des points évoqués par cette déclaration, et la Cour Suprême d'Israël a maintes fois insisté sur la valeur fondamentale de ce texte en déclarant qu'il « *fournissait un cadre de vie pour tous les citoyens de l'État et qu'il impliquait que toute autorité de l'État suive ses principes*² ». De plus, une loi, édictée en 1967, prévoit la liberté de culte et la protection des lieux saints des trois religions.

En revanche, l'Autorité palestinienne n'a jamais procédé à une telle déclaration de principes. Bien au contraire, Yasser Arafat, nous le verrons, a fait de nombreuses déclarations selon lesquelles la loi de l'islam devait seule régner sur l'ensemble de la Palestine (qu'il désignait clairement, dans ses discours, comme couvrant l'ensemble des territoires palestiniens *et* israéliens).

Les précautions oratoires du *State Department* cachent donc mal une partialité purement politique évitant la dénonciation nécessaire des violations de la liberté religieuse par l'Autorité palestinienne. La suite du rapport reconnaît effectivement qu'aucune infraction à la liberté religieuse n'est à imputer à l'État d'Israël, ce qui n'est pas le cas de l'Autorité palestinienne.

Le rapport du *State Department* reconnaît aussi, plus loin, qu'un petit nombre de musulmans ont été convertis à la chrétienté et justifie un peu plus loin les assassinats de convertis comme étant un phénomène culturel présent dans tous les pays musulmans. Ce même rapport mentionne comme « *des allégations restées sans preuve* » les discriminations sociales et le harcèlement de ces convertis par les officiels de l'Autorité palestinienne eux-mêmes, tout en arguant du fait qu'une conversion semble avoir été à l'origine de ces traitements³. En d'autres termes, dans ce texte, même si l'Autorité palestinienne semble bien avoir été elle-même à l'origine de la maltraitance des chrétiens, les témoignages des Arabes chrétiens n'en sont pas moins

pris en compte avec beaucoup de suspicion face aux justifications « culturelles », ou aux versions alternatives fournies par l'Autorité palestinienne elle-même. Ainsi, les plaintes des chrétiens sont relativisées ou minimisées dans leur gravité avant même d'être présentées. Les plaintes des chrétiens face à la politique de conquête islamiste de Béthléem sont présentées comme des réflexes de voisins trop chatouilleux et trop soucieux de la légalité: « *Les chrétiens de la zone de Béthléem se sont aussi plaints de l'installation de musulmans et de la construction illégale de maisons sur des terrains inconstructibles* ». De façon claire, le *State Department* atténue considérablement les responsabilités de l'Autorité palestinienne, puisque les constructions sauvages dont il est question sont le fait de l'application pure et simple du programme d'islamisation de Béthléem décidé à Bagdad par la conférence islamiste internationale ayant eu lieu en 1985⁴, programmant la construction de près de 70 mosquées dans cette ville en l'espace de 15 ans... Enfin le *State Department* reconnaît aussi que les moines orthodoxes russes des monastères de Jéricho et de Hébron ont bien été molestés par la police palestinienne qui les a expulsés pour mettre en place des membres de l'Église orthodoxe de Moscou. Mais là encore, les faits sont présentés comme étant le fait d'intérêts politiques, semblant suggérer qu'une maltraitance religieuse est excusable si elle sert la politique... Les exactions palestiniennes concernent non seulement les chrétiens et les lieux saints chrétiens, mais aussi les lieux saints juifs. Ces exactions ont une longue histoire. Il faut rappeler les événements tragiques du sud Liban des années 1970 et les massacres oubliés de populations chrétiennes par l'OLP (cf. notre article « Rappel historique »).

Les événements récents du sud Liban, en août 1997, montrent qu'une telle réalité y est toujours actuelle. Cinq chrétiens y furent emprisonnés par le gouvernement libanais sous contrôle syrien comme « collaborateurs avec Israël » Selon les sources d'information libanaise chrétienne, leur faute consistait surtout à être chrétien⁶.

Une enquête menée auprès des différentes Églises présentes en territoire palestinien nous a révélé que le processus d'islamisation meurtrière du sud Liban a déjà commencé dans les territoires de l'Autorité palestinienne.

Les lieux saints et la liberté de culte selon les accords d'Oslo

Les accords d'Oslo abordaient la question des lieux saints mais d'une façon qui était très loin d'être exhaustive. Pour commencer, certains lieux saints juifs étaient classés comme tels, alors que d'autres figuraient dans la liste des lieux archéologiques. On est ainsi surpris de constater que les seuls lieux saints juifs répertoriés par les accords d'Oslo sont la tombe de Joseph à Naplouse et la synagogue *Shalom Al Israel* à Jéricho (annexe 4 des

accords intérimaires). L'article 32 des accords stipule que les parties s'engagent à assurer le libre accès et la sécurité des pèlerins des lieux saints, de sorte que le *State Department*, en se penchant sur les lois israéliennes et palestiniennes respectives a tout simplement oublié de mentionner que les exactions palestiniennes concernant les lieux saints et les contraventions à la liberté de culte constituaient par là même des violations des accords d'Oslo. Cependant, à la page 183 de ces mêmes accords, dans le passage intitulé « schedule 1 », on trouve une liste assez énigmatique de « lieux archéologiques importants pour la partie israélienne. » Le titre en dit long sur le contenu. Il ne s'agit de rien d'autre que de lieux religieux, classés comme archéologiques pour faciliter la tâche aux législateurs. On y trouve la synagogue de Samoa, la synagogue de Maon, la synagogue de Yata, Tel Rumeida, soit la tombe de Ruth et Yishai, à Hébron, les palais hasmonéens, la synagogue de Naaran, le cimetière juif de Tel Sammarat, et la synagogue juive de Gaza. Soit neuf lieux saints juifs, arbitrairement isolés de la liste les concernant naturellement pour être placés dans une liste archéologique, dont les mesures protectrices, bien entendu, sont bien moindres. Dans les accords spécifiques de Hébron, on trouve enfin la tombe des patriarches, mentionnée avec la mosquée conjointe et dans le cadre des règlements de sécurité mis en place pour assurer la prière des deux communautés dans ces lieux. Ajoutez enfin les lieux saints juifs absents de toute liste des accords d'Oslo: la tombe de Yehoshua Bin Noun; la tombe de la famille de Loubavitch à Hébron et d'autres encore nombreux. Plus de quinze sites religieux juifs sont ainsi passés sous le seul contrôle de l'autorité palestinienne, qui exige à présent, par l'intermédiaire du *waqf* (autorité religieuse musulmane, chargée des affaires religieuses, à Jérusalem), de contrôler aussi l'accès des Juifs au mur des lamentations. Or, si le *waqf* n'a pas respecté ses engagements (par exemple, il est toujours impossible pour un juif d'aller sur le mont du Temple pour y prier, alors que l'Autorité palestinienne s'était engagée à en garantir l'accès libre dans les accords d'Oslo), on constate qu'Israël a protégé tous les lieux saints de toutes les religions placées sur son territoire. Par contre, les sites religieux juifs placés sous autorité palestinienne sont soit détruits (voir l'épisode de la destruction de la tombe de Joseph), soit rendus très difficiles d'accès (voir la tombe de Rachel), soit inaccessibles, puisqu'il est désormais impossible d'aller voir la tombe de Yehoshua Bin Noun et celle de Othniel, de Ruth, et de Yishai. Vis-à-vis des autres religions, on constate que le traitement qui leur a été infligé par l'Autorité palestinienne n'a guère été plus bienveillant. Tout d'abord, Yasser Arafat et l'Autorité palestinienne n'ont cessé de proclamer une hégémonie de l'islam, non seulement en territoire palestinien, mais, promettent-ils, y compris sur le territoire d'Israël. Selon des déclarations faites concomitamment, les accords d'Oslo sont nuls et non

avenus quand la prophétie de Mahomet et la réalisation du Coran sont en jeu

Le discours de Yasser Arafat et de l'Autorité palestinienne sur les lieux saints et la liberté religieuse

Les violences palestiniennes à l'encontre des autres religions ne sont ni le fruit du hasard ni le résultat incontrôlable d'une « violence de foule » comme voulait nous le faire entendre l'archevêque Shirvianian dans l'interview qu'il nous accorda. Les déclarations suivantes sont toutes issues de sources et d'informations contrôlées par l'Autorité palestinienne à son plus haut niveau, et énoncent toutes clairement la volonté d'effacer, de nier le droit à la pratique d'une autre religion que l'islam, en réécrivant l'histoire de Jérusalem ou d'Israël d'une part, et en niant les traditions ou pratiques religieuses d'autre part.

Nous retranscrivons donc ici une série de ces déclarations, liste non exhaustive, mais montrant la continuité de cette politique islamiste de l'Autorité palestinienne. On constatera, en effet, que ce ne sont pas seulement des chefs religieux qui enflamment la foule palestinienne dans un esprit islamiste, en profitant de la stricte application du respect des lieux de culte par la démocratie israélienne, quand il s'agit de déclarations faites dans des mosquées situées en territoire israélien. Nombreuses sont les déclarations émanant du pouvoir même de Yasser Arafat et de son gouvernement.

Le Sheikh Ikrama Sabri

Mufti officiel de l'Autorité palestinienne

« Si les Juifs veulent réellement la paix, il leur faut oublier totalement leurs droits sur le Mont du Temple ou sur la mosquée Al Aqsa... Le mur occidental [soit le mur du kotel] appartient aussi aux musulmans, et fut donné aux Juifs comme lieu de prière uniquement parce que les Britanniques l'avaient demandé, et que les musulmans acceptèrent de le faire par bonté d'âme. Le mur occidental n'est qu'une barrière appartenant à un lieu saint musulman. Pourquoi accepterions-nous que les Juifs partagent avec nous des lieux qui sont saints pour nous et pour l'islam... Pendant 600 ans, les musulmans ont régné sur ce pays, depuis le calife Omar, et ce n'est qu'à présent que les Juifs se sont souvenus qu'ils avaient un droit sur le Mont du Temple à revendiquer⁷. »

« Le mur de Al-Buraq (le mur du kotel) fait partie de la mosquée Al-Aqsa. Les Juifs n'ont aucun lien avec ce mur, qu'il y ait eu ou non une décision de les exproprier¹¹. »

« Aucun pierre du mur (occidental, du kotel) de Al Buraq n'a un lien quelconque avec le judaïsme. Les Juifs ont commencé à prier devant ce mur seulement depuis le XIX^e siècle, lorsque leurs aspirations nationales commencèrent à se développer¹⁵. »

Yasser Arafat

à propos du mur des lamentations

« Ce n'est pas du tout le mur occidental, mais un sanctuaire musulman⁸. »

« Abraham n'était ni Juif, ni Hébreu, mais tout simplement

irakien. Les Juifs n'ont aucun droit de revendication sur la Tombe des Patriarches à Hébron, lieu de repos éternel d'Abraham, pour y avoir une synagogue. Il faudrait plutôt que l'ensemble du bâtiment soit une mosquée¹³. »

Communiqué de presse de l'Autorité palestinienne

« L'archéologie de Jérusalem est diverse – les excavations dans la Vieille Ville et dans les zones l'entourant révèlent les palais musulmans d'Umayyad, des ruines romaines, des ruines arméniennes et d'autres choses encore, mais rien de juif. En dehors de ce qui est mentionné dans l'Ancien et le Nouveau Testament, il n'y a pas de preuve tangible de trace juive dans la vieille ville de Jérusalem et ses environs immédiats⁹. »

Le Journal Officiel de l'Autorité palestinienne, Al Hayat Al-jadeeda

au sujet de la tombe de Joseph et de la tombe de Rachel, que l'autorité palestinienne s'était engagée à protéger dans les accords d'Oslo

« Soyez vigilants et traitez la tombe de Joseph et la tombe de Rachel comme des parcelles de territoire palestinien qui doivent être libérés, et traitez Joseph et Rachel comme deux personnes qui sont décédées, comme tout le monde¹⁰. »

Le Sheikh Yusef Abu Seina

de la mosquée d'Al Aqsa, montrant que l'embrasement islamiste vise la totalité du territoire israélien

« La Palestine musulmane est une et ne doit pas être divisée. Il n'y a pas de différence entre Haïfa et Naplouse, Lod et Ramallah, Jérusalem et Nazareth, ou Gaza et Ashkelon. La Palestine est domaine du Waqf (autorité musulmane palestinienne) qui appartient à tous les musulmans du monde entier, et personne n'a le droit d'y renoncer ou de l'abandonner. Quiconque fait cela est un traître à cette autorité religieuse, et n'est rien moins qu'un traître dont la fin sera l'enfer¹². »

Le cheikh Ismaïl Jamal

directeur du Waqf islamique de Jéricho

« Le peuple d'Israël réalise parfaitement qu'ils n'ont ni temple ni ruines près de la mosquée Al Aqsa. Selon le Coran, le peuple d'Israël vivait quelque part à l'Ouest de Béthléem... Ils vivaient à Béthléem et non à Jérusalem¹⁴. »

Le Dr Ahmed Yusuf Abu Halabiya

« Nous la nation palestinienne, avons pour destinée, d'être le fer de lance dans la guerre contre les Juifs jusqu'à la résurrection des morts, ainsi que le prophète Mahomet l'a déclaré : « la résurrection des morts ne viendra pas jusqu'à ce que vous combattiez les Juifs et les exterminiez. » Nous les Palestiniens, sommes le fer de cette épée dans cette perspective, et dans cette campagne, que nous le voulions ou pas. Tous les accords conclus ne sont que temporaires¹⁶. »

« Jérusalem, la Palestine, le pays et ses environs que Allah a bénis, resteront le centre d'une lutte entre la vérité et le mensonge, entre les Juifs et les non-Juifs sur cette terre sainte. Il importe peu combien d'accords seront signés ou combien de

contrats seront confirmés. La vérité est le Coran, qui se vérifie dans les paroles de Mahomet, selon lesquelles la bataille décisive sera à Jérusalem et ses environs: « la Résurrection des morts ne se réalisera pas avant que vous ne combattiez les Juifs¹⁷. »

Abu Mazen

secrétaire général du comité exécutif de l'OLP, premier ministre actuel de l'Autorité palestinienne

« À Camp David (en juillet 2000)... les Israéliens et les Américains ont lancé des ballons-tests concernant des solutions sur les problèmes concernant Jérusalem... Ils se sont concentrés sur le quartier arménien, en prenant pour acquis [l'annexion par Israël du] le quartier juif. Nous avons rejeté de façon catégorique toutes ces propositions, mais nous avons été d'accord qu'ils pourraient prier à côté du mur des lamentations, sans accorder une souveraineté israélienne sur celui-ci. Nous nous sommes basés sur la résolution britannique de Shaw datant de 1929. La commission a accordé que le Mur appartient au Waqf musulman, tout en permettant aux Juifs de prier à ce mur à condition de ne pas utiliser un shofar¹⁸. »

Les exactions de l'Autorité palestinienne

à l'encontre des autres religions depuis les accords d'Oslo

Un petit rappel historique des exactions de l'Autorité palestinienne contre les lieux saints des diverses religions est nécessaire pour prendre la dimension d'une politique qui ne constitue pas le fait d'une foule déchaînée acculant un gouvernement à des décisions, mais bien l'application de décisions venant d'un gouvernement par ses forces de sécurité haranguant la foule en son nom. L'Autorité palestinienne ne se contente donc pas d'inciter à la violence et l'intolérance religieuse par ses médias, elle dirige cette violence par l'intermédiaire de sa police et de ses forces de sécurité.

La tombe de Rachel

La tombe, située aux abords de Béthléem, est la tombe de la matriarche biblique Rachel. Elle se trouve sous contrôle israélien. Depuis les émeutes de septembre 1996, lorsque la foule palestinienne prit d'assaut le site, à coup de pierres et de cocktails molotovs, causant des dégâts à la structure du bâtiment, ce lieu saint est devenu une cible favorite des attaques palestiniennes. En septembre 1996, les émeutes furent soutenues par la police palestinienne qui tira même sur les soldats Israéliens gardant le site, tuant l'un d'entre eux.

La tombe de Joseph

Pendant les émeutes de septembre 1996, une foule palestinienne menée par la police palestinienne attaqua la tombe de Joseph, placée sous la protection de l'Autorité palestinienne par les accords d'Oslo. Les agents de la sécurité palestinienne ouvrirent le feu sur les soldats Israéliens, tuant six soldats israéliens.

Après le retrait temporaire des forces israéliennes, la foule entra dans le site et y mit le feu, brûlant les livres de prières juifs, les Bibles et autres articles religieux saints qu'ils trouvèrent dans le bâtiment. En octobre 2000, la foule palestinienne attaqua à nouveau le site, tuant un soldat israélien, puis elle détruisit le bâtiment pierre à pierre, soutenue par les forces de police palestinienne.

Le monastère russe orthodoxe de Hébron

Le 5 juillet 1997, la police palestinienne de Yasser Arafat prit de force le « monastère de la sainte Trinité » situé à Hébron et appartenant à l'église orthodoxe russe, expulsant par la force physique les moines et les religieuses, n'hésitant pas à tirer celles-ci par les cheveux. Plusieurs des moines et des religieuses durent être hospitalisés.

Le monastère russe orthodoxe de Jéricho

En janvier 2000, la police palestinienne expulsa de force cinq prêtres orthodoxes « russes blancs » du monastère de Jéricho pour remettre le bâtiment au patriarche de Moscou (dit de « l'église orthodoxe communiste »).

Le Mont du Temple, à Jérusalem

De septembre 1998 à décembre 2000, les pelleteuses palestiniennes ont creusé sous la mosquée d'Omar sans autorisation ni des autorités du Ministère des Cultes en Israël, ni des autorités archéologiques, évacuant les remblais toutes les nuits par trains entiers de camions déversant leurs bennes dans des dépôts à ordures. Le résultat transforma la Mosquée d'Omar en en faisant la plus grande mosquée du Moyen-Orient, (en totale incurie de ce que signifie une telle réunion de fidèles dans un lieu aussi sensible de Jérusalem) tout en évacuant toute trace historique du passé juif du Mont du Temple en mêlant sans discernement les couches archéologiques successives constituant ce sous-sol pour s'en débarrasser ensuite dans les dépotoirs locaux...

L'église de St Nicholas, à Beth Jalla

Pendant les hostilités d'octobre et de novembre 2000, les hommes du Fatah de Yasser Arafat tirèrent sur le quartier de Jérusalem de Gilo depuis des maisons adjacentes aux églises de Beth Jalla, le village situé face à Gilo. Un prêtre catholique de Beth Jalla rapporta ces faits, en déclarant « les positions choisies par les Tanzims sont clairement proches des églises de Beth Jalla, dans l'espoir que les tirs de riposte israéliens toucheront une église. Cela ferait la première page des journaux de l'Occident: « Israël détruit à présent des églises » ». Cette tactique fut ensuite appliquée aux maisons des chrétiens, où les Tanzims entraient de force, pour tirer sur Gilo, afin que la riposte israélienne détruise ces maisons.

Les exactions quotidiennes contre les Arabes chrétiens

Les exactions palestiniennes contre les autres religions ne se résument pas à des attaques contre des lieux saints, à des démantèlement de ces lieux saints, ou à des violences contre les moines et les religieuses gardant ces lieux saints. Les Arabes chrétiens sont l'objet de menaces quotidiennes. Des foules menaçantes se réunissent sous leurs fenêtres la nuit en leur criant des menaces de mort jusqu'à ce que les familles cèdent et partent en exil, le plus souvent à la sauvette, en abandonnant tous leurs biens. Il arrive que des jeunes filles soient violées ou épousées de force, les enfants étant alors considérés comme musulmans. Autre exemple, à Beit Jallah, en octobre 2001 des hommes de la sécurité de l'Autorité palestinienne vio-

lèrent trois jeunes filles chrétiennes, qu'ils étouffèrent ensuite avec des oreillers avant de les tuer¹⁹. A Beit Sahour, une femme chrétienne fut attaquée par des Taamari. Ils tentèrent de la violer. Des voisins vinrent à sa rescousse. La police palestinienne vint et prit fait et cause pour les agresseurs, et le commandant du Fatah Kamal Sweid menaça ensuite les chrétiens concernés en leur déclarant que les Taamari recevaient leurs ordres directement de Yasser Arafat²⁰. D'une manière générale, les enfants chrétiens sont embrigadés de force dans les manifestations violentes organisées contre Israël, placés en première ligne pour protéger les soldats palestiniens armés. Enfin, lors des derniers mois de tension, il suffisait souvent d'être chrétien pour être accusé de collaboration avec Israël, tué lors d'une exécution sommaire, et livré à la foule. ■

Le harcèlement des chrétiens

DAVID RAAB, CONSULTANT EN STRATÉGIE, SPÉCIALISTE DU MOYEN ORIENT

La Communauté chrétienne des territoires administrés par l'Autorité palestinienne (AP) est numériquement réduite mais symboliquement importante. Environ 35 000 chrétiens vivent sur la Rive Occidentale et 3000 à Gaza¹. Ils représentent environ 3 % des Palestiniens. En outre, 12 500 Chrétiens résident à Jérusalem Est. Cette population tend cependant à décroître rapidement, et pas seulement en raison des difficultés économiques et militaires des deux années écoulées. Au contraire, tout montre que cette population chrétienne est persécutée en raison de son appartenance religieuse. Ce tableau est particulièrement fondé et préoccupant si l'on prend en considération la condition d'autres peuples chrétiens dans d'autres pays du Moyen-Orient.

Un peuple de seconde zone

En islam, les chrétiens sont considérés comme des « *dhimmis* », une catégorie sociale tolérée mais de second rang, à laquelle l'islam accorde sa protection. La « *dhimmitude* » fait partie intégrante de l'islam : il s'agit d'un « pacte de protection » qui suspend le droit initial des conquérants musulmans de tuer ou de réduire en esclavage les Juifs et les chrétiens, à condition qu'ils s'astreignent à payer un tribut.

Pourtant, la réalité de la chrétienté en islam a souvent été pénible. « *Pendant des siècles, l'islam politique n'a pas été très amical envers les communautés chrétiennes autochtones qui vivaient sous sa loi. Au delà des anecdotes sur la tolérance, le traitement des chrétiens a été systématiquement injurieux et discrétionnaire, à tous niveaux. En islam, les dhimmis pris pour cibles comme communauté ou comme simples individus doivent vivre en état de perpétuelle humiliation aux yeux de la communauté dominante*³ Comme l'a dit un président libanais, Bashir Gemayel, « un chrétien... n'est pas un citoyen à part entière et ne peut exercer de droits politiques, dans aucun des pays conquis par l'islam⁴. » »

Les Palestiniens chrétiens ont souffert en tant que *dhimmis* pendant des siècles. Par exemple, un Anglais qui voyageait en Terre sainte, en 1816, remarqua qu'il n'était pas permis aux chrétiens de se déplacer à cheval

sans la permission expresse du Pacha musulman⁵. D'autres voyageurs européens en Terre sainte ont noté la pratique selon laquelle « *un dhimmi ne peut croiser face à face un musulman dans la rue, mais doit passer à sa droite, le côté impur* » et ils ont décrit comment les chrétiens étaient humiliés et insultés dans les rues de Jérusalem jusqu'au milieu du XVIII^e siècle. Le Consul britannique à Jérusalem, écrit qu'en Terre sainte, et en particulier à Jérusalem, ils étaient poussés dans le caniveau par tout musulman qui jurait « *passe à ma gauche, toi, chien!* ». On leur interdisait de monter à cheval dans les rues ou de porter des vêtements élégants.

Au début du XIX^e siècle, des attaques sporadiques de bandes d'émeutiers contre des chrétiens se produisirent dans de nombreuses villes palestiniennes⁷. Pendant la révolte des Arabes palestiniens, à la fin de 1930, à laquelle participèrent très peu de chrétiens, les villageois chrétiens qui refusaient de fournir aux bandes terroristes des armes et des provisions, voyaient leurs pieds de vigne déracinés et leurs femmes violées. Les rebelles contraignaient la population chrétienne à observer le vendredi comme jour de repos à la place du dimanche et à remplacer pour les hommes le turban par le keffieh, tandis que les femmes étaient obligées de porter le voile. En 1936, des musulmans

marchèrent à travers les rues du village chrétien de Bir Zeit, près de Ramallah, en scandant : « *Nous allons tuer les chrétiens*⁸ ».

Au début de 1900, avec le retour de Juifs dans la région, les Palestiniens chrétiens entreprirent de s'allier aux musulmans contre l'immigration juive pour détourner l'hostilité des musulmans à leur rencontre. Comme le remarqua en 1931 Sir John Chancellor, le Haut Commissaire britannique en Palestine, « *des chefs Arabes chrétiens ont admis que dans leurs relations avec les musulmans, les chrétiens étaient influencés par la crainte du traitement auquel ils pourraient être soumis, dans certaines situations, aux mains de la majorité musulmane* ».

De 1953 à 1967, la Jordanie entreprit d'islamiser le quartier chrétien de la vieille ville de Jérusalem en promulguant des lois qui interdisaient aux chrétiens d'acheter des terrains et des maisons... Elle ordonna la fermeture obligatoire des écoles les jours fériés musulmans et autorisa la construction de mosquées près des églises pour empêcher toute possibilité d'extension de ces dernières.

La répression de chrétiens dans la région

La vie des chrétiens dans de nombreux pays de Moyen-Orient est tout aussi difficile. En Égypte, « *les écoles musulmanes sont subventionnées par l'État, mais pas les écoles chrétiennes... Il est impossible de restaurer ou de construire de nouvelles églises... Des marques d'ostracisme ou des insultes sont fréquentes envers les chrétiens, en public, et des lois interdisent la conversion de musulmans au christianisme... Des islamistes fondamentalistes ont souvent attaqué physiquement des Coptes (chrétiens)*¹¹ ».

L'Arabie Saoudite est « *l'un des pays les plus oppressifs pour les chrétiens. Il n'y a aucune église dans tout le pays. Les travailleurs étrangers, qui représentent un tiers de la population, sont chrétiens pour un grand nombre d'entre eux. Pendant leur séjour, qui peut durer des années, il leur est interdit d'afficher des symboles chrétiens ou une Bible et même de se retrouver pour faire ensemble leurs dévotions et prier. Certains virent leur Bible personnelle passer au broyeur dès leur entrée dans le pays*¹² ».

Un homme de religion officiel saoudien, le cheikh Saad Al Buraïk, prêcha ceci dans une mosquée gouvernementale de Riyad : « *Les gens devraient savoir cela... la bataille que nous menons est... également contre ceux qui croient que Dieu est un tiers de la Trinité, et ceux qui disent que Jésus est le fils de Dieu, et que Dieu est Jésus, le fils de Marie* ». En Iran, « *il est illégal d'imprimer de la littérature chrétienne, les musulmans convertis au christianisme sont passibles de mort et la plupart des églises évangéliques doivent fonctionner de façon clandestine*¹⁴ ». Les chrétiens ne sont pas autorisés à prêter serment devant une cour de justice islamique quand un musulman est mis en cause et ils sont soumis à des discriminations pour l'accès à l'emploi. Un rapport de l'ONU de 1992 mentionne des cas d'emprisonnement et de torture de musulmans convertis au christianisme ainsi que de

pasteurs arméniens et assyriens, la dissolution de la Société Biblique Iranienne, la fermeture de bibliothèques chrétiennes et la confiscation de tous les livres chrétiens, dont 20 000 exemplaires du Nouveau Testament à Farsi¹⁵.

En Israël, également, les musulmans fondamentalistes tentent d'exercer leur domination sur les Arabes chrétiens. « *Des attaques à l'encontre des chrétiens et leur condamnation, sont courantes dans les mosquées et dans des publications du Mouvement islamiste*¹⁶ ». À Nazareth, un grave conflit dure depuis plusieurs années, depuis que les musulmans ont entrepris de construire une grande mosquée devant la Basilique de l'Annonciation, la principale empreinte chrétienne sur la ville¹⁷.

La domination de l'Autorité palestinienne officielle sur les chrétiens

L'islam est la religion officielle de l'Autorité palestinienne¹⁸. Qui plus est, le mouvement fondamentaliste du Hamas ainsi que le Djihad islamique ont développé l'influence islamique sur la société palestinienne. Officiellement, l'Autorité palestinienne affirme traiter les chrétiens palestiniens avec équité et cherche ostensiblement à le faire savoir. Noël est une fête officielle. Arafat s'est fixé pour mission « *la protection des Lieux Saints chrétiens et musulmans*¹⁹ » et de nombreux chrétiens soutiennent les positions les plus en vue de l'Autorité palestinienne.

De temps en temps, cependant, des messages inverses sont discrètement lancés. Le 13 Octobre 2000, la télévision officielle de l'Autorité palestinienne a fait un reportage en direct d'une mosquée de Gaza, lors du sermon du vendredi soir. Le Dr Ahmad Abuhalabiya proclamait : « *Allah, le Tout Puissant, nous a demandé de ne pas nous allier aux Juifs ou aux chrétiens, ni de les aimer, ni de devenir leurs partenaires, ni de les soutenir et surtout, de ne pas signer d'accords avec eux*²⁰ ».

Par ailleurs, aucune loi de l'Autorité palestinienne, ne protège la liberté religieuse²¹. Alors qu'il est proclamé que « *la liberté individuelle, la liberté de culte et la pratique religieuse sont garanties* » pour tous les Palestiniens, un décret du Ministère de l'Information de l'Autorité palestinienne insiste sur le fait que « *Les Palestiniens sont également gouvernés par la loi islamique, la charia... avec une prise en compte des questions qui relèvent de la religion. Selon la charia, universellement appliquée dans le monde musulman, tout musulman qui se convertit ou qui se déclare athée, commet un péché capital qui peut être puni de la peine de mort... L'Autorité palestinienne ne peut pas prendre une position différente sur ce sujet*²². »

Pour tenter de rassurer les chrétiens, le discours se poursuit en soulignant que la peine capitale pour conversion « *n'a jamais été appliquée et ne le sera probablement pas* » dans les Territoires palestiniens, mais que « *les règles et les traditions pourront empêcher que de telles choses ne se produisent* ».

Le système judiciaire de l'Autorité palestinienne ne

garantit pas non plus une protection équitable aux chrétiens. Un rapport du gouvernement israélien a souligné, par exemple, l'incapacité du système judiciaire à Béthléem d'assurer la protection de propriétaires fonciers chrétiens. La famille Comtsieh (une famille chrétienne) possédait une parcelle de terre avec une bâtisse qui servait de centre commercial en ville. Quelques années auparavant, une famille musulmane de Hébron avait pris possession du bâtiment et s'était mise à l'utiliser sans permission.

La famille Comtsieh déposa plainte auprès du système judiciaire et après de longues et pénibles auditions devant le tribunal, celui-ci se prononça en faveur du plaignant. Cependant, le verdict ne fut jamais appliqué par la police et les représentants de la famille d'Hébron se présentèrent un peu plus tard avec un nouveau jugement du tribunal (signé par le juge qui avait précédemment statué en faveur du plaignant) annulant la précédente décision et entérinant la propriété de la famille d'Hébron sur le bien en litige²³.

Un rapport du gouvernement israélien de 1997 atteste de harcèlements plus directs de chrétiens par l'Autorité palestinienne. En Août 1997, des policiers palestiniens de Beit Sahur ont ouvert le feu sur une foule d'Arabes chrétiens, faisant six blessés. L'Autorité palestinienne essaya de dissimuler l'incident et mit en garde contre l'ébrulement de cette affaire. Le commandant local de la police palestinienne donna l'instruction aux journalistes de se garder d'en faire état. À la fin Juin 1997, un Palestinien du nord de la Cisjordanie, converti au christianisme, fut arrêté par des agents de la sécurité préventive de l'Autorité palestinienne. Il avait fréquenté l'église et les messes et il était en train de distribuer des Bibles. L'Autorité palestinienne ordonna son arrestation... Le prêtre d'une église de Ramallah a été récemment mis en garde par des agents de la sécurité de l'Autorité palestinienne qui avaient contrôlé ses activités d'évangélisation et voulaient l'interroger pour prosélytisme chrétien. Un Palestinien converti au christianisme vivant dans un village à proximité de Naplouse a été récemment arrêté par la police palestinienne. Un imam musulman fut conduit auprès de lui pour le convaincre de revenir à l'islam. Comme le converti refusait d'abjurer, il fut conduit devant un tribunal palestinien qui le condamna à la prison pour avoir insulté un chef religieux... Un Palestinien converti au christianisme à Ramallah reçut récemment chez lui la visite de policiers palestiniens qui l'avertirent qu'il serait arrêté et inculpé d'espionnage au profit d'Israël s'il continuait de prêcher le christianisme²⁴.

En 2002, un autre rapport fondé sur des renseignements israéliens collectés lors de l'opération « Mur de Protection », affirme que « *le Fatah et les services de renseignement d'Arafat intimident et menacent la population chrétienne de Béthléem. Ils lui extorquent de l'argent, confisquent ses terres et ses biens, la laissant à la merci de gangs et*

*d'autres menées criminelles, sans aucune protection*²⁵. »

Des conclusions similaires ont été rapportées par le Washington Times après la prise de l'Église de la Nativité par l'Autorité palestinienne à Béthléem, en Avril 2002. Des résidents de cette cité biblique ont exprimé leur soulagement au moment de l'exil à Chypre des 13 militants palestiniens endurcis, qui disent-ils ont imposé deux années de règne de la terreur, avec des viols, des extorsions, des exécutions. Les 13 militants envoyés à Chypre, comme 26 autres acheminés dans la bande de Gaza, s'étaient réfugiés dans l'Église de la Nativité, déclenchant un siège de 39 jours qui s'est achevé vendredi dernier. Les Palestiniens qui vivent près de l'église ont décrit le groupe comme un gang de criminels qui prirent pour proies, surtout les Palestiniens chrétiens, réclamant « le prix de la protection » aux principaux commerçants qui fabriquent et vendent des objets religieux. « *Enfin, les chrétiens peuvent respirer librement* » a dit Hélène, 50 ans, mère chrétienne de quatre enfants. « *Nous sommes tellement heureux de voir les criminels qui nous ont intimidés pendant si longtemps, s'en aller maintenant*²⁶ ».

Pendant ce règne de la terreur, ajoutant l'insulte à l'injure, les Brigades des Martyrs d'Al Aqsa qui relèvent de l'Autorité palestinienne (elles sont inscrites sur la liste des organisations terroristes par les États-Unis) envoyèrent une lettre à la municipalité de Béthléem, « réclamant » une aide sous la forme d'une contribution financière pour les opérations militaires. Ajoutant de façon cynique un symbole chrétien à leur tentative d'extorsion, la lettre était signée : « *Fatah/Brigades des Martyrs d'Al Aqsa et de la Nativité*²⁷ ».

Le manque de respect de l'Autorité palestinienne pour les Lieux saints

L'Autorité palestinienne a montré du mépris pour certains des Lieux Saints chrétiens et il y a eu d'importantes profanations. Par exemple, sans le consentement du prier de l'église, Yasser Arafat décida de transformer le monastère orthodoxe grec, près de l'Église de la Nativité à Béthléem, en pied à terre pour ses visites dans la ville²⁸. Le 5 Juillet 1997, l'OLP s'empara du Monastère de la Sainte Trinité du Chêne Russe d'Abraham à Hébron, après avoir violemment chassé les moines et les nonnes²⁹.

Après l'éclatement de la violence palestinienne en septembre 2000, la milice des Tanzim de l'AP choisit la ville de Beit Jala pour tirer sur Jérusalem, écartant tout autre lieu d'où ils auraient pu tout aussi bien prendre pour cible les implantations construites sur des terres prises en 1967. Ils prirent position à l'intérieur ou à proximité de maisons chrétiennes, d'hôtels, d'églises (par exemple St Nicolas) et du club grec orthodoxe, escomptant que les tirs de riposte israéliens toucheraient des institutions ou des habitations chrétiennes³⁰.

Andréas Reinecke, chef du Bureau de Liaison alle-

mand auprès de l'Autorité palestinienne a protesté sur un point: «*J'aimerais attirer votre attention, dans cette lettre, sur des incidents qui se sont produits à l'école « Talitakoumi » à Beit Jala... qui a été fondée principalement par l'Église Protestante de Berlin. Ces derniers jours, la direction de l'école a fait état de tentatives de plusieurs Palestiniens armés d'utiliser les abords de l'école et une partie de ses jardins pour leurs actions. S'ils y arrivent, une réaction israélienne sera inévitable. Ceci aura un impact négatif sur la poursuite du fonctionnement de l'école, dans laquelle pas moins de 1 000 (chrétiens) palestiniens font leurs études... Vous ne pouvez pas imaginer l'émotion qui sera provoquée chez les donateurs de cette école (en Allemagne) s'ils devaient découvrir que les abords de l'école sont utilisés comme champ de bataille*»³¹.

Toutefois, l'exemple le plus manifeste de l'indifférence de l'Autorité palestinienne pour le caractère sacré des Lieux Saints chrétiens, fut l'occupation de l'Église de la Nativité à Béthléem par les forces de l'Autorité palestinienne et la prise en otages de 40 membres du clergé chrétien et de nonnes. Comme cela a été confirmé par un commandant supérieur des Tanzim, «*l'idée était de pénétrer dans l'Église pour créer une pression internationale sur Israël... nous savions au préalable qu'il y avait deux années de nourriture pour 50 moines. De l'huile, du riz, des olives, de bonnes salles de bains et les plus importants réservoirs d'eau de la vieille ville de Béthléem. On n'avait pas besoin d'électricité parce qu'il y avait des bougies. Dans la cour, ils faisaient pousser des légumes. Il y avait tout, là-dedans*»³².

La prise de l'église de la nativité par l'Autorité palestinienne

Le 2 Avril 2002, tandis qu'Israël mettait en œuvre son opération « Mur de Protection », pour combattre l'infrastructure terroriste palestinienne, à Béthléem, «*un certain nombre de terroristes ont pris d'assaut les terres de l'église Sainte Marie et... ont retenu le prêtre et quelques nonnes contre leur volonté. Les terroristes ont utilisé l'église comme position de tir, d'où ils ont fait feu sur des soldats des Forces Israéliennes de Défense du secteur. Les soldats n'ont pas répliqué par des tirs en direction de l'église quand ils ont été mitraillés. Sur ordre du commandant de la région de Béthléem, une unité israélienne a pénétré aujourd'hui sur le domaine de l'église, sans livrer bataille, en coordination avec ses chefs et a évacué le prêtre et ses nonnes*»³³.

Le même jour, «*plus de 100 tireurs palestiniens... dont des soldats et des policiers, ont pénétré dans l'Église de la Nativité, mardi, au moment où les troupes israéliennes faisaient leur entrée dans Béthléem pour réprimer la violence perpétrée par les bombes humaines et les milices palestiniennes*»³⁴.

Le nombre de terroristes était entre 150 et 180, dont des membres importants du Tanzim et du Fatah. Comme le *New York Times* l'a rapporté, «*les Palestiniens ont très souvent utilisé la zone autour de l'Église comme refuge, dans l'espoir qu'Israël essaierait d'éviter des combats près du Lieu Saint*»³⁵.

Et ce fut le cas. Le commandant des forces israé-

liennes de la zone affirma que l'Armée de défense d'Israël ne forcerait pas l'entrée de l'église elle-même et ne porterait pas atteinte à ce lieu saint pour la Chrétienté. Dans le même esprit, Israël a déployé des réservistes, plus mûrs et plus mesurés, alors que cette situation délicate réclamait pourtant, d'un point de vue militaire, des soldats de métier plus offensifs³⁶.

De l'autre côté, les Palestiniens n'ont pas procédé de la même manière. Ils ne se sont pas contentés de prendre leurs armes avec eux à l'intérieur de l'Église de la Nativité et de faire feu, de temps en temps, depuis l'église, mais ils ont aussi posé des mines anti personnel à l'entrée de l'Église³⁷.

Le 7 avril, «*l'un des prêtres évacués de l'Église a dit à la TV israélienne, que des tireurs avaient protégé par des tirs leur irruption dans l'Église et que les prêtres, moines et nonnes étaient en réalité des otages... Le prêtre refusa de qualifier « d'otages » le clergé, mais répéta à plusieurs reprises dans un bon anglais « Nous n'avions absolument pas le choix. Ils avaient des fusils, nous, nous n'en avions pas*»³⁸.

Les chrétiens ont considéré l'occupation comme une violation du caractère sacré de l'Église. Dans une interview à CW/News, l'archevêque Jean-Louis Tauran, sous secrétaire d'État et chef officiel de la politique étrangère du Vatican, déclara que «*les Palestiniens ont conclu des accords bilatéraux [avec le Saint Siège] dans lesquels ils se sont engagés à respecter et à maintenir le statu quo concernant les Lieux Saints chrétiens et les droits des communautés chrétiennes. Pour expliquer la gravité de la situation actuelle, permettez moi de commencer par le fait que l'occupation des Lieux Saints par des hommes armés est une violation d'une longue tradition, d'une loi qui remonte à l'époque Ottomane. Jamais auparavant, les Lieux Saints n'avaient été occupés, pendant un temps aussi long, par des hommes armés*»³⁹. » Le 14 Avril, il réitéra sa position dans une interview à Radio Vatican⁴⁰.

Le 24 Avril, le *Jerusalem Post* fit un reportage sur les dommages causés par les forces de l'Autorité palestinienne: «*Trois moines arméniens, qui avaient été retenus en otages par les tireurs palestiniens à l'intérieur de l'Église de la Nativité de Béthléem, ont réussi à s'enfuir de l'Église par une porte latérale, hier matin. Ils ont immédiatement remercié les soldats de les avoir sauvés. Ils ont dit aux officiers de l'armée que les tireurs avaient volé de l'or et d'autres biens, comme des crucifix et des livres de prière et qu'ils avaient fait des dégâts... Un des moines, Narkiss Korasian, raconta plus tard aux journalistes: « Ils ont tout volé, ils ont ouvert les portes et l'un après l'autre, ils ont tout volé... ils ont volé nos livres de prière et quatre croix... Ils n'ont rien laissé. Merci de votre aide. Nous ne l'oublierons jamais. » Les officiers israéliens ont rapporté que les moines avaient déclaré que les tireurs avaient également commencé à frapper et à agresser des membres du clergé*»⁴¹.

Quand le siège a finalement pris fin, les soldats de l'Autorité palestinienne ont laissé l'Église dans un état épouvantable. Les tireurs palestiniens terrés dans l'Église de la Nativité se sont emparés des réserves de

nourriture et « *ils ont mangé comme des monstres affamés* », jusqu'à épuisement des stocks, tandis que plus de 150 civils continuaient de souffrir de la faim. Ils ont aussi ingurgité de la bière, du vin et du whisky Johnny Walker qu'ils avaient trouvé dans les appartements des prêtres, malgré l'interdiction de l'islam de boire de l'alcool. Ces plaisirs durèrent environ deux semaines, jusqu'au 39^e jour de siège, quand la nourriture et les boissons furent épuisées, selon un décompte établi par quatre prêtres orthodoxes pris au piège pendant toute cette épreuve...

Les prêtres orthodoxes ainsi que des civils ont rapporté que les tueurs firent régner un régime de terreur. Même dans les parties catholiques romaines du complexe, il y eut des preuves d'une volonté de ne tenir aucun compte des considérations religieuses. Des prêtres catholiques racontèrent que des bibles furent déchirées et utilisées comme papier toilette et que de nombreux objets de culte, de valeur, furent emmenés. « *Les Palestiniens ont dérobé des chandeliers, des icônes et n'importe quel objet qui semblait être en or* » a dit un père franciscain, le Révérend Nicolas Marquez de Mexico.

Un grave incident, surgi au cours du siège, démontra la peur des chrétiens face à la domination des musulmans. Deux tireurs palestiniens furent tués dans l'Église et l'AP voulut les enterrer à l'intérieur de la Basilique. Le chanoine Andrew White, représentant particulier de l'archevêque de Canterbury au Moyen-Orient déclara qu'« *avec deux corps de musulmans à l'intérieur de l'Église de la Nativité, la chrétienté aurait pu faire face à un désastre complet à Béthléem. Cela aurait pu être catastrophique si deux martyrs musulmans avaient été enterrés dans l'Église. Cela aurait pu mener à une situation comparable à celle de Nazareth*⁴³ ». C'est seulement à l'issue d'intenses efforts de médiation que le projet d'enterrer les corps à l'intérieur fût abandonné.

L'Autorité palestinienne et les chrétiens de Jérusalem

Bien que dépourvue de statut légal à Jérusalem, la bureaucratie de l'Autorité palestinienne, s'y est comportée de la même façon. De fait, l'Autorité palestinienne dénie tout lien historique aux Juifs et par voie de conséquence aux chrétiens, avec Jérusalem. Selon Walid M. Awad, directeur des Publications Étrangères au Ministère de l'Information, « *La localisation du Temple Juif sur le Mont du Temple est remise en question... des universitaires pensent qu'il aurait pu être à Jéricho ou quelque part à 4 kilomètres en dehors de Jérusalem* ». À la question « *le Nouveau Testament parle de Jésus se rendant au Temple, à Jérusalem. Êtes-vous en train de suggérer que Jésus se rendit à Jéricho plutôt qu'à Jérusalem ?* », il répondit « *Cela dépend dans quel temple vous pensez qu'il se rendit*⁴⁴ ». L'ambassadeur américain Dennis Ross avait affirmé : « *La seule idée nouvelle [qu'Arafat] a avancé à Camp David consista à dire que le Temple n'avait pas existé à Jérusalem*⁴⁵ ».

Un dirigeant chrétien, le père Marun Lahham s'in-

quiéta que « *les fréquentes déclarations des musulmans, selon lesquelles Jérusalem est une ville islamique, ne troublent les chrétiens* ». L'Autorité palestinienne a commencé à s'opposer aux chrétiens de Jérusalem : Les dirigeants du *Waqf* (gestionnaire du patrimoine religieux musulman), nommés par l'Autorité palestinienne ont essayé de faire une brèche dans un mur pour pénétrer dans l'Église du Saint Sépulcre depuis Al Hanaqa, la mosquée limitrophe. [Ils] décidèrent d'installer des latrines sur le toit de l'Église. D'après un reportage effectué par le journal *Haaretz* du 11 Mai 1997, « *un rapport interne du Waqf, écrit il y a deux semaines par l'ingénieur du Waqf de Jérusalem, Isan Awad, confirme les nombreuses protestations des chrétiens dans le conflit du Saint Sépulcre, à propos des constructions effectuées dans l'Église. L'Église a fait valoir que le Waqf avait porté atteinte au caractère historique et architectural du Saint Sépulcre, en raison de l'extension d'une construction dans la cour de la Hanaqa, qui s'appuie sur le mur de Saint Sépulcre, et qui lui fait même de l'ombre en raison de sa hauteur* ».

S'efforçant d'apaiser le conflit après les plaintes déposées par les Églises, Israël prit un arrêté, vite ignoré, pour faire cesser les travaux. Le journal *Haaretz* rapporte aussi que « *l'archéologue en charge de la ville de Jérusalem au Ministère des Antiquités, John Zeligman, écrit au directeur du Waqf, Adnan Husayni, faisant état du préjudice causé par le Waqf à un site qualifié de site archéologique et menaçant de porter l'affaire devant les tribunaux si les travaux n'étaient pas immédiatement stoppés* ». En définitive, la construction illégale fût arrêtée grâce aux pressions d'Israël et du monde, mais il est certain que sans de telles pressions, la désacralisation du lieu aurait été poursuivie⁴⁷.

Le *Waqf*, dont les dirigeants sont nommé par l'AP, travaille également avec fièvre pour transformer en mosquée le Mont du Temple, site sacré à la fois pour les chrétiens et pour les Juifs, et pour effacer toute trace du Temple. En Juin 2000, selon *Haaretz*, « *le mouvement islamiste en Israël a élaboré un plan directeur pour la construction d'une quatrième mosquée sur la partie orientale du Mont du Temple* » et de fait, pour un dirigeant, « *le Mont du Temple est indivisible et fait partie intégrante de la mosquée Al Aqsa*⁴⁸ ».

Le *Waqf* se moque des lois de l'État d'Israël. Les représentants du *Waqf* ont demandé et obtenu l'autorisation d'ouvrir une sortie de secours dans la nouvelle mosquée située dans les « *Écuries de Salomon* ». [Mais], en réalité, le *Waqf* voulait percer quatre voûtes souterraines au nord des « *Écuries de Salomon* ». Pour cela il a fait creuser un énorme trou de 60 mètres de long sur 25 de large au cœur du Mont du Temple... déplaçant 6000 tonnes de terre. Une partie fut déposée dans des décharges publiques. Une autre fut répandue dans la rivière du Cédron. Des vestiges remontant au premier et au second Temple furent jetés aux ordures⁴⁹ (cf. Bulletin 4/5, décembre 2002, Marc Ami El *La destruction des vestiges archéologiques juifs*

du Mont du Temple par l'Autorité palestinienne). Shuka Dorfman, le Directeur général du département israélien des Antiquités, affirme, « de façon catégorique » et « de façon explicite, qu'une catastrophe archéologique est causée [par le Waqf] aux vestiges du Mont du Temple⁵⁰. » Sous la « protection » du Waqf, « des brigands palestiniens sont en train de déterrer, de façon éhontée, des reliques juives du site sacré du Mont du Temple et tentent de les vendre au marché noir pour environ un million de dollars⁵¹ ». Plus récemment, depuis le début des violences palestiniennes, le Waqf a interdit aux chrétiens la visite du Mont du Temple, bien qu'aucune considération de sécurité ne puisse être évoquée.

La réduction du pouvoir politique des chrétiens

Sur le plan historique, non seulement Béthléem est une ville chrétienne gouvernée dès l'origine par des chrétiens, mais, avec ses sœurs Beit Jala et Beit Sahur, elle a toujours été la plus grande enclave chrétienne en Cisjordanie. Pourtant, depuis qu'elle en a pris le contrôle en 1995, l'AP a islamisé Béthléem. Les limites municipales de la ville ont été modifiées pour y incorporer 30 000 musulmans de trois camps de réfugiés voisins, ce qui a transformé radicalement sa composition démographique. La ville a également absorbé quelques milliers de Bédouins de la tribu Ta'amra, vivant à l'est de Béthléem, tandis que l'immigration de musulmans de Hébron était encouragée. Le résultat est que les 23 000 chrétiens qui représentaient une majorité de 60 % dans cette zone en 1990 sont devenu la minorité en 2001.

De plus, au mépris de la tradition, Arafat a désigné un musulman de Hébron, Muhammed Rashad A-Jabari, comme gouverneur de Béthléem. Il a révoqué le conseil municipal de Béthléem où il y avait neuf Chrétiens et deux musulmans pour le remplacer par un conseil composé pour moitié de chrétiens et de musulmans. Bien que le maire soit chrétien, le sommet de la hiérarchie administrative, de sécurité et politique, comme d'ailleurs les échelons inférieurs, ont été épurés de leur composante chrétienne⁵². Pire, « selon la nouvelle réglementation sur les élections édictée par l'AP, — mais qui n'est pas encore entrée en vigueur — les maires seront élus par les membres des conseils municipaux. Les chrétiens craignent que ces nouvelles règles n'ouvrent la voie à la nomination de maires musulmans dans les villes traditionnellement chrétiennes⁵³ ».

Six des quatre vingt huit sièges du Conseil Législatif Palestinien sont réservés à des chrétiens, ce qui représente le double de leur poids dans la société palestinienne. Mais, ce Conseil est une entité complètement privée de pouvoirs effectifs⁵⁴. Parallèlement, il n'y a pas de chrétien détenteur d'un poste de pouvoir dans le gouvernement palestinien.

Harcèlement des chrétiens palestiniens par les musulmans palestiniens

Comme les chrétiens libanais à l'époque, les chrétiens palestiniens sont perçus par de nombreux musulmans comme une cinquième colonne d'Israël en puissance. Au début de la dernière vague de violence, en 2000, des Palestiniens musulmans attaquèrent les chrétiens à Gaza, comme le confirme le Frère Raed Abusahlia, le chancelier du patriarche latin de Jérusalem⁵⁵.

On trouve fréquemment des graffitis anti chrétiens à Béthléem et dans la ville voisine de Beit Sahur, qui disent « d'abord ceux du samedi (les Juifs), ensuite ceux du dimanche (les chrétiens) ⁵⁶ ». On a souvent entendu les mêmes slogans au cours des manifestations anti israéliennes de l'OLP et de l'AP. Des chrétiennes de Béthléem ont été menacées pour port de vêtements occidentaux « permissifs ». Comme au Liban, on fait couramment état de viols et d'enlèvements de femmes chrétiennes (en particulier à Beit Sahur) ⁵⁷. Des cimetières chrétiens ont été profanés, les lignes téléphoniques des monastères ont été coupées et on a rapporté des irruptions à l'intérieur des couvents⁵⁸. En Juillet 1994, le *Wall Street Journal* a écrit dans un reportage que les Palestiniens musulmans ne voulaient plus vendre de terre aux chrétiens et que des installations et des clubs chrétiens avaient été attaqués par des extrémistes musulmans. Des tombes, des croix et des statues chrétiennes avaient été profanées tandis que des chrétiens étaient victimes d'agressions physiques, molestés et attaqués au cocktail Molotov⁵⁹.

Dans le droit fil de la tradition islamique inaugurée par Saladin — qui construisit deux mosquées contiguës à l'Église du Saint Sépulcre, mais plus hautes — des mosquées, en général d'une taille plus élevée, ont poussé comme des champignons à proximité des églises. Grâce à des haut-parleurs dont le son est poussé au maximum, les sermons musulmans sont diffusés pendant les offices chrétiens, même lors du discours du Pape à Nazareth, en Avril 2000, qui a du être interrompu jusqu'à la fin de l'appel du muezzin à la prière⁶⁰.

En février 2002, les musulmans palestiniens se sont déchaînés contre les chrétiens à Ramallah sans que l'AP ait cru bon d'intervenir. C'est ce qu'a relaté le *Boston Globe*. Le saccage a commencé après qu'un membre d'une puissante famille chrétienne, Hanna Salameh ait été accusé d'avoir tué Jibril Eid, un entrepreneur de bâtiment musulman du camp de réfugiés de Kalandia, suite à une querelle au check point de l'armée israélienne de Kalandia... Quelques heures plus tard, des centaines d'hommes du camp de réfugiés investissaient Ramallah où ils brûlaient la maison et le magasin de Salameh. Ensuite, ils ont mis le feu au magasin de son frère, ils s'en sont pris à des entreprises appartenant à des chrétiens sans relation de parenté avec Salameh et ils ont fait flamber le gymnase et terrorisé plus de 100 enfants à Sariya, un centre de jeunesse et de scoutisme. Selon

de nombreux témoins, la police palestinienne ne fit rien pour arrêter ces destructions mais dressa un barrage au moment où la populace se dirigea vers les églises chrétiennes avec lesquelles les dirigeants de l'AP cultivaient de bonnes relations pour obtenir un soutien international à leur lutte contre Israël.

Pendant que les officiels de l'AP et du Fatah insistaient sur le fait que l'incident relevait simplement de la colère et de la vengeance, de nombreuses personnes présentaient les choses autrement à Ramallah. « *La vérité est qu'il existe un problème entre les musulmans et les chrétiens* » indique un homme d'affaire chrétien. « *Nous ne sommes pas en sécurité. Chacun fait sa propre loi... le frère de cet homme [l'accusé], ils ont brûlé sa maison, ses magasins, ses voitures et la police de Ramallah était là, qui regardait. C'est ça la démocratie en Palestine ?* »

Pour un commerçant musulman, « *le chef de la sécurité de Kalandia est le responsable de ce saccage. Le maire de Ramallah est venu, a vu ce qui se passait et a quitté les lieux. Je suis un musulman, mais je condamne cela. Ces gens sont des sauvages*⁶¹. »

Des attaques comparables se sont produites à Jérusalem-est. Durant tout le week-end, des bandes de jeunes musulmans ont mis à sac l'entrée d'un bowling, proche de l'église du Saint-Sépulcre, fréquenté par des jeunes chrétiens. Quatre de ces jeunes ont reçu des coups de couteau et ont été légèrement blessés; l'un d'entre eux a dû être hospitalisé. Des témoins ont rapporté qu'environ cinquante jeunes musulmans ont traversé le quartier chrétien en direction de la piscine le samedi après-midi en scandant des slogans antichrétiens. Ils ont attaqué les chrétiens qui se trouvaient à l'intérieur et ont cassé les chaises, les tables et d'autres objets. Le chef de la police de la vieille Ville, le commandant adjoint David Gevati, a confirmé qu'il y avait eu récemment de nombreuses attaques de musulmans sur des cibles chrétiennes⁶².

La réponse des Palestiniens chrétiens

Après les accords d'Oslo, l'Autorité Palestinienne s'était vue attribuer entre 1995 et 1997 le contrôle civil de plus de 98 % de la population palestinienne de Gaza et de Cisjordanie. Mais, au lieu d'adhérer aux institutions de l'AP, dans l'optique d'un gouvernement autonome palestinien, les chrétiens palestiniens se sont enfuis.

Les Palestiniens chrétiens avaient déjà fui dans le passé la domination islamique. Lors du dernier recensement effectué par les autorités du mandat britannique en 1947, on dénombrait 28 000 chrétiens à Jérusalem. Le recensement fait par Israël juste après la Guerre des Six Jours, en 1967, à l'issue de 19 années de contrôle jordanien de la zone Est de la ville, faisait état de seulement 11 000 chrétiens. Quelques 17 000 chrétiens (61 %) étaient partis pendant la période de domination jordanienne de Jérusalem⁶³.

Il est exact qu'il existait depuis quelques temps un

flux régulier d'émigration des chrétiens depuis la Terre sainte. Les effectifs des communautés-filles d'Amérique du Nord et du Sud avaient dépassé ceux des communautés-mères dès 1948⁶⁴. Mais l'intensité de ces flux avait augmenté à partir de la prise de pouvoir de l'AP.

Entre la signature des accords d'Oslo en 1993 et le transfert de Béthléem à l'AP en 1995, les chrétiens palestiniens avaient exercé des pressions sur Israël pour refuser le transfert. Le dernier maire chrétien, Elias Freij, avait attiré l'attention sur les conséquences prévisibles: Béthléem deviendrait une ville avec deux églises mais sans population chrétienne. Il avait pressé Israël d'inclure Béthléem dans les limites municipales du Grand Jérusalem, comme l'avaient fait les Jordaniens jusqu'en 1967⁶⁵.

En Décembre 1967, le *London Times* écrivait: « *La vie dans Bethlehem (sous la domination de l'AP) est devenue intolérable pour la majorité des membres des communautés chrétiennes en voie de disparition. L'accroissement des tensions entre les chrétiens et les musulmans font hésiter les chrétiens à célébrer la Nativité dans la ville qui est le cœur même de l'histoire de la naissance du Christ*⁶⁶ ». La situation des chrétiens est devenue si tragique que, le pape Jean-Paul II a jugé nécessaire lors de sa visite à Bethlehem, en mars 2000, d'exhorter les chrétiens palestiniens: « *N'ayez pas peur de protéger votre héritage chrétien et la présence chrétienne à Béthléem*⁶⁷ ».

Le 17 juillet 2000, alors qu'ils réalisaient que le premier ministre Barak allait décider d'une partition de Jérusalem, les responsables des églises grecque orthodoxe, latine et arménienne lui ont écrit, ainsi qu'au Président Clinton et à Yasser Arafat pour demander à être consultés avant que cette décision ne soit mise à exécution. L'initiative de Barak a déclenché un flot de demandes de cartes d'identité israéliennes de milliers d'Arabes habitant Jérusalem-Est. (Ceci, rapporté au fait que la population chrétienne d'Israël est en augmentation, dément toute suspicion sur un rôle joué par Israël dans l'émigration des chrétiens.)

Bien qu'opprimés, les chrétiens palestiniens ne s'expriment pas sur leur situation. « *À côté de leur crainte pour leur sécurité, les porte-parole des chrétiens ne tiennent pas à être nominalement identifiés lorsqu'ils se plaignent des traitements infligés par les musulmans... En privé, ils évoquent des tactiques de harcèlement et de terreur, essentiellement de bandes de voyous qui dépouillent les chrétiens et pillent leurs biens, sous la protection du personnel de la sécurité palestinienne*⁶⁸. »

En réalité si les chrétiens sont silencieux, c'est précisément parce qu'ils sont une minorité opprimée qui a un long passé de *dhimmitude*, comme l'a bien décrit le chrétien libanais Habib Malik.

Ce sentiment est principalement motivé par le désir d'avoir une position unifiée vis à vis d'Israël. Mais il prend aussi plus profondément sa source dans l'attitude psychologique du *dhimmi*: la nécessité pressante de trouver – ou d'imaginer et de fabriquer si besoin

est – une cause à partager avec l'autorité dominante, de manière à diluer les différences religieuses existantes, et ainsi atténuer le poids de l'inévitable discrimination de l'islam politique. L'histoire de la chrétienté palestinienne n'est globalement pas différente de celle de la chrétienté *dhimmi* dans tout le Levant⁶⁹.

Un religieux chrétien de Jérusalem, interrogé par cet auteur, a comparé le comportement des *dhimmi* chrétiens à celui des femmes et des enfants battus, qui persistent à soutenir et voire à s'identifier avec leur bourreau, même si les violences continuent. Les chrétiens palestiniens « ont fait leur cette dépendance vis à vis de la majorité musulmane, pour la transformer en une caractéristique sociale qui a perduré bien après que les réformes des Ottomans au XIX^e siècle ont aboli ces règles... les chrétiens ont eu peur que les passions religieuses des musulmans ne se retournent contre eux après s'en être pris aux Juifs⁷⁰. » ■

*Article pour la première fois publié dans *Jerusalem Viewpoints*, n°490, 1-15 janvier 2003, Jerusalem Center for Public Affairs, www.jcpa.org

1. Daphne Tsimhoni, « The Christians in Israel, the West Bank and the Gaza Strip, » *Middle East Quarterly*, Winter 2001.
2. Bat Ye'or, *Islam and Dhimmitude: Where Civilizations Collide* (Teaneck, NJ: Fairleigh Dickenson University Press, 2002), p. 41.
3. Habib C. Malik, « Christians in the Land Called Holy, » *First Things: A Journal of Religion and Public Life*, January 1999.
4. Bashir Gemayel, *Liberté et Sécurité* (Beyrouth, 1983), pp. 37-38, cité in Bat Ye'or, p. 248.
5. James Silk Buckingham, *Travels in Palestine* (London, 1821), cité in Bat Ye'or, p. 98.
6. James Finn, cité in Bat Ye'or, p. 100 and n. 65.
7. Yehoshua Porath, *The Palestinian Arab National Movement, 1929-1939: From Riots to Rebellion* (London, 1977), p. 109, cited in Bat Ye'or, pp. 160-161.
8. Porath, pp. 268-70.
9. Yehoshua Porath, *The Emergence of the Palestinian Arab National Movement, 1918-1929* (London, 1974), p. 303, cited in Bat Ye'or, p. 160.
10. Bat Ye'or, p. 235.
11. Jonathan Adelman and Aggie Kuperman, *Rocky Mountain News*, December 22, 2001.
12. « Muslim Countries Becoming Bolder in Persecuting Christians, » *Battle Cry Magazine*, September/October 2001.
13. « Saudi Telethon Host Calls for Enslaving Jewish Women, » du Service d'Information Saoudite, cité par la *National Review Online*, 26 Avril 2002.
14. Adelman et Kuperman.
15. Bat Ye'or, p. 225.
16. Raphael Israeli, *Green Crescent Over Nazareth: The Displacement of Christians by Muslims in the Holy Land* (Frank Cass: London, 2002), p. 60.
17. Serge Schmemmann, « Israelis Bar Mosque on Site in Nazareth, » *International Herald Tribune*, March 4, 2002.
18. Tsimhoni.
19. *Ibid.*
20. MEMRI Special Dispatch No. 138, October 13, 2000.
21. U.S. Department of State, *International Religious Freedom Report: Israel and the Occupied Territories*, October 26, 2001.
22. Palestinian Authority Ministry of Information, December 1997, cité in <http://www.lawsociety.org/Reports/reports/1998/crz4.html>.
23. Danny Naveh (Israeli Minister of Parliamentary Affairs), *The Involvement of Arafat, PA Senior Officials and Apparatuses in Terrorism against Israel, Corruption and Crime*, 2002, <http://www.mfa.gov.il/mfa/go.asp?MFAH01om0>.
24. *The Palestinian Authority's Treatment of Christians in the Autonomous Areas*, Israeli Government, October 1997, traduit en anglais par IMRA.
25. Naveh.
26. Sayed Anwar, « Exiled Palestinian Militants Ran Two-Year Reign of Terror, » *Washington Times*, May 13, 2002.
27. Naveh.
28. *The Palestinian Authority's Treatment of Christians in the Autonomous Areas*.
29. *Associated Press*, cité in Yoram Ettinger, « The islamization of Bethlehem by Arafat, » Jerusalem Cloakroom #117, Ariel Center for Policy Research, December 25, 2001.

30. *Ibid.*

31. Lettre d'Andreas Reinecke au Colonel Jibril Rajoub, chef du système de sécurité préventive de l'AP sur la rive ouest, 5 mai 2002, selon le porte parole de Tsahal, 12 mai 2002.
32. *Yediot Ahronot* on May 24 cité in *Daily Alert*, Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations, May 30, 2002.
33. Porte parole de tsahal, 3 avril 2002.
34. Serge Schmemmann, « Israeli Military Sends Tanks into Largest West Bank City, » *New York Times*, April 3, 2002.
35. « Sharon Proposes Arafat's Exile While Israeli Forces Shell His Compound, » *New York Times*, April 2, 2002.
36. Amos Harel, « IDF Declares: We Won't Forcefully Enter the Church of the Nativity Holy to Christians, » *Haaretz*, April 5, 2002.
37. Baruch Kra, « IDF Maintains Cautious Approach in Bethlehem, » *Haaretz*, April 10, 2002.
38. Paul Martin, « Arafat Tells Gunmen to Refuse Deal, » *Washington Times*, April 8, 2002.
39. « Top Vatican Official Speaks on Bethlehem Crisis, » *CWNews*, April 10, 2002, http://www.catholicexchange.com/vm/index.asp?vm_id=31&art_id=13065.
40. « Vatican Proposes Independent Force to Halt Mideast Violence, » Worldwide Faith News website, <http://www.wfn.org/2002/04/msg00201.html>, April 15, 2002.
41. Margot Dudkevitch, « Gunmen Stole Gold, Crucifixes, Escaped Monks Report, » *Jerusalem Post*, April 24, 2002.
42. « Greedy Monsters'Ruled Church, » *Washington Times*, May 15, 2002.
43. Ori Nir, « Arafat's Terror in Church: Armed PA Security Forces Keeping 50 Youths Hostage in Church of the Nativity Cellar, » *Haaretz*, April 22, 2002.
44. Interview avec Independent Media Review and Analysis (IMRA), December 25, 1996.
45. Interview, *Fox News Sunday*, April 21, 2002.
46. *Al-Quds*, June 18, 1999, cité in MEMRI, Special Dispatch No. 41, August 2, 1999.
47. Murray Kahl, « Yasser Arafat and the Christians of Lebanon, » January 13, 2002, <http://christianactionforisrael.org/prsecutn/yasser.html>.
48. Nadav Shragai, « Islamic Movement Planning Fourth Mosque for Temple Mount, » *Haaretz*, June 18, 2000.
49. Andrea Levin, « Desperately Seeking the Temple Mount, » *Jerusalem Post*, July 11, 2000.
50. Etgar Lefkovits, « Antiquities Authority: Wakf Damaging Temple Mount, » *Jerusalem Post*, March 22 2001.
51. Uri Dan, « Temple Mount Artifacts Looted, » *New York Post*, April 22, 2001.
52. Ettinger.
53. Tsimhoni.
54. *Ibid.*
55. Margot Dudkevitch, « Church Denies Christians Fleeing PA Areas, » *Jerusalem Post*, October 26, 2000.
56. Andre Aciman, « In the Muslim City of Bethlehem, » *New York Times Magazine*, December 24, 1995.
57. Ettinger.
58. *The Palestinian Authority's Treatment of Christians in the Autonomous Areas*.
59. Bat Ye'or, p. 244.
60. Tsimhoni.
61. Charles Radin, « Mob Fears Grow in West Bank, » *Boston Globe*, February 6, 2002.
62. Bill Hutman, « Concern Over Moslem Attacks on Christians in Old City, » *Jerusalem Post*, July 18, 1994.
63. *The Palestinian Authority's Treatment of Christians in the Autonomous Areas*.
64. Tsimhoni.
65. Ettinger.
66. Cité in Adelman and Kuperman.
67. « Yasser Arafat, Christmas, and the PFLP, » *Jerusalem Issue Brief*, Jerusalem Center for Public Affairs, Vol. 1, No. 13, December 25, 2001.
68. Hanan Shlein, *Ma'ariv*, December 24, 2001. Translated from the Hebrew by Palestinian Media Watch.
69. Malik.
70. Tsimhoni.

Le point de vue des chefs de communautés chrétiennes en Israël

YONA DUREAU, MAÎTRE DE CONFÉRENCES À L'UNIVERSITÉ, SPÉCIALISTE DE L'HISTOIRE DES IDÉES

Nous avons tenu à interroger les dirigeants des différentes communautés chrétiennes en Israël, afin d'avoir leur sentiment sur l'urgence de la situation. Les circonstances des interviews auraient mérité un film en soi. Tous parlèrent d'une voix blême, reflétant une peur réprimée devant la nécessité et le devoir de prendre la parole. Certains, comme le « père Smith » acceptèrent de témoigner mais sous l'anonymat. Enfin, le père Aris Shirvanian, qui se disait grand ami de Yasser Arafat, et entretenant de très bons rapports avec l'Autorité palestinienne, tenta pour sa part de tenir un discours politiquement correct.

Contexte des interviews et premiers documents :

Nous avons effectué nos interviews alors que régnait en Israël une grande tension à propos de la prise de la Basilique de la Nativité en otage par les *Tanzims* du Fatah de Yasser Arafat. Le 2 avril 2002, les troupes des *Tanzims* entrèrent de force dans l'ensemble de bâtiment dit du « compound » de la Nativité, à Bethléem.

L'archevêque palestinien Michel Sabbah justifia la prise de la Basilique en contradiction fondamentale avec la loi chrétienne permettant de trouver refuge dans un sanctuaire pour tout homme entré sans arme.

Ce lieu avait été déclaré hors des attaques de l'armée israélienne, les forces des *Tanzims* se trouvaient protégées de facto. Le 6 avril 2002, les *Tanzims* opérèrent aussi une prise d'otages passée inaperçue auprès des media, au couvent des sœurs Bridgetines, à Bethléem. Nous avons retranscrit la discussion entre le directeur du couvent (DC) et le porte-parole de l'armée israélienne (PP) qui l'interrogeait. Le dialogue montre l'émotion et la peur du directeur par la confusion ou la tournure évasive de ses réponses, la nécessité éprouvée par le porte-parole de l'armée de lui faire répéter ou préciser des éléments pour le comprendre. Le directeur du couvent répond aussi évasivement à toute question pouvant être de l'ordre des renseignements militaires, soit par souci idéologique de se tenir hors du conflit, soit parce que lors des événements, rien ne pouvait lui assurer que les troupes des *Tanzims* ne reviendraient pas le menacer à nouveau :

DC : ils viennent de partir

PP : qui ?

DC : les gens qui étaient dedans

PP : qui étaient-ils ?

DC : des soldats

PP : comment sont-ils entrés ? Quand ?

DC : il y a trois jours

PP : combien étaient ils ?

DC : c'est difficile à dire, 40, 60. La maison est très haute

PP : qui les a fait entrer ? Comment sont-ils entrés ?

DC : les sœurs ont répondu à la porte. Puis ils ont dit qu'ils voulaient voir la maison, et ils sont restés ils ont pris leur position de défense

PP : étaient-ils armés ?

DC : certains, pas tous

PP : était-ce des Palestiniens ?

DC : Oui, tous, c'était tous des Palestiniens

PP : combien étaient armés ?

DC : je ne sais pas. J'avais d'autres choses à penser. Je n'ai pas eu le temps de compter.

PP : quand sont-ils partis ?

DC : ils sont partis maintenant, parce qu'aujourd'hui nous avons un mort dans la maison...

Les chefs de congrégations chrétiennes en Israël

David Parsons, chargé des relations publiques de l'ambassade chrétienne de Jérusalem

L'ambassade chrétienne de Jérusalem est un organisme servant de lien entre les différentes communautés chrétiennes en Israël. Nous représentons un groupe cherchant à réparer le fait que les Juifs ont été persécutés pendant des siècles au nom de Jésus. Nous sommes donc concernés par le sort de l'État d'Israël. La plupart d'entre nous sont des chrétiens dits « renés en Jésus Christ ».

Yona Dureau : Qu'avez-vous à dire ou commenter concernant la situation des chrétiens dans les territoires de l'Autorité palestinienne ?

David Parsons : Les Palestiniens chrétiens sont une minorité qui a vécu au sein d'une majorité d'islam depuis des siècles. Ils ont appris à vivre au sein d'une telle majorité. Et lorsque Yasser Arafat est revenu dans les territoires palestiniens avec l'OLP, ils représentaient un pouvoir essentiellement islamique. Et malgré toute une rhétorique vis-à-vis des Soviétiques, ou pour faire plaisir à l'Occident il y a une dizaine d'années, le pouvoir de l'Autorité palestinienne est essentiellement islamique. Et même si ce n'est pas une catégorie aussi grave que celle des Talibans, c'est fondamentalement la même chose. C'est la Loi de la charia. Si un musul-

man se convertit à la chrétienté par exemple, il doit revenir à l'islam ou mourir.

Yona Dureau : Que pensez vous du rapport du State Department sur la situation dans les territoires palestiniens ?

David Parsons : « Je connais ce rapport parce que dans une certaine mesure j'y ai participé, j'ai été interviewé. Le *State Department* a cherché à trouver des circonstances atténuantes à l'Autorité palestinienne. Partout dans les territoires palestiniens les chrétiens constituent une cible. A Beit Jallah, les maisons des Arabes chrétiens ont été prises d'assaut par les Palestiniens. »

Yona Dureau : Pourriez-vous décrire la situation des chrétiens en territoire palestinien ?

David Parsons : Béthléem a constitué une cible privilégiée il y a plus de quinze ans à la conférence islamique internationale qui a eu lieu à Bagdad. Il fut décidé de l'islamiser. Béthléem avait une mosquée il y a trente ans. Elle en a maintenant 70. La population chrétienne représentait 80 % de la population totale de Béthléem. Elle représente à présent moins de cinq pour cent. 55 000 chrétiens palestiniens se sont réfugiés au Chili. La politique d'islamisation de l'Autorité palestinienne n'est pas un fait nouveau. C'est déjà une pratique islamiste connue historiquement, qui s'exprime par exemple, avec la construction de lieux de culte musulmans sur les lieux de culte des autres religions. C'est ainsi que la mosquée dite d'Omar a été construite sur l'esplanade du Temple de Jérusalem pour marquer la domination de l'islam sur le lieu saint central du Judaïsme. Les Palestiniens ont à nouveau appliqué cette politique lorsqu'ils ont détruit le tombeau de Joseph à Naplouse, pour la reconstruire sous forme de mosquée. »

Yona Dureau : Que s'est-il passé à Béthléem ?

David Parsons : À Béthléem, comme à Ramallah, l'armée israélienne avait annoncé que certaines zones étaient déclarées « off limits » et qu'elle n'entrerait pas dans ces zones en cas de conflit. C'était ainsi le cas du carré d'Arafat à Ramallah, et de la Place et de l'Église de la Nativité à Béthléem. Les autorités municipales de Béthléem ont travaillé main dans la main avec les groupes de Yasser Arafat, que ce soit le Fatah, ou le Hamas, pour utiliser ces zones comme des zones de refuge où ils porteraient le combat en cas de conflit. Ainsi, lorsque les Israéliens sont arrivés à Béthléem, les Palestiniens avaient préparé la Basilique et ses environs, en mettant des bombes tout autour, et ils se sont réfugiés dans l'Église de la Nativité lors de l'entrée israélienne dans Béthléem. Ce qu'il faut comprendre c'est que les Palestiniens ont porté le combat dans un lieu saint. C'était un fait exprès.

Révère Petra Heldt, directrice du centre de fraternité et de recherches œcuméniques de Jérusalem, pasteur luthérienne

Yona Dureau : J'aurais aimé avoir votre version des faits sur

la situation des chrétiens dans les territoires palestiniens.

Petra Heldt : « Les chrétiens constituent une minorité au sein d'une majorité musulmane particulièrement à Béthléem, où la population chrétienne est tombée à moins de 5 %. La majorité des chrétiens qui quittent le pays sont protestants. Ils bénéficient d'une bonne éducation, de liens avec l'étranger. La majorité des chrétiens vivant dans les territoires sont orthodoxes. Ils sont en général très pauvres, sans qualification élevée. Ils ont l'expérience de centaines d'années de vie au sein d'une majorité musulmane. Ils savent d'expérience que s'ils veulent élever la voix, ils doivent s'attendre à des répercussions dans leur vie quotidienne, s'ils ne sont pas soutenus par une institution forte. La majorité des chrétiens allant à l'étranger sont protestants. Lorsqu'ils s'expriment à l'étranger, ils expriment le vœu pieux d'une existence d'égal à égal avec la majorité musulmane. Ils n'ont pas l'expérience de cette vie qu'ont les orthodoxes. Les représentants chrétiens qui s'expriment à l'étranger parlent d'une voix forte, et donnent le sentiment qu'ils représentent une majorité. C'est le contraire qui est vrai. Les catholiques sont une minorité. Et au sein de l'Église catholique, on entend deux voix. Une partie exprime le souhait de vivre au sein de la société palestinienne. Une seconde partie, en conformité avec le Concile du Pape, souhaite donner une place à Israël, à la fois dans la théologie, et dans un rapprochement avec l'État d'Israël. Mais les gens qui s'expriment si fort à l'étranger sont pratiquement muets, ici, en Terre sainte. Si vous demandez au gens du terrain ce qu'ils pensent d'une vie au sein de l'État d'Israël, ils seront toujours très positifs dans leur réponse, car ils savent qu'ils y ont une base solide pour vivre leur foi. Mais si vous leur demandez ce qu'ils pensent d'un avenir au sein de la société palestinienne, ils ne sont pas du tout optimistes. »

Yona Dureau : Lorsque vous parlez des voix s'exprimant à l'étranger, voulez-vous parler de Sabbah Riakh Habou el assah et Younan ? »

Petra Heldt : Ce sont effectivement eux qui sont le plus entendu en Occident, et qui donnent l'impression à l'Occident qu'il s'agit de la situation réelle.

« **Père Smith** », de confession russe orthodoxe²²

Nous nous sommes ensuite rendus auprès du « Père Smith », afin de recueillir son témoignage sur la situation des chrétiens en territoire palestinien, mais aussi pour connaître son interprétation des événements ayant touché la communauté orthodoxe au monastère de Hébron et au monastère de Jéricho.

Au sujet des événements du monastère de Jéricho, nous avons été expulsés du monastère par la police palestinienne à la demande de Moscou. Nous avons trouvé refuge au monastère de Hébron, où le scénario s'est répété deux ans plus tard, en présence de l'ambassadeur de Moscou. Deux sœurs sont restées dans le monastère pendant 40 jours, où elles ont été empri-

sonnées par la police palestinienne, et elles n'ont été libérées que sur intervention de l'ambassadeur américain. Les événements qui ont touché la communauté de Hébron se sont déroulés de façon semblable. »

Yona Dureau : Comment pouvez-vous expliquer ces événements? S'agit-il d'une islamisation du territoire? Ou s'agit-il de diviser pour régner pour Yasser Arafat? Ou d'un acte politique?

Père Smith : C'est un service rendu pour un autre. La plupart des Palestiniens ont étudié à Moscou. Le patriarcat communiste de Moscou a demandé cette action, et Yasser Arafat s'est exécuté pour avoir le soutien de Moscou.

Yona Dureau : qu'auriez-vous à dire concernant la situation des chrétiens en territoire palestinien? Et souhaitez-vous commenter les événements récents de la Basilique? S'agit-il d'une prise d'otages ou de l'accord du droit d'asile?

Père Smith : Les chrétiens ont tendance à partir les uns derrière les autres. Concernant le problème qui s'est posé à Bethléem... Si la porte de la Basilique n'avait pas été ouverte par certains, personne ne serait entré. La porte de la Basilique a été ouverte du côté du Vatican, et la porte de passage entre les parties du « compound ». »

Yona Dureau : Mais le journal *Die Zeit* a rapporté que la porte d'entrée avait été mitraillée.

Père Smith : C'est exact. La porte de passage a été mitraillée, entre le bâtiment de la custody et le bâtiment de la Basilique. Mais on leur a ouvert la porte d'entrée. Je sais aussi que les vitraux ont été brisés pour servir de mirador. Actuellement, l'évêque grec est parti, accompagné d'un diacre, pour se faire soigner à Jérusalem. Enfin, je ne comprend pas pourquoi les moines ont nourri les Palestiniens qui étaient entrés.

Yona Dureau : Mais peut-on considérer que quelqu'un menacé par les armes agit librement?

Père Smith : Normalement non. Mais ce qui m'a étonné, c'est que les moines ont reçu de la nourriture qu'ils ont donné aussi aux attaquants, et c'est lors de cette remise de vivres qu'un moine arménien a été blessé.

Yona Dureau : Quel est votre commentaire concernant la situation des chrétiens en territoire palestinien?

Père Smith : Je sais que beaucoup de personnes, de chrétiens, veulent partir.

Yona Dureau : On parle de viol de jeunes filles chrétiennes, de mariages forcés, que pouvez-vous en dire?

Père Smith : Je ne sais pas. J'ai vécu à Jéricho. Je n'ai rien vu. Mais que cela se passe en sourdine, c'est tout-à-fait possible. Je souhaiterais une vraie paix, sans tension. Du côté israélien, nous n'avons aucun problème, mais du côté palestinien, nous avons énormément de problèmes.

Yona Dureau : Qu'auriez-vous à dire de l'archevêque Sabbah?

Père Smith : Il mange à tous les râteliers. Il est tout d'abord arabisant. Certains pensent que l'arabisation

de l'Église est une solution. Moi je ne suis pas du tout d'accord. Je pense que l'Église doit rester dans sa tradition. L'arabisation est un piège.

Yona Dureau : Concrètement, vous pensez que les Arabes chrétiens de Jérusalem Est sont menacés?

Père Smith : Si Jérusalem-Est passe sous contrôle palestinien, ils n'auront plus droit à la liberté de culte, ou alors à certaines conditions très dures. Si Jérusalem-Est passe sous contrôle palestinien, vous aurez des centaines de religieuses et de moines dans la rue en train de demander l'asile politique à Israël.

Yona Dureau : Y a-t-il eu des accords concernant le respect de la liberté de culte? Une aide d'Israël pour servir d'intermédiaire?

Père Smith : Nous avons eu des accords, les tractations sont en cours, et nous avons réussi à récupérer une partie des bâtiments de Hébron, grâce à l'intervention de l'ambassadeur américain.

Yona Dureau : Qui est responsable?

Père Smith : Moscou.

Père Elio Passeto, Père catholique dirigeant la communauté des frères de Sion, à Ratisbone

Je suis d'origine brésilienne et de famille italienne, membre de la congrégation religieuse Notre Dame de Sion. Le but de la congrégation catholique, qui est née en France, en Alsace, est de se rapprocher des sources juives du christianisme. Nous avons ici deux branches, les frères de Sion et les sœurs de Sion. Être en contact direct avec le peuple juif sur sa terre, et avec la vie normale du judaïsme.

Yona Dureau : Nous souhaitons vous interviewer sur la situation des chrétiens en Israël et dans les territoires palestiniens, avant et après les accords d'Oslo.

Père Elio Passeto : La question est immense. Cela couvre beaucoup de rapports différents. Il y a en Israël une communauté chrétienne d'expression hébraïque. Il y a un représentant à Jaffa, un autre à Haïfa, et un autre à Jérusalem. De l'autre côté, il y a 90 % de chrétiens de langue arabe. C'est une communauté chrétienne de culture arabe, très particulière au sein du christianisme. Et cette culture rend les contacts difficiles avec les membres hébraïques ou les autres, car la culture arabe influence le point de vue de ces chrétiens, jusque dans leur vision d'Israël.

Au niveau de la foi, ces communautés ne sont pas divisées, et au niveau politique, elles sont parfois opposées. La constitution de l'État d'Israël a aussi poussé ces groupes à concevoir pour eux-mêmes une identité politique. Il y a eu des rapports et des contacts importants entre ces groupes, mais les derniers événements nous ont ramenés dix ans en arrière. Nous avons perdu tout contact avec certains groupes habitant dans les territoires palestiniens, par exemple. Les accords d'Oslo ont ouvert une porte d'espérance, de correspondance et d'égalité entre ces groupes, mais maintenant c'est terminé, les rapports sont rompus.

Yona Dureau : Selon le révérent Petra Heldt, la communauté catholique est constituée de deux groupes, une partie attirée par la démocratie et l'Occident, et une autre partie attirée par le nationalisme palestinien, et représentée par l'archevêque Sabbah. Certains voient dans la représentation de la communauté catholique par un archevêque nationaliste une forme de piège, qui enferme la communauté catholique dans une mécanique politique. Quel est votre commentaire? »

Père Elio Passeto: C'est vrai qu'il y a cette interprétation possible. Sabbah est né à Nazareth. Il parle assez bien l'hébreu. Au commencement, on a pensé au contraire qu'il était un choix idéal, capable de comprendre la double réalité des lieux. Il pouvait servir d'intermédiaire entre ces cultures. Les derniers événements lui ont fait prendre une position différente. Je peux comprendre pourquoi. Il y a une réalité qui le force à dire telle ou telle chose et à ne pas dire une autre.

Yona Dureau : Mais il y a une réalité des faits. Les chrétiens vivant à Jéricho et dans les territoires palestiniens sont une minorité croissante. Ils ne sont pas libres de s'exprimer car leurs vies sont menacées. Est-ce que vous pensez, dans ce contexte, que le choix d'un archevêque palestinien permettait de défendre ces minorités et ne le plaçait pas plutôt dans une situation fragile, de par son origine ethnique et culturelle? Il était placé dans une situation de pression extérieure insupportable.

Père Elio Passeto: Au moment où il a été choisi, c'était un bon choix, la situation était une situation d'ouverture. D'autre part, certaines décisions peuvent mettre en danger la communauté chrétienne. Actuellement, il y a une situation des chrétiens qui montrent la grande difficulté de leur vie, et les pressions insupportables qu'ils vivent, et il faudrait prendre des décisions car les gens sont en train de partir. Et les chrétiens ne partent pas à cause d'Israël, c'est clair, mais à cause des pressions exercées sur eux dans les territoires palestiniens. Béthléem était une ville chrétienne importante dans l'histoire, et la communauté chrétienne est en train de disparaître, à cause du contexte arabo-musulman.

Yona Dureau : Certaines voix alarmistes parlent d'un risque réel de « remake » de ce qui s'est passé au Sud Liban, avec le massacre de Damour. On parle aujourd'hui de mariages forcés des jeunes chrétiennes, de viols, d'islamisation. Que pouvez-vous en dire?

Père Elio Passeto: Je peux comprendre que ça existe. La minorité chrétienne est en position de faiblesse. Dans l'évolution actuelle de la constitution d'une identité palestinienne, aucune place n'est faite pour les chrétiens, et pour le moment l'Église n'a pas demandé, n'a pas exigé un espace pour les chrétiens au sein de cet espace politique à identité palestinienne.

Yona Dureau : Les conversions de musulmans à la chrétienté sont en général suivies d'assassinat.

Père Elio Passeto: Ah oui, cela, ça fait partie de la culture, cela n'a pas changé.

Yona Dureau : Est-ce que vous pensez que c'est excusa-

ble parce que cela fait partie de la culture?

Père Elio Passeto: Non, pas du tout. Je pense que c'est le devoir de l'Église de dénoncer ce genre de problème, en particulier pour les petits villages, où les gens sont obligés de partir. L'Église a peur de parler pour protéger ces gens là, mais c'est une erreur, parce que ces données s'installent, et qu'après on ne pourra plus faire marche arrière.

L'archevêque Aris Shirvanian, Église orthodoxe arménienne.

Pour le père Aris Shirvanian, l'église arménienne, qui est la plus ancienne en Terre sainte, a toujours eu de très bons rapports avec l'Autorité palestinienne, comme avec les différents pouvoirs musulmans à travers les siècles et les différents pays de la diaspora arménienne. Nous savions, pour avoir parlé avec son secrétariat le matin même, que le Père Aris Shirvanian avait été en visite toute la journée à l'hôpital pour rendre visite à l'un de ses prêtres, blessé par balles par des tirs palestiniens. Son témoignage fut donc un témoignage de la dénégation, voire d'un certain « révisionnisme historique », gommant les horreurs et massacres perpétrés par les armées de Suleiman le Magnifique lors de leur conquête de Jérusalem, excusant sans vergogne comme « *politique nécessaire* » les déclarations de Yasser Arafat au cours desquelles celui-ci annonça que « *pas une seule pierre d'Israël restera en dehors de la Loi de l'islam* », ou qu'il excusa, comme étant le fait d'une foule incontrôlable, les chants des manifestations du Fatah de Yasser Arafat depuis janvier 2001, « *tout d'abord nous nous occupons des gens du chabbat (les Juifs) ensuite nous nous occuperons des gens du dimanche (les chrétiens)* ». L'archevêque Aris Shirvanian nie la volonté de conquête islamique de l'Autorité palestinienne, et présente « *son ami Arafat* » comme un individu « *respectueux des lieux saints et de la chrétienté* ». Les événements des monastères de Hébron et de Jéricho sont dus aux luttes intestines de l'Église russe orthodoxe, et ne sont pas du fait d'Arafat. La destruction de la tombe de Joseph et les menaces pesant sur la tombe de Rachel sont le fait de « *la foule* », entité sur laquelle Arafat ne pourrait rien.

En fait, l'archevêque Shirvanian oublie de mentionner que l'Église arménienne est la seule à avoir demandé des privilèges particuliers l'an dernier à l'État d'Israël, et que le refus de ces demandes a convaincu cette Église à prendre momentanément une position politique de soutien à Yasser Arafat pour créer une pression supplémentaire sur l'État d'Israël et obtenir par ce biais un statut hors du lot.

Devant l'accumulation de « contre-vérités » prononcées sans vergogne par un homme d'église s'adonnant au « politiquement correct » vis-à-vis d'Arafat, ce témoignage ne nous a pas semblé mériter une retranscription intégrale comme les autres interviews. Retenons que pour Aris Shirvanian, le fait qu'un musulman souhaite assister à la messe de minuit n'est pas un acte de politique mais un acte ressenti, alors

que les déclarations islamistes d'Arafat seraient, elles, dues aux circonstances et à la politique, et non pas à une conviction de la part de ce même musulman.

L'archevêque Aris Shirvianian, qui considère que l'Autorité palestinienne témoigne du respect des lieux saints des autres religions, témoigna en faveur des militaires palestiniens « réfugiés » dans la Basilique de la Nativité, et se plaignit amèrement que l'armée israélienne ne leur ait pas fourni des vivres mais seulement de l'eau.

Il ne mentionna pas la désacralisation de l'église de la Nativité par les affiches de propagande d'Arafat, ni le fait que l'un des prêtres de la Basilique, arménien lui aussi, appela à l'aide les soldats de Tshal en se présentant avec une banderole pour pouvoir fuir la Basilique qu'il déclara « avoir été prise de force par les Palestiniens ».

Jan Van der Hoeven, directeur du Centre Chrétien International Sioniste de Jérusalem

M. Van der Hoeven est une homme de paix, dont la première femme était une Arabe chrétienne et dont le fils est marié à une jeune femme séfarde, de sorte que la famille réunit en son sein les trois religions. M. Van der Hoeven s'est engagé dans une lutte devant « l'asymétrie de moralité » entre les Palestiniens et l'État hébreu.

M. Van der Hoeven : « Nous avons eu une prévision de ce qui se passe actuellement dans les territoires palestiniens au sud Liban, où les nonnes furent violées, les églises transformées en champs d'exercice de tirs. Rappelez-vous que lorsque les tanks Israéliens sont entrés au Liban, les chrétiens maronites les ont accueillis en lançant du riz et des fleurs sur les tanks. C'est la même chose qui se passe actuellement dans Beit Jallah, Beit Sahour, et Beit Lehem, villes littéralement spoliées depuis que Yasser Arafat est revenu dans les territoires palestiniens. A Beit Jallah, les maisons chrétiennes ont été forcées, pour servir de lieu d'où émanaient les tirs sur Gilo, en Israël, de manière à ce que les ripostes israéliennes touchent des maisons chrétiennes. Le but était d'entraîner de force les chrétiens dans le torrent de haine contre Israël. La manœuvre était satanique et très intelligente, puisque les Israéliens devaient soit s'abstenir de riposter, soit détruire par leurs ripostes les maisons de population qui leur étaient a priori favorables.

J'ai ici, dans mon bureau, le témoignage d'un prêtre de Beit jallah qui fut publié dans le journal officiel du Vatican ici, *Terra Sancta*, et qui titre « *Les véritables raisons pour lesquelles les chrétiens quittent la Terre sainte* », et où il explique que les chrétiens sont harcelés en permanence, que les jeunes filles sont menacées, et doivent de force épouser des musulmans ou quitter le pays, et ce prêtre explique que les chrétiens partent donc de la Terre sainte pour échapper à ces pressions intolérables, et s'en vont au Canada, aux États-Unis, ou ailleurs. Ce prêtre a eu beaucoup de courage puisque sa vie est désormais en danger.

Je me suis demandé pourquoi le Vatican ne régissait

pas vis-à-vis de Yasser Arafat et le recevait très souvent. Je pense que c'est parce que le Pape est entouré de gens qui ont peur de nuire à l'Église catholique et aux communautés catholiques au sein de la société arabe. Par exemple, ce prêtre, dont la vie a été menacée, et les autorités musulmanes sont allées voir l'archevêque local, Michel Sabbah, qui est un Palestinien d'abord, un chrétien ensuite, pour lui demander de retirer ce numéro de *Terra Sancta* de tous les kiosques, en lui disant « *qu'ils ne pourraient pas lui assurer que la vie de ce prêtre catholique ne serait pas menacée si ce journal n'était pas retiré* ». Cela nous montre que le Vatican est donc en position de faiblesse par rapport à la pression des islamistes. ■

1 « *The State of Israel will be open for Jewish immigration and for the Ingathering of the exiles; it will foster the development of the country for the benefit of all its inhabitants; it will be based on freedom, justice and peace as envisaged by the prophets of Israel; it will ensure complete equality of social and political rights to all its inhabitants irrespective of religion, race or sex; it will guarantee freedom of religion, conscience, language, education and culture; it will safeguard the Holy Places of all religions;..* »

2 2 H.C. 262/62, Perez contre Kfar Shmaryahu, Local Council 16 Piskei Din 2101, 2116 (par l'Appel du Juge).

3 « *The PA generally does not restrict freedom of religion, and there is no pattern of PA discrimination against or harassment of Christians. However, since the establishment of the PA, there have been periodic allegations that a small number of Muslim converts to Christianity sometimes are subject to societal discrimination and harassment by PA officials, including detention and questioning by security forces. During the period covered by this report, there were several unconfirmed allegations that converts to Christianity were subjected to societal discrimination and harassment by PA officials, including detention and questioning by security forces. In some cases, conversion may have been only one of several factors influencing the mistreatment.* »

4 La conférence de Bagdad fut une conférence islamiste où fut débattue la politique arabe d'islamisation de territoires. Elle déboucha sur la décision de construire de façon artificielle des mosquées dans les territoires chrétiens palestiniens, et d'y transférer une population musulmane afin de renverser la tendance démographique et de « reconquérir » ces territoires d'islam.

5 Nous reproduisons en note les accords d'Oslo concernant les lieux saints protégés par accords des deux parties.

6 voir annexe 3

7 *Makor Rishon*, 22 mai 1998.

8 *Ma'ariv*, 11 octobre 1996.

9. communiqué de presse du ministère de l'information de l'Autorité palestinienne PA Information Ministry Press Release, 10 décembre 1997.

10 *Al-Hayat Al-Jadeeda*, 1er décembre 1997.

11 *Al-Ayyam*, 22 novembre 1997.

12 Télévision palestinienne, 8 septembre 2000.

13 *The Jerusalem Report*, 26 décembre 1996.

14. *Chicago Jewish Sentinel*, 18 mai 1995.

15 *Kul Al-Arab*, 18 août 2000.

16 Télévision Palestinienne 28 juillet 2000.

17 Télévision Palestinienne 11 août 2000

18 *Al-Hayat* (Londres-Beyrouth), 23 Novembre 2000

19 source: Israel Resource Agency

20 Israel Resource Agency, janvier 2002.

21 Selon cette pratique désormais classique, loin de reconnaître la destruction du lieu saint pour des raisons d'hégémonie religieuse, l'Autorité palestinienne a joué le jeu de la dénégation, en niant que le lieu était un lieu saint juif. Voici par exemple ce qu'on peut lire sur le site d'arabia.com comme explication donnée pour cette destruction aux media arabes: « *Many Jews believe the site to be the final resting place of the biblical patriarch Joseph, while Muslims believe that an islamic cleric, Sheikh Yussif (Joseph) Dawiqat was buried there two centuries ago.* » C'est le même type d'explication qui aboutit actuellement à une revendication de Nazareth comme ville d'islam par une révision de l'histoire niant le passé chrétien de la ville. On pourra consulter aussi le site de palestine.com pour sa réécriture de l'histoire de Jérusalem où l'Autorité palestinienne réécrit l'histoire du mont du temple pour nier son passé juif, et réislamiser l'histoire a posteriori. www.arabia.com/news/article/english/0,11827,30892,00.html

22 Le « Père Smith » est un nom d'emprunt, ce prêtre orthodoxe russe ayant souhaité conserver l'anonymat, puisqu'il vit au milieu d'un village arabe.

UN RAPPEL HISTORIQUE

La politique chrétienne de l'OLP au Liban.

YONA DUREAU, MAÎTRE DE CONFÉRENCES À L'UNIVERSITÉ, SPÉCIALISTE DE L'HISTOIRE DES IDÉES

La politique chrétienne du mouvement palestinien ne commence pas avec l'institution de l'Autorité palestinienne. Ses antécédents dans le Liban des années 1970, dans ce qui s'appelait alors le *Fatahland* sont lourds de signification.

Le massacre de Damour

Le massacre de Damour reste un exemple des traitements que les Palestiniens ont réservés aux chrétiens, ainsi que de leur absence totale de respect des lieux de culte et des lieux saints des autres religions.

Damour était un village du Sud Liban, placé sur la route menant de Sidon à Beyrouth. De l'autre côté de la route, la mer. C'est, aujourd'hui, un nom oublié des consciences occidentales. Le ministère du tourisme du sud Liban cherche vainement à chanter la gloire de son paysage. Personne ne visite Oradour-sur-Glane pour son paysage. Damour non plus. Mais vous aurez du mal à trouver des images de ces événements : la plupart des photographies d'époque ont été prises par les « combattants » palestiniens eux-mêmes qui étaient fiers de leurs actes et qui les ont rapportés comme des actes de bravoure auprès de leur commandement à Beyrouth... Scandale notable aussi des usages et abus des médias, puisque les photographies publiées ont été prises par les bourreaux eux-mêmes, qui se sont ensuite enrichis en les vendant à la presse occidentale. Qui donc a pu témoigner sur ce massacre ? Le Père Labaky, l'un des rares survivants, enfui dans un petit bateau, dont nous vous présentons le témoignage

Damour était un village, ou plutôt un gros bourg de 25 000 habitants, disposant de cinq églises, trois chapelles, sept écoles, publiques et privées, et un hôpital publique où les musulmans des villages voisins étaient soignés côte à côte avec des chrétiens, sur les fonds publics mêmes de la petite ville.

Le 9 janvier 1976, trois jours après l'Épiphanie, le prêtre de Damour, le Père Mansour Labaky procédait à une coutume maronite consistant à bénir les maisons avec de l'eau bénite. Alors qu'il se tenait debout devant une maison bordant la petite ville du côté du village arabe de Harat Na'ami, une balle siffla à son oreille et entra dans le mur. Une rafale de mitrailleuse la suivit. Le prêtre entra dans la maison et réalisa que la ville était encerclée. Il apprit rapidement que les forces qui menaçaient Damour étaient celles de la Sa'ïqa, comprenant 16 000 Palestiniens et Syriens, ainsi que des unités des Mourabitoun et de quelques quinze autres milices, auxquels prêtaient main forte des mercenaires d'Iran, d'Afghanistan, du Pakistan, et un contingent de Libyens.

Le Père Labaky téléphona au cheikh musulman de sa région et lui demanda, en tant que dirigeant religieux, d'aider la population de Damour : « *Je ne peux rien faire* », répondit le cheikh, « *Ils veulent vous détruire. Ce sont les Palestiniens. je ne peux pas les arrêter.* »

Alors que les tirs continuaient, pendant toute la journée, le Père Labaky appela une longue liste de personnes en leur demandant d'intervenir. Il ne reçut que des mots de sympathie et de commisération, accompagnés d'excuses selon lesquelles « *ils ne pouvaient rien faire* ». Puis il téléphona à Kamal Jumblatt, qui dirigeait la représentation parlementaire dont dépendait la région de Damour. « *Mon Père* », lui dit Jumblatt, « *je ne peux rien faire pour vous, parce que tout cela dépend de Yasser Arafat.* » Il donna au prêtre le numéro de téléphone de Yasser Arafat.

Un aide de camp de Yasser Arafat répondit, et comme il refusait d'appeler Arafat en personne, le père lui dit alors : « *Les Palestiniens sont en train de bombarder et de tirer sur ma ville. Je peux vous affirmer, en tant que leader religieux, que nous ne voulons pas la guerre, et que nous ne croyons pas en la violence.* »

Il ajouta que près de la moitié des gens de Damour avaient voté pour Kamal Jumblatt, « *qui vous soutient* », rappela-t-il à l'homme de l'OLP. La réponse qui lui fut donnée fut la suivante : « *Mon Père, ne vous inquiétez pas. Nous ne voulons pas vous faire de mal. Si nous vous détruisons, c'est pour des raisons stratégiques.* » Le Père Labaky ne fut pas rassuré d'apprendre que la destruction avait lieu pour des raisons stratégiques, et il insista pour parler à Arafat, et pour que celui-ci rappelle ses troupes. L'aide de camp finit par lui dire que les quartiers généraux de l'OLP allaient donner l'ordre de cesser le feu.

Mais il était déjà onze heures du matin. Les minutes et les heures passaient, et les tirs ne cessaient pas. Le Père Labaky appela de nouveau Jumblatt et lui dit ce que l'aide de camp d'Arafat lui avait répondu. Le conseil de Jumblatt fut de persister à essayer de parler directement à Arafat, et de tenter de contacter d'autres amis personnels, parce que « *quant à lui [Arafat]* » il « *ne lui faisait pas confiance* ». A vingt trois heures trente, l'eau, l'électricité et le téléphone étaient coupés. L'invasion de la ville commença à une heure du matin, par le côté du village où le Père Labaky avait

reçu les premières balles, le matin même. Les hommes de la Sa'ïqa se précipitèrent dans les maisons. Ils massacrèrent près de cinquante personnes en une nuit. Le Père Labaky entendit les hurlements et sortit dans la rue. Des femmes couraient vers lui en chemise de nuit en criant « *Ils nous massacrent* ». Les survivants, quittant cette partie de la ville, se réfugièrent dans la zone près de l'église. Les attaquants occupèrent alors la partie de la ville qu'ils avaient prise.

Le Père Labaky décrit la scène : « *Je parvins à entrer dans une des maisons pour aller y chercher les corps au petit matin, malgré les bombardements. Et je me rappelle une chose qui me terrifie encore aujourd'hui. Toute une famille avait été tuée. C'était la famille Can'an, quatre enfants étaient morts, ainsi que la mère, le père, et le grand-père. La mère tenait encore un des enfants dans ses bras. Elle était enceinte. Les yeux des enfants avaient été arrachés des orbites, et leurs membres coupés. Ni bras, ni jambes. C'était affreux. Nous les avons emmenés dans un camion. Le seul survivant, le frère du père de famille, Samir Ca'n'an, m'aida à rassembler les restes de son frère, sa femme, et de leurs enfants, ainsi que du grand-père. Nous les avons enterrés dans la cimetière sous les coups de mortiers de l'OLP. Et alors que je procédais à cet enterrement, nous trouvions de plus en plus de corps dans les rues...* »

La ville tenta de se défendre. Deux cent vingt cinq hommes jeunes, la plupart âgés environ de seize ans, armés de fusils de chasse, et tous dénués de formation militaire, tinrent la ville pendant douze jours. Les villageois se blottissaient dans des caves, avec des sacs de sable empilés devant leurs portes et les fenêtres du rez-de-chaussée. Le Père Labaky passa d'abri en abri pour visiter les familles et leur porter du pain et du lait. Il passa aussi souvent « *encourager les jeunes gens qui défendaient la ville.* »

Le pilonnage incessant de la ville fit d'énormes dégâts. Pendant le siège qu'ils établirent le 9 janvier, les Palestiniens coupèrent immédiatement les approvisionnements de la ville en eau et en nourriture, et refusèrent de laisser la Croix Rouge évacuer les blessés. Les bébés et les enfants moururent de déshydratation. Le 23 janvier, lorsque le dernier massacre eut lieu, des centaines de Chrétiens furent tués. Le Père Labaky continue : « *L'attaque eut lieu depuis la montagne qui était derrière. Ce fut une apocalypse. Ils arrivaient, des milliers et des milliers, criant « Allahou Akbar! Attaquons les pour les Arabes, offrons un holocauste à Mahomet » Et ils massacraient toutes les personnes qu'ils trouvaient sur leur passage, hommes, femmes, et enfants.* »

Des familles entières furent tuées dans leur demeure. De nombreuses femmes furent violées par des groupes d'hommes, puis tuées ensuite pour la plupart. Une femme sauva sa fille adolescente du viol en lui passant du bleu de lessive sur le visage pour la rendre repoussante. Pendant les atrocités, les assaillants eux-mêmes prirent des photos qu'ils vendirent ensuite à des journaux européens. Les survivants du massacre

témoignèrent. Une jeune fille de seize ans, Soumavya Ghanimeh, assista à l'exécution de son père et de son frère par deux attaquants, ainsi qu'au pillage de sa maison qui fut ensuite brûlée. Elle témoigne : « *Alors qu'ils m'emmenaient par les rues, je voyais les maisons brûler autour de moi. Ils avaient des camions devant les maisons et y empilaient des affaires. Je ne me rappelle combien j'étais effrayée par le feu. Je hurlais. Et même des mois après les événements je ne pouvais pas supporter que quelqu'un enflamme une allumette près de moi. Je ne supportais plus l'odeur de brûlé.* »

Elle et sa mère Mariam, ainsi qu'une jeune sœur et un petit frère, furent sauvés de la tuerie dans leur propre maison, parce qu'elle se précipita derrière un Palestinien pour se protéger de l'arme d'un autre qui la visait déjà, en criant « *Ne les laisse pas nous tuer* ». L'homme accepta le rôle de protecteur que la jeune fille lui faisait endosser soudainement. Il répondit à son comparse « *Si vous les tuez, il faudra aussi me tuer* ». C'est ainsi que la jeune fille, sa mère, sa sœur et son frère furent épargnés, entraînés dans les rues entre les maisons en feu, placés dans un camion pour être emmenés au camp de Sabra à Beyrouth¹. Là ils furent gardés dans une prison surpeuplée « *Nous devons dormir à même le sol, et il faisait un froid très vif.* » Lorsque le père Labaky trouva les corps calcinés du père et du frère de la famille Ghanimeh, il dut se rendre à l'évidence, « *on ne pouvait plus savoir s'il s'agissait d'hommes ou de femmes* ».

Dans la frénésie de destruction totale qui les avait saisis, comme si les limites de la Nature ne devaient pas les arrêter, les Palestiniens ouvrirent les tombes, en exhumèrent les ossements des morts qu'ils répandirent dans la rue. Les chrétiens qui échappèrent à la première vague de l'attaque tentèrent de s'échapper avec tous les moyens possibles : des voitures, des charrettes, des vélos, et des motos. Certains s'enfuirent à pied vers la plage pour tenter de s'échapper en bateau. Mais la mer était forte, et l'attente pour des secours fut longue, dans l'angoisse que leurs agresseurs pouvaient fondre sur eux à tout instant.

Quelques 500 personnes se réfugièrent dans l'église de St Elias. Le père Labaky s'y précipita à six heures du matin, lorsqu'il perçut le tumulte de l'attaque. Il dit candidement aux fidèles rassemblés qu'il se sentait impuissant à leur conseiller que faire. « *Si je vous dis de fuir par la mer, vous vous ferez peut-être tuer. Si je vous dis de rester ici, vous serez peut-être tués ici.* »

Un vieil homme suggéra de brandir un drapeau blanc. « *Peut-être nous épargneront-ils si nous nous rendons* » dit-il. Labaky lui remit son surplus. Il le mit sur une croix de procession et le plaça devant l'église. Dix minutes plus tard, quelqu'un frappa à la porte, trois petits coups, puis trois séries de trois. Les réfugiés étaient pétrifiés. Le père Labaky dit qu'il allait voir qui c'était. Si c'était l'ennemi, peut-être les épargnerait-il. « *Mais s'ils nous tuent, au moins nous mourrons* »

ensemble, et nous aurons une belle paroisse au paradis, 500 personnes, et pas de checkpoint! » Les assiégés rirent, et le prêtre alla ouvrir la porte. Ce n'était pas l'ennemi, mais deux hommes de Damour qui avaient fui la ville et qui avaient vu le drapeau blanc depuis la plage. Ils étaient revenus pour prévenir les assiégés que cela ne leur servirait à rien. « *Nous avons levé un drapeau blanc devant Notre Dame, et ils nous ont mitraillés.* »

À nouveau, ils discutèrent de ce qui pouvait être entrepris. Le prêtre leur dit qu'ils devraient faire une chose, bien qu'elle leur soit « *impossible* », prier pour le pardon de ceux qui venaient les tuer. Alors qu'ils étaient en prière, l'un des jeunes défenseurs de la ville qui avait vu le drapeau entra et dit: « *courez maintenant jusqu'à la plage, on vous couvre.* »

Les deux jeunes hommes se tinrent devant l'église et tirèrent dans la direction d'où venaient des fedayins. Il fallut dix minutes aux personnes réfugiées dans l'église pour quitter la ville. Les 500 personnes s'enfuirent, sauf un vieil homme qui dit qu'il ne pouvait pas marcher, et qu'il préférerait mourir devant sa propre maison. Il échappa à la mort. Le père Labaky le trouva des semaines plus tard dans des prisons de l'OLP et entendit ce qui s'était passé après que les survivants soient partis.

Quelques minutes après qu'ils soient partis, « *l'OLP vint et bombardait l'église sans même y entrer. Ils enfoncèrent la porte et jetèrent des grenades à l'intérieur.* » Tous auraient été tués s'ils y étaient restés. Le prêtre mena ses ouailles le long de la plage jusqu'au palais de Camille Chamoun. Mais lorsqu'ils l'atteignirent, ils se rendirent compte que la palais avait déjà été pillé et brûlé en partie.

Ils trouvèrent cependant refuge dans le palais d'un musulman qui « *n'était pas d'accord avec les Palestiniens* », puis ils s'enfuirent dans de petites embarcations, pour rejoindre ensuite un plus grand navire, qui les mena à Jounieh. « *Une pauvre femme dut donner le jour à un bébé sur la mer déchaînée d'hiver, à bord de cette petite embarcation.* »

582 personnes moururent dans le massacre de Damour. Le père Labaky revint avec la Croix Rouge pour les enterrer. Beaucoup des corps avaient été démembrés, de sorte qu'ils durent compter les têtes pour dénombrer les morts. Trois des hommes qu'ils trouvèrent avaient eu leur parties génitales coupées et enfoncées dans leur bouche. L'horreur ne s'arrêtait pas là. Le vieux cimetière chrétien avait été détruit, les cercueils déterrés, les corps dérobés, les cryptes ouvertes, les corps et les squelettes avaient été jetés dans la cour du cimetière. Damour avait été ensuite transformé en forteresse du Fatah et du FPLP (Front de Libération de la Palestine). la ville en ruines devint l'un des centres principaux de l'OLP pour la promotion du terrorisme international. L'église d'Elías servit de garage de réparations pour les véhicules de l'OLP, ainsi que de champ d'exercice de tirs dont les cibles étaient peintes sur le mur oriental de la nef. Le com-

mandant des forces combinées qui attaqua Damour le 23 janvier 1976 était Zuhayr Muhsin, chef de al-Sa'iqa, connu depuis lors dans tout le Liban chrétien sous le nom de « Boucher de Damour ». Il fut assassiné le 15 juillet 1979 à Cannes, en France.

Les autres exactions de l'OLP contre les Chrétiens au sud Liban²

Les exactions des Palestiniens au sud Liban ne se limitèrent pas au massacre des seuls habitants de Damour. Voici reproduit ici l'index (non exhaustif) des massacres de chrétiens par Yasser Arafat, ses troupes et ses alliés:

1975

14 Avril: La guerre prenant des dimensions religieuses et confessionnelles, des « commandos » palestiniens habitant la ville de Barja, chassent de leurs maisons les habitants chrétiens du village d'Ayn el-Assad dans Iqlim el-Kharroub. Les habitants chrétiens des villages voisins fuirent la région vers Beyrouth. C'est le premier cas de déplacement de population au Liban.

1976

Début 1976: Les Palestiniens et les milices musulmanes et dites « progressistes » envahirent les villes de Damour et de Jiyé sur la route joignant Sayda à Beyrouth et massacrèrent la population.

Octobre: L'armée-milice dirigée par Ahmad Al-Khatib et la coalition des « islamo-progressistes », envahirent le village chrétien de Aichyé à Jezzine: 52 habitants sont massacrés et les maisons incendiées ou détruites.

Fin de l'année: Massacre des chrétiens à Maasser Beit-Eddine.

Au cours de cette année 1976, surtout dans la première moitié, le sort des chrétiens de Zahrani, Nabatyé, Hasbayya et une partie de Jezzine, a suivi celui des villages chrétiens de la Békaa, du nord, de la partie ouest de la capitale et de sa banlieue sud: enlèvements, exécutions et déplacement de population.

1977

6 Mars: 200 chrétiens furent massacrés dans le Chouf.

1978

27-28 Juin: Enlèvement et massacre de 35 jeunes chrétiens au village El-Qaa, Baalbek, Jdaydet-Fakiha.

1980

7-9 Juillet: Le massacre du village de Safra, où des partisans du Président Chamoun et de son fils Dani sont exécutés. Béchir Gemayel devient Chef unique de la milice des « Forces Libanaises ».

1983

18 Avril: Une voiture piégée détruit une partie de l'ambassade américaine à Beyrouth. Des musulmans intégristes en revendiquent la responsabilité (80 morts et 100 blessés).

13 Octobre: Des commandos musulmans, exécutent des attentats aux voitures piégées contre les sièges des forces multinationales. 241 américains et 88 français sont tués (les auteurs de l'attentat sont les hommes du Hezbollah qui prétendra encore que ce mouvement n'est pas terroriste mais constitue un mouvement de résistance?).

L'année 1983 est soldée par une campagne des musulmans intégristes pour déplacer les chrétiens de Beyrouth-Ouest et de sa banlieue au Sud de la Békaa, où il ne reste dans les villages chrétiens, hors de Zahlé, que quelques habitants.

1984

18 Janvier: Assassinat de Malcolm Kerr, Recteur de l'Université Américaine de Beyrouth.

1985

11-12 Mars: Les intégristes musulmans (djihad islamique) entreprennent l'enlèvement de plusieurs européens et américains.

Avril: Iqlim el-Kharroub fut dévastée par les milices du leader Druze Walid Joumblatt. Les chrétiens se déplacent vers Jezzine. Les villages chrétiens furent complètement rasés.

25 Avril: Après des affrontements à Sayda entre les « Forces Libanaises » et les musulmans intégristes et les Palestiniens, les premiers se retirent unilatéralement de la région, pour permettre à l'armée libanaise de se développer. Les villages chrétiens de l'Est de Sayda, ou du littoral de Jezzine, ainsi que ceux de Zahrani, furent dévastés; leurs habitants ainsi que les chrétiens de Sayda se déplacent vers la ville de Jezzine.

22 Mai: Enlèvement d'Européens à Beyrouth-Ouest.

Bilan de la guerre chez les chrétiens :

Les chiffres précis de tous ces massacres varient. Selon les estimations les plus basses, on trouve 2 972 personnes massacrées chez les chrétiens, contre 1 289 musulmans), et il y eut 670 000 réfugiés chrétiens (contre 157 500 musulmans). Il reste que ces chiffres sont semble-t-il en dessous de la vérité, puisque 582 personnes moururent dans le seul massacre de Damour, et que d'autres massacres suivirent dans d'autres villes avec la même ampleur.

65 écoles chrétiennes furent fermées dans les régions que les chrétiens ont quittés entre 1982 et 1987, pillées ou incendiées ou détruites. Avant cette date, le nombre des écoles fermées était de l'ordre de 211 écoles catholiques, 56 écoles musulmanes, 38 écoles orthodoxes et autres. La Bibliothèque Nationale, fut endommagée et pillée en 1975 par les Palestiniens qui l'ont occupée. Le même sort a frappé la Bibliothèque de Sleiman El-Boustany et du ministère du plan aux mains des Palestiniens. Les chrétiens ont perdu 375 églises, 45 couvents et 17 sièges épiscopaux (les musulmans ont perdu 72 mosquées). ■

1. Ce détail du témoignage révèle à quel point le « camp de réfugiés » de Sabra n'en avait que le nom, puisque ce camp, telle une ville, était libre d'entrée et de sortie, et possédait même des prisons. C'est précisément parce que beaucoup de chrétiens furent emprisonnés et torturés dans cette ville que les chrétiens libanais se vengèrent en attaquant ce « camp » de Sabra, et en faisant subir aux Palestiniens ce que ceux-ci leur avait fait subir pendant près de dix ans. Mais alors que la presse européenne s'était tue sur les massacres de chrétiens, elle s'éleva contre ce massacre puisqu'il lui permettait de tenter d'impliquer Ariel Sharon comme coresponsable. Sharon, quant à lui, déclara qu'il avait lancé des « fusées éclairantes » dès qu'il avait compris le double jeu des Syriens entrés dans le camp, en espérant que les populations environnantes interviendraient pour arrêter le massacre. Ce geste fut utilisé par la propagande palestinienne comme un geste d'assistance non aux victimes, mais aux agresseurs.

2. Les informations qui suivent concernant le calendrier historique et les chiffres de ces massacres sont issues du site : afp.generalweb.co.uk/docs

L'EXCLUSION DES JUIFS DES PAYS ARABES aux sources du conflit israélo-arabe (390 pages, cartes, photos, 26 €) Revue PARDES, 34/2003, Editions In Press, Paris (12 Rue du Texel, 75014 Paris)

Entre les années 1940 et les années 1970, environ 900 000 Juifs ont été contraints de quitter en masse et en catastrophe des pays arabes où ils étaient installés depuis plus d'un millénaire. Ils abandonnèrent alors tous leurs biens et leur patrimoine au point qu'il ne reste plus aujourd'hui que quelques dizaines de milliers de Juifs dans le monde arabo-musulman. 600 000 d'entre eux sont devenus des citoyens de l'État d'Israël. Dans le grand bilan du xx^e siècle, cet exode oublié réapparaît aujourd'hui sur le devant de la scène. Le processus d'Oslo et sa crise ont ravivé les mémoires du contentieux originel qui sépare les deux parties du conflit proche-oriental. Si on évoque couramment le « droit au retour » des Palestiniens, on oublie un élément déterminant du tableau historique ainsi dressé : le contentieux des Juifs du monde arabe — la majeure partie de la communauté juive française et de la société israélienne — avec les Etats arabes. À l'heure où les Palestiniens réclament le « droit au retour », ce livre fait le point sur un drame refoulé, inconnu de nos contemporains, afin de rendre justice au monde sépharade, de faire œuvre de mémoire pour cette population qui a vu son destin brisé et sa continuité ébranlée.

Sous la direction de Shmuel Trigano, des articles de Minou Azoulay, Bat Ye'Or, Avi Beker, Yigal Bin Nun, Yehuda, Dominitz, Raphaël Draï, Raphaël Israéli, Naim Kattan, Ruth Lapidot, Jean Marc Liling, Yaakov Meron, André Nahum, Roger Pinto, Haim Saadoun, Ruth Tolédano Attias...

En vente dans les librairies et par correspondance au prix de 26 €, port gratuit.



Minorité de minorité

AMNON RUBINSTEIN, POUR LE JOURNAL ISRAËLIEN HAARETZ

Deux faits dignes d'intérêt, caractéristiques de la minorité arabo-chrétienne d'Israël, restent ignorés du public. Tout d'abord, si l'on excepte le Liban, de tous les pays musulmans du Moyen-Orient, c'est en Israël que vit la minorité chrétienne la plus importante. Ensuite, c'est la communauté qui jouit du plus fort taux de performance dans les domaines de l'éducation et de la santé. Selon le docteur Alex Leventhal, chef des services de santé publique du Ministère de la santé, « *les meilleurs indices de santé du pays concernent les Arabes chrétiens plus que les Juifs* ».

La démographie

Après la guerre d'indépendance qui fut très dure pour les villages chrétiens de Galilée et génératrice de requisitions de biens et d'expulsion, la population chrétienne diminua considérablement (34000 chrétiens). Mais, depuis les années 1960, leur nombre augmente de façon continue au point qu'en 2000 ils représentaient 111 000 personnes. C'est ainsi la seule population chrétienne du Moyen-Orient à avoir crû.

Cependant la comparaison de cette croissance avec la population musulmane et juive reste négative car le taux des naissances chez les chrétiens est très bas. Dans les années 1967-2001, la population chrétienne a augmenté de 1,8 % par an tandis qu'elle croissait de 4,4 % par an chez les musulmans.

Néanmoins, c'est ce critère, responsable du taux inférieur de reproduction et donc de l'existence de familles restreintes, qui rend possible la performance dans d'autres domaines.

Le taux de mortalité infantile parmi les Arabes chrétiens dans les années 1996-1999 est ainsi de 4,9 pour 1000 naissances, tandis que chez les musulmans, il atteint les 9,5 et chez les Juifs, les 4,8. De ce point de vue, le taux de mortalité baisse de façon continue chez les chrétiens au point qu'en 2001 il a été un des plus bas taux du monde: 2,6 pour 1000, rangeant cette population dans une catégorie où l'on retrouve la Scandinavie et le Japon.

L'éducation

Dans le domaine de l'éducation, les chrétiens sont en tête de la liste des titulaires du baccalauréat. 323/1000 élèves (nés en 1965-1969) ont étudié à l'université comparativement à 108/1000 parmi les musulmans et les Druzes et à une moyenne nationale de 131/1000.

Bien que le pourcentage de la population arabo-chrétienne dans la population des Arabes israéliens n'est que de 10 %, cette population représente le quart de la force de travail arabe, du fait du pourcentage des femmes au travail. Nous n'avons pas de données sur sa situation économique mais, à l'opposé des autres implantations arabes rurales, le classement économique de leurs villages est bon. Par exemple, les villages

de Josh et Meilia sont en sixième sur une échelle de 10, à l'instar de la ville de Safed en Galilée.

Ces données sont intéressantes à deux points de vue. Tout d'abord elles réfutent l'argument selon lequel Israël est raciste envers ses citoyens arabes et que l'État d'Israël pratique l'apartheid. Elles ne réfutent pas l'argument qui avance qu'une discrimination est à l'œuvre dans la budgétisation des instances locales et dans la participation des Arabes à la vie des institutions commerciales, publiques et gouvernementales, mais elles prouvent que les larges écarts qui séparent Juifs et musulmans dépendent aussi de la communauté d'appartenance, de la famille et des instances locales.

Comment expliquer les écarts entre Arabes musulmans et chrétiens? Il n'y a pas en effet de différences en ce qui concerne le rapport du gouvernement et l'allocation de ressources aux deux populations. Et il n'y

L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE DE LA MINORITÉ CHRÉTIENNE

dans la population musulmane en Israël et dans les Territoires.

- Les chrétiens dans la population arabe d'Israël :

De 21 % en 1949 à 10 % en 1998.

Le seuil de cette évolution est à situer en 1983, lorsque le taux tombe à 14 %.

- Les chrétiens dans la population arabe de Nazareth :

De 73 % en 1922 à 36 % en 1995.

Le seuil est à situer en 1961 avec 52 %.

- Les chrétiens dans la population arabe de Jérusalem :

De 51 % en 1922 à 7 % en 1998.

Le seuil est à situer en 1961 avec 18 %.

En 1978, le pourcentage tombe à 10 %.

- Les chrétiens dans la population de la rive ouest du Jourdain :

De 6 % en 1944 à 2 % en 1997.

Le seuil est à situer en 1978 avec 4 %.

- Les chrétiens dans la population de Gaza :

De 0,9 % en 1944 à 0,2 % en 1997.

Le seuil est à situer en 1967 avec 0,6 %.

Statistiques fournis par Daphne Tsimhoni, in « The Christians in Israel, the West Bank and the Gaza strip », *Middle East Quarterly* 2001.

a pas de différences entre elles deux, du point de vue de l'enthousiasme national palestinien.

L'écart dans la mortalité infantile, par exemple, s'explique selon le Ministère de la santé par l'abstention des mariages entre parents consanguins propre aux chrétiens du fait d'interdits religieux et culturels et malgré leur faible nombre. Les différences culturelles sont aussi responsables de la taille différente des familles et de la présence des femmes dans la vie professionnelle.

Tant qu'un conflit national existera entre nous et toute la population arabe, dans toutes ses composantes, nous ne réaliserons pas l'égalité pleine et entière à laquelle nous devons aboutir. Mais entre temps il serait absurde que nous ne permettions pas à tout homme

en Israël de réaliser ses potentialités et le potentiel des chrétiens, dont le nombre se réduit dans tout le Moyen-Orient sauf en Israël où il reste très haut.

Il y a un autre enseignement à tirer : l'écart immense entre l'Israël du progrès et un monde arabe, souffrant retard et oppression, s'exprime de façon inattendue : une minorité chrétienne tentant avec succès de conserver sa tradition dans le pays qui est le berceau de sa foi et dans un État juif, malgré la condition très difficile de minorité au sein d'une minorité vivant elle-même dans un État, lui-même représentant une minorité au sein d'une majorité hostile. ■

(© Haaretz 07/10/02)

Les chrétiens d'Israël en butte à l'islamisme

JACQUES PLESKOFF, CHERCHEUR

L'affaire de la Basilique de l'Annonciation de Nazareth a sans doute marqué la vie des chrétiens dans l'État d'Israël ces dernières années. En décembre 1997, des islamistes squattent le terrain en contrebas de la Basilique, un terrain – relevant du domaine national – qui venait d'être dégagé de l'ancienne école qui s'y trouvait pour libérer l'espace d'une place publique devant l'église, en prévision des fêtes du millénaire et de la venue du pape (25 mars 2000).

Les islamistes revendiquèrent à cette occasion leurs droits sur ce terrain, à leurs yeux un lieu saint de l'islam, un *waqf*, c'est à dire un bien appartenant à la communauté religieuse et à ses autorités parce que s'y trouve la tombe du neveu de Saladin qui avait chassé les Croisés de la Terre sainte. C'est en son honneur qu'ils prétendirent ériger une mosquée, alors que ce tombeau avait toujours été délaissé.

L'occupation des lieux avait été très adroitement programmée pour rester impunie : la période des fêtes de Noël et du Ramadan paralysait en effet l'action des forces de l'ordre israéliennes qui, si elles s'étaient manifestées, auraient encouru la réprobation internationale (et à commencer des autorités catholiques) pour porter atteinte à la liberté de culte, une question de première importance pour la région. En quelques jours, un mur était construit et une tente géante érigée. Une situation s'était installée.

Un an plus tard, les choses se compliquèrent : en novembre 1998, les islamistes obtenaient la majorité au conseil municipal au terme d'une campagne centrée sur la construction de la mosquée. Le blocage fut alors total sur le plan municipal : le maire était en effet un chrétien, appartenant au Parti Communiste. L'atmosphère se dégrada. Durant les Pâques 1999, les islamistes lapidèrent voitures et boutiques chrétiennes, causant vingt blessés.

Contre toute attente, le ministre des Affaires étran-

gères israélien, Shlomo Ben Ami, autorisa, quelques mois plus tard, la construction de la mosquée. Il s'était en effet produit un changement de gouvernement en 1999 et, durant la campagne électorale, les candidats (Barak et Natanyahou) avaient fait des promesses aux électeurs musulmans. Les élections furent gagnées par Barak, élu par 99 % des Arabes israéliens. De plus, l'intifada n'avait pas encore éclaté et le gouvernement Barak caressait l'illusion qu'en favorisant les musulmans et en taisant les infractions de l'Autorité palestinienne aux accords d'Oslo, il maintiendrait le « processus » de « paix ». C'est ce qui motiva Barak et Ben Ami à entériner le coup de force des musulmans de Nazareth et leurs ambitions hégémoniques, au risque de provoquer la réprobation du Vatican. Ce qui arriva. Il faut dire que jamais le Vatican ne s'en prit aux islamistes, réservant ses critiques au seul gouvernement israélien, comme si il était la source absolue du problème. En décembre 2001, les représentants des Églises chrétiennes de Terre sainte exigèrent la révocation de cette décision, menaçant de retirer à Israël la « confiance pour ce qui touche au respect des lieux saints placés sous (sa) juridiction ». Cette même année, le président Bush fit pression sur Ariel Sharon pour rétablir le *statu quo*. Ariel Sharon suspendit la construction de la mosquée dès janvier 2002 et nomma une commission d'enquête. En mars 2002, le gouvernement annula définitivement le projet et

proposa sept autres lieux pour accueillir la mosquée convoitée. Le 7 mars 2003, le tribunal de Nazareth ordonna au *waqf* de démolir le mur et le chantier de la mosquée...

Cette crise reflète une évolution radicale du rapport de force parmi les Arabes israéliens, chrétiens et musulmans. À Nazareth, sur 70 000 habitants, 18 000 sont chrétiens et donc deux sur trois sont musulmans (d'ici à 10 ans, 4 sur 5). Sur la colline avoisinante se développe Nazareth Illit avec 51 000 habitants, majoritairement juifs. Autour de la ville, 3 villages arabes abritent 40 000 habitants. Néanmoins, les chrétiens dirigent presque toutes les institutions de la ville (hôpitaux, écoles privées), écho du 19^e siècle, lorsque les communautés religieuses européennes, surtout françaises, ont fondé le village essentiellement chrétien qu'était Nazareth, en achetant les terrains à l'administration ottomane.

Les musulmans sont restés en recul par rapport à cette évolution. La montée en croissance de l'islam a ainsi pris les formes d'une guerre de religion anti-chrétienne, malgré les 14 mosquées existantes, une situation envenimée économiquement par le recul du tourisme, du fait de l'intifada. Le parti communiste Hadash qui avait été la figure de proue du nationalisme palestinien était en recul: le courant intégriste avait la voie libre. N'oublions pas que les islamistes israéliens sont représentés à la Knesset! De même que ce courant prétend qu'il n'y a jamais eu de Temple sur le mont Moriah, il soutient que Nazareth a toujours été une cité musulmane et que les chrétiens, venus de l'étranger, ont volé les terres... Le résultat, c'est que les chrétiens sont de moins en moins présents dans le paysage. Ils se replient sur eux mêmes (s'il y a eu de nombreux villages mixtes, islamo-chrétiens en Galilée, on ne compte plus que 4 villages chrétiens) ou

s'installent dans les grandes villes israéliennes comme Haifa, Acre, Eilath, voire Nazareth Illit, pour fuir les musulmans, à moins qu'ils n'émigrent à l'étranger.

Les chrétiens israéliens ne reconnaîtront jamais, néanmoins, ouvertement cette description de leur condition. La psychologie du *dhimmi* est là et le sentiment de rester dépendant de la majorité musulmane (c'est le cas pour les communautés chrétiennes sous l'Autorité palestinienne) reste fort. Ainsi Israël est-il toujours rendu responsable des difficultés des chrétiens, comme le discours de Mgr Sabbah en témoigne.

Cette situation se vérifie chez les Grecs orthodoxes où le père Attallah Hannah, né à Nazareth, s'est prononcé en juillet 2002 et janvier 2003 en faveur des attentats suicides palestiniens, élevés au rang de martyr. Ce soutien des Églises au nationalisme palestinien reflète cependant plus que des réflexes de *dhimmitude*: il manifeste une quête de pouvoir au sein du clergé local dans lequel les autochtones n'occupent pas toutes les positions hiérarchiques. Mgr Sabbah est le premier arabe dans l'histoire des Églises de Terre sainte, de surcroît de Nazareth, à avoir été nommé patriarche latin par le Pape. C'est ce qui a éveillé l'appétit des Arabes palestiniens grecs orthodoxes, cantonnés au bas clergé, alors que la hiérarchie est presque exclusivement grecque (seuls les religieux qui choisissent le célibat peuvent accéder aux hautes fonctions). L'Autorité palestinienne joue bien sûr son jeu dans cette configuration, pour utiliser les chrétiens dans son combat médiatique contre Israël, en tirant dangereusement sur la corde de la religion et de la symbolique chrétienne de l'Occident. ■

Pour approfondissement: Raphaël Israeli, *Green Crescent over Nazareth. The Dispersement of Christians by Muslims in the Holy Land*, Cass, London, 2002.

Le conflit pour l'exclusivité dans la communauté chrétienne de Terre sainte

JACQUES PLESKOFF, CHERCHEUR

Une des causes importantes – et souvent méconnue – de l'engagement des catholiques palestiniens aux côtés du nationalisme palestinien vise à contrer l'émergence dans l'Etat d'Israël d'une Eglise autonome hébreophone qui pourrait ravir aux yeux de l'Europe et du Vatican le rôle que remplissent les Arabes palestiniens chrétiens. Cette tension est apparue au grand jour à l'occasion de la remise du prix de l'Amitié Judéo-chrétienne le 29 octobre 2002 à l'abbé

du monastère bénédictin d'Abou Gosh, Dom J. B. Gourion, nommé vicaire épiscopal pour les communautés catholiques hébraïques par Mgr Sabbah.

Un cadre spécial, l'Oeuvre saint Jacques, a été créée en 1955 par les autorités catholiques pour accueillir les chrétiens d'Israël (Jérusalem, Haifa, Tel Aviv, Beer sheva), dont la culture est différente de celle des Palestiniens. La messe y était dite en hébreu, alors que le latin était imposé aux chrétiens arabes. Ce cadre

ne compte que quelques centaines de membres et est engagé dans la lutte contre l'antijudaïsme et l'antisémitisme.

L'attribution de ce prix, de surcroît dans les locaux de la Knesset, a soulevé la colère de l'entourage de Mgr Sabbah qui y a vu une atteinte à son autorité et sa juridiction, un premier signe du rattachement du christianisme israélien à la juridiction de Rome et donc une séparation à venir dans la communauté catholique de Terre Sainte. Une telle éventualité semble avoir été envisagée par le Vatican (1). Elle signifierait effectivement l'amointrissement de l'importance des chrétiens palestiniens et surtout la consécration dans le christianisme lui-même de la partition de la Terre sainte en deux Etats. C'est ce que reflète le désaccord d'ecclésiastiques de Jérusalem dont se fait l'écho Isabelle de Gaulmyn dans *La Croix* du 4 novembre 2002.

La Vie et *L'Actualité des religions*, peu favorables à Israël, lui emboîtent le pas en janvier 2003, présentant Mgr Sabbah comme victime « d'une campagne orchestrée de délégitimation » du fait de son soutien à la cause palestinienne. Toujours est-il que le bruit fait autour de cette affaire semble avoir coupé court au projet du Vatican. ■

1. Julien Dasté (*Proche Orient Info* du 6 février 2003) évoque la visite du cardinal Daoud, préfet pour les Eglises Orientales, le 13 décembre 2001, qui semblait augurer de l'installation d'une Eglise nationale israélienne: « À l'intérieur de la majorité ethno-culturelle, celle de la langue hébraïque, l'Eglise n'est pas actuellement très visible et n'a pas de voix. Elle ne participe pas au « dialogue national » et ne prend pas part au dialogue de la société « de l'intérieur » avec les instances institutionnelles, sociales et culturelles. Et pourtant, une telle présence visible et audible, à l'intérieur de la réalité culturelle et sociale juive, paraît indispensable pour l'avenir même de la présence chrétienne dans ce pays en évolution si rapide... Votre présence a en effet inauguré un dialogue direct, sans précédent, avec la société israélienne auquel on se doit de donner une suite par le biais de la présence permanente, à l'intérieur de ce milieu, d'une structure ecclésiale, ayant la capacité et la volonté de la porter en avant ».

Observatoire du monde juif

Dans la série *Dossiers et Documents*
de l'Observatoire

Le conflit israélo palestinien les médias français sont ils objectifs ?

170 pages 12 €

*Les mutations de la fonction rabbinique consistoriale, une enquête
auprès de 30 rabbins de Paris et région parisienne de Joelle*

Allouche Benayoun et Laurence Podselver postface de

Shmuel Trigano 200 pages 15 €

Permanence du discours sur Israël

*La presse française, des négociations de Madrid aux accords
d'Oslo d Juliette Lichtenstein préface de Catherine Leuchter*

94 pages 12 €

L'implication politique dans le conflit israélo-palestinien

ELIE ASSOULINE, CONSULTANT

La position des Églises de France depuis le déclenchement de l'insurrection de septembre 2000 n'a pas attiré l'attention dans un contexte général de tensions et de grande brutalité verbale, voire de violences physiques, autour de la communauté juive. De même, l'engagement des chrétiens et de leurs organisations ne s'est pas remarqué, tandis que le renouveau des organisations « militantes » et radicales sous l'étiquette de « société civile » et de « mouvements citoyens » a effacé les frontières entre groupuscules, idéologies, monde associatif et action humanitaire. Tout au plus, dans un pays marqué par le dialogue inter-religieux et la repentance de l'Église, aurait-on pu s'attendre à une prise de position ferme des chrétiens face à la résurgence d'un antisémitisme désinhibé, manifesté par certains milieux musulmans issus de l'immigration des dernières décennies. Mais sur ce point aussi, les Églises ne se sont pas distinguées du reste de la société française.

Dans les faits, l'engagement des chrétiens mais aussi la position des Églises ont connu un revirement profond à partir du déclenchement de l'insurrection palestinienne, voire même avant. On retrouve en effet les chrétiens et leurs institutions d'une part aux côtés du gauchisme antimondialiste et de sa mouvance antisioniste, d'autre part, aux côtés d'une action partisane en faveur du nationalisme arabe au nom du christianisme, suivant en cela l'appel des Églises d'Orient qui promeuvent depuis maintenant plusieurs années, une théologie radicale, instrumentalisant les Écritures au service des objectifs politiques de l'Autorité palestinienne.

Sous l'influence de cette approche religieuse radicale, c'est finalement plus sur le terrain spirituel que la critique chrétienne de l'État d'Israël s'affirme, grâce à une théologie certes nouvelle mais qui emprunte largement à la « théologie de la substitution », avec un succès grandissant auprès des Églises d'Occident. Un certain nombre d'éléments sont à prendre en compte pour apprécier l'implication des Églises protestantes et catholiques françaises dans le conflit israélo-palestinien.

Les liens entre les Églises d'Orient et les Églises occidentales

Les rapports des Églises occidentales à celles d'Orient doivent être replacés dans le cadre de l'influence

diplomatique ou militaire que l'Occident a exercé à travers l'histoire: la place de l'Église catholique est liée pour une part aux Croisades puis, à partir du XVI^e siècle, au statut de la France auprès du pouvoir ottoman qui lui confie le rôle de protecteur des catholiques, et surtout à l'action missionnaire menée depuis le XIX^e siècle. Dans le cadre de l'influence impérialiste anglo-saxonne et française, Églises protestantes comme catholiques développent une vigoureuse action missionnaire à partir des années 1840-1850, avant que le mandat britannique en 1920 n'entame le déclin de l'influence française en Terre sainte. Ces missions renoncèrent rapidement à chercher à convertir les musulmans, pour se tourner vers les seuls chrétiens d'Orient, de rite grec orthodoxe pour la majorité.

C'est durant cette période qu'apparaissent les communautés protestantes (au demeurant très restreintes), mais aussi que se constituent l'essentiel des communautés catholiques. Comme le souligne un diplomate français, « tous issus de la communauté grecque orthodoxe, les catholiques de Terre sainte sont dans leur majorité restés fidèles au rite grec mais, à Jérusalem et dans les environs, les conversions se sont effectuées directement au profit du rite latin en raison de la présence de puissantes institutions romaines¹ ».

Si le pouvoir colonial s'est retiré, le rôle et une certaine influence des institutions mises en place demeure. L'Église latine et les communautés religieuses étrangères, notamment françaises, assument « l'essentiel » de « l'effort entrepris en matière médicale et sociale au profit des populations arabes chrétiennes de tout rite (et musulmanes): pratiquement tous les hôpitaux du secteur privé « confessionnel » sont tenus par des congrégations latines. Leurs réalisations dans le domaine scolaire, de même, sont sans commune mesure avec celle des grecs orthodoxes et catholiques » explique un diplomate français².

Notons que les quatre « domaines nationaux » et la quarantaine d'institutions éducatives et médico-sociales françaises en Terre sainte demeurent un vecteur privilégié de l'influence française, en conséquence de quoi l'État français les soutient financièrement et par l'envoi de coopérants³. Corollairement, l'Église latine conserve pour les arabes une image étrangère, contribuant au malaise d'une partie de ses fidèles, qui restent aux yeux des musulmans attachés à une puissance étrangère.

Quant aux orthodoxes, qui constituent toujours la première communauté chrétienne en nombre, et la plus arabisée, ils sont contraints d'utiliser les services fournis par les Églises occidentales, et en conçoivent une certaine humiliation, tout en continuant de redouter un prosélytisme catholique inavoué.

La place de l'œcuménisme

Il est donc compréhensible que les relations entre les différentes Églises d'Orient, aient toujours été plutôt exécrables. Cependant, des efforts se font depuis deux à trois décennies, pour tenter de présenter un front uni face à Israël.

Ainsi, le CEMO (« Conseil Œcuménique des Églises d'Orient », mis en place au moment de la décolonisation par les missions protestantes) a-t-il réussi à intégrer dans les années 70 les orthodoxes, puis finalement en 90 l'ensemble des Églises catholiques. Par ailleurs, les chefs des Églises présentent des communiqués communs lors des événements politiques, et les différentes églises participent à l'accueil des pèlerins occidentaux dans le cadre des « visites de solidarité » qui se sont multipliées depuis la fin des années 90.

Du côté des Églises d'Occident, le renforcement de l'œcuménisme, notamment pour l'activité missionnaire, est à l'œuvre depuis plusieurs décennies. Le dynamisme missionnaire des Églises depuis la chute du bloc communiste semble privilégier autant que possible la collaboration. Néanmoins, ces Églises relevant de structures et d'influences (par exemple nationales) différentes, la concurrence, bien que moins visible, demeure.

Mais c'est avec le développement par des chrétiens orientaux d'une position politique unie face à Israël, et sa mise en œuvre, que les Églises se sont engagées vraiment sur la voie de la coopération, quoique dans une certaine concurrence cependant. Si la plupart des organisations engagées dans le combat de l'arabisme chrétien se présentent comme œcuméniques, voire taisent leur affiliation (comme l'ISM, le Mouvement International de solidarité qui a organisé la venue de délégations puis de boucliers humains), elles possèdent des liens plus ou moins étroits avec des Églises locales ou étrangères. Ainsi, la création du centre « œcuménique » de théologie de la libération Palestinienne Sabeel, fondé par des protestants et un melkite, s'est faite à l'issue d'une conférence au centre islamo-chrétien Al-Liqa. Les Latins (c'est-à-dire les catholiques) n'interviennent pas dans la direction de Sabeel. Néanmoins, ils participent aux activités du centre : ainsi une représentante de la commission catholique Justice et Paix France (J&P) s'est rendue à Jérusalem pour assister aux deux dernières conférences internationales de Sabeel, en 1998 et 2001.

L'Église catholique soutient de son côté à Béthléem le développement de l'AEI, (Arab Educational Institute) qui ambitionne de devenir un « *centre palestinien*

de communication » à destination d'un public « *local et étranger* ». Cette organisation, qui est désormais affiliée à Pax Christi International, développe des liens et des actions politiques avec les organisations palestiniennes : elle est ainsi l'organisatrice d'une grande manifestation le 31 décembre 2001 avec l'Autorité palestinienne, le Mufti de Jérusalem, la Coordination internationale de protection du peuple palestinien, et à sa tête Mgr Sabbah, qui avait pour but notamment de créer une chaîne humaine autour des murailles de Jérusalem.

Par ricochet, la plupart des actions entreprises en France le sont dans le cadre de l'œcuménisme : les Églises partagent un même message face aux Juifs et aux musulmans, même si chacune privilégie en interne ses propres relais. Ainsi, la conférence de 1998 organisée par J&P à Lyon sur la question de Jérusalem rassemble-t-elle un représentant éminent du Vatican, le patriarche latin de Jérusalem, mais aussi un représentant du COE (Conseil Œcuménique des Églises, le « Vatican » protestant), et un autre du CEMO.

Un an après, un voyage organisé par les ONG françaises CCFD (catholique) et CIMADE (protestante) devait emmener le président de J&P aux côtés du président de la FPF (Fédération Protestante de France).

Après le déclenchement de l'insurrection en Octobre 2000, les organisations et responsables catholiques et protestants joindront fréquemment leur voix dans des déclarations communes.

L'affirmation politique des Églises d'Orient

Le facteur le plus important conduisant à l'implication des églises occidentales dans le conflit, ainsi qu'à l'évolution récente des Églises de France, est probablement l'activisme qui s'est développé parmi les chrétiens d'Orient.

Celui-ci a été favorisé à partir des années 70 par l'affranchissement des Églises locales des tutelles occidentales : prises en mains par des Palestiniens, leur action et leur réflexion ont reflété plus nettement les préoccupations politiques et sociales de ces chrétiens qui se définissent avant tout comme arabes.

Ainsi, Le Conseil des Églises du Moyen-Orient (CEMO) qui, à partir de 1974, acquiert une véritable représentativité en accueillant les grecs orthodoxes, va jouer un rôle de point de rencontre du mouvement œcuménique international et surtout de sa composante anglo-saxonne avec des Églises orientales très liées culturellement et politiquement aux pays où elles siègent, notamment le Liban, la Syrie, la Jordanie et l'Égypte

L'activisme de ces Églises a notamment pris la forme d'une réflexion au cours des années 70, dont le but est de développer une théologie axée sur le contexte dans lequel vivent les Palestiniens. Cette théologie s'intéresse notamment au sens de la présence des chrétiens en Terre sainte et à celui de la naissance

de l'État hébreu. Son développement a impliqué des théologiens de diverses églises, notamment catholique et évangélique. Le nom de théologie palestinienne de la libération révèle deux aspects importants: il s'agit d'une théologie de combat, au service d'objectifs politiques assumés, et il s'agit d'une théologie révolutionnaire, dans le sens où elle prône l'opposition à l'Autorité vue comme une pure force d'oppression et la lutte contre elle.

La maturation de cette théologie aboutit à la fondation d'un centre international à Jérusalem en 1990, par trois personnalités chrétiennes importantes: le chanoine anglican Naïm Ateek, le Père melkite Elias Chacour, et la responsable quaker Jean Zaru. Tous trois, déjà largement investis dans des relations avec les institutions et les communautés chrétiennes occidentales⁴ vont faire de Sabeel un centre de diffusion théologique et idéologique international très influent. En plus d'une lettre, le centre publie une revue, *CornetStone*, à destination du public anglo-saxon. Elle organise des conférences internationales afin de diffuser son idéologie: en plus des conférences ayant lieu tous les trois ans à Jérusalem, elle intervient pour des conférences en Europe, et aux États-Unis, grâce à des associations-relais. Elle a contribué notamment fortement à l'amalgame entre Israël et le régime d'appartheid sud-africain.

Alors que les Églises d'Orient se sont senties (et avec raison) largement instrumentalisées par les pouvoirs politiques occidentaux coloniaux par le biais de leurs Églises depuis le XIX^e siècle, on notera comment, par un étrange retournement, la décolonisation politique a changé le rapport de force: le Tiers-monde s'impose désormais comme la « Nouvelle Frontière » missionnaire pour les Églises. Une fois la décolonisation religieuse achevée au Moyen-Orient dans les années 70, ce sont désormais les Églises d'Orient qui entreprennent une démarche active dans la recherche de partenariats, mettant parfois en concurrence leurs sœurs d'Occident et en n'hésitant pas à instrumentaliser le christianisme pour promouvoir leur combat politique dans le sens de l'arabisme.

D'une part, les membres de ces Églises font entendre leur voix au sein des institutions représentatives chrétiennes internationales (Jean Zaru, présidente actuelle du mouvement quaker, a été un membre important du COE à partir de 1975, et elle ne quittera ses fonctions exécutives qu'en 1991, peu après la fondation de Sabeel). Les chrétiens d'Occident commencent à se tourner vers elles pour s'ouvrir au christianisme oriental: ainsi, le pasteur Wagner, encore président du PHRC (Palestinian Human Rights Campaign, « Campagne pour les droits de l'homme des Palestiniens », qui servira de cadre à l'action pro-palestinienne aux États-Unis dans les années 80), se rend en 1988 pendant plusieurs mois au Moyen-Orient auprès du CEMO pour notamment étudier la situation.

Est-ce une conséquence de cette évolution dans le sens d'une affirmation « pro-active » des Églises orientales vis-à-vis leurs sœurs protestantes? Toujours est-il qu'en 1987, Jean-Paul II nomme pour la première fois à la tête du patriarcat latin un prêtre « autochtone », le père Michel Sabbah. Puis en 1990, les Églises catholiques orientales adhèrent en bloc au CEMO, lui donnant enfin une représentativité quasi-absolue. Cette adhésion a un caractère vraiment exceptionnel: le CEMO est une organisation régionale du Conseil Œcuménique des Églises (COE), le « Vatican protestant », dont le Saint-Siège n'est évidemment pas membre. Et il n'est pas habituel que des églises catholiques locales s'affilient à une structure hiérarchique autre que le Vatican. Dès lors, le renforcement de l'activisme théologico-politique va aller croissant. Néanmoins, il ne commencera à se manifester en France que vers la fin des années 90, alors que les accords d'Oslo s'éloignent et que la perspective d'une crise entre Palestiniens et Israéliens se précise. C'est alors que, d'une voix plutôt unanime, les Églises d'Orient commencent à solliciter l'implication des Églises occidentales, y compris l'Église catholique française, dans le soutien à leur cause.

L'évolution doctrinale et missionnaire des Églises

La « théologie contextuelle » développée par des chrétiens orientaux, qui deviendra plus tard « théologie palestinienne de la Libération », ou théologie de la libération palestinienne (TLP), a rapidement fait son apparition sur la scène de l'activisme politique palestinien, en commençant par les États-Unis.

Dès la fin des années 70 en effet, des théologiens du mouvement « intellectuel évangélique », qui animaient la scène intellectuelle chrétienne depuis la fin de la guerre, en s'opposant notamment aux chrétiens conservateurs, de concert avec d'autres théologiens et personnalités (dont certains proches du lobby arabe naissant), contribuent avec Pax Christi-USA, une organisation catholique, à une réunion à Lagrange dans l'Illinois, destinée à présenter la situation des chrétiens palestiniens à leurs frères américains, et surtout à adopter une déclaration commune. Or, dès cette réunion qui se tient en 1979, les fondements de la TLP est déjà présente.

Durant les années 80, la mouvance pro-palestinienne aux USA sera largement liée à ces milieux chrétiens américains et palestiniens: la campagne américaine pour les droits des palestiniens (PHRC), lancée par le lobbyiste pro-arabe James Zogby, sera ainsi dirigée pendant dix ans par un pasteur presbytérien, le révérend Donald Wagner, qui consacre toute sa carrière au conflit et à l'animation de la mouvance chrétienne antisioniste. Durant cette période, sont aussi publiés aux États-Unis les ouvrages de Naïm Ateek (*Justice and only justice: A Palestinian Theology of*

Liberation, Maryknoll, New York, 1989) et de Elias Chacour (*Frères de sang*, publié en 1985 d'abord aux États-Unis), avec lequel le pasteur Wagner entretiendra des liens importants.

C'est enfin auprès d'Églises chrétiennes américaines, en particulier des Églises luthérienne et presbytérienne, toutes deux de taille modeste à l'échelle des USA, que ces théologiens de Terre sainte nouent des liens humains et trouvent des soutiens financiers. Ainsi, le melkite Elias Chacour verra-t-il son complexe scolaire subventionné par des donateurs américains.

Si la TLP présente l'aspect d'une instrumentalisation sans nuance des Évangiles et de la Bible au service du nationalisme palestinien, sa mise en œuvre aux USA plus que dans tout autre pays a une raison d'être évidente: le nationalisme palestinien était traditionnellement promu par des organisations se présentant comme révolutionnaires de gauche, qui ne pouvaient que difficilement espérer séduire une opinion et des responsables politiques américains pour lesquels le socialisme avait bien peu d'attraits. La religion bénéficiait quant à elle d'une tolérance absolue dans un pays fondé par des croyants persécutés, et permettait de trouver un terrain symbolique et affectif sur lequel Palestiniens et Américains pouvaient se rencontrer.

L'incident survenu en 1979 à la conférence de Lagrange, en est le symbole: à cette conférence, Zuhdi Tarazi, représentant de l'OLP à l'ONU (devenu depuis conseiller personnel du président palestinien) et de confession orthodoxe, s'est vu interdit de parole par le Département d'État, alors qu'il devait présenter aux chrétiens américains réunis la situation de leurs « frères » palestiniens. Mais par contre le Père orthodoxe Paul Nadim Tarazi a pu lui prononcer librement une allocution, au cours de laquelle il a rappelé qu'il n'y avait qu'un seul Israël, le nouvel Israël, et où il a critiqué les chrétiens occidentaux, « *largement responsables de l'Holocauste nazi* », pour leur soutien à « *l'impérialisme théologique et politique* » d'Israël, tandis que l'horreur se poursuit par « *l'extermination individuelle des Palestiniens, des Palestiniens en tant que peuple, et de l'existence palestinienne elle-même* ».

Ce mariage du religieux et du politique se révélera très fécond aux États-Unis, puisqu'il favorisera par ailleurs l'éclosion d'un nouvel évangélisme millénariste antijuif, qui transforme en parousie l'actuel conflit israélo-palestinien. Ce fondamentalisme pro-palestinien est exploité, en tant que marque commerciale déposée, par un réseau d'évangélistes dont certains sont proches du révérend Don Wagner et des milieux chrétiens pro-palestiniens originels. Cette nouvelle théologie revendique déjà une influence importante au sein de l'Église presbytérienne, que son activisme en Terre sainte semble confirmer, et avoue pour but la conversion à sa théologie des conservateurs pro-israéliens, décriés depuis des années par toutes les Églises occidentales et orientales comme

étant de scandaleux « *fondamentalistes sionistes* ».

L'activisme des églises d'Orient guidées par la TPL trouve un terrain favorable auprès des organisations protestantes, en particulier le COE, dont la sensibilité tiers-mondiste et très à gauche depuis les années 60 est manifeste. L'évolution du Vatican et des Églises catholiques nationales, en particulier la française, en faveur de ce courant était par contre moins évidente: la prudence, voire l'opposition du Vatican à la théologie de la libération (sud-américaine) sous Jean-Paul II au début des années 80, et l'approche naturellement « centralisée » en matière de doctrine de l'Église catholique aurait pu inciter le catholicisme à la retenue. De fait, il n'a pas été le principal promoteur de cette théologie.

Néanmoins, les prises de position récentes du pape sur la mondialisation et la guerre en Irak, en parfaite symbiose avec celles du protestantisme mondial, semblent indiquer une nette évolution en matière politique et œcuménique. La position catholique a plutôt évolué depuis 20 ans, dans un sens qui explique le lent mais réel engagement des catholiques aux côtés du nationalisme chrétien de Terre sainte.

Sans entrer dans une analyse approfondie, deux courants de pensée, et deux évolutions politiques majeures, ont fortement contribué à façonner le discours et l'action actuelle de l'Église catholique en général et au Moyen-Orient en particulier.

La doctrine sociale de l'Église

Jean-Paul II réaffirme⁵ la doctrine sociale de l'Église dans une encyclique de 1981, *Laborem Exercens*, notamment à propos du sens du travail, des rapports de travail, et de l'économie. Dans ce texte, le pape rejette le matérialisme, autant que le « *capitalisme rigide* » pratiqué par le libéralisme, le collectivisme prôné par le marxisme, pour réaffirmer le primat de la personne humaine, en écho à l'exigence de justice sociale prônée par *Rerum Novarum*.

L'effritement puis l'effondrement du bloc communiste dans la deuxième moitié des années 80 libère l'Église sur sa gauche de son principal adversaire, et lui permet ainsi de réaffirmer dans l'action sa doctrine sociale sans plus craindre d'être happée par le marxisme athée. On remarque que le seul « adversaire » du point de vue de cette doctrine qui demeure, bien que moins radical, est le capitalisme triomphant promu par les USA.

Le pacifisme

Se fondant sur une interprétation usuelle des Évangiles, un pacifisme plus ou moins radical irrigue la pensée chrétienne. Ainsi chez les protestants, des communautés anabaptistes comme les quakers et les mennonites prêchent un christianisme spirituel débarassé de rituel et d'Église, dont l'expression sociale principale est la promotion du pacifisme et de

la non-violence. Ce grand courant doctrinal se renforce durant les guerres mondiales avec la formation côté chrétien du MIR (Mouvement International de Réconciliation) qui défend l'objection de conscience, et chez les catholiques de Pax Christi qui prie, dès la fin de la Seconde Guerre, pour les Allemands en vue d'une réconciliation. Ce message devient dominant pendant la décolonisation et la guerre froide, avec, notamment du côté catholique, l'importance accordée à la paix dans les relations entre les hommes par l'encyclique *Pacem in Terris* de Jean XXIII en 1963 et l'orientation tiers-mondiste du COE. Cette approche les pousse à s'engager politiquement et activement, afin de mettre en place les conditions sociales et diplomatiques, qui garantissent aux hommes le respect de leurs droits. Ce discours se traduit aussi par une remise en cause profonde de l'approche missionnaire traditionnelle, patriarcale et souvent intolérante, et elle prône en conséquence un dialogue et non un combat avec les fausses doctrines ou croyances afin de diffuser le christianisme. Enfin, il se traduit par une mise en avant du dialogue et de la collaboration œcuméniques, en particulier entre catholiques et protestants, même si l'esprit de mission reste l'élément moteur (ainsi en témoignent les tensions avec le monde orthodoxe, notamment les mesures prises par les orthodoxes russes envers les catholiques, ou le départ du COE de plusieurs églises orthodoxes (dont la russe) depuis la fin des années 90.

Dans les années récentes, avec le maintien d'une seule super-puissance d'une part, et la montée politique, sociale et religieuse de l'islam dans le monde, d'autre part, cette approche doctrinale a vu son importance confirmée et renforcée par les Églises catholiques et protestantes, comme l'illustre notamment leur engagement dans l'activisme « alter-mondialiste » ou encore leur condamnation de la guerre en Irak.

Les moyens de cette action dans les Églises

La promotion de ces éléments doctrinaux au cœur du message actuel des Églises se fait par l'intermédiaire de diverses organisations, que l'on retrouvera en première ligne de l'engagement chrétien dans le conflit israélo-palestinien. En effet, si les Églises s'engagent, c'est sur la base d'interprétations de la situation, de ses enjeux, de son sens, en accord avec la doctrine que véhiculent les institutions missionnaires et internationales de l'Église.

Dans l'Église catholique :

Justice et paix

Le Vatican a mis sur pied dès la fin des années 60 des commissions « Justice et Paix » (J&P) en charge de fournir aux Églises nationales et à certaines organisations catholiques une interprétation du contexte poli-

tique et social dans lequel elles évoluaient, en accord avec la doctrine sociale de l'Église, cela afin d'inciter et de faciliter l'engagement social des catholiques en accord avec la doctrine⁶. En 1988, une réorganisation du Vatican a renforcé le rôle de cette structure, en transformant la commission vaticane en un « Conseil pontifical Justice et Paix », sorte de *think-tank* au rôle éminent, puisqu'il doit analyser la situation politique internationale, afin d'informer le pape et de lui proposer une position en accord avec la doctrine sociale, afin de la diffuser. Ce conseil assure lui-même la diffusion de cette doctrine et de la position vaticane, au travers de son rôle consultatif auprès des grandes organisations internationales d'une part, mais aussi au travers de ses publications et de ses analyses, notamment celles destinées aux commissions nationales J&P, qui sont ainsi informées des préoccupations et des orientations internationales du Vatican, à charge pour elles de les adapter et des les approfondir éventuellement, selon leurs préoccupations. La structure vaticane a été dirigée de 1984 à 1998 par le cardinal Roger Etchegaray, proche de Jean-Paul II.

En France, la « Commission épiscopale Justice et Paix » est du point de vue des organisations un service de la conférence des évêques de France (attaché à la Commission « Mission Universelle de l'Église »), « chargé des questions de justice internationale et de paix ». Elle joue officiellement le rôle de « voix autorisée au service de l'Église de France⁷ ». Présidée par un évêque, elle est composée d'une vingtaine de membres compétents (notamment des chercheurs et universitaires) et engagés dans l'action sociale de l'Église, puisqu'on y retrouve nombre de dirigeants ou anciens dirigeants des grandes ONG catholiques (le CCFD, l'ACAT). Elle élabore notamment des outils d'analyse destinés aux évêques et aux communautés. Elle consacre une partie de ses activités au Proche-Orient par exemple, en préparant des synthèses, en intervenant auprès des médias, de personnalités ou d'institutions, ou encore en publiant des brochures (« *En Terre sainte aujourd'hui* », « *Jérusalem : qu'en disent les chrétiens ?* »).

En fait, son activité concernant le Proche-Orient se confond en partie avec celle du groupe « Chrétiens et Proche-Orient ». Cette structure, émanation conjointe du « Secrétariat des relations avec l'islam » de l'Église, et de Justice & Paix, se présente comme un groupe de chrétiens qui « visent à promouvoir la paix, la justice et le dialogue inter-communautaire dans la région du Proche-Orient ». Officiellement, son secrétariat est assuré par J&P : en pratique, les responsables de J&P pour le Proche-Orient, notamment le Père Mellon et Madame Bourel, sont également les animateurs de ce groupe.

Caritas International

Cette seconde structure contribue à la diffusion de la doctrine sociale de l'Église par l'action sociale. Elle

est en effet une « *expression socio-pastorale de l'Église* » et elle déploie « *tous ses efforts pour promouvoir la mission sociale de l'Église et pour aider l'Église à voir Caritas dans le rôle qui lui est propre* ». Sous l'impulsion du Vatican, les organisations catholiques d'aide sociale au niveau international ont en effet été réunies au lendemain de la guerre au sein de cette nouvelle organisation, qui reçoit la tâche de « *de représenter toutes les organisations d'aide sociale au niveau international* »⁸. Sa branche française, Caritas France, est plus connue sous le nom de Secours Catholique. Caritas-Jérusalem – présidé par le patriarche latin Michel Sabbah – mais aussi Caritas-France s'impliquent par leur action dans le conflit israélo-palestinien.

Pax Christi International

Depuis plus de cinquante ans se développe ce grand mouvement pacifiste catholique, fondé au sortir de la guerre par des catholiques qui avaient dénoncé la déportation des Juifs mais avait également prié pour les Allemands, au nom de l'Amour de l'Ennemi. Il est officiellement désigné par Pie XII comme étant « *le mouvement catholique pour la paix* ». Mouvement au départ essentiellement spirituel, son engagement dans la foi s'est rapidement étendu à un engagement social et politique. Il se développe en Europe dans les années 50 puis internationalement, sous forme de sections nationales indépendantes chapeautées par un bureau international. Il s'implique dans la lutte contre la colonisation, contre le sous-développement, contre la tension est-ouest, et contre les dépenses d'armement. Il se revendique cependant comme attaché à l'Église catholique, et l'évolution du Vatican dans les années 60, avec notamment l'encyclique *Pacem In Terris*, montre qu'il s'inscrit effectivement dans le message catholique contemporain. Possédant un statut consultatif auprès de diverses organisations internationales, et notamment auprès de l'ONU, il s'investit dans les questions internationales, comme les relations avec l'Église orthodoxe sous le communisme, ou les problèmes de l'Amérique Latine dans les années 80. Aujourd'hui, le Moyen-Orient fait partie de ses zones de préoccupation essentielles, comme en témoigne d'ailleurs la nomination du patriarche Michel Sabbah au poste de président international, en charge notamment de représenter le mouvement.

Pour avoir une idée du travail récemment accompli par l'organisation, intéressons-nous aux archives de l'association par régions. D'avril 1997 à septembre 2002, 191 documents concernant le travail de Pax Christi au Moyen-Orient (soit presque exclusivement le conflit israélo-palestinien), sont proposés. Pour l'ensemble du continent africain, 24 documents seulement sont proposés pour la même période. Rappelons que les tensions religieuses entre chrétiens et musulmans, pouvant aller jusqu'aux massacres, concernent un grand nombre de pays, dont le Soudan, mais aussi

le Nigéria, l'Égypte, la Côte d'Ivoire, et que la situation politique ou humanitaire dans des pays où les Églises sont très présentes reste dramatique: notamment le Congo-Kinshasa, le Rwanda, le Burundi. L'Amérique du Sud toute entière, dont les populations sont essentiellement catholiques, n'a entraîné quant à elle que la publication de 33 documents, malgré notamment la situation catastrophique de la Colombie, les tensions au Chiapas, la situation des droits de l'homme à Cuba.

Dans les Églises protestantes: action sociale et pacifiste

Les Églises protestantes, beaucoup plus éclatées nationalement et organisationnellement que les catholiques, ont évolué au sortir de la guerre en se dotant d'une instance mondiale basée à Genève, le Conseil Œcuménique des Églises. Celui-ci regroupe diverses Églises nationales et structures, notamment régionales, afin d'assurer une représentation sur une base volontaire au sein d'une structure de coordination et de dialogue de toutes les Églises chrétiennes qui le souhaitent. Les grandes Églises germaniques et anglo-saxonnes y jouent un rôle important, notamment financièrement, mais les nombreuses Églises du Tiers-Monde qui y sont représentées, et sa capacité à intégrer les églises orthodoxes (avec néanmoins des difficultés) en font une organisation véritablement internationale, et très axée vers le Tiers-Monde depuis la décolonisation, aussi bien en termes de préoccupation missionnaire que de sensibilité politique. Elle dispose « d'équipes de travail » thématiques, constituées de membres des Églises adhérentes, qui contribuent aux prises de décisions et aux actions entreprises par ce conseil. Le CEMO en est membre. Notons que les Églises luthériennes, qui possèdent leur propre organisation mondiale, participent néanmoins également au COE.

Le COE offre une structure qui facilite la concertation et la prise d'action commune, permettant aux différents Églises de réunir leurs moyens pour agir dans une même direction. Comme nous le verrons, le COE a joué un rôle direct, mais certainement aussi indirect, important dans la promotion de l'activisme chrétien palestinien mais aussi de ses fondements théologiques.

Les protestants ont décidé de se doter en 1995 de la grande organisation internationale d'action sociale qui leur faisait défaut: le COE et la LWF (Lutheran World Federation) ont ainsi réuni leurs moyens au sein d'ACT (Action by Church Together), qui bien que s'occupant surtout d'aide d'urgence, notamment dans le cadre de catastrophes naturelles, intervient particulièrement dans les Territoires. Le DSPR (Department of Service to Palestinian Refugees), organisation d'aide aux Palestiniens dépendant du Conseil des Églises du Moyen-Orient est membre

d'ACT, qui y a détaché un coordinateur.

L'action pacifiste, vieil et profond engagement protestant, a relevé pour une part de communautés spécifiques, comme les mennonites et les quakers, et de mouvements autonomes, comme le MIR et Église & Paix. Ces organisations, dont le nombre de membres comme les moyens financiers sont généralement réduits, se caractérisent par un fort militantisme et une capacité d'entraînement des autres protestants. Ainsi, les quakers et les mennonites ont inauguré dans les années 90 les « missions civiles d'observation » dans les Territoires, en déployant des « Peace Maker Teams » (PCT) à Hébron. Quand en 2002 le Conseil œcuménique des Églises (COE) organisera le déploiement de ses propres « missions civiles » nommées EAPPI⁹, Ecumenical Accompaniment Program in Palestine and Israel – c'est une ancienne membre des PCT qui sera employée par le COE pour coordonner leur activité.

Au niveau français, la Fédération Protestante de France, qui réunit la plupart des Églises et associations protestantes, offrent à ses adhérents une représentation mais aussi un ensemble de services, notamment en termes d'analyse. Le pasteur de l'Église Réformée Jean-Arnold de Clermont, à sa tête depuis 1999, a cherché à l'impliquer beaucoup plus sur les questions internationales et notamment le conflit israélo-palestinien, en s'impliquant notamment auprès du COE, mais aussi en ouvrant plus encore la Fédération sur la vie sociale et politique, en créant notamment une commission « Église et Société », qui a entrepris un partenariat avec la commission J&P de l'Église Catholique.

Dans les Églises d'Orient: l'évolution activiste

Depuis la fin des années 90, alors que le conflit israélo-palestinien s'abîme dans le rapport de force, les Églises d'Orient font entendre une même voix à l'Occident au sujet de leur situation en Terre sainte.

L'argumentaire et les techniques employées sont souvent les mêmes:

– une sollicitation non pas politique mais religieuse de « frères dans la foi », qui masque la dimension éminemment nationaliste, et par ailleurs pleinement assumée, de leur démarche.

– la mise en avant de leur souffrance et de leur détresse, afin de devenir le visage victimaire des Arabes palestiniens présenté à l'Occident, éludant définitivement la responsabilité politique et militaire, ainsi que le visage idéologique de la majorité musulmane (plus de 85 % de la population).

– la revendication d'un message de paix, qui joue habilement sur les mots, en touchant la corde sensible du pacifisme, auprès de la communauté chrétienne occidentale. L'action qu'ils revendiquent en fait est une « *résistance non-violente* » aux Israéliens, qui se distinguerait de la « *résistance islamique* » en ce qu'elle n'a pas recours à la violence physique. En pratique, il

s'agit d'une guerre psychologique, qui emploie toutes les techniques de la propagande et de la subversion, afin d'affaiblir l'adversaire et ses soutiens, en minant son moral, sa dignité, l'image que les autres ont de lui mais également l'image qu'il a de lui-même. Ces techniques ne sont pas nouvelles parmi celles utilisées par les mouvements palestiniens: il est cependant notable que, l'arabisme ayant fait long feu, les techniques employées par les activistes palestiniens se mettent à suivre une ligne de partage religieuse, et même théologique. Parmi les thèmes employés, celui de la disparition des chrétiens de Terre sainte joue un rôle prépondérant: il permet de jouer avec l'idée de la disparition entière d'une communauté humaine, mais surtout, de stigmatiser un responsable, même symbolique, en l'occurrence les Israéliens. Enfin, il permet de toucher la sensibilité romantique des Occidentaux ainsi que les intérêts concrets de leur diplomatie.

Le réseau associatif

Mais leur activisme ne se limite pas à des déclarations: les Palestiniens de confession chrétienne mettent en place un réseau associatif qui leur est propre, grâce notamment au soutien financier et opérationnel qu'ils arrivent à obtenir des Églises étrangères, et particulièrement américaines. Ce réseau se rattache au réseau des ONG palestiniennes, qui est une émanation de l'OLP auprès de la société civile: en se transformant en autorité politique suite aux accords d'Oslo, les dirigeants de l'OLP n'ont pas négligé d'encadrer la société civile grâce notamment à certaines grosses associations créées ou dirigées par des acteurs politiques majeurs (ainsi *Miftah* de Hanane Ashrawi), mais encore en créant des liens complexes et étroits entre l'appareil administratif et politique palestinien et les « associations ». Ainsi, un « ministère des ONG » veille à encadrer et « soutenir » leur activité dans l'intérêt politique des Palestiniens.

Diverses structures se sont donc créées dans l'orbite des communautés chrétiennes, soit en lien direct avec les Églises, soit sans lien institutionnel, mais avec un lien communautaire et idéologique fort: c'est notamment le cas de l'International Solidarity Movement fondé par Georges Rishmawi à Béthléem qui, depuis plusieurs années, organise la venue de « volontaires internationaux » venant soutenir les actions de désobéissance ou les manifestations palestiniennes, et qui jouent de plus en plus un rôle de bouclier humain.

La communication

Mais c'est certainement dans le domaine de la communication que les plus gros moyens ont été investis: soutenus en cela par de nombreuses Églises et organisations protestantes, notamment par le noyau d'activistes chrétiens qui s'est organisé depuis le début des années 80 au États-Unis au sein des Églises presbytériennes et luthériennes au sein desquelles diver-

ses structures et activistes accomplissent un important travail de diffusion d'information, de préparation de communiqués, de publication de livres, d'organisation de voyages et de conférence.

Ainsi, divers membres d'Églises protestantes partent, généralement dans le cadre d'un travail missionnaire, soutenir ou encadrer l'activité des Églises locales: on peut citer par exemple Toine Van Teffelen, détaché par les Églises hollandaises en 2001 dans le cadre d'un programme politique (notamment le retrait israélien des territoires de 67, la reconnaissance du droit au retour des Palestiniens) et qui se retrouve « consultant et directeur de programme » auprès de l'Arab Educational Institute (AEI) de Béthléem, un institut – lié au patriarcat latin – qui a pour ambition de devenir un centre de communication sur la situation des Palestiniens à destination du reste du monde. Ou encore le Révérend Mary Jensen, missionnaire de l'Église luthérienne américaine (ELCA), partie jouer le rôle de directeur de la communication/assistante à la communication de l'évêque de l'église luthérienne évangélique de Jordanie qui est basé à Jérusalem.

Cet engagement des directions des communautés chrétiennes témoigne peut-être de leur anticipation de l'évolution du conflit: convaincues de l'affaiblissement à terme de l'État hébreu, elles cherchent à préserver leur place dans une civilisation arabo-musulmane qui tend de plus en plus à marginaliser ses minorités religieuses, sous la montée de l'islamisme. Ainsi, au discours victimaire adressé aux médias occidentaux, sur les petits enfants pris pour cibles, empêchés d'aller à l'école, le sang qui coule et les maisons détruites par des bombardements incessants, correspond un discours nationaliste et accommodant tenu à destination de la majorité musulmane ou en collaboration avec elle.

Dans les Églises Françaises: l'engagement

Comme nous l'avons évoqué, l'engagement récent des Églises dans le conflit, en particulier depuis l'insurrection d'Octobre 2002, dépasse largement son cadre traditionnel, en particulier du côté catholique, une fraction de base, très à gauche et en opposition, voire en rupture, avec les institutions (on peut par exemple penser au journal *Témoignage Chrétien*, à l'entourage du médiatique Jacques Gaillot, ou aux communautés organisées dans le cadre du réseau « Parvis »). Cette fois-ci, le conflit mobilise activement et radicalement non seulement la frange radicale, mais plus largement les « cathos de gauche » ou en tout cas leurs publications, notamment *La Vie* et *Télérama*.

Mais il mobilise également des structures internes à l'institution ecclésiale ou très liées à elles, comme J&P ou les grands mouvements associatifs évoqués. En fait, il a donné l'occasion à quelques partisans zélés au sein des diverses organisations chrétiennes, grâce au développement de l'action inter-associative et œcumé-

nique, de militer de concert depuis des années pour diffuser le message des Palestiniens et des Églises d'Orient.

Nous allons commencer par évoquer les grandes associations caritatives chrétiennes nationales, que nous avons négligées jusqu'ici. En effet, deux grandes ONG chrétiennes françaises ont une action à l'étranger ancienne et importante, qui les place au rang des plus importantes associations de solidarité internationale françaises: le Comité Catholique Contre la Faim (CCFD), et la CIMADE, d'inspiration protestante. Ces deux ONG revendiquent une implication ancienne dans le conflit. Néanmoins, leur engagement a pris une nouvelle dimension dans les années 90, puisqu'elles ont décidé de le lier à l'action planifiée dans le cadre de la « Plateforme des ONG Françaises pour la Palestine » (cf. *Observatoire du monde juif* n°3).

La dissolution de l'action des ONG chrétiennes nationales dans l'activisme pro-palestinien radical

Au niveau intérieur, le renouveau missionnaire des Églises se traduit par un engagement actif dans la société sécularisée. Celui s'explique par les orientations de l'Église depuis l'après-guerre: si ils sont toujours convaincus de détenir la Vérité, les catholiques considèrent désormais que leur message se répandra s'ils savent en témoigner dans leur action auprès d'autrui.

C'est peut-être pourquoi les grandes ONG chrétiennes nationales, en l'occurrence la CIMADE et le CCFD (qui à la différence de Caritas ne sont pas les sections françaises d'une organisation internationale) ont privilégié, pour renforcer leur action internationale, de collaborer avec les autres ONG françaises indépendamment de considérations religieuses.

Néanmoins, sur le dossier israélo-palestinien, cette collaboration a pris une tournure extrême: en effet, elles ont adhéré à la structure nommée « Plateforme des ONG françaises pour la Palestine », qui sert en principe à décider en commun des objectifs, de planifier les campagnes et de mettre en commun les moyens des associations. Suivant une tendance qui se renforce en France depuis de longues années maintenant, le milieu associatif tend à mettre des moyens en commun afin de pallier sa faiblesse majeure, le besoin de financement, et de s'adapter à la construction européenne. Les associations doivent en effet agir auprès de Bruxelles, en plus des pouvoirs publics nationaux, ce qui leur demande des efforts et des moyens supplémentaires, pour interagir avec un système dans lequel le lobbying a d'ailleurs une place.

Cependant, cette « plateforme » réunit des associations aux caractéristiques, et aux objectifs très différents: on trouve notamment parmi ses membres des organisations de sensibilité de gauche ou d'extrême-gauche comme la fondation France-Liberté ou la Ligue des droits de l'homme (LDH), des associa-

tions généralistes ou au contraire exclusivement pro-palestiniennes comme l'Association France-Palestine Solidarité (AFPS), voire directement palestiniennes comme l'Association des Palestiniens en France (APF). Ainsi, tandis que les associations chrétiennes ne sont pas censées s'inscrire dans une démarche partisane ou activiste, la nature intrinsèquement engagée des associations exclusivement consacrées à l'action pro-palestinienne laisse présager une dérive inévitable de l'action humanitaire de ces associations vers l'action politique.

L'action de cette plateforme est supposée se concentrer sur le soutien à des ONG palestiniennes, qui se caractérisent, notamment selon la charte de la Plateforme, par leur « efficacité » et leur « respect de la démocratie ». Or, la plateforme répercute principalement des documents de propagande produits par le HDIP (Health Development Information and Policy Institute) et fournis directement en français par cette organisation, des ressources d'un site pro-palestinien qui ne fait pas partie de son organisation, ainsi que des supports de propagande, notamment sur le thème des réfugiés (vidéo, exposition, brochure). Quant aux campagnes qu'elle organise, il s'agit des versions françaises de campagnes internationales lancées par des « ONG » palestiniennes. Le terme d'ONG est largement discutable, pour des associations animées et contrôlés généralement par des responsables politiques palestiniens, et par ailleurs encadrées de près par une Autorité palestinienne qui a consacré un ministère à cette tâche. Il s'agit en l'espèce de campagnes de lobbying pour la suspension de l'accord CEE-Israël et d'une campagne d'action psychologique concernant les « *Enfants détenus par Israël* ».

À observer l'action de cette plateforme, le problème semble plus aigu encore. Ne se limitant pas au relais et au soutien de l'action de ses propres membres, cette plateforme diffuse et soutient l'action d'associations qui n'ont pour tout rapport avec elle que d'entreprendre des actions militantes pro-palestiniennes ou anti-israéliennes. Ainsi, l'agenda censé présenter « *Les prochains événements organisés dans le réseau de la plateforme* » présente en fait la plupart des activités au sujet du conflit, et notamment celle de la CAPJPO, organisation non-membre, appelant à un boycott généralisé d'Israël et de sa société, et qui a été mise en cause par *Les amis de la Paix Maintenant* lors de l'agression des jeunes juifs du *Hachomer Hatzair* à coups de barre de fer à Paris.

L'association « *soutient* » également des « *campagnes* » organisées par d'autres associations, comme la « *Campagne Gush Shalom de boycott des produits des colonies* », pour laquelle la Plateforme met une liste de produits à boycotter à disposition des internautes : parmi les produits, ceux d'un grand groupe alimentaire israélien, situé, selon la liste de la Plateforme Palestine, dans la « *colonie* » de Haïfa (*sic*).

En définitive, l'action de cette Plateforme semble être entièrement consacrée à une action partisane et uniquement médiatique, qui ne s'inscrit dans aucun projet réel de développement ou d'assistance humanitaire. La participation des ONG chrétiennes, comme d'ailleurs le soutien financier de l'État Français par le biais du Ministère des Affaires Étrangères, semble cautionner le glissement de l'action humanitaire internationale vers des actions de « *communication* » à destination de l'opinion publique française.

Cet engagement partisan des grandes ONG chrétiennes nationales n'est pas anecdotique. Bien qu'engagées dans la société « sécularisée », elles restent parties prenantes de la vie des Églises (la Cimade est membre de la Fédération Protestante de France au même titre qu'une Église), et détiennent une expertise précieuse, au moment où les Églises cherchent à s'ouvrir à l'engagement social, en favorisant notamment les actions inter-organisationnelles et œcuméniques.

La nouvelle mission des Églises dans le conflit israélo-palestinien

En France, certains acteurs importants de l'Église catholique sont déjà très engagés, sensibles à l'évolution radicale des protestants orientaux, mais aussi des catholiques. Ils vont s'impliquer immédiatement en réponse à l'activisme des chrétiens palestiniens, qui s'accroît dès 1996, d'abord autour de la question de Jérusalem. Côté protestant, la situation évoluera rapidement avec l'arrivée en 1999 du pasteur Jean Arnold de Clermont à la tête de la FPFS.

Les catholiques et la question de Jérusalem

Le thème de Jérusalem, plus connoté religieusement que politiquement, est très utilisé entre 96 et 98. En octobre 1997, les plus hautes autorités catholiques en France signent un appel sur Jérusalem lancé par « *Chrétiens et Proche-Orient* », appelant à la partition de Jérusalem et à la transformation de la vieille ville en capitale d'un État Palestinien, affirmant qu'il s'agit d'une « *clé d'une paix durable* ». Si elle suscite des remous, c'est parce qu'elle est non seulement signée par l'abbé Pierre et Jacques Gaillot, mais aussi par le président en exercice de la commission J&P, l'évêque Jacques Delaporte et par l'ancien président de la Conférence des évêques de France ainsi que seize autres évêques. Les signataires concluent : « *Se taire plus longtemps, en ces moments de très grave crise au Proche-Orient, nous paraîtrait une démission collective.* »

Fin 1998, Mgr Sabbah réunit une conférence mondiale des évêques sur la question de Jérusalem dans la ville elle-même pour manifester l'implication de l'Église et sensibiliser les évêques. A cette occasion, le représentant du Vatican, Mgr J-L Tauran, conclue son allocution par le souhait suivant : « *que les évêques du monde deviennent les « ambassadeurs » de Jérusalem auprès*

de leurs Églises locales, de leurs pays respectifs et de leurs sociétés et des institutions et autorités correspondantes. « *Que ma langue s'attache à mon palais si je perds ton souvenir, si je ne mets Jérusalem au plus haut de ma joie!* » (Ps 137, 6) ». Un mois après, « *Chrétiens et Proche-Orient* »/ J&P rend l'invitation à Michel Sabbah en organisant un important colloque à Lyon, intitulé « *Jérusalem: qu'en pensent les chrétiens?* ». Dans le bulletin de J&P, Christian Mellon affirme à son propos que « *les chrétiens ont à faire entendre leur voix* », ne pouvant « *admettre que la question du futur statut de Jérusalem se profile comme le principal obstacle à la Paix* ». En conséquence le colloque prétend donc présenter aux chrétiens ce qu'est leur propre point de vue.

Un an après son appel exigeant d'Israël la partition de Jérusalem, on comprend donc que pour la commission épiscopale J&P, le principal obstacle à la paix est le refus israélien de céder la vieille ville de Jérusalem aux Palestiniens. L'engagement officiel et militant de l'Église catholique au côté des positions nationalistes palestiniennes se base donc en 1998 sur l'alibi de Jérusalem.

Ce colloque, dans l'esprit œcuménique qui va caractériser l'investissement des Églises pendant l'insurrection palestinienne, présente en fait la position et les argumentaires de certains des militants qui proposeront dorénavant aux chrétiens l'éclairage officiel sur le conflit. Interviennent ainsi un haut responsable du Vatican qui vient expliquer le refus total de l'annexion de la vieille ville par Israël, qu'il considère comme « *une voie de fait, sans validité juridique* », et Tarek Mitri, responsable du COE, mais travaillant également pour les Églises d'Orient, et notamment pour le CEMO, s'attaquant « *aux lectures « fondamentalistes » de certains chrétiens [qui] les rendent vulnérables aux manipulations politiques de la religion: la « sacralisation » de Jérusalem* ». Visant les Israéliens, il dénonce également une « *conquête militaire au nom de Dieu et d'une « théologie de la terre sainte* », à laquelle doit s'imposer « *la simple exigence de justice* ». Le représentant officiel du CEMO vient quant à lui présenter les obstacles à une « *vraie paix* »: les confiscations des cartes d'identité, les colonies, les démolitions de maisons, les bouclages, la question de l'eau et, plus original, la « *progression de l'idée que le pluralisme n'est plus une valeur à sauvegarder* ». Enfin, la parole est donnée à Michel Warchawski, vieux militant de l'extrême-gauche antisioniste, ancien militant du groupuscule radical Matzpen, devenu depuis quelques années un « *partisan de paix* », soutenu par la Cimade et le CCFD, qui milite pour « *qu'Israël devienne l'État de tous ses citoyens* », pour « *un vigoureux plaidoyer pour que la justice soit enfin rendue au peuple palestinien sur sa terre* ».

On voit donc que, sous couvert de la question de Jérusalem, « *principal obstacle à la Paix* », se profile chez les catholiques l'argumentaire qui va servir à justifier l'implication des chrétiens dans « *l'intifada al-Aqsa* »: l'exigence de l'évacuation des Territoires,

bientôt « *principal obstacle à la Paix* »; la mise en cause de la « *théologie* » qui servirait aux Israéliens à justifier leur approche « *militariste et exclusiviste* » du conflit. La conclusion donnée à la conférence par le président du CEF, Mg Billé (« *il ne peut y avoir de justice sans la paix, il ne peut y avoir de paix sans la justice* ») annonce « *prémonitoirement* » le principe que les chrétiens, tout en s'affirmant pacifistes, invoqueront pour justifier la violence palestinienne.

En réalité, cet argumentaire radical est alors diffusé avec succès auprès des intellectuels et responsables chrétiens par Sabeel, sans s'encombrer de précautions oratoires: ainsi en juin 98, dans le bulletin officiel de la commission J&P, la collègue du père Mellon à « *Chrétiens et Proche-Orient* », Madame Bourel, rend compte sans distance critique du contenu de la conférence internationale de Sabeel, dans un article intitulé « *Palestine: non à la « bantoustanisation* ». Quelques extraits: « *La discrimination reste entière, à tous les niveaux [...] Aussi l'heure n'est-elle plus à l'espoir suscité par les accords d'Oslo, mais au désenchantement: 50 ans d'injustices, d'occupation, de colonisation reviennent à la surface. L'extension à venir de l'intifada aux Arabes d'Israël est déjà préparée: en Galilée... un exemple typique de ce que vivent aujourd'hui les Palestiniens de l'intérieur (sic) [...] Impossible d'obtenir une carte d'identité permanente, elle est toujours temporaire... Nous demandons l'égalité [...] Dans un État juif moderne, la citoyenneté devrait comprendre tous les citoyens... Or une municipalité arabe reçoit le quart de ce que reçoit un village juif équivalent! Nous sommes natifs d'ici: nous voulons des droits* ». Puis de reprendre la formule prononcée par Hanan Ashrawi, qui deviendra le mot d'ordre de l'intifada des mosquées deux ans plus tard: « *la paix n'est pas un privilège, elle se mérite* », annonçant la légitimation de la violence palestinienne, derrière laquelle se retrancheront à la fois les Églises d'Orient et celles d'Occident. Enfin, d'évoquer l'intervention, toujours à Sabeel, de Michel Warchawski.

La diffusion de cette rhétorique, l'organisation de conférences, de délégations, la préparation de supports écrits, la collaboration entre associations chrétiennes militantes, va se poursuivre de la même manière jusqu'en septembre 2000. Ainsi en 1999 et au début 2000, Chrétiens et Proche-Orient prépare avec le CCFD un livret destiné à inciter les directeurs de pèlerinage à organiser des rencontres avec les chrétiens locaux lors des voyages de pèlerins. Ce groupe publie à l'occasion du voyage du Jubilé de Jean-Paul II « *un communiqué rappelant les conditions d'une paix juste et durable en Terre sainte*¹⁰ ». Enfin, à l'invitation du Vatican, Christian Mellon rencontre d'autres secrétaires de Justice & Paix pour une réunion sur la Terre sainte.

Les protestants

Côté protestant, le pasteur Jean-Arnold de Clermont, va faire du combat des Palestiniens un des axes

majeurs de son action à la tête de la Fédération Protestante de France. Longtemps en charge d'activités de communication et de relations avec des Églises étrangères, notamment africaines et anglicanes, il cherche à entraîner la Fédération protestante dès son élection sur ce sujet.

Peu après son entrée en fonction en 1999, il participe à une délégation française partant à la rencontre des Églises d'Orient : coordonnée par la CIMADE et le CCFD, la participation du président de J&P a été empêchée par son décès soudain. Les organisateurs prétendent « aller à la rencontre de tous ceux, Israéliens et Palestiniens qui aspirent à une paix juste et durable », mais ils retiennent « un contexte de partage inégal terres, de discrimination et de traitements humiliants [...]. Nous avons été sans cesse témoins de la position des Palestiniens partagés entre d'une part leur quête de reconnaissance et de dignité constamment bafouées par les autorités politiques, et d'autre part leur volonté de croire à une paix ». Les partenaires israéliens de paix dont parlent les ONG chrétiennes se limitent en réalité aux organisations d'extrême-gauche antisionistes, comme l'AIC, qui est depuis longtemps leur partenaire.

Pour le pasteur de Clermont, il s'agit aussi de « retour en France, de témoigner ensemble auprès de l'opinion publique et dans les réseaux, pour une meilleure compréhension de la situation dans cette région ». Il s'emploiera dès lors pendant deux ans à convaincre les représentants catholiques et orthodoxes français à repartir en délégation officielle témoigner auprès des chrétiens orientaux. En conclusion, au déclenchement de « l'intifada al-Aqsa », la réaction des Églises, en gestation depuis longtemps, sera immédiate et unilatérale.

L'intifada et la stratégie des Églises

Dès le 2 octobre, le patriarche latin lance un appel aux Églises du monde, sans ambiguïté, qui annonce et justifie la durée et la violence du conflit : « Les événements sanglants et douloureux que nous vivons aujourd'hui suite à la provocation des sentiments religieux dans les Lieux saints musulmans nous disent bien une chose : c'est que le peuple palestinien revendique la liberté et la vie », semblant même justifier les attentats kamikazes, comme le feront plusieurs responsables chrétiens palestiniens. « Ce n'est pas par hasard que la situation a connu cette explosion de violence. Ces jeunes et ces adultes qui sacrifient leurs vies ne le font pas pour agresser qui que ce soit : ils le font seulement pour défendre leurs Lieux saints, leur liberté. Le sang aujourd'hui crie et implore Dieu pour réclamer la justice et la dignité humaine. » La seule issue possible, évoquée en termes religieux, ne laisse pas de doute sur la justification politique, voire religieuse, qu'il accorde à l'insurrection : « Le message est clair : la repentance nous sauvera de l'effusion du sang »

Ces propos enflammés sont immédiatement cautionnés au sein des Églises occidentales, et notamment française : si Pax Christi France fait preuve de

sobriété, en « témoignant de sa compassion envers les victimes » tout en affirmant son « soutien à Michel Sabbah », les autres adoptent un ton outrancier. Le 8 Octobre, le CCFD dénonce la responsabilité israélienne dans le déclenchement des événements : « il était irresponsable d'autoriser la visite d'un lieu saint de l'islam par un homme [Ariel Sharon] à l'origine de faits de guerre sanglants et connu pour ses provocations répétitives à l'égard du peuple palestinien ». La suite des événements se résumait pour lui à des « affrontements dramatiquement meurtriers entre les Palestiniens — en majorité des civils — et l'armée israélienne », à des « massacres de populations civiles innocentes, dont plusieurs enfants », et tient surtout à ce « que soit reconnue l'inégalité des forces en présence et faire admettre qu'il y a bien un État occupant et un peuple opprimé ». Sans appeler directement aux sanctions contre Israël, elles sont néanmoins déjà évoquées (« examiner en urgence l'opportunité de faire jouer les clauses de respect des droits de l'Homme, incluses dans l'accord d'association entre Israël et l'Union européenne »).

Le 10 Octobre, J&P publie un communiqué reprenant des propos de Sabbah (« Nul n'a le pouvoir, sous aucun prétexte, de demander à des opprimés de se taire »), justifiant les événements sans ambiguïté et au nom de « l'enseignement de l'Église », selon lequel « la paix ne peut se construire que sur la justice et le dialogue », tandis que « la violence éclate quand disparaît, dans l'esprit des victimes d'injustices durables, l'espoir de les voir enfin cesser »

Dans l'éditorial de la lettre de J&P de Novembre, Mme Bourel comprend elle aussi l'explosion de violence (« un contexte où règne l'injustice. Injustices de situations bloquées depuis trop longtemps, de dominations et d'humiliations devenues inacceptables, de déséquilibres économiques et sociaux qui s'aggravent, de mépris et de rejet des cultures ou religions différentes. ») et elle expose la source du parti pris chrétien, être du côté de l'opprimé : selon elle en effet, le désir de justice « pousse à discerner lequel est, objectivement, dans la situation présente, le plus opprimé. Hier, l'opinion internationale a estimé qu'il était juste que le peuple juif — alors pourchassé, humilié et meurtri — retrouve la paix et la dignité sur un sol pour lui chargé d'histoire et de foi ; de même, aujourd'hui, elle doit admettre que le peuple palestinien a le droit de constituer son État, de se donner ses propres règles, de devenir maître de sa destinée » Enfin de dénoncer le coupable : « Le nationalisme guerrier et intolérant se sert du religieux pour enfermer les peuples dans des identités closes ».

L'année 2001 est essentiellement une année de mobilisation et d'action pour les Églises : le pasteur de Clermont emmène une délégation œcuménique à la rencontre des Églises d'Orient, puis participe à la réunion du COE qui décide de concentrer son activité de l'année 2002¹⁰ sur « des efforts intensifs pour mettre fin à l'occupation illégale de la Palestine ».

Les techniques de mobilisation et d'action

Si la religion au sens large joue un rôle primordial dans

l'engagement des institutions ecclésiales au sujet des Palestiniens, les techniques que celles-ci choisissent se distinguent très peu de celles des organisations non-religieuses. Elles mettent en avant « *l'information* » de l'opinion publique ou des fidèles, la « *sensibilisation* » de celles-ci au « *drame* » des Palestiniens, en insistant sur « *le sort des enfants* », pour arriver finalement à leur « *mobilisation* » et à leur « *engagement* » dans des actions de « *solidarité* » avec les Palestiniens.

En pratique, des campagnes « *d'informations* » sont lancées: soutenues par des brochures, des supports visuels, des visites, elles visent à convaincre de l'urgence d'une action, de l'évidence des causes, et de la nécessité des mesures à faire adopter. La « *mobilisation* » passe d'abord par un investissement personnel (veillées de prière, manifestations), une action politique (lettres aux dirigeants politiques, demandes de sanctions, boycott, pèlerinage), et pour certains, un investissement personnel important, qui passe par une identification au combat des Palestiniens: l'intervention sur le terrain, en tant que militants de paix (ou « *boucliers humains* », pour certains militants).

Les techniques qu'ont employées les Églises de France ressemblent beaucoup à celles de l'« *agit-prop* », même si c'est avec moins de vigueur et probablement moins de succès que leurs consoeurs d'outre-atlantique (PCT, « *Vigils for peace* »). L'organisation de veillées, les appels à la mobilisation des fidèles, la diffusion de brochures pour inciter les responsables de pèlerinages à prendre contact avec les communautés locales témoignent de cette démarche. La rencontre de militants antisionistes professionnels, dans le cadre de réunions à la thématique et au débat verrouillés par la présence d'une seule des parties la complète.

Il est certain qu'en agissant ainsi, les religieux français ne font que reprendre les demandes et les sollicitations des chrétiens d'Orient. Néanmoins, l'absence totale de distance, de mise en perspective de l'action entreprise paraît troublante: aucun débat de fond n'était-il vraiment nécessaire?

La marginalisation du judaïsme

Pourquoi se limiter à rencontrer sur place les mêmes acteurs, dans le cadre de véritables circuits organisés? Pourquoi accepter comme « *partenaires de paix* » israéliens des activistes d'ultra-gauche antisionistes, qui, pour certains depuis 1948 (Avnery), d'autres 1967 (Warchawski), se sont engagés publiquement dans un combat violemment antisioniste, valant même à Avnery de figurer à la rubrique « *antisionisme d'extrême-gauche* » du *Quid?* Quelle légitimité ou quelle représentativité aurait en France une Arlette Laguiller pour servir d'interlocuteur exclusif à des responsables politiques ou religieux étrangers, qui souhaitent intervenir dans les affaires politiques nationales?

Pourquoi de même en France marginaliser les ins-

titutions représentatives de la communauté juive, ses personnalités, ses intellectuels, ses associations, pour leur préférer une génération spontanée de militants juifs qui reconnaissent eux-mêmes ne pas accorder au judaïsme une place importante dans leur identité (comme Pascal Lederer, signataire du manifeste « *une autre voix juive* » le confiait à *L'Humanité*, ou comme la porte-parole de l'UPJF, Michèle Sibony, le révèle maladroitement au cours d'une réunion co-organisée par J&P, en ne retenant de son identité juive que la défense de l'opprimé¹¹?

On assiste à la négation des Juifs en tant que peuple. Elle a lieu *a priori*: l'affirmer, la poser, est un acte militant. Comme le rappelle l'évêque-auxiliaire de Lille, Mgr Brunin, à la conférence de Sarajevo le 14 Septembre 2001, le catholicisme ne renonce pas à détenir la vérité. Néanmoins, il considère qu'« *Il doit être possible de vivre authentiquement la radicalité de sa foi dans le respect de la foi de l'autre. Nous sommes appelés à refuser catégoriquement toute attitude à priori de dénigrement ou de dévalorisation de la foi de l'autre* ». Il semble pourtant que la certitude de détenir la Vérité sur le conflit israélo-palestinien puisse avoir épargné aux chrétiens le besoin de prendre en compte l'autre, sa vérité et sa parole, avant d'agir. Au point de le masquer, de le gommer *a posteriori*, pour ne pas devoir entendre ce qu'il dit. Peut-être est-ce sur cette question du respect de l'autre *a priori* que le militantisme religieux devrait se distinguer fondamentalement du militantisme sécularisé?

Les revendications politiques

l'argumentaire

Le problème est l'« *Occupation* »: elle est violence, oppression, humiliation. Elle est la cause de la frustration, de la violence et du terrorisme. Il n'existe aucune solution militaire au conflit: devant l'incapacité israélienne à renoncer à la force, une intervention extérieure sera inévitable pour protéger les Palestiniens du massacre. Il faut réagir à la lâcheté des gouvernants occidentaux qui se taisent, qui laissent se pratiquer le « *deux poids-deux mesures* ». C'est la responsabilité des citoyens occidentaux, puisque ce sont leurs États qui ont permis au problème de surgir en aidant Israël à se constituer en réparation de la Shoah. Une chose est donc tranchée, les chrétiens français doivent se préoccuper de faire valoir des revendications politiques clairement définies! On retrouve cependant exactement les mêmes revendications que celles mises en avant par l'OLP au cours de la « *seconde intifada* ».

la thématique

La thématique est elle aussi largement la même: la justice (pour les Palestiniens), préalable à toute possibilité de paix « *durable* ». Enfin, la « *justice* » prend un sens circonstancié et univoque: elle consiste préalablement en l'évacuation complète et unilatérale

rale des territoires conquis en 1967 et l'abandon de « Jérusalem-est », ainsi qu'à la prise en compte du droit au retour des réfugiés. Cela ne suffit cependant pas à conclure la paix, mais permet juste d'ouvrir les négociations. Le contenu de celles-ci est plus fluctuant : il s'agit, pour le moins, de la prise en compte des injustices intrinsèquement contenues dans la démarche sioniste, et par conséquent de la compensation légitime et indispensable des Arabes de Palestine pour les préjudices subis. Il peut notamment s'agir de la prise en compte des dommages moraux et matériels causés aux Palestiniens. Le plus fréquemment revient pourtant une revendication : l'abrogation de l'identité juive de l'État israélien. Sont tour à tour invoquées les discriminations imposées aux Arabes israéliens, le caractère essentiellement raciste ou discriminatoire du sionisme ou de l'idée d'un État juif, l'exclusivisme dont serait à tort porteuse la revendication fondée sur la Bible, voire au régime d'apartheid que promeut la société israélienne.

Le flou entretenu sur la nature de ces injustices et la façon de les réparer permet, d'une part, du côté palestinien de ne prendre aucun engagement relatif à une paix « durable », puisqu'elle ne pourra être discutée qu'après la réparation des injustices les plus criantes que sont « l'Occupation » et le refus du « *Droit au Retour des Réfugiés* ». Il permet d'autre part à des personnes aux positions radicalement différentes (pour ou contre le maintien d'un État Juif notamment) de défendre une « *position unanime* », comme le soulignent toutes les délégations chrétiennes. Cependant, les organisations chrétiennes en France ne descendent pas à ce degré de finesse. Elles reprennent soit en bloc, soit dans le désordre cette thématique, prêtes apparemment à suivre ce qu'en diront « *ceux qui souffrent* ».

le champ lexical employé

Il n'est question que de justice et de paix, ou de pacifisme. Les notions de justice et paix, présentes dans l'encyclique *Pacem in terris*, sont omniprésentes dans le discours chrétien. Mais on les retrouve tout autant dans celui des Palestiniens et de leurs supporters de gauche. Personne ne veut la guerre, excepté les Israéliens qui n'ont pas renoncé à conquérir, vaincre, dominer, écraser, humilier, expulser. Personne ne veut la guerre, mais personne ne peut vivre sans justice, sans dignité, sans droits, en ne ressentant pas une légitime douleur, frustration, révolte, haine, à moins de se voir retirer l'Espoir. Puis en définitive, pour que la paix triomphe enfin, il faudra du temps, de la patience, il faudra savoir pardonner, il faudra savoir se faire pardonner, il faudra savoir se réconcilier. L'utilisation de la thématique pacifiste masque la revendication par ces Palestiniens chrétiens de la violence psychologique : en situation d'injustice comme les musulmans, ils font un effort sur eux pour renoncer à une

haine et une violence que leur interdit les Évangiles. Cependant, ils sont légitimes et ont même le devoir de « résister » par d'autres moyens, notamment, en amenant leur adversaire à une « conversion » de l'âme : qu'il abandonne son arrogance selon Naim Ateek et qu'ayant reconnu son statut de pécheur, il cherche à se réconcilier avec celui à qui il a causé du tort. Telle est la seule issue pour les Israéliens, que leur offrent les Palestiniens chrétiens, avant que le feu de la colère légitime (sinon divine) des musulmans finissent par s'abattre sur les Juifs.

Le sens de ces mots dans la bouche des chrétiens français diffèrent généralement du sens que leur donnent les Orientaux : pour ces derniers, la justice signifie « *droit à la résistance* », autrement dit, légitimité de la violence pour les musulmans. Quant au pacifisme, il s'agit en fait de « *résistance non-violente* » à une « *oppression* » qui est posée sans discussion. L'attitude apologetique et pleine de commisération des chrétiens occidentaux envers leurs « *frères* » orientaux quand ils tiennent de tels discours laisse perplexe : comment légitimer sans l'interroger une haine à peine contenue ? Comment incriminer l'autre, le dénoncer comme pécheur, sans chercher la poutre qu'on a peut-être dans l'œil ?

Ce sont pourtant ces arguments, ces idées, ces actions, que proposent les représentants des Églises comme la plupart des autres chrétiens engagés. Or ces propos sont sensiblement les mêmes que ceux tenus par les responsables palestiniens laïques, qu'ils soient officiels ou qu'ils appartiennent à la société civile. Cette identité va loin, puisque les campagnes entreprises sont souvent semblables au point de ne pouvoir être distinguées : ainsi en va-t-il des « *campagnes de protection du peuple palestinien* » et autres interventions de paix chrétiennes, qu'il s'agisse des CPT ou des EAPPI du COE. La raison en est simple : ces actions sont presque toujours initiées par une demande des Églises d'Orient. C'est le cas des EAPPI du COE, qui ont été sollicités par les Églises d'Orient. Mieux encore, l'International Solidarity Movement, popularisé par Adam Shapiro, a en fait été mis en place et géré par deux chrétiens palestiniens, impliqués depuis des années dans des projets militants avec les réseaux chrétiens pro-palestiniens aux USA, notamment le PCR (le Center for Rapprochement between People, soutenu par les mennonites, et le Holy Land Trust, au bureau duquel participe le presbytérien américain Donald Wagner). On note que les participants à l'ISM avaient comme point de ralliement la YWCA (dirigée un temps par Jean Zaru). Or cet ISM est une des principales structures opérationnelles palestiniennes qui se chargeaient d'organiser la venue d'activistes occidentaux dans le cadre des GIPP, projet lancé par le « *réseau d'ONG palestiniennes* » PNGO : c'est l'ISM qui a largement pris le relais. Ainsi, les « *terroristes-kamikazes* » anglais de mai 2003 ont utilisé (d'eux-

mêmes) son cadre pour se rendre en Israël.

L'explication de la concordance habituelle entre le discours des religieux chrétiens palestiniens, et celui des militants laïques est simple : les institutions chrétiennes de Terre sainte se sont résolument engagées dans le combat nationaliste palestinien, en particulier après que l'intifada de 1987 ait prouvé l'essoufflement du nationalisme laïque de l'OLP auprès des masses musulmanes. Ce sont ainsi les infrastructures chrétiennes et les réseaux qu'elles ont su constituer avec l'Occident qui maintiennent en vie une partie importante de l'activisme palestinien, celle qui est destinée aux opinions publiques occidentales. Les chrétiens représentant traditionnellement, au sein de l'OLP, les éléments les plus laïques et corrolairement les plus engagés à gauche, c'est cette improbable mouvance christiano-marxiste qui anime le militantisme palestinien destiné à convaincre l'Occident. L'évolution de la « théologie contextuelle » de Naim Ateek en « théologie palestinienne de la libération » traduit bien ce parti pris symbolique et probablement opportuniste.

Masquer le danger de l'islamisme

Mais, pour convaincre l'Occident, ces militants doivent réussir à masquer la réalité politique du conflit : l'essentiel de l'action des Palestiniens est en réalité menée par les groupes islamistes, et il s'agit d'actions violentes qui cherchent à terroriser et à désorganiser la société israélienne. Au-delà de la société israélienne, ces groupes menacent également les chrétiens palestiniens, qui cherchent toujours à prouver leur fidélité à la nation arabe et leur respect de l'islam – élément central de la civilisation dont ils se réclament. Non seulement ils éludent totalement la réalité des menaces qui pèsent sur eux, en reportant la responsabilité des difficultés qu'ils connaissent sur les seuls Israéliens, mais encore ils invitent les chrétiens occidentaux à s'inspirer de leur exemple pour construire leur relation avec l'islam européen encore en gestation.

Une nouvelle théologie de la déchéance d'Israël

Au-delà des synergies avec le nationalisme palestinien laïque, il ne faut pas perdre de vue que ce qui caractérise cet ultime avatar de l'arabisme (réduit à une peau de chagrin puisqu'il ne s'adresse qu'aux seuls chrétiens) est sa dimension religieuse, et même théologique. Cette idéologie, légitime une résistance « non-violente » qui permet aux Palestiniens chrétiens de se tenir aux côtés de leurs frères musulmans, dans la souffrance et dans l'épreuve, mais elle ne le peut qu'en construisant un ennemi commun irrémédiable, aussi bien du point de vue chrétien que musulman, à moins d'une conversion. Or, la conversion au message évangélique, contextualisé par les chrétiens palestiniens, amènerait précisément les Israéliens à faire ce que peuvent attendre d'eux les islamistes : la renoncia-

tion à toute revendication exclusive – autrement dit religieuse – sur la Terre, et la reconnaissance de l'arabité de fait et d'histoire de Jérusalem comme du reste de la « Palestine ». Comme ont osé l'écrire en 1996 des responsables religieux chrétiens et musulmans dans leur déclaration commune sur Jérusalem, elle a été, et reste arabe et elle a su assimiler ceux qui acceptaient de se fondre en elle, mais elle a systématiquement rejeté et éliminé ceux qui cherchaient à imposer leur identité exclusiviste.

Ces nouveaux théologiens chrétiens voient dans l'attitude actuelle d'Israël, gonflé selon eux d'arrogance et de désir de domination, l'extrême opposé de ce qui caractérise le peuple de Dieu : peuple d'opprimés par nature. Jésus se doit d'être aux côtés des Palestiniens. Quant aux Juifs, ils ne font que s'enfoncer dans une erreur qui les perdra s'ils ne courbent pas l'échine.

On retrouve là une thématique relativement traditionnelle de l'antijudaïsme, mais adaptée à un contexte politique particulier, et qui n'hésite pas à faire feu de tout bois, en assimilant le sionisme au nazisme, la shoah à la *nakba*, la repentance du pape à la repentance que les Juifs doivent aux Palestiniens, et enfin le statut de peuple élu à celui du « *peuple palestinien opprimé* ».

C'est la facilité avec laquelle les chrétiens d'Occident ont adopté tout ou partie de ce mélange retors qui ne laisse d'étonner : incités à réfléchir sur les thèmes de la Terre ou l'exclusivisme, présentés de façon récurrente comme étant au cœur de l'interprétation fondamentaliste de la Bible qui pousserait les sionistes à s'approprier la terre des Palestiniens, des théologiens protestants français n'hésitent pas à reparler du dépassement du peuple élu dans le peuple de ceux qui embrassent la Parole de Jésus ; ou encore les comparaisons consternantes de pèlerins français entre Israéliens et nazis ; ou enfin la litanie sans cesse répétée selon laquelle la société israélienne serait en situation de détresse, abruti de peur et de violence, et qui ne pourrait être sauvée que par ses seuls éléments encore sains, ceux qui refusent de s'identifier à elle. Cette vision d'un État juif corrompu et déchu, que seul le témoignage actif des chrétiens peut sauver, notamment par la mission, fait lentement son chemin chez certains chrétiens occidentaux qui semblent redécouvrir l'ivresse de l'évangélisme. Ainsi, le participant d'un voyage (organisé conjointement par Pax Christi International et Église & Paix, mouvement pacifiste protestant européen), confie l'évidence qui s'est imposée à lui : c'est la parole de Jésus qui offre une solution politique¹² mais aussi morale au peuple israélien, autrement condamné par Naïm Ateek, comme par la plupart de ses soutiens américains. ■

1. Jean-Pierre Valognes dans *Vie et mort des chrétiens d'Orient*, éd. Fayard 1994, p. 580.

2. Jean-Pierre Valognes *op. cit.* p. 584.

3. Jean-Pierre Valognes *op. cit.* p. 600.

4. Ateek auprès de l'Église anglicane, Zaru au sein du COE, Chacour avec les chrétiens pro-palestiniens de l'entourage de Wagner, puis désormais le Vatican qui l'a nommé en Avril 2003 conseiller pour les relations avec le judaïsme
- 5 Exprimée une première fois en 1891 dans l'encyclique *Rerum Novarum*.
6. « *La tâche première du Conseil Pontifical Justice et Paix est l'étude en vue de l'action, à partir de l'enseignement du pape et des évêques, contribuant ainsi au développement de la doctrine sociale de l'Église.* » (présentation du Conseil sur le site du Vatican)
7. Selon l'expression du cardinal Etchegaray citée sur le site de la commission.
8. Citations extraites de la présentation de l'organisation proposée sur le site de Caritas-International.
9. Indépendamment des GIPP (Grassroots International Protection for the Palestinian People, dans le cadre desquels partira José Bové) et du MSI (Mouvement de Solidarité Internationale par lequel était parti Rachel Corrie), même si chronologiquement, la mise en place de ces

programmes semble corrélé.

10. Notamment: « *Un tel règlement ne sera durable que s'il respecte les principes de la justice et du droit international. Il devra donc permettre au peuple palestinien de réaliser son aspiration à un État viable, c'est-à-dire sur un territoire qui ne serait pas morcelé.* » « *Comme le souligne le récent accord passé entre le Saint Siège et l'autorité palestinienne, la symbiose des deux États qui se partagent cet espace devra être fondée sur le respect des droits et libertés fondamentales et la non-discrimination entre tous les éléments de leurs populations, quelles que soient leurs origines et leurs religions.* » déclaration du 18 mars 2000
10. Dans le cadre de sa campagne « Décennie pour vaincre la Violence »
11. Pour justifier son engagement pro-palestinien, elle déclare lors d'une conférence organisée par J&P: « *Pour nous, le seul héritage juif que nous puissions revendiquer, c'est l'adage juif: « Tu ne feras pas autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse ».* »
- 12 « *Je ne connais pas de meilleur programme que le Sermon sur la montagne pour la résolution de ce conflit.* »

un exemple

La sollicitation des chrétiens par les activistes pro-palestiniens

La CAPJPO, Coordination des Appels pour une Paix Juste au Proche-Orient, a soutenu avec le CEDETIM l'opération « Noël: Rubans Blancs pour Béthléem », lancée « *par une vingtaine de personnalités, croyantes et non croyantes, en signe de protestation* » contre Israël. Elle consistait à accrocher des rubans blancs aux fenêtres à l'époque de Noël.

À cet effet, elle interpellait ses membres sur son site¹ pour qu'ils sollicitent les chrétiens. « *Toutes autres initiatives sont les bienvenues, en particulier en direction des paroisses et communautés chrétiennes, concernées au premier chef par l'attitude provocatrice d'Israël dans cette affaire. Il faut en effet maintenant donner à l'action une dimension que seule l'action locale et les contacts de proximité peuvent assurer. Pour cela, il faudrait que... ceux qui le peuvent contactent les paroisses proches de chez eux (et tous les autres centres chrétiens) afin de donner connaissance aux différents ecclésiastiques de cette lettre de protestation commune. Il est pratique, si vous n'êtes pas vous-même familier du lieu, d'être présenté par quelqu'un qui l'est et qui pourra suggérer une mention dans un sermon, une action symbolique (un prêtre a déclaré qu'il éteindrait les lumières de sa crèche durant la messe de minuit) ou tout autre moyen de sensibilisation. Si vous ne connaissez personne, vous pouvez rencontrer le prêtre pour lui demander l'autorisation de distribuer la lettre à la sortie de la messe du dimanche précédant Noël. Un responsable de paroisse ainsi contacté a proposé de l'inclure au Bulletin Paroissial distribué par ses soins à tous ses fidèles* ».

La CAPJPO n'hésite pas à donner la coloration d'une guerre de religions à son initiative: « *Alors que le monde entier s'apprête à célébrer Noël et la Nativité du Christ, une seule ville au monde se le voit interdire: c'est Béthléem, le lieu même de cette Nativité, occupée par l'armée israélienne et ses blindés. Nous avons tous conscience du fait que le blocus militaire imposé par Israël à Béthléem n'est qu'un des exemples de l'oppression généralisée du peuple palestinien (dans le domaine socio-religieux, les musulmans viennent*

de « célébrer » le ramadan et l'Aïd El Fitr eux aussi dans des conditions effroyables de couvre-feu, ratissages et fusillades de civils), mais il n'en est pas moins particulièrement symbolique et choquant ». L'organisme militant lui même expose son plan d'action. « *Au niveau des médias, nous avons diffusé un communiqué auprès de quelques grands médias nationaux, agences de presse, journaux et radios. France-Info a traité le sujet, tandis que l'AFP nous a indiqué qu'elle le ferait prochainement. Mais vous pouvez contribuer, vous aussi, à l'action, en alertant les médias que vous êtes susceptibles de pouvoir contacter: le texte de l'appel figure sur notre site... Il convient, notamment, d'informer les quotidiens départementaux et régionaux, ainsi que les stations régionales de France 3 et de Radio-France, de même que le plus grand nombre possible de radios locales, même petites.* »

L'APPEL

Le texte de l'appel reflète parfaitement les thèmes de la théologie de la libération de la Palestine, une évidence qui permet de déceler la provenance du message et ses connexions souterraines ainsi que son rapport avec la nébuleuse militante gauchiste pro-palestinienne, en principe fort éloignée du milieu religieux. La liste des signataires rassemble, cependant, significativement une majorité de personnalités en rapport avec la religion.

Fêter Noël ?

Le monde entier s'apprête à célébrer la Nativité du Christ. Mais il n'y a qu'un endroit au monde dont on est d'ores et déjà certain qu'il ne sera pas de la fête. Il s'agit du lieu même de cette Nativité, Bethléhem. En effet, cette ville déjà meurtrie, comme toute la Palestine, par une occupation cruelle, vient de subir un nouvel outrage. Dernière manifestation en date d'une domination sans limite, le gouvernement israélien vient de menacer la ville d'un blocus jusqu'au 30 décembre 2002. A la veille d'un soir où une multitude de crèches feront

revivre à travers le monde la naissance du Christ et quelques jours après l'adoration des Rois Mages, le monde doit savoir que ceux-ci, s'ils entendaient le même appel, en ce début de XXI^e siècle, se heurteraient à un check-point infranchissable. À l'heure où les chrétiens du monde entier, mais aussi des croyants de toutes religions et des non croyants soucieux de perpétuer la tradition de Noël, seront réunis dans les églises et autour de la table familiale, le vide de l'Église de la Nativité fera écho au silence de nos dirigeants, incapables d'exiger d'Israël le simple respect du droit. C'est à cela qu'il faut nous opposer et contre cette situation qu'il faut protester. Au regard de la tragédie quotidienne infligée au peuple palestinien, avec les bouclages permanents, la destruction délibérée de centaines de tonnes de vivres du Programme Alimentaire Mondial, l'humiliation des check-points et des rafles, l'assassinat régulier d'enfants et de vieillards (souvenons-nous de cette vieille dame de 95 ans tuée alors qu'elle préparait la fête de l'Aïd pour ses 19 petits-enfants), bref, de ce qu'un universitaire israélien appelle « l'entreprise de politicide du peuple palestinien », ce dernier épisode n'est peut-être pas le plus grave. Il résonne cependant comme un point d'orgue sinistre à l'interminable martyrologe du peuple palestinien. C'est en cela qu'il nous est insupportable. Comment pouvons-nous imaginer que, dans un tel contexte, nous puissions fêter Noël dans la joie et la sérénité ? Il aura certes un goût amer. Le devoir de tous ceux, chrétiens ou non, attachés au message universel de paix de Noël (« Paix sur la terre aux hommes de bonne volonté »), est de marquer leur désaveu devant ce manque de respect religieux et humain élémentaire. Ce désaveu devra être visible. Nos dirigeants ont à l'évidence besoin d'être interpellés pour qu'ils contribuent du poids de toute leur

autorité au rétablissement de la justice et de la paix dans cette région du monde. Il faut qu'ils entendent un message fort de la société, un message qui indique clairement qu'en ces temps de violence et de non respect des droits de l'homme, la morale a encore droit de cité. À ceux qui estiment que les mesures prises par Israël sont nécessaires à sa sécurité, qu'ils méditent ces mots de Monseigneur Sabbah, patriarche de Jérusalem : « Si vraiment toutes ces condamnations de la violence sont sincères, il faut être cohérent et mettre fin à la cause qui produit ces violences. L'injustice produit la violence ! Enlevez l'injustice, vous n'avez plus la violence. L'occupation est une injustice : enlevez l'occupation, vous n'avez plus de violence. » (La Croix, lundi 9 décembre 2002). En signe de protestation contre cette occupation et contre l'apartheid, en signe de solidarité avec les Palestiniens, les signataires de ce texte accrocheront des rubans blancs à leurs fenêtres et à leurs balcons à l'approche de Noël. Qu'ils soient imités par le plus grand nombre serait le gage que, décidément, la justice a encore de l'avenir dans ce monde profondément troublé. ■

Signataires: Mgr Pierre BOZ (exarque des melkites catholiques, Paris); Michel COOL (directeur de Témoignage Chrétien); Sylvie DEPLUS-PONSIN (médecin); Mgr Jacques GAILLOT; Michel GROLLEAUD (prêtre à la Mission de France, Paris), Pr Albert JACQUARD (généticien); Dominique JAMET (écrivain); Michel JONDOT (prêtre, diocèse de Nanterre); Emmanuel LEBRUN (prêtre, Paris); Patrice LEBRUN (juriste); Xavier LEROLLE (prêtre, Aubervilliers); Bernard MARIE (prêtre, Paris); Colette MESNAGE (écrivain); Emmanuel PARRAUD (réalisateur); Daniel ROUSSIERE (prêtre, Stains); Brahim SENOUCI (universitaire, Pontoise); Pr Léon SCHWARTZENBERG (oncologue); Robert THIRION (prêtre, Vanves); Fernand TUIL (élu, responsable associatif); Olivia ZEMOR (journaliste).

1. www.paixjusteauproche-orient.asso.fr

Les grands axes de la politique des Églises

ÉLIE ASSOULINE, CONSULTANT

Nous présentons ici, un exemple de la diversité des actions conduites par les chrétiens dans le cadre de leur engagement pro-palestinien

Le tourisme engagé : la campagne des « pierres vivantes »

En référence à un thème qui a des racines évangéliques (1^{re} Épître de Pierre, 2: 4, 5), les pèlerins chrétiens visitant Israël ont été engagés à se détourner des « Pierres Mortes », les monuments de la Terre sainte, vers les « Pierres Vivantes », les chrétiens palestiniens menacés de « disparition ».

Cette thématique a été mise en œuvre avec efficacité aux USA. Elle joue sur une sacralisation des chrétiens de Terre sainte par extension de la sacralité du lieu de Jérusalem, rappelée et revendiquée comme ville sainte pour le christianisme, une affirmation inhabituelle pour un chrétien. Elle s'autorise aussi de l'importance

accordée à cette communauté, présentée (erronément) comme un vestige de la première Église... En fait, les chrétiens occidentaux savent pertinemment que l'Église primitive judéo-chrétienne a disparu au IV^e siècle. Par ailleurs, comme le reconnaît Jean-Pierre Valognes, « la Terre sainte ne sera jamais un grand centre ecclésial et son patriarcat n'aura pas [même] l'importance des autres sièges du Levant. Son prestige tient à la présence des Lieux saints¹ ».

La thématique des « Pierres Vivantes » a été au cœur de la campagne visant à susciter une solidarité de l'opinion chrétienne envers les « chrétiens de Terre sainte ».

Exploitée par la théologie de la libération et diffusée en Angleterre et aux États-Unis par les chrétiens évangéliques pro-palestiniens, à l'aide notamment de livres et de guides de pèlerinages, elle a été relayée sur le terrain par la constitution de structures d'accueil, en particulier, dès 1995, l'Alternative Tourism Group (actuellement dirigé par Georges Rishmawi), enregistré sous l'égide d'une église pour des raisons stratégiques², et recevant le soutien des mennonites et de la Cimade. Michel Warchawski et son Alternative Information Center étaient partenaires du projet³, pour présenter un visage « juif » de la « paix ».

En France, le premier voyage militant notable remonte à 1999, quand le CCFD et la Cimade, impliquées sur le terrain depuis longtemps, ont emmené le pasteur de Clermont, nouvellement élu à la tête de la FPF que devait accompagner le président de la commission catholique Justice & Paix, décédé subitement au moment du départ.

Il a consisté en une rencontre avec « *les Pierres Vivantes* » comme le rapporte le communiqué du CCFD, et avait pour but, en plus du témoignage de solidarité, de « *témoigner ensemble [au retour en France] auprès de l'opinion publique et dans les réseaux* » et de « *de favoriser les actions possibles, en France et en Europe, en solidarité avec les acteurs de paix et de développement palestiniens et israéliens* » selon le communiqué de la FPF. Mais comme nous le verrons, le terme d'« *acteurs de paix et de développement* » ne désigne pas de simples « *partisans de la paix* ». Le voyage organisé en mars 2002 par le pasteur Guillaume de Clermont (fils du président de la FPF) dans le cadre de l'initiative « Hosanna », était lui aussi destiné à « *manifester une solidarité concrète à l'égard de tous ceux qui œuvrent pour la paix* ».

Sans connaître le détail de cette visite, on peut rappeler que l'AIC de Michel Warchawski est depuis longtemps un partenaire du CCFD et de la Cimade (selon le *Ralliement protestant* de mars 2002), et plus précisément qu'il est l'un des « *projets soutenus* » par le CCFD pour la période 2000-2003.

Le pasteur de Clermont, confie, après son premier voyage, avoir passé deux ans à convaincre en France catholiques et orthodoxes de « *renouer des relations étroites avec les Églises pour qu'elles ne soient pas seules* ». La solitude dont il s'agit n'est ni culturelle, ni sociale puisque, depuis le milieu du XIX^e siècle, la présence missionnaire garantit aux chrétiens de Terre sainte des moyens scolaires et sanitaires dépassant largement leurs propres besoins, au point qu'ils s'offrent également à la population musulmane. Il pourrait au plus s'agir d'une « *solitude* » politique, puisque la population chrétienne, qui représente environ 2,5 % de la population totale, ne devrait naturellement pas jouer un rôle de majorité entre musulmans et Juifs.

Néanmoins, l'évolution de la réflexion au sein des Églises sur la place des chrétiens dans une « nation arabe » qui se réislamisait rapidement a favorisé le

développement d'une variante du nationalisme palestinien spécifiquement chrétienne. Ce nationalisme chrétien affirme une communauté de destin entre chrétiens et musulmans, et ne se différencie pas sur la lutte à mener mais sur les moyens qu'il privilégie, qu'il prétend inspiré des Saintes Écritures.

C'est à cet arabisme – religieux – que les dirigeants chrétiens d'Orient reprochent aux chrétiens d'Occident de ne pas adhérer. Comme le dit Rafiq Houry, proche collaborateur du patriarche latin, « *certaines – par générosité mal placée, sinon hypocrite – mentionnent les Palestiniens dans la catégorie des « droits de l'homme », mais ils sont incapables de franchir le seuil pour les considérer comme un peuple qui mérite une réflexion théologique à partir de cette réalité. Or, il me semble qu'une théologie d'Israël, dans sa réalité historique d'aujourd'hui, reste incomplète, voire déformante et oppressive, tant qu'elle n'inclut pas le peuple palestinien* ».

En pratique, les voyages à la rencontre des « *Pierres Vivantes* » consistent en un ensemble de visites auprès de chrétiens de différents rites, mais tous engagés dans un activisme pro-palestinien, autour notamment de deux centres œcuméniques, celui de la théologie de la libération palestinienne « Sabeel » et celui du dialogue islamo-chrétien Al-Liqa. L'unification des Églises sur le plan politique, spécifiquement en ce qui concerne les rapports avec les autres communautés, est devenue une réalité depuis 1990, alors que le patriarcat latin, dirigé depuis peu, lui aussi, par un prêtre autochtone, entre avec les autres catholiques dans le Conseil des Églises du Moyen-Orient, basé à Beyrouth. C'est dès lors ce conseil qui permet aux Églises d'Orient de définir une politique commune, auprès des gouvernements arabes de la région, du Conseil Œcuménique des Églises (le « Vatican Protestant » basé à Genève), et du gouvernement israélien, qu'il ne reconnaît d'ailleurs pas.

Il n'est donc pas étonnant que les Églises tiennent toutes le même discours. C'est néanmoins le principal élément qu'a retenu le pasteur de Clermont lors de sa seconde visite pendant « l'intifada des mosquées » en juin 2001, comme il le confie au journal de la Cimade : « *[j'en ai retenu] Au moins une chose très précise, c'est l'unanimité de leur parole. Nous avons rencontré Monseigneur Cornélius, qui fait actuellement fonction de patriarche orthodoxe, nous avons rencontré Monseigneur Sabbah, patriarche latin, nous avons rencontré l'évêque luthérien et l'adjoint de l'évêque anglican qui était en déplacement en Jordanie. Leur parole est absolument unanime : il faut que les Églises en Occident se mettent à parler, elles sont restées trop silencieuses* ».

Le but est de susciter une mobilisation politique en faveur du nationalisme palestinien (le « laïque » comme l'islamiste), en se prévalant d'une communauté de foi avec la minorité chrétienne. Cette mobilisation est l'objectif avoué de l'Autorité palestinienne et de l'OLP, qui tente d'obtenir l'adoption de

sanctions contre Israël, et y contribue en favorisant la mobilisation internationale contre lui.

Les « *acteurs de paix* » ne sont pas n'importe quels « *partisans de la paix* ». Les interlocuteurs rencontrés tiennent en effet un discours toujours semblable : ils remercient les chrétiens occidentaux mais en même temps les culpabilisent (puisqu'ils ne font pas pression sur leurs gouvernants), en se présentant comme victimes d'une oppression dont ils ne sont pas politiquement solidaires. Les délégués du CECEF partis en Juin 2001 déclarent ainsi : « *Ils nous ont demandé avec insistance de faire écho à ce qu'ils nous ont dit et à ce qu'ils ont voulu nous montrer : les faits vous sont connus, disaient-ils ; il vous a manqué jusqu'à maintenant la volonté de parler. Maintenant, vous ne pouvez plus vous taire* ». L'objectif est donc de faire diffuser leur parole, non pas comme une parole rationnelle d'acteurs du conflit, mais comme une parole dont il faut s'imprégner, une parole de « *Frères dans la Foi* ». À l'issue du voyage de 2001 du Conseil des Églises Chrétiennes En France (CECEF), représentant les Églises catholique, protestantes et orthodoxe, le souhait des participants (dont le pasteur de Clermont) est précisément d'inviter en France une délégation des Églises d'Orient.

Ils appellent également « *les chrétiens de France à la solidarité concrète avec les Églises d'Israël-Palestine, dans tous les domaines possibles (défense des droits humains, secours d'urgence, éducation, mouvements féminins)* » ainsi qu'une participation à « *la campagne internationale de veillée de prière pour la paix et la justice et la fin du conflit en Israël* ». Renouvelant leur demande en Octobre 2001 au cours d'une conférence de presse, ils ajoutent « *nos Églises pourraient susciter quelques initiatives, notamment aux temps de l'Avent, de Noël, de la Semaine Sainte. Par exemple, par des échanges entre paroisses, ou en envoyant des délégations pour les fêtes à Béthléem, Beit Jala, Gaza... Il s'agit moins de se rendre « sur les Lieux Saints » que de rencontrer des communautés chrétiennes vivantes* »

La commission française J&P et Chrétiens & Proche-Orient (CPO) se sont associés au CCFD pour éditer en Janvier 2000 un « *petit livret intitulé Terre sainte, terre de rencontre, destiné à faciliter aux directeurs diocésains de pèlerinages l'organisation de rencontres avec des personnes ou communautés de Terre sainte acceptant de rencontrer des pèlerins français* ». L'attitude consiste à présenter les Palestiniens chrétiens en victimes d'une oppression, d'une humiliation, de mesures répressives, en des termes largement abusifs ou mensongers. Et la conséquence de cette oppression, de cet « *apartheid* » pour certains, est la disparition des communautés chrétiennes ou, pire, leur extermination. Les mots sont choisis intentionnellement, pour induire l'idée calomnieuse d'une culpabilité israélienne : selon Jean-Claude Petit⁴ : « *la communauté [chrétienne] vivante, elle, son drame, c'est qu'elle connaît un exil lent mais irrémédiable, et que les événements d'aujourd'hui peuvent conduire à un exil total ; et la politique de l'extrême-droite israélienne est de*

pousser les chrétiens à l'exil pour qu'il n'y ait plus d'intermédiaire entre le monde juif et le monde musulman pris dans ses extrémistes »

Cette culpabilité est exclusive. Ainsi au journaliste qui lui demande si l'extrémisme islamiste ne contribue pas à cette volonté d'exil, Jean-Claude Petit répond « *euh, je pense que non, pour la bonne raison que cet exil a commencé depuis longtemps ; le problème est plutôt un problème social, c'est à dire que pour eux c'est difficile d'être sous territoire occupé [...] je ne crois pas qu'il soit lié à l'extrémisme musulman là-bas ; au contraire, je pense qu'il y a même une communauté de vie assez forte : on voit ça en Galilée chez le Père Elias Chacour qui a beaucoup développé ce dialogue juifs-musulmans-chrétiens* »

La solution « *modérée* » est en fait très précise : sans proposer de solution pour la paix, elle affirme néanmoins que c'est la politique israélienne qui la rend impossible et pose la nécessité d'un retrait israélien des Territoires avant la reprise des pourparlers. Cette position, est parfois formulée crûment par les organisations chrétiennes, parfois plus diplomatiquement, selon la situation. Ainsi, le CECEF déclare en octobre 2001. « *Nous ne voyons pas quelle paix sera possible sans un arrêt de la politique de colonisation* » avant d'ajouter « *Nous savons plus généralement qu'on ne peut rêver de supprimer la violence — condamnable d'où qu'elle vienne — sans s'attaquer aux situations de violence* ».

C'est l'occasion de masquer la réalité de l'islamisme, et de faire l'apologie de la violence. Sans le dire explicitement, la guerre est justifiée : l'idée que ces « *pacifistes* » font passer, est bien celle de la légitimité de la guerre. Ainsi, le 2 octobre 2000, au début-même de l'explosion de violence, Michel Sabbah publie une déclaration intitulée « *Concernant les événements en Terre sainte* » à destination des chrétiens d'Occident : « *Frères et Sœurs, Ce n'est pas par hasard que la situation a connu cette explosion de violence. Ces jeunes et ces adultes qui sacrifient leurs vies ne le font pas pour agresser qui que ce soit : ils le font seulement pour défendre leurs Lieux saints, leur liberté. Le sang aujourd'hui crie et implore Dieu pour réclamer la justice et la dignité humaine.* » Ainsi, le visage présenté est celui de l'agneau chrétien, un agneau qui protège le loup islamiste.

Mais ce qui choque, c'est la façon dont ce parti pris est nié ou, pire, légitimé par les voyageurs chrétiens. Ainsi au journaliste qui lui demande ce « *que disent les chrétiens des attaques kamikazes* », Jean-Claude Petit répond : « *Mais je crois qu'ils ne peuvent que condamner cela, ils le font d'ailleurs : à la messe présidée par le patriarche latin, il a condamné toutes les violences ; on ne peut pas dans un climat comme celui-ci encourager la mort de civils organisée par des commandos suicides* », pour aussitôt changer de ton : « *lesquels sont en même temps le fruit d'une exaspération totale, d'un désespoir total ; — oui mais pourquoi ça continue ? — mais ça continue parce qu'il y a une occupation qui continue !*

– c'est sans fin alors ?

– bien sûr ! tant que le droit n'est pas respecté... il y a des gens qui réclament leur droit, voilà ! »

Les membres du CECEF, affirment eux dans leur déclaration écrite : « nous n'ignorons pas la complexité d'une situation où, le désespoir d'un côté, la peur de l'autre, engendrent des actions de répression insupportables, répondant à des actions terroristes que rien ne permet de cautionner ou de justifier », renvoyant dos à dos les attentats et la répression, mais surtout expliquant, eux aussi, le terrorisme par le désespoir.

Les Juifs sont largement tenus à l'écart de ces circuits organisés. Ce phénomène n'est pas surprenant, puisque les visiteurs expliquent dans leur langue de bois (ne) rencontrer de part et d'autre que des « *partisans de la paix* » : autrement dit, exclusivement des Juifs antisionistes liés à une des groupuscules d'extrême-gauche. Ce déséquilibre ne semble pas choquer les participants. Ainsi, au journaliste qui lui demande s'il a rencontré des Juifs (des colonies), Jean-Claude Petit, directeur de *La Vie*, répond que sa démarche « *était une démarche de visite à des frères, donc pas de colloques inter-religieux, pas de colloque politique ou d'analyse géostratégique ; alors voilà, nous avons pris le temps de voir des frères et des sœurs* ». Sur cette fraternité J.C. Petit a une formule étonnante : « *les chrétiens d'Occident ignorent leurs origines orientales ; le Proche-Orient est pour eux musulman ; or, Jésus était un juif de Palestine [sic !] ; on a développé des pèlerinages soucieux d'archéologie ; même les ordres se sont disputés les lieux saints ; s'est développé une dévotion auprès de pierres mortes, alors que Pierre parle des pierres vivantes ; je trouve ça dramatique.* »

Ce parti pris politique qui débouche donc sur un appel à la mobilisation est bien fondé sur un réflexe communautaire, quoique J.C. Petit s'en défende : « *je me suis dit que nos frères chrétiens qui souffraient là-bas avaient besoin de notre visite ; donc il ne s'agissait pas d'une démarche communautariste, dont j'ai horreur, mais d'une démarche de fraternité toute simple ; j'ai donc proposé aux lecteurs de La Vie et à des personnalités chrétiennes d'aller voir les frères, les sœurs, les cousins, les cousines* ».

Mais si l'engagement des Français a été moindre que celui des anglo-saxons, c'est que le fait de s'engager au nom du christianisme en faveur des chrétiens dans la lutte pro-palestinienne met apparemment mal à l'aise beaucoup de personnes. Néanmoins, ce malaise est imputé à une pusillanimité excessive des autorités ecclésiastiques, ou même aux excès de la communauté juive. On éprouve pourtant un certain malaise quand J. C. Petit utilise comme argument le fait d'avoir des amis juifs.

« – Mais il y a un attachement des chrétiens à Israël aussi

– Bien sûr, mais ça n'empêche pas, moi aussi je suis attaché à Israël, à son existence à sa sécurité, moi le premier j'ai des amis juifs, amis d'Israël. Mais il y a des situations d'injustice qu'il me semble important de dénoncer : une occupation est une occupation ; le droit c'est le droit ; le droit international

c'est le droit international ; il y a des résolutions de l'ONU qui ont été votées qui n'ont pas été respectées ; aujourd'hui, une mission de l'ONU [Jenine] est obligée d'être démantelée parce qu'un pouvoir politique ne veut pas aujourd'hui dans le monde obéir à la communauté internationale »

Sur les « amis juifs » J.C. Petit déclare aussi : « *pour revenir sur le silence des chrétiens occidentaux ; je pense qu'ils ont aussi peur de la dimension politique du conflit, à la recherche de consensus mou, incapables d'analyse géopolitique globale, et enfin que les hiérarchies catholiques d'Occident craignent beaucoup les réactions de la communauté juive : c'est vrai que nous avons beaucoup, nous avons toujours beaucoup, nous catholiques, à nous faire pardonner par nos frères juifs à cause de notre propre histoire ; c'est vrai qu'un dialogue a été amorcé qui prend peu à peu visage... »*

Le voyage de Mgr Ricard en 2002 laissera une impression partagée : la délégation comprend le président de la conférence des évêques accompagné de trois représentants d'organisations impliquées en faveur des chrétiens (J&P et CCFD), deux représentants des relations avec le judaïsme, mais désormais aussi du représentant des relations avec l'islam. Tant d'acteurs pour un si petit endroit : une chose est sûr, selon la règle du poids démographique et du poids politique, la balance ne peut pencher que d'un côté. ■

1. Jean-Pierre Valognes, *Vie et Mort des Chrétiens d'Orient*, Fayard, p. 567

2. Rapporté par un membre de délégation pro-palestinienne

3. Comme il l'a confié à un journaliste de *Yediot Aharonot* ; Le « Centre Alternatif d'Information », fondé par Michel Warchawsky avec des militants de la gauche palestinienne, fonctionne comme une agence de presse, et participe également à des actions. Il édite les publications d'organisations nationalistes palestiniennes et « du mouvement pacifiste israélien ». Il co-organise également les « missions civiles internationales pour la protection du peuple palestinien »

4. Directeur du magazine catholique *La Vie* ; propos tenus lors de son passage au « Club de La Presse des Religions », sur *France-Culture*, en mai 2002.

Le voyage d'Hosanna

Un saisissant dialogue* entre un prêtre et une délégation française emmenée par le fils du président de la Fédération Protestante de France nous donne à comprendre, malgré sa brièveté, à la fois la stratégie de discours des avocats chrétiens palestiniens de la cause arabe et l'arrière plan psychologique de leurs auditeurs.

La rencontre avec les pèlerins français se fait sous le signe de la prière: « je vous invite à venir avec moi, à prier avec moi, à prier avec des centaines de chrétiens orientaux. Nous savons quoi prêcher. Notre résurrection est un acte historique d'espérance et de grandeur, grandeur qui signifie rendre justice à l'opprimé. Et la justice ne peut être faite qu'avec des concessions, et avec le pardon, et avec le partage. Et cette justice pratiquée de cette façon est la seule... qui puisse garantir une certaine paix et une certaine sécurité pour l'un et l'autre ». L'émotion et la compassion sont portées à l'extrême avec l'évocation de la Shoa qui toujours introduit subrepticement dans le discours l'évocation de la Shoa des Palestiniens: « C'est un désarroi, on est perdu devant le silence de Dieu... silence de Dieu avant, et pendant la guerre... La deuxième guerre mondiale, les camps nazis où Dieu était silencieux de manière atroce, incompréhensible, inexplicable, révoltante! Mais silence de Dieu, aussi, devant les autres holocaustes: l'holocauste cambodgien, l'holocauste en Afrique, holocauste arménien, **les holocaustes palestiniens**... Et ça continue... Et ça continue! Il semble, humainement, que la raison du plus fort est toujours la meilleure, mais c'est faux! La raison du plus fort n'est pas toujours la meilleure, et même si c'est celle de l'Amérique, de la toute puissante Amérique! »

La compassion pour les « frères juifs » se mêle à l'accusation de nazisme retournée contre eux au comble de l'émotion et du sentiment de culpabilité créé chez les pèlerins. La manipulation psychologique est ici totale. « Nos amis juifs sont arrivés même à numéroter les prisonniers et vous savez que cela veut dire de mettre un numéro sur la tête de chacun. C'est ce qui m'a le plus révolté contre tout ce qui peut être totalitaire ou extrémiste, lorsque j'ai visité les camps de concentration juifs en Allemagne. Et j'ai vu nos hommes avec des numéros sur leur tête. Si c'est ça la création de l'État d'Israël, c'est un dommage irréparable pour tous les Juifs du monde entier. Si vous sympathisez avec les Juifs, je souhaite de tout cœur, au nom de tous les enfants palestiniens, même des enfants des camps de réfugiés qui très souvent sont tournés en camps de concentration, en camps de prison, en camps de privation, en camp de famine et de soif... au nom de tous ces enfants, et surtout maintenant, au nom des enfants de Ramallah, entourés de 70 tanks, de ces grands tanks israéliens qui peuvent détruire tout, je vous supplie, si vous êtes les amis des Juifs, de continuer à donner de l'amitié à vos amis juifs... Mais de grâce, arrêtez d'interpréter cette amitié comme étant une inimitié automatique envers les Palestiniens Si vous avez honte parce que vous avez visité nos camps de réfugiés, vous avez senti la douleur et la souffrance palestinienne qui est une souffrance très réelle et très profonde et très

justifiée, vous avez décidé de prendre notre côté... que Dieu vous bénisse, prenez notre côté. Pour une fois vous serez du bon côté, au moins. Mais, si prendre notre côté veut dire accepter d'être unilatéralement pour nous, contre nos frères juifs, mais reprenez-vous, et allez-vous en! On n'a pas besoin de votre amitié, bon sang! Ce n'est pas comme ça que vous construirez la paix avec les Palestiniens et les Juifs. Nous n'avons pas besoin encore d'un ennemi. Nous avons besoin d'un ami commun qui puisse nous dire la vérité dure, cruelle, mais amicale. Aujourd'hui, les Palestiniens vivent la même époque, que nos frères juifs ont vécue, de l'an 39 à 45. Les Juifs n'étaient ni hommes, ni femmes, ni enfants, ni artistes, ni époux, ni épouses. Ils n'étaient que des « schmutzigen Juden »! Les sales Juifs, vous vous rappelez ça, mes amis, « les sales juifs »? Il fallait enlever le mot juif pour que la saleté aille ailleurs. Personne n'osait le dire. Il n'y avait pas mille évêques Téas, l'évêque Téas de France qui est mort en exil, à Lourdes, je crois, en prison, à cause de sa protestation contre ce terme de « sale Juif ». Si Téas vivait aujourd'hui, il mourrait dans une prison palestinienne, contre l'étiquette très injuste « sale palestinien » (traduction arabe) ou « palestinien terroriste ». Est-ce que votre résistance a fait quelque chose, en quoi que ce soit différente de ce que les Palestiniens font aujourd'hui pour se libérer? Pourquoi les autres sont appelés résistants, libérateurs, et les autres étiquetés terroristes? La raison du plus fort? Au diable la raison du plus fort! Bush est le plus fort, mais c'est un cow boy, voilà! ».

Enfin arrive le **témoignage personnel de « déportation »**: « Les obstacles, c'est la mentalité militariste, soit ici, soit ailleurs. C'est ce qu'il faut abolir, bon sang! Autrement, on n'a pas besoin de nous! Nous le ferons! Nous le ferons! J'en suis sûr! Moi, je suis un enfant de réfugié déporté, j'ai commencé dans ce village en 1965. Dans une petite « Volkswagen », j'ai dormi pendant six mois, comme curé du village. Je voulais faire la différence, proposer une alternative, donner une espérance, parler de Dieu. Par la détermination ou l'obstination dont je suis pourvu et par l'encouragement de mes amis à travers le monde entier, je crois qu'avec l'aide de tous mes amis, j'ai pu faire une petite différence ».

Au comble de l'émotion, le père Chacour met personnellement en cause ses interlocuteurs **pour les inciter, voire les provoquer à s'engager aux côtés des Palestiniens**: « Et c'est ici que je vous dis franchement que j'ai un très grand besoin de vous. Vous avez compris ce que je dis? J'ai un besoin énorme de votre aide... Je suis un mendiant pour autre chose que l'argent. Je suis un mendiant d'attitudes et de convictions... Sans doute, vous êtes venus avec des idées, soit contre les juifs, soit pour les juifs et c'est très justifiable. Vous pouvez tout justifier. Je voudrais que vous disiez cela: en France, partout. C'est important, lorsque vous

venez visiter les Lieux Saints, visiter les antiquités, visiter les pierres, le sable, les terres, tout ça. Mais donnez une demi-journée à vos frères chrétiens. Nous avons besoin de savoir qu'il y a une solidarité entre vous et nous. Malgré tous les problèmes, toutes les difficultés financières, administratives, les difficultés que nous avons avec le régime, le manque de permission de construire, d'agrandir, nous travaillons depuis deux ans sur la possibilité d'ouvrir la première université arabe-chrétienne-israélienne qui sera la neuvième université en Israël. Ce sera la première fois dans l'histoire du Christianisme, dans ces lieux, que ce sera une université, pas pour les chrétiens, ni pour les juifs, ni pour les musulmans : ce sera une université pour tous ceux qui sont nés bébés, tous, sans exception. Quel rôle allez-vous jouer là dedans ? C'est à vous de décider. Nous sommes toujours au bout de la ligne. Vous pouvez nous téléphoner, nous écrire. »

Comme on le constate, à la citation d'un intervenant, **les motivations des présents sont troubles.**

Un intervenant : « quand je suis venu ici, je me suis dit « mais les Juifs vont perdre leur âme, si cela continue ». Mais je n'ai pas de question à poser, simplement à témoigner que nous allons terminer notre voyage sur ce que vous dites. Nous, nous sommes loin et nous n'avons, comme lien avec vous, que notre foi.

– Que venez-vous faire ici ?

– Je vais essayer de comprendre. J'ai eu le malheur de participer, pendant mon service militaire, à la guerre d'Algérie. Quand je suis arrivé ici, en visitant les camps, j'ai dû arrêter, j'ai dû laisser le groupe continuer car tout d'un coup, jaillissait en moi tout ce qui m'avait fait honte, là-bas : car l'Algérie comme la Palestine, sont des peuples sans État. La deuxième chose qui m'a frappé : j'ai vu des soldats israéliens à Hébron, dans cette place gérée par eux, absolument vide sous le couvre-feu. Quand je les ai regardés, j'ai revu mes camarades, j'ai senti en eux et de l'assurance et de la gêne vis-à-vis de nous, comme moi je l'avais ressenti, car moi, j'ai été le Tsahal français en Algérie. » Dans cet océan de pathos, le cadre est posé pour asséner **l'antisémitisme même si la paix s'établit** : « Même si, maintenant, Israël revient à l'intelligence, à la sagesse, à la modération, et dit « nous ne voulons plus être un peuple d'occupation, nous voulons libérer, non pas rendre « Ils n'ont rien à donner aux Palestiniens, ils ont tout pris aux Palestiniens. Ils n'ont qu'à rendre ce qu'ils ont tout pris par force. Alors, s'ils raisonnent, ils disent, maintenant « on en a assez d'être des occupants, on voudrait être des hommes et des femmes normaux, on va redonner aux Palestiniens ce que nous leur avons pris... lors de la Guerre des Six Jours ». Même avec cela, et quels que soient les arrangements, il y aura des Juifs dans le territoire palestinien. Et nous resterons comme Palestiniens dans l'État israélien ». Il y a une **arrogance israélienne** : « Palestiniens et Juifs peuvent vivre ensemble. Ils doivent revivre ensemble. Mais à condition que les uns rejettent l'arrogance aveugle de la puissance américaine qui parle de démocratie, qui parle de tolérance, mais qui oublie qu'ils ont été fondés sur la violence et le terrorisme contre les Indiens américains et qui sont encore fondés sur l'intimidation de tout autre peuple

qui essaie de relever la tête. J'ai des amis américains à ne plus en finir, des milliers. » Adossée cet antisémitisme, le père Chacour fait miroiter **la menace de disparition qui pèse sur les chrétiens** : « Jamais nous n'avons envisagé de faire face à un danger aussi grand que le danger que nous courons maintenant : le danger de disparition. Durant les vingt dernières années, plus de 60 % des chrétiens des territoires occupés de Gaza sont déjà partis en exil. Exil choisi ou exil imposé, émigration. Béthléem était en majorité chrétienne, maintenant ils ne sont plus que 14 % et ainsi de suite. » **Les chrétiens sont arabes avant tout** même s'ils sont été des dhimmis : « Il y a quelques centaines d'années, la persécution contre le christianisme a continué pour les « islamisés », alors qu'avant, beaucoup de Palestiniens sont devenus musulmans pour sauver leur peau. Mais avant cela, les Palestiniens, qui étaient tous des chrétiens en Terre sainte, étaient, soit des anciens Juifs, soit le résultat de beaucoup de conquérants. Et ils ont été arabisés. Je suis arabe, bien plus que certains Arabes maintenant. Je ne veux rien d'autre qu'être arabe : parler arabe, avoir l'histoire arabe. Ce n'est pas une honte, c'est une joie, une fierté d'être arabe, pour moi. Ainsi, on est en train de faire la guerre à l'intérieur de la même famille. Et il est toujours possible de vivre ensemble, car nous avons toujours vécu ensemble, jusqu'à la parution du mouvement sioniste exclusif qui rejette tout autre qui n'est pas juif. Ceci à cause de l'expérience très pénible que les juifs ont eue en Europe ».

L'effusion d'amour n'empêche pas **la justification du terrorisme**. Question : « Vous avez un petit peu touché ça, dans vos derniers mots, mais au sein de votre communauté comment parlez-vous des attentats suicides, comme l'attentat de hier ? [de Natanyah : 27 morts].

Et bien moi, je sais... Moi, je sais... Il faut être criminel pour accepter de justifier de pareilles choses. Il faut être fou pour accepter de pareilles méthodes. Mais il faut être aussi fou, beaucoup plus fou, pour se contenter de condamner de pareilles actions. Vous n'aurez pas le temps de condamner assez d'actes de terrorisme. Plutôt, utilisez votre temps pour aller à la racine. Pourquoi un jeune homme, une jeune fille, comme nous, comme vous, décide de s'entourer de tous ces explosifs et va se tuer, et en tuer d'autres ? Est-ce que c'est par plaisir ? Vous avez des enfants, non ? Vos enfants ne feront pas ça. Pourquoi pas ? Mais si vous étiez une femme palestinienne à Gaza... Vous voyez votre mari humilié devant vous, et il vous voit humiliée devant lui. Vous avez grandi dans ce taudis de Gaza. Vous vous y êtes mariée à un homme que vous avez aimé, avec qui vous avez fait l'amour, là, dans cette petite baraque où votre papa a fait l'amour, où vos enfants feront l'amour, feront des enfants, et tout cela... Et vous voyez à 15, à 20 kilomètres, des innocents qui vivent dans votre maison, qui utilisent vos champs, qui envoient leurs enfants, cette fois comme soldats pour vous garder dans l'oppression. Qu'est-ce que vous feriez, Madame ? Qu'est-ce que vous feriez, Monsieur ? Ne faut-il pas aller à la racine et dire pourquoi ? Est-ce que ces jeunes, hommes et femmes, sont tellement désespérés qu'ils pensent que se tuer et ou en tuer d'autres est un gain ? Le seul gain qu'il peuvent faire

dans leur vie ? Le 11 septembre est une occasion loupée, manquée. J'avais espéré que les Américains commenceraient à se demander « Mais bon sang ! Nous sommes les meilleurs du monde, pourquoi le monde ne nous aime pas ? Pourquoi le tiers-monde nous hait ? » Au contraire, elle a été négligée par la haine. Vraiment, la répulsion, le rejet de l'Amérique sont devenus quelque chose de très enraciné dans le cœur des Orientaux et des pays musulmans arabes du Tiers-Monde. Madame, je ne peux accepter de tuer les Juifs. Je ne peux pas accepter que mes enfants aillent se tuer. Mais je ne peux pas accepter que mes enfants restent dans un désespoir grave, un désespoir qui ne fait que s'approfondir, et qu'ils ne trouvent aucun sens à leur vie, et se convainquent que mourir, c'est mieux que de vivre. Souvent on me demande de prêcher sur le martyr, car vous savez que nos enfants qui sont tués sont appelés des martyrs. Et bien, ce que je dis, c'est que ce n'est pas un martyr ! Ça ne peut pas être un martyr, comme le vrai sens du martyr. Ça peut être un acte de résistance, de bravoure, tout ce que vous voulez, mais pas un martyr, parce que le martyr chrétien, c'est quelqu'un qui a une foi tellement profonde en Dieu qu'il essaie de fuir le persécuteur. Le martyr, pour moi, c'est un acte de foi en Dieu et dans l'homme. C'est une reproduction de ce qu'un de mes compatriotes a osé dire dans le moment le plus difficile de sa vie, lorsqu'il pendait sur la croix : « Père, pardonne-leur, ils ne savent pas ce qu'ils font ». C'est ça le martyr pour moi. Et comme chrétien, non seulement, je n'ai pas le droit de me tuer, je n'ai pas le droit de tuer les autres, non plus. Même dans le cas où je suis Palestinien, chrétien, opprimé, privé de tout. Ils ont pris ma maison, ils ont détruit mon village, ils ne font que me haïr, je n'ai pas le droit de les tuer, je n'ai pas le droit de me tuer, j'ai le commandement de les aimer ! » Vient alors l'énoncé de **la morale de la théologie de la libération de la Palestine**, une citation, en fait de Mgr Sabbah : « Mes amis il n'y a pas de paix sans justice. Les Juifs voulaient la paix, les musulmans veulent la justice. Il n'y a pas de paix sans justice, et il n'y a pas de justice. Et c'est là que nous intervenons, sans concession et sans pardon ». Et le moment de **retournement de la Bible contre Israël** : « Et je répète, ce soir, à mes amis juifs, qui sont très nombreux, ou à mes amis palestiniens, qui sont mon peuple, aux chrétiens comme aux musulmans, je leur répète constamment que « la terre ne nous appartient pas ! » C'est nous qui devons apprendre comment appartenir à la terre ! Et hier dans une réunion avec nos étudiants universitaires (705 étudiants) je leur rappelais la sainteté de la terre, lorsque nous n'essayons pas de la rendre esclave de nos désirs particuliers. Et j'ai vraiment évoqué un prophète qui est le prophète d'Israël, le prophète Isaïe, qui dit dans les chapitres 1,2,3 : « Malheur à ceux qui confisquent une pièce de terre après l'autre, qui joignent une maison à l'autre jusqu'à qu'ils soient les seuls dans le pays pensant que la terre leur appartient ! Ils seront exilés, nus comme ils sont nés du ventre de leur maman ». Et Isaïe pleure ou fait pleurer Dieu en disant : « Et bien, j'ai élevé des enfants, je les ai entourés de toute mon affection, j'ai bâti des gardes pour qu'ils ne soient pas du tout en danger. Je les ai imprimés comme on imprime la vigne ou l'olivier pour qu'ils donnent

beaucoup de fruits, mais malheureusement, l'âne connaît son Seigneur, le bœuf connaît sa crèche, mais Israël ne reconnaît pas son Dieu ». Ce n'est pas le Père Chacour, c'est la Bible juive qui dit ça. Mais on peut sélectionner la Bible comme on veut, comme vous le savez. » Par contre **les Palestiniens, eux, sont le véritable peuple de Dieu** : « C'est peut-être ça notre contribution, à nous autres, chrétiens de Palestine, d'Israël, de la Terre sainte. Nous avons un langage qui n'est pas un langage commun à nos frères juifs, ni à nos frères musulmans. Et nous devons l'apporter pour le faire partager, pour faire un chemin dans cette arène d'hostilité qui ne fait que rendre la vie des Juifs et des Palestiniens semblable à une procession de danses macabres, à une procession de funérailles. Et, la chose la plus étrange, c'est que nous n'avons pas assez d'intelligence pour comprendre que la violence ne peut que produire plus de violence, et que la terreur et la contre-terreur ne sont que de la terreur ».

L'auditoire reste alors coi : Guillaume : « Merci infiniment pour votre message, c'est difficile de dire quelque chose après vous. Vous avez souffert. Est-ce que vous nous ferez l'amitié, simplement, de nous faire un temps de prière avec nous, que nous portions tout ce que vous avez dit dans la prière ? ». Il ne reste plus alors qu'à prier et à réitérer **le vieil antijudaïsme** : « Seigneur Dieu, nous vivons une semaine toute spéciale et nous nous concentrons sur Ta Passion. C'est à cause de Vous, suspendu en croix, ayant le courage unique, incroyable de regarder ceux qui Vous crucifient, de dire à Votre père « Pardonne-leur, ils ne savent pas ce qu'ils font ». C'est à cause de cela que nous sommes réunis. Et c'est à Toi que nous offrons nos frères palestiniens qui souffrent atrocement, pour qu'ils ne perdent pas l'espérance, pour qu'ils se convainquent que peu importe la longueur du tunnel ténébreux. Nous T'offrons aussi nos frères juifs pour Tu changes le cœur des chefs, le cœur en pierre et que tu leur mettes des cœurs en chair, pour qu'ils se rappellent leurs souffrances, pour qu'ils se rappellent l'oppression qu'ils ont subie, et qu'ils comprennent que l'ingéniosité, c'est d'éviter la reproduction de l'atrocité. Nous Te prions pour nous-mêmes, Seigneur, pour avoir assez de générosité pour dire mal du mal, pour dire bien du bien, mais pour ne jamais dire bien le mal et mal le bien pour faire plaisir ».

* Extraits de la conversation de la délégation d'Hosanna et de Guillaume de Clermont avec Elias Chacour, prêtre à Ibillin, le jeudi 28 mars 2002) Source : site de l'Église Réformée des régions Centre-Alpes-Rhône, www.eglise-reformee-car.org/israel/info_45.htm

La disparition annoncée des chrétiens de Terre sainte : une alarme très politisée

La disparition annoncée des chrétiens de Terre sainte est l'argument agité à la face des chrétiens occidentaux pour obtenir leur mobilisation. Insidieusement, la responsabilité de cette « disparition » est imputée à Israël.

Cette thématique est en fait employée depuis le milieu des années 90 par des nationalistes arabes chrétiens. Ainsi, en 1995 paraissait dans *The Link*, une revue intellectuelle promouvant les intérêts arabes aux États-Unis, un article intitulé « *In the Land of Christ... Christianity Is Dying* » (« Sur la terre du Christ... le christianisme se meurt »). Dans cet article, sont repris les propos du leader nationaliste chrétien Elias Rishmawi « *les Israéliens se sont assignés comme objectif l'anéantissement de la communauté chrétienne palestinienne [...] Nous sommes une espèce en danger* ».

En avril 2002, le COE déclare par la voix de Tarek Mitri: un « *important mouvement d'émigration a suivi leur [les chrétiens] expulsion de leur terres ancestrales. Ainsi, ils ont été les premiers à poser le problème de l'hémorragie palestinienne dans toute son acuité. Ininterrompue mais aggravée depuis 1967, elle est principalement imputée par leurs élites, religieuses et civiles, à l'oppression de l'occupation israélienne* ».

L'argument de l'exode dû aux Israéliens servira à nier la violence islamiste envers les chrétiens qui s'illustre alors par l'occupation de la basilique de Béthléem. Tarek Mitri déclare alors: « *Malgré les déclarations sans équivoque du Patriarcat Latin et des Franciscains assiégés à l'Église de la Nativité, l'armée israélienne persiste dans son affirmation mensongère que les religieux aient été pris en otages* ». Ce texte illustre bien l'idéologie nationaliste chrétienne développée et la mythologie qu'elle entretient: « *les Occidentaux tentés de voir les chrétiens de Palestine pris en tenailles entre Juifs et musulmans ou victimes d'un double processus d'exclusion. Certains n'en parlent que pour annoncer l'éradication de la présence chrétienne en Terre sainte, sans oublier de souligner les effets d'une intolérance islamique ou d'une menace islamiste. Mais les chrétiens de Palestine voient les choses autrement. Depuis les années quarante, ils contribuent au mouvement national palestinien, dans ses multiples expressions. Livrés, aux côtés de leurs compatriotes, à la violence de l'occupation israélienne, leurs forces vives sont principalement engagées dans la résistance civile et politique.* » La négation de la violence islamiste, pourtant flagrante, est niée par la revendication d'un combat nationaliste commun.

Cette déclaration idéologique faite dans le cadre du COE n'est pas surprenante: organe de pouvoir plus que de réflexion, il suit la ligne politique définie par

ses Églises membres, notamment sur la question des relations avec l'islam. Pourtant, cette position que Tarek Mitri a présenté à Genève en 2002, diffère nettement de celle qu'il apporte sur le sujet en 1999 dans le cadre de son travail de chercheur auprès du CEMO (Conseil des Églises du Moyen-Orient): « *we see much evidence that anxiety among Christians is on the rise. The most prominent fact is that in more than one country the rate of emigration and the desire to emigrate has increased. The proportion of Christians emigrating is greater than the over-all average in their countries. No less significant than the problem of emigration are the problems associated with the migration of Christians within their own lands, their being pushed to the margins of political life and other areas of social existence, and their growing disinclination to participate effectively in public life. These factors are linked to practices and policies which, either directly or indirectly, reveal sectarian discrimination aimed at restricting religious pluralism and threatening national unity. Many are apprehensive about the increased incidence of actual violations of the civil and political rights of Christians established in the concepts of citizenship and equality. They express their legitimate apprehensions by pointing to positions adopted by fanatical groups which either call for or actually practice violence against Christians, exploiting religious arguments to justify themselves. Furthermore, Christians do not hide their anxieties about calls to institute islamic government which would re-impose upon them the status of being « patronized people » (ahl-udh-dhimmah).* »

C'est bien le risque de la *dhimmitude* qui préoccupe discrètement, mais sérieusement, les chrétiens d'Orient, et c'est là la cause principale, selon leurs chercheurs, de leur émigration. Les membres de J&P, du CCFD et de Pax Christi International, qui ont effectué un voyage au Liban en septembre 98, ne l'ignoraient pas non plus: « *des gens ont fui des régions où ils étaient minoritaires ou bien ils ont été chassés, selon une logique de « purification ethnique ». Afin que ces expulsions soient définitives, ou que les populations chassées ne soient pas remplacées par d'autres, les maisons étaient généralement dynamitées, les oliviers coupés, les églises rasées, les cimetières profanés... Avec la paix, les autorités affirment que chacun a le droit de revenir chez lui. Pourtant, le problème est loin d'être réglé. Ainsi, dans le Chouf, 25 % des chrétiens [seulement] ont pu regagner leur village. La faiblesse de ce pourcentage*

s'explique surtout par des raisons économiques: les indemnités prévues — quand elles ne restent pas dans la poche des intermédiaires — sont très insuffisantes pour reconstruire une maison [...] La question de la sécurité ne semble plus un obstacle, la réconciliation entre Druzes et Chrétiens ayant eu lieu dans tous les villages concernés, sauf un. La région de Jezzine, petit secteur chrétien du Sud-Liban, est dans une situation dramatique... Les habitants de Jezzine, soupçonnés d'être des collaborateurs, ne peuvent quitter la zone qu'avec un laissez-passer. Isolement, insécurité, réduction drastique de l'activité économique et du tourisme. La situation, en fait, pourrait se résoudre si le Liban était souverain. Car l'armée du Liban Sud, très affaiblie et peu motivée, serait prête à se retirer de la région si les autorités donnaient l'assurance que l'armée libanaise entrerait immédiatement à Jezzine, sans laisser au Hezbollah le temps de prendre le contrôle de la zone. Mais le gouvernement libanais — ou plutôt son tuteur syrien — refuse de discuter avec des « traîtres ». En fait, Damas ne souhaite pas vraiment un retrait qui mettrait les forces libanaises en contact direct avec la zone d'occupation israélienne. »

Pourtant, la version politique accusatrice d'Israël adressée aux chrétiens d'Occident, et notamment français, est reprise avec foi par ceux-ci. En témoigne les propos de Jean-Claude Petit, directeur de *La Vie*, à son retour d'un voyage de solidarité. Interrogé sur l'exode des arabes chrétiens, il répond: « *la communauté vivante, elle, son drame, c'est qu'elle connaît un exil lent mais irrémédiable, et que les événements d'aujourd'hui peuvent conduire à un exil total; et la politique de l'extrême-droite israélienne est de pousser les chrétiens à l'exil pour qu'il n'y ait plus d'intermédiaire entre le monde juif et le monde musulman pris dans ses extrémistes; [...] cet exil dure depuis longtemps, donc je ne crois pas qu'il soit lié à l'extrémisme musulman là-bas; au contraire, je pense qu'il y a même une communauté de vie assez forte: on voit ça en Galilée chez le Père Elias Chacour qui a beaucoup développé ce dialogue juifs-musulmans-chrétiens, et chez le père Choufani à Nazareth.* »

En fait, comme le note déjà en 1994 Jean-Pierre Valognes, dans son livre *Vie et Mort des Chrétiens d'Orient* (Fayard, 1994), le nombre de chrétiens n'a « *pas décliné en valeur absolue; il s'accroît même légèrement en Israël* ». C'est leur poids relatif par rapport aux Juifs et surtout aux musulmans qui diminue. La croissance démographique des Palestiniens musulmans est effectivement très importante, celle de Gaza étant même la plus importante au monde. Tandis que les chrétiens ont un taux de natalité semblable à celui des Juifs israéliens, il est inférieur de moitié à celui des musulmans. D'autre part, l'amélioration de la situation sanitaire de la population musulmane a divisé par trois sa mortalité depuis 1948, contribuant à son doublement en quinze ans à la fin des années 80 (page 572). On peut noter que la population d'Ibillin, le village où officie le père Chacour, a vu sa population passer de 4 000 à 8500 habitants entre 1965 et 1999 d'après le père lui-même.

Diverses causes contribuent néanmoins à l'émigration d'une partie des élites chrétiennes des Territoires.

Notamment, les mauvaises relations avec les musulmans et la montée de l'islamisme, qui a d'abord poussé les chrétiens à se rassembler dans certaines villes ou villages, puis souvent à envisager leur avenir ailleurs. J-P Valognes évoque les exactions dont ils auraient été victimes depuis le déclenchement de la première intifada, et cite un témoignage rapportant que le boycott agressif des commerçants chrétiens de Jérusalem aurait conduit à ce que 75 % des magasins de la principale artère commerçante chrétienne de la vieille ville passe entre les mains de musulmans¹. Leur population, culturellement plus avancée, urbaine et qualifiée, a par ailleurs été plus durement frappée par la détérioration de la situation économique. Enfin, comme pour les autres chrétiens d'Orient, l'ouverture sociale et culturelle sur l'Occident favorise leur départ.

Mais l'un des éléments politiques déterminants est le même que celui qui pousse à émigrer les chrétiens dans l'ensemble du Moyen-Orient: l'évolution du monde islamique. Le Dr Riad Jarjour, pasteur presbytérien et secrétaire général du Conseil des Églises du Moyen-Orient, auquel est demandé en 1999 comment le conseil faisait face à l'importante émigration des chrétiens de la région², répond par l'amélioration des relations islamo-chrétiennes et par la paix. Mais il reconnaît ensuite implicitement que le moyen pour les chrétiens d'améliorer les relations avec les musulmans est l'engagement nationaliste. Il considère notamment que la déclaration commune faite par les dirigeants des Églises chrétiennes et les dirigeants musulmans sur Jérusalem en 1996 a eu pour conséquence de permettre l'engagement d'un dialogue réel autour de la signification de la société civile, mais surtout elle a permis la reconnaissance des chrétiens en tant que population « *indigène à la société et à la culture de la région* »³.

Notons que ladite déclaration de juin 1996, signée aussi bien par Michel Sabbah que par le cheikh Al-Karadawi, grand théologien proche des frères musulmans, et sous l'autorité morale duquel est placé l'Institut de formation des imams dans la Nièvre, affirme que « *Jérusalem est à son peuple. Son peuple est palestinien* », avant d'appeler les gouvernements arabes à « *intensifier leur défense du caractère arabe de Jérusalem* », et d'ajouter que les plans d'Israël concernant Jérusalem « *sont un acte d'hostilité envers les Arabes, qu'ils soient chrétiens ou musulmans* ». ■

1. J-P Valognes, *Vie et Mort des chrétiens d'Orient*, p598.

2. MECC news report, hiver-printemps 1999;

3. « *The third major achievement has been to gather the region's Christian and Muslim leadership together on the public stage in Beirut in our conference entitled, « Christians and Muslims Together for Jerusalem's Sake. » This event has significantly advanced Christian-Muslim relations in the Middle East in particular. The spin-off has been to see open and serious discussion engaged on such issues as the search for a formula for a civil society and other matters related to co-existence between Muslims and Christians that touch upon the grass roots of our culture and work to offset the disturbing tendencies to religious extremism which have unsettled our region. In the wake of this conference the Arab world has seen and clearly recognized that Christians are indigenous to this region's society and culture.* »

L'appel de Jérusalem

Ci-dessous la déclaration commune de 1996,

(elle a été suivie d'une déclaration commune, y faisant référence, peu après le déclenchement de l'intifada al-aqsa).

« Muslims and Christians Together for Jerusalem's Sake » 14-16 June 1996 — Beirut, Lebanon

Driven by the suffering of Jerusalem, its people and blessed land, and in solidarity with Lebanon, rising up from its trials more strong and more firmly united, we — spiritual leaders of Arab world, both Muslim and Christian — met in Beirut from 14-16 June 1996. Grateful to the Middle East Council of Churches and the Arab Working Group on Christian-Muslim Dialogue for their invitation, we came together to speak with one voice to all the world near and far, and to all peoples and states. It is the voice of our people, Arab believers, Muslims and Christians, rising out of our common history, looking to our shared future.

The cause of Jerusalem is pivotal to us. Before it we are not factions, **none of us claims it exclusively for his faith.** We all belong to Jerusalem, we stand near Jerusalem in affection. Our faith cannot find reassurance as long as Jerusalem is in captivity. The issue of Jerusalem should not be postponed nor delayed.

Jerusalem is its people. Its people are Palestinians who, ever since Jerusalem existed and for countless generations, have lived within it. They have never been severed from it and know no other place as their capital. Separated from its history they do not know themselves. It is these people who today are suffering. Their livelihoods are at stake, they are expelled from their homes, humiliated, their land confiscated. Our solicitude for them invites us to voice a common position. Their cause is our cause. This position calls for a solution where Arab sovereignty, linking Jerusalem to Palestine, is restored. For Jerusalem is in the heart of Palestine and no political solution may sever Jerusalem from Palestine nor from its people, their heritage and identity. The holy places remain alive through the people of the Holy City who worship God and seek His blessing, through prayers and prostration and pilgrimage. Without the people, holy shrines would become museums rather than houses of invocation.

No power in the world has the right to Judaize Jerusalem, internationalize it, or deprive it of its Arab and Christian-Muslim character. No international, Arab, Christian or Muslim authority can dispose of Jerusalem's Christian-Muslim character. Any decision to this effect is void and illegitimate.

As we gather around Jerusalem and for it, we are deeply concerned by the impositions of Israel: stripping people of their land based on no right, systematically impeding constructions permits for the city's Palestinian inhabitants, persistently preventing their free access to the city, restraining the Palestinians from exercising their right to political expression, and continuing to modify its demographic configuration through the settlement of those who are not part of its original population, while expelling its native children. All of these actions violate moral principles and international covenants. They must cease immediately.

We are indignant by Israel's provocative actions which drive Jerusalemites, Christians and Muslims alike, to emigrate. Jerusalem is turned into a confiscated city while its vocation, in view of its sanctity, history and significance, is to be a place of encounter for all. Faced with this situation, we cannot but appeal to the whole world, as we bear trust for our people, their rights and their land: There is a people, the Palestinian people, whose existence and future are at risk. Let them not be left alone in their tribulation. Jerusalem is a land of encounter for its people. Do not permit that it becomes an arena echoing with memories, or a museum of holy places bereft of soul and people.

Peace is the fruit of justice. Peace can not rest, nor will it endure, upon injustice and oppression. What we fear most is that the interests of states may coincide to impose a situation where the Palestinian people are deprived of establishing an independent state, with Jerusalem as its capital, and where a full withdrawal from Southern Lebanon and the Syrian Golan Heights is not secured.

On the basis of our commitment to the cause of Jerusalem, **we call upon all Christians and Muslims of the world to support the legitimate Palestinian rights.** We call upon all the churches and Islamic bodies and organizations to look with concern to the freedom of Jerusalem and not to spare any effort, in all respects, so that justice may prevail.

We call upon nations of the world, the United Nations and its agencies, and various Non-Governmental Organizations, to offer their assistance to Palestinian institutions in Jerusalem in order to develop their infrastructure, and to continue to provide the necessary services in the social fields, in health, education and housing.

We call upon Arab governments and the Palestinian authority to unify their positions concerning Jerusalem, a historical trust for the Arabs and all people of faith throughout the world, and to intensify their defense of the Arab character of Jerusalem and its religious pluralism raising it to the stature befitting this blessed city.

As an occupying force, Israel should stop all acts which close Jerusalem in the face of its people, the Palestinians and all believers. Israel should desist from all actions that change the physical and human complexion of Jerusalem. Israel should fully recognize the rights of the Palestinian people. This is an intrinsic requirement for peace and justice. Israeli violations of Arab human rights, and offenses against Muslim and Christian holy places, could not have occurred without the support of various international powers. These powers should refrain from aiding aggression and providing support that enables Israel to enforce its plans of settlement, Judaization, displacement and destruction.

We, as Christians and Muslims, do not recognize the legitimacy of any foreign diplomatic representation established in Jerusalem and consider any such establishment to be an act of hostility against Arabs, Christians and Muslims alike.

For our part, we will be the united voice of Jerusalem and will extend support to its people in every way possible to help consolidate their presence in their own land, restore their freedom and protect their holy places.

As Christians and Muslims, we shall join efforts so that Jerusalem may become a city of reconciliation, justice and peace for all.

Jerusalem is our ascent to heaven. In spirit we were born of it. We are bonded to it with love. We are in it until God inherits the earth and all therein.

Peace to Jerusalem. May peace rest upon Jerusalem. May Jerusalem's peace rest upon world.

Approved by: From the Christian part: H.H. Pope Shenouda of the Coptic Orthodox Church of Egypt, H.B. Patriarch Parthenios of Alexandria Greek Orthodox Church, H.B. Patriarch Ignatius IV Hazim Greek Orthodox Church of Syria and Lebanon, H.B. Patriarch Zakka Iwas of the Syrian Orthodox Church, H.B. Michael Sabbah Latin Patriarch of Jerusalem, H.B. Patriarch Jean Kasparian of the Armenian Catholic Church in Lebanon, H.B. Patriarch Ignatius Haik of the Syrian Catholic Church in Lebanon, H.H. Catholicos Aram Keshishian of Armenian Orthodox Church of Cilicia, Patriarchal Vicar Roland Abou Jawdeh of the Maronite Church in Lebanon, Presiding Bishop Samir Kafity Anglican Church in Jerusalem and the Middle East, Rev. Dr. Salim Sahiouny President of the Evangelical Supreme Council in Syria and Lebanon, Bishop Hillarion Kaputji Greek Catholic of Jerusalem, and many other representatives of all Churches in the Middle East

From the Muslim part: Imam Sheik Mohammad Mahdi Shams Aldin of the Shi'a community in Lebanon, Grand Mufti Mohammad Keftaro of Syria, Mufti Mohammad Rashid Kabai of Lebanon, Dr. Mustafa AlShaka' representing the Grand Imam of Al Azhar of Egypt, Sheikh Youssef Al-Karadawi from Gulf, Sheikh Hassan Tahboub minister of Awkaf in Palestine and Dr. Hassan Selwadi representing the Grand Mufti Sabri of Jerusalem, as well as many other community leaders and intellectuals.

La condamnation de l'exclusivisme du sionisme et d'Israël

Là où les gauchistes assimilent Israël à l'impérialisme, voire au fascisme, les chrétiens dénoncent la dimension exclusiviste de la notion de peuple élu et la mettent en rapport avec l'ambition de s'approprier la totalité de la Terre. On observe là une réminiscence de la théologie antijudaïque, qui permet de masquer les véritables enjeux: la revendication ethnique et nationaliste des Arabes chrétiens, qui s'étend à tout Israël et condamne en fait la notion d'État juif, comme le fait le père Chacour. La bordure libanaise restant zone de guerre après la naissance de l'État d'Israël, les villageois qui y vivaient ont été relogés dans les années 50 en Galilée. Ce fût le cas du père Chacour qui, s'adressant à un auditoire nîmois en 2001, transforma cet événement en épisode de purification ethnique: « *je me suis demandé: qu'en est-il du soldat juif qui a détruit la maison paternelle? J'ai dû reconnaître que ce soldat juif n'était pas né juif, il est né bébé à l'image, avec la ressemblance de Dieu. [...]. Qu'en est-il de cette armée qui a détruit mon village dans un temps de paix, quatre ans après la création de l'État... qui a ethniquement nettoyé mon pays de mon peuple et l'a réduit à l'état de réfugiés?* »

Un participant au voyage des « Amis de *La Vie* » (mené par J-C Petit en avril 2002), rapporte encore la vision d'Israël du prêtre galiléen: « *Elias Chacour [...] ne mâche pas ses mots pour stigmatiser la situation dans laquelle sont enfermés les Palestiniens. Ici, nous dit-il, on ne cherche pas d'abord qui est chrétien ou musulman, on est palestinien* », puis faisant visiter l'établissement qu'il fait financer (dans l'État d'Israël) par des chrétiens occidentaux, il ajoute: « *vous faites une promenade à travers l'Avenir de la Palestine!* ».

Ce nationalisme exacerbé, cette négation de toute légitimité d'un État des Juifs, n'a cependant pas empêché le pape Jean-Paul II de nommer, en avril 2003, le père Chacour conseiller auprès du Vatican pour les relations judéo-chrétiennes au niveau international (d'après l'information communiquée par les services du père Chacour à « The Holy Land Christian Ecumenical Foundation »).

Ainsi, les chrétiens s'alignent-ils sur les positions maximalistes palestiniennes, refusant la souveraineté politique aux juifs. Désormais, la commission J&P de Jérusalem est dirigée par les pères blancs, liés au catholicisme français au Proche-Orient: leur travail consiste largement à explorer les rapports islamo-chrétiens et la situation des chrétiens en Orient (leur revue *Proche-Orient chrétien* s'y consacre). Il est intéressant de noter que les pères blancs se consacrent également aux relations islamo-chrétiennes au sein du monde chrétien, avec notamment leur revue *Se comprendre...*

Sous couvert d'éducation culturelle, voire artistique, sont soutenus des projets surprenants. Ainsi, en avril 2003, Caritas-France communique sur le projet qu'elle

soutient: la distribution de revues destinées aux « *enfants arabes d'Israël et des territoires occupés et autonomes* ». Bien que l'association assure les distribuer dans les hôpitaux et parle de sa préoccupation en matière de « *développement de l'éducation culturelle et artistique des enfants* », elle nous confie que ces « *publications relatent des chants, contes, jeux et dialectes palestiniens pour enseigner aux enfants moralité et civisme. Les traditions culturelles qui tendent à disparaître peu à peu et l'identité nationale sont des composantes majeures de leur éducation* ». En fait, « *le renforcement de l'amitié et de la fraternité entre les enfants palestiniens, chrétiens ou des autres religions est, en particulier, visée* ».

Voici donc le Secours Catholique engagé dans la promotion du nationalisme arabe auprès des enfants arabes des Territoires et d'Israël. Au nom de l'arabisme préconisé par des idéologues chrétiens (d'Al-Liqa ou de J&P) comme seule chance de maintien des chrétiens en Terre sainte. Les associations catholiques renforcent ainsi les tendances à l'éclatement au sein de la société israélienne entre Arabes et Juifs.

Cette opération, à laquelle est liée une ONG française, a des sœurs jumelles au sein des institutions chrétiennes, et notamment catholiques, dans les Territoires. On peut ainsi citer les *Contes moraux de la Palestine*, projet de l'Educational Arab Institute, affilié à l'organisation catholique Pax Christi-International: en extrait de cette collection, « *destinée à explorer les diverses expressions de l'héritage et de la culture palestinienne* », est présenté un texte d'un ouvrage rédigé par Toine Van Tefelen, chrétien hollandais détaché par les Églises des Pays-Bas. Ce texte, intitulé « *une femme palestinienne et un enfant israélien* », raconte l'histoire d'une femme palestinienne qui, bien qu'ayant perdu l'enfant qu'elle portait après avoir inhalé des gaz lacrymogènes tirés par des soldats israéliens, décide peu après de sauver un enfant israélien d'une chute d'un escalier mécanique, plutôt que de « *le laisser mourir comme les soldats avaient laissé son propre enfant mourir* ».

Le séparatisme est prôné au sein des populations arabes israéliennes d'une façon systématique, faisant des Arabes israéliens des « *Palestiniens de l'intérieur* », assimilant leur sort à celui de leurs frères des Territoires, au nom d'une humiliation commune: s'ils ne sont pas sous couvre-feu, ils sont néanmoins aussi discriminés comme citoyens de second rang, soumis en un mot, eux aussi, à l'« apartheid ». C'est ce que dit Elizabeth Bourrel, de J&P et de *Chrétiens et Proche-Orient* dans le bulletin de Juin 98 de J&P. Sous le titre « *Palestine: non à la bantoustisation* », elle écrit sous le titre « *les Arabes israéliens exigent l'égalité* »: « *Non-discrimination, dignité, justice: telles sont les conditions avancées par les Palestiniens pour devenir un peuple libre.* » ■

La politisation du thème de la paix

La thématique centrale du message politique contemporain du christianisme, concernant le Proche-Orient, « *Pas de paix sans justice* », est ambivalente. L'invocation de la justice (dont les données sont l'objet d'une discorde) peut en effet aboutir à légitimer, dans un deuxième moment, la guerre, désormais devenue « *résistance* » – « *justice* » oblige —, voire même la violence physique des musulmans palestiniens, sans pour autant la revendiquer pour les chrétiens. Elle permet ainsi de se livrer à une forme de guerre « *chrétienne* », une guerre psychologique, la « *résistance* ».

C'est sur ce terrain que s'est engagé le combat chrétien palestinien avec une malhonnêteté confondante. Si nous entendons en France un discours basé sur la paix, le dialogue entre « *partenaires de paix* », le sens que prennent ces mots pour les nationalistes chrétiens est en effet bien différent car leur message doit être écouté jusqu'au bout: il ne s'agit pas de paix, mais de « *paix dans la justice* », autrement dit d'une paix conditionnelle. Il s'agit encore de « *paix durable* », une notion évoquant irrésistiblement la « *trêve* » islamique: les nationalistes chrétiens reconnaissent ainsi que la paix d'Oslo n'était pas une vraie paix, juste une trêve.

Que signifie par ailleurs le « *pacifisme* » pour ces nationalistes chrétiens? Il s'est produit une confusion entre pacifisme et résistance non-violente. L'« *oppression* » israélienne est considérée comme un fait entendu, à propos duquel chrétiens et musulmans ne divergent pas. La frustration et la haine sont ainsi considérées comme justifiées et même normales par les chrétiens, qui disent se distinguer néanmoins des musulmans dans leur effort de la contrôler, au nom de l'enseignement de Jésus, pour ne pas la transformer en violence physique.

Ils revendiquent, ce faisant, des techniques non-violentes pour vaincre leur ennemi: la diffusion de la Parole évangélique à destination des Juifs et de ses exigences de pénitence et de réparation pour arriver à la réconciliation. En pratique, cependant, les moyens employés relèvent des techniques s'apparentant à la subversion et à la guerre psychologique, élevées en méthodes de conquête du pouvoir par les révolutionnaires marxistes-léninistes à partir des années 60.

Les sectes protestantes anabaptistes ont joué un rôle important dans le développement de ce mouvement, en créant pour le compte d'Elias Rishmawi le « *Centre pour le Rapprochement entre les peuples* » à Beit Sahour, en fief chrétien. Ce nom trompeur abrite en réalité une structure destinée au leader chrétien de l'intifada de 1987, afin de reprendre la lutte nationaliste contre Israël. Ce centre servira de base à la création de l'« *Alternative Tourism Group* » en 1995, qui est à l'origine de l'organisation des délégations de pèlerins occidentaux à la rencontre des « *Pierres vivantes* ».

Cette thématique en trompe l'œil du « *pacifisme* » et de la « *paix* », est employée massivement dans le sillage des fondateurs de Sabeel, notamment Jean Zaru et Elias Chacour. Le COE y recourt aussi pour intervenir auprès des nationalistes chrétiens depuis le milieu des années 90: son « *Program to overcome violence* » avait alors été étendu à Béthléem. Mais c'est surtout à partir de l'an 2001, dans le cadre de la DOV (Decade to Overcome Violence/Décennie pour Vaincre la Violence) que cet activisme politique va se déployer. Ce programme, (repris par l'UNESCO sous le nom « *décennie pour une culture de la paix et de la non-violence* », DCPNV), qui a pour but de lutter contre la violence partout dans le monde, en accord avec l'enseignement de l'Église, a su attirer à lui les efforts de l'Église catholique, au sein d'une plateforme commune nommée « *Décennie* ».

Or, courant 2001, le COE décide dans le cadre de ce programme de faire de l'année 2002 l'année de la campagne « *Mettons fin à l'occupation illégale de la Palestine: soutenons une paix juste au Moyen-Orient* ». Cette campagne « *a pour but de mobiliser les Églises membres et les partenaires [...] pour qu'ils travaillent ensemble à mettre fin à l'occupation, ce qui est le moyen de s'attaquer aux causes profondes du conflit israélo-palestinien, d'aider à la mise en place d'un État palestinien viable et de préparer l'avènement en Terre sainte d'une paix négociée, répondant aux exigences de sécurité et de justice.* » Ainsi le COE cautionne lui aussi la mise en place de pressions et de sanctions afin d'obtenir une évacuation sans contrepartie des Territoires: « *il envisage l'organisation d'une conférence internationale sur l'occupation illégale de la Palestine* » [souligné dans la déclaration de septembre 2001 du comité exécutif du COE], il appelle au boycott des produits en provenance des implantations, il appelle les Églises membres à la « *résistance non-violente* », à organiser des veillées de prières et, de manière générale, à se concentrer au cours de l'année 2002 sur des efforts visant à mettre un terme à « *l'occupation illégale de la Palestine* ». Mais plus encore, il met en place une mission d'interposition, les EAPPI (Ecumenical Accompaniment Program in Palestine and Israël), dont les participants « *suivent et rapportent les violations des droits de la personne et du droit humanitaire international, soutiennent les actes de résistance non violente aux côtés des Palestiniens chrétiens et musulmans locaux et des militants pacifistes israéliens, offrent une protection par leur présence non violente, mènent une action de promotion au niveau politique et, de manière générale, manifestent leur solidarité aux Églises et à tous ceux et celles qui luttent contre l'occupation.* »

C'est dans ce cadre que le pasteur Guillaume de Clermont, de l'Église réformée, lance le projet « *Hosanna* », destiné à entraîner les pèlerins protestants à la rencontre des « *Pierres Vivantes* ». Quant

à l'association française « *Décennie* », si elle s'est dotée d'un comité de parrainage prestigieux mais eclectique, où J-A de Clermont cotoie José Bové, Ignacio Ramonet ou René-Samuel Sirat, et que son programme semble largement consensuel « *nous voulons participer à la mise en place d'une économie internationale basée sur un commerce équitable, la justice sociale, un développement durable et le respect de l'environnement, promouvoir une diplomatie qui mette au premier rang la défense des Droits humains et la résolution non-violente des conflits...* », elle réunit néanmoins la plupart des ONG et organisations chrétiennes impliquées dans le conflit, (Pax Christi, Mouvement International de la Réconciliation (MIR), Centre Quaker International, CCFD, Justice et Paix France, Pax Christi France...) en plus d'acteurs non-religieux, ce qui se reflète dans son implication au sujet du conflit israélo-palestinien. Elle relaie notamment la pétition de l'EAI de Béthléem pour « *le droit à l'éducation des enfants palestiniens* », demandant à l'UNESCO et l'UNICEF que des pressions soient entreprises contre Israël « *pour qu'il respecte la légalité internationale* ».

La violence est légitimée comme étant au service de la justice, ou excusée comme expression du désespoir auquel ont été conduits les Palestiniens. La déclaration commune de mai 2002 signée des présidents de J&P et des grandes ONG chrétiennes, la CIMADE, le CCFD, Pax Christi France, Caritas France, revendique clairement la légitimation de la violence palestinienne: « *Amener les Palestiniens à renoncer à tout espoir afin d'assurer la sécurité d'Israël est une stratégie non seulement inacceptable, mais dangereuse pour la paix dans toute la région* ».

Mais le message n'ayant probablement pas été considéré comme suffisant par les signataires, le 1^{er} Juin 2002, ils publient un appel titré « *La Paix exige le respect du Droit* », enrichi de la signature de deux évêques, de Christian Mellon (secrétaire général de J&P) et de responsables de diverses organisations catholiques (la Coopération missionnaire, la Custodie de Terre sainte...), dans lequel ils affirment que les opérations

militaires « *ne feront taire la revendication palestinienne* ». Et d'exiger comme préalable à la reprise des négociations la reconnaissance par Israël « *du droit des Palestiniens à disposer d'un État viable* ». Faisant peser sur Israël la faute de l'emploi de la force, ils exigent des sanctions (suspension des accords de coopération européens). Cette défense de l'usage de la violence fait mine de trouver une justification dans l'occupation par Israël de la Cisjordanie depuis l'attaque jordanienne de 1967, un territoire qui avait été lui-même annexé par la Jordanie, lors de la guerre de 1948. Mais en réalité, les chrétiens arabes maintiennent l'ambiguïté sur l'étendue de l'occupation (les territoires de 1967 ou l'Israël de 1948?).

Mgr Sabbah offre sa clé de lecture sur les causes de la violence, dans un article publié en mai 2002: « *La cause de toute violence étant l'occupation militaire israélienne des Territoires Palestiniens, finie l'occupation, la violence cessera* ». « *Le conflit entre les Palestiniens et les Israéliens n'est pas fondamentalement une question de terrorisme palestinien qui menace la sécurité ou l'existence de l'État d'Israël. À la base se trouve l'occupation militaire israélienne qui provoque la résistance palestinienne, et celle-ci, à son tour, est ressentie comme une menace pour la sécurité d'Israël. Continuer à parler de terrorisme palestinien, sans voir le droit des Palestiniens à la liberté et à la fin de l'occupation, c'est se condamner à ne pas voir la réalité, à rester donc impuissant à trouver une solution* ».

Quant à l'Alliance réformée mondiale, à laquelle appartient l'Église Réformée de France, elle publie dans la version en français de son trimestriel *Update* un article intitulé « *L'an prochain à Jérusalem* ». En commentaire d'un appel des Églises d'Orient de juin 2001, demandant « *la protection de tous les habitants* », le rédacteur commente: « *une allusion discrète aux centaines de Palestiniens (dont beaucoup d'enfants) morts du fait de l'armée israélienne et des colons depuis l'année dernière. Les forces paramilitaires palestiniennes ont répliqué en tuant un nombre moindre d'Israéliens, dont également beaucoup d'enfants.* » Ainsi, les « *forces paramilitaires* » n'ont-elles fait que « *répliquer* »... ■

Les relations islamo-chrétiennes face au monde juif et à la Shoa

Le conflit israélo-palestinien est tenu pour largement responsable de l'état des relations islamo-chrétiennes. Ayant renoncé à la violence, cherchant un compromis avec un islam qui, lui, n'a pas encore cherché à accomplir ce chemin, les Églises mondiales, européennes et françaises, cherchent à tout prix à éviter les sujets de conflit. Cette attitude consiste largement à considérer qu'une coexistence est possible sans qu'aucune des parties ne se mette en cause.

Le comité « Islam en Europe¹ », qui réunit catholi-

ques et protestants, à l'issue du mandat de son équipe, a déclaré le 18 mars 2003: « *Le comité a inévitablement dû réagir aux événements planétaires ayant de l'impact sur les relations islamo-chrétiennes européennes. Il a donc discuté des implications de la crise iraquienne actuelle et des conséquences d'une éventuelle guerre, ainsi que de la poursuite du conflit en Terre sainte. Sur ce plan, le comité a été frappé de l'unanimité des responsables d'Églises européennes et du monde pour s'opposer à ce que la crise soit résolue par le recours à la guerre plutôt que par un travail au sein des*

Nations-Unies, et par la collaboration active des chrétiens et des musulmans de l'ensemble de l'Europe et du monde » et de conclure « ce comité continue, avec beaucoup d'autres, à prier, travailler et espérer pour qu'adviennent la justice et la paix, particulièrement en Iraq et en Terre sainte. »

Le conflit israélo-palestinien est donc perçu comme cause de confrontation islamo-chrétienne potentielle mais, étrangement, les chrétiens d'Occident n'envisagent pas de dialoguer avec les Juifs sur cette question ; seulement avec les musulmans. Ils n'envisagent que de faire entendre la « voix de la raison » aux Juifs, c'est-à-dire la parole de l'Évangile comme nous le verrons. Comme si les Juifs n'étaient finalement tenus que pour des chrétiens dissidents ou défailants. Le fait que les relations avec l'islam relève du Conseil pontifical inter-religieux, tandis que les relations avec le judaïsme relève d'une commission du Conseil pour l'unité des Chrétiens prend une résonance on ne peut plus significative sur ce plan là.

Cette option concerne bien l'essentiel du monde chrétien occidental. On la retrouve chez les catholiques néerlandais, co-promoteurs de l'Euro-Arab Dialogue Project From Below (EAD), qui, invoquant un dialogue avec les sociétés musulmanes afin d'« éviter le choc des civilisations », s'engage en réalité dans le soutien au nationalisme palestinien, au travers de son action dans le cadre de l'Arab Educational Institute de Béthléem.

L'enjeu en fait n'est pas seulement le dialogue avec les pays musulmans mais aussi et peut-être surtout le dialogue avec les musulmans en Europe : les chrétiens établissent fréquemment un lien entre les deux sujets. Cette tendance à considérer d'une même manière les relations avec l'islam à l'intérieur et en dehors des frontières européennes, se retrouvent jusque dans des détails, comme cette présentation d'un DESS en Management interculturel et médiation religieuse de l'ISTR, qui s'adresse notamment aux « entreprises publiques (SNCF, Hôpitaux, etc.) et privées lorsqu'elles choisissent de s'implanter dans un quartier « difficile » ou dans un pays « à risque » (Sociétés implantées dans le monde musulman...). » De rares voix dissidentes tentent néanmoins d'interroger le rapport de l'islam à la violence.

Pourtant, cette instrumentalisation des Juifs dans le rapport islamo-chrétien se fonde sur une hypocrisie flagrante : aussi bien les chrétiens d'Orient que ceux d'Occident n'ignorent rien de la réalité sur le terrain. Les persécutions sont tues.

Israël doit se repentir

L'acceptation par les chrétiens de leur culpabilité vis-à-vis du tiers-monde les rend aptes à faire la paix avec l'islam, de sorte que les Juifs apparaissent en retour arrogants, pêcheurs et non-repentants envers les Palestiniens, au risque de causer la guerre. Mieux, si les chrétiens ont fait repentance pour la Shoa, les Juifs doivent maintenant faire repentance pour la

nakbah nous hurle aux oreilles Jerry Levin et nous sussurent aussi des Français. Le transfert de culpabilité que permet cette théologie est flagrant. Il est partout question de repentance. Mgr Sabbah en parle dans sa première déclaration lors du déclenchement de l'intifada, qu'il justifie par ailleurs.

Quant aux responsables catholiques, ils semblent donner un tel sens à la parole du pape à propos du conflit, que se presse d'amplifier Mgr Sabbah, qui montre que ce discours, loin d'être condamné, semble être partagé. Du discours tenu par Jean-Paul II dans la perspective de la Journée Mondiale de la Paix (du 1er janvier 2002), les observateurs ont retenu « *Pas de paix sans justice, pas de justice sans pardon* » : le pape déclare notamment que « *la vraie paix est donc le fruit de la justice* », et il reconnaît que sa méditation, notamment sur le thème du Pardon, l'amène à penser à ce qui se passe en Terre sainte². Il affirme que le « *recours continu à des actes de terrorisme ou de guerre, qui aggravent la situation pour tous et qui assombrissent les perspectives, doit enfin céder le pas à une négociation qui résolve les problèmes. Les droits et les exigences de chacun ne pourront être dûment pris en compte et pondérées de manière équitable que dans la mesure où prévaudra chez tous la volonté de justice et de réconciliation.* »

Si on ne peut qu'appeler à la cessation de la violence et à la recherche d'une conciliation, sinon d'une réconciliation entre toutes les parties, encore faudrait-il ne pas détourner des principes moraux ou religieux en une dialectique de rejet au service d'objectifs politique bien arrêtés, comme le font la plupart des « théologiens » des Territoires. Dans un sermon tenu en la cathédrale de Westminster à Londres en mai 1998, le chanoine anglican Naïm Ateek compare d'une façon insoutenable le sort fait aux Juifs par les nazis, et celui fait aux Palestiniens par les Israéliens. Il invoque la Mémoire : « *From the perspective of the powerful Zionists, the taking over of Palestine represented the success of their project. Drunk with their impressive victories, they imagined that no one would remember the catastrophe of Palestine. It is reported that while Hitler was massacring millions of Jews, Gypsies, Poles, Slavs, and people with physical or mental disabilities, he quipped, « Who remembers the Armenian massacres ? » (Amos Elon, « The Politics of Memory, » New York Review of Books, October 7, 1993) Hitler was wrong and the Zionists were wrong. The Armenians remember their genocide, Jews remember their holocaust, and the Palestinians remember their Al-Nakbah (catastrophe).* ». Puis il invoque Dieu, « *qui se soucie toujours des peuples faibles et opprimés*³ », Dieu, dont la volonté est que justice soit faite afin que les hommes vivent en paix et en sécurité. Façon diplomatique d'éluder, sinon de justifier, la violence islamiste. Et d'en arriver à la « *nécessaire libération de tous les prisonniers* », le retour des réfugiés, l'établissement d'un État palestinien souverain avec Jérusalem comme capitale.

Mais le défi qu'il considère concerne en fait le pou-

voir israélien, afin « qu'ils admettent l'injustice et qu'ils témoignent de leur volonté de faire repentance ». Citant l'Évangile de Jean, il rappelle que ceux qui refusent de se confronter à et de reconnaître la vérité resteront esclaves de la tromperie et du mensonge, constamment sur la défensive, tandis que la Vérité ouvre sur le Pardon et la Réconciliation. Il considère que les accords d'Oslo ont failli car ils ont signifié pour beaucoup la reconnaissance de l'injustice sans la reconnaissance de la Faute. Or, cette reconnaissance ne signifierait pas la fin d'Israël, mais « son humanisation et la fin de son arrogance ». Il rappelle aux chrétiens que Dieu n'appartient à personne exclusivement, et que toute conception de Dieu qui nie et exclue l'Autre doit être rejetée. Il appelle à ce que, pour que la Paix advienne, les Juifs sachent considérer Juifs et Arabes à égalité, ce qui se traduit selon lui, en termes de foi, par « aime ton prochain comme toi-même ». Ce sermon n'est que l'un parmi les nombreux propos, tenus aussi bien par des protestants que des catholiques, qui induisent l'idée d'une paix seulement possible par la repentance politique, mais aussi théologique des Israéliens juifs.

La guerre faite à la théologie d'après la Shoah

On note néanmoins qu'en France, ce discours ose moins s'affirmer, et tout le monde en a conscience, à commencer par les chrétiens d'Orient qui trépignent devant ces cercles judéo-chrétiens où se pratiquerait une théologie contaminée par la culpabilité. C'est ainsi que Rafiq Khoury, éminent théologien latin, confie : « Une théologie qui relève du domaine psychologique [plus] que du domaine strictement théologique : Nous savons que cette théologie s'est développée surtout dans un Occident traumatisé – et avec raison — par le phénomène de l'antisémitisme, dont la Shoah [...] reste l'expression la plus diabolique. [...] l'antisémitisme et ses multiples expressions [...] ont abouti en Occident à un complexe de culpabilité envers le peuple juif. Or, un tel complexe ne constitue pas une atmosphère saine et sereine pour développer une théologie équilibrée sur les questions que pose le conflit en Terre sainte. Il est, en effet, difficile de tracer les frontières entre le psychologique et le théologique dans une telle réflexion. Ne peut-on pas penser que l'antisémitisme et le philosémitisme relèvent tous deux d'une attitude psychologique parfois déséquilibrée, qui cherche dans la théologie des justifications, pour le moins contestables. Tant qu'on reste sous la pression de cette sphère psychologique, la voie est ouverte aux mythes, aux tabous, aux forces occultes, aux motivations inconscientes, qui aboutissent toutes à une pensée aliénée et aliénante. Seule la vérité est libératrice. » Selon Khoury, le dialogue culpabilisateur qu'ont entrepris, après la Shoah, catholiques et juifs, particulièrement en France, a donc aliéné la théologie chrétienne.

Les paroles d'avril 2002 du prêtre oriental francophone Tarek Mitri, en charge du dialogue interreligieux au sein du COE (le « Vatican protestant », basé à Genève)¹, leur font écho : « La paix en Palestine

ne se construira pas en suivant le cours d'un dialogue entre monothéistes dans une fraternité abrahamique mais pourrait en être le fruit si la rencontre interreligieuse s'inscrit dans une recherche commune de la justice. Ainsi la fraternité abrahamique retrouverait son vrai sens, celui qui fut souvent embrouillé dans une verbosité stérile et, plus grave, menacé par les ambiguïtés du discours sur la réconciliation entre les enfants d'Israël et ceux d'Ismaël. »

Ce à quoi appellent ces chrétiens d'Orient, c'est à un christianisme décomplexé mais il restent, pour ce qui les concerne, en proie au mépris traditionnel envers les Juifs. La rencontre entre Occidentaux et Orientaux autour de ce thème et dans cette direction manifeste malheureusement le pouvoir de séduction conservé d'une théologie antijudaïque qui redonne au christianisme son plein magistère moral, face à une théologie occidentale de l'après-Shoah, désorientée, qui, si elle a permis au christianisme de faire de grands pas en direction de l'autre, laisse les institutions, notamment missionnaires, dans un certain malaise, et les fidèles dans un inconfort moral, une intranquillité, apte à éveiller les consciences, mais aussi à trop les empêcher de dormir au goût de beaucoup.

La « théologie contextuelle » leur a permis de se réapproprier un héritage biblique qu'ils rejetaient, au risque de s'islamiser. Mais elle entraîne une instrumentalisation du texte biblique, dans une lecture où le peuple palestinien dans son ensemble est substitué au Peuple élu de la Bible et au Jésus crucifié des Évangiles, tandis que les Juifs sont irrémédiablement du côté des pêcheurs et des ennemis de Dieu.

La culpabilisation infondée

Ces responsables chrétiens d'Orient le revendiquent d'ailleurs. La culpabilité des chrétiens envers les Juifs est infondée, elle est la source d'une injustice aujourd'hui, et celle-ci doit cesser. Elisabeth Bourel, de la commission Justice & Paix-France, ne fait que reprendre cette idée quand elle explique⁴ que ceux qui sont opprimés aujourd'hui sont les Palestiniens, et non les Juifs qui l'étaient hier. Et ce message se diffuse : ainsi, ce membre du voyage d'*Hosanna*, qui croit voir à Hébron les victimes des nazis prendre la place de leurs bourreaux (« Sur les portes, sur les rideaux métalliques baissés les colons juifs (ou les soldats ?) ont dessiné des croix juives pour indiquer sans doute que ces lieux feraient partie, un jour, de leur colonie toute proche. Comme si l'étoile juive de 1940-1944 ressuscitait dans un contexte inattendu⁵... »).

Soudain, le conflit israélo-palestinien semble pouvoir servir d'alibi à un allègement de la conscience chrétienne. A cela travaillent en effet largement les chrétiens palestiniens pour populariser cette théologie en Occident et ils rencontrent apparemment le Vatican sur ce point : le thème du pardon et de la repentance, évoqué dans le cadre du message pacifiste, sont largement évoqués dans le cadre d'amalga-

mes avec la Shoa : or, il est certain que ceux-ci ne sont pas fortuits. L'insistance avec laquelle les théologiens chrétiens palestiniens Chacour, Ateek, Sabbah même, tout comme les nationalistes musulmans, identifient les Juifs aux nazis incite les Occidentaux à se débarrasser de leur mauvaise conscience. En fin de compte, c'est l'occasion de refermer la parenthèse de la tentative de dialogue avec le judaïsme, pour revenir à la théologie traditionnelle du mépris, aussi bien politique, culturel que théologique.

L'évolution des Anglo-saxons

Et l'évolution théologique au sein du monde anglo-saxon laisse présager un pénible retour de la barbarie. Ainsi, le théologien catholique irlandais M. Prior, dirigeant de la Faculté catholique de théologie St Mary en Angleterre se spécialise-t-il sur Israël et la théologie juive, telle qu'il la conçoit. Dans l'introduction à un article qu'il publie dans la revue intellectuelle du milieu pro-arabe américain, dénommée trompeusement *Americans for Middle East Understanding*, on peut lire : « *Yahvé est-il le grand purificateur ethnique ? N'a-t-il pas commandé aux Israélites de débarrasser leur terre des ses peuples indigènes ? Peu de bibliistes veulent se confronter à ces questions. Le révérend Michael Prior le veut. Il est allé dans la Terre sainte d'aujourd'hui et y a vu la variation contemporaine d'un génocide bibliquement approuvé.* »

L'évolution des catholiques

La théologie de la libération palestinienne (TLP) est en fait une variante « contextualisée » de la théologie de la substitution, doublée d'un enseignement du mépris lui aussi à peine actualisé. Elle fustige l'exclusivisme israélien, son arrogance fondée sur la force et l'oppression, à laquelle elle oppose le droit à la dignité et à la justice pour les opprimés, que Dieu soutient et considère comme son vrai peuple.

Elle a connu un grand succès au sein de nombreuses Églises protestantes, en Europe du Nord et dans le monde anglo-saxon, mais aussi dans des milieux catholiques, notamment missionnaires. Le Vatican, en nommant Mgr Sabbah au Patriarcat de Jérusalem, puis en laissant diffuser un discours souvent proche ou inspiré de cette TLP dans les organisations catholiques, a largement favorisé une évolution au sein de ses institutions internationales. On constate à la fois la diffusion d'un antisionisme virulent et d'un engagement radical en faveur du nationalisme palestinien, ainsi qu'un retour assumé de l'antijudaïsme.

Sami Aldeeb et Pax Christi

Ainsi, Pax Christi-Suisse Romande⁶ a publié le travail d'un prêtre latin d'origine palestinienne, Sami Aldeeb⁷, sur les discriminations dont seraient victimes les Palestiniens⁸. C'est en pleine conscience que cette association catholique le fait. Elle affirme en effet en préface : « *par cette publication, Pax Christi-Suisse*

romande entend contribuer à une meilleure compréhension de la souffrance du peuple palestinien, accusé de « squatter » sa propre maison. [...] En faisant connaître le système de répression mis en place, Pax Christi-Suisse romande désire sensibiliser l'opinion publique et les milieux chrétiens. Nous risquons fort d'être assimilés aux mouvements antisémites (mais les Palestiniens ne sont-ils pas aussi des sémites ?) et anti-sionistes (mais cette philosophie raciale n'est pas interchangeable avec le judaïsme). Cette étude nous fait toucher du doigt un système d'agression permanente aux droits de l'homme. Ce système ne peut qu'engendrer et maintenir la violence et la haine. Il faut que nous le sachions et que le sachent aussi les Juifs, nos frères en Jésus-Christ. »

Dans son texte, S. Aldeeb commence par établir un lien entre la paix et le respect des droits individuels, en particulier en fonction de l'appartenance religieuse⁹. Puis il met aussitôt en cause le traitement réservé aux non-Juifs par l'État d'Israël du fait-même de sa nature d'État Juif. Il invoque ensuite les « *expulsions des non-Juifs* » dans le cadre d'une « *guerre psychologique [...] accompagnée de massacres réels* », la « *destruction des localités des non-Juifs* », avec plantation « *sur leur emplacement des forêts pour effacer leurs traces* », afin d'asseoir le « *mythe [...] d'un pays désert* », auquel « *il faut ajouter un très grand nombre de tribus expulsées ou massacrées* » tandis que « *ceux qui y sont restés ont été logés par force dans des ghettos* ». Il évoque ensuite la « *confiscation des biens des non-Juifs* », puis le « *remplacement des non-Juifs par des Juifs* », avec l'appui de « *moyens de pression, même illégaux, [...] utilisés pour les attirer [les Juifs] et les garder en Israël* », pressions que subirait aujourd'hui les Juifs soviétiques. Les expulsions auraient repris en 1967, maquillées en départs volontaires, et sous la forme de « *déportation des femmes sans cartes d'identité militaires, mariées à des Palestiniens des territoires* », qu'Israël déporte « *avec leurs enfants, séparant ainsi les membres de la même famille. Cela se passe souvent pendant la nuit* ». De même les destructions de villages, dont Emmaüs, et deux autres, où « *les vieux et les malades qui n'ont pas pu partir, ont été tués vivants sous les décombres de leurs maisons* » (sic). Le texte se poursuit par l'évocation de plans de « *transfert général* » des populations des territoires, l'inégalité en matière de droits politiques (pour comparer selon lui, « *il suffit de voir les postes occupés par des Juifs en France et aux États-Unis malgré le petit nombre de leurs communautés qui ne dépassent guère le 2 % de la population* » (sic), des discriminations économiques, culturelles, une « *parodie de justice* », une « *répression aveugle* », utilisant à l'appui de ses affirmations plusieurs publications de la commission Justice & Paix de Jérusalem, pour continuer sur les mesures prises selon lui pour pousser, voire forcer, les non-Juifs à se convertir au judaïsme, puis par une évocation des lois de Nuremberg. Ce texte conclut que l'idée que la paix est liée à la capacité d'Israël à cesser de « *s'entêter* » contre le principe de justice, c'est-à-dire le « *au droit du retour* » des enfants des réfugiés palestiniens¹⁰, mais

surtout à l'abrogation du caractère juif de l'État¹¹.

Ce prêtre, dont les écrits sont par ailleurs hébergés sur le site du patriarcat, diffuse des appels à la haine, non seulement politiques mais religieux. Dans un article intitulé « *La Victoire posthume de Hitler*¹² », hébergé sur le site du patriarcat latin de Jérusalem, S. Aldeeb se demande si les nazis fuyant l'Allemagne ne se seraient pas réfugiés en Israël, en utilisant les passeports des Juifs assassinés : « *Est-ce que les nazis ont pris possession de ces passeports pour se réfugier en Israël sous de faux noms juifs ? [...] Les historiens doivent trouver une réponse à cette question. Mais ce qu'on sait est que l'État d'Israël a adopté immédiatement après sa création une politique de destruction et de nettoyage ethnique à l'égard des non-Juifs, politique que M. Sharon est déterminé à poursuivre ces jours-ci.* » puis de poursuivre : « *Cette politique n'est pas très différente de celle adoptée par les nazis. Sommes-nous aujourd'hui à la veille de la victoire posthume de Hitler et de l'idéologie nazie au Proche-Orient ?* »

« *Après la Seconde Guerre mondiale, l'Occident a décidé de se dédouaner en créant l'État d'Israël auquel il a fourni l'argent et les armes. Cet État s'est empressé à pratiquer une politique apparentée à celle de Hitler¹³ : en vidant la Palestine de la plupart de ses habitants non-juifs, en détruisant 81 % de leurs villages et en les dépossédant de leurs terres et de leurs biens. Cette politique d'expulsion des non-Juifs, de destruction et de dépossession de leurs biens a été poursuivie après la guerre de 1967.* » Comment se traduirait donc la « Justice » susceptible de permettre la paix selon lui ? « *Les Juifs qui réclament de la Suisse que justice leur soit faite doivent aussi faire leur propre examen de conscience, créer une Commission Bergier pour enquêter sur les crimes israéliens et permettre aux réfugiés palestiniens de quitter les camps de concentration pour revenir dans leurs terres. Sans cela, la justice serait unilatérale.* » On retiendra uniquement de ces propos que l'idée qui se profile à nouveau, est celle d'une nécessaire repentance envers les Palestiniens, semblable à celle que les peuples chrétiens, sinon les Églises elles-mêmes, ont su accomplir envers les Juifs.

C'est en fait le judaïsme lui-même qui pose problème à S. Aldeeb : ainsi, il affirme dans un article de 2002¹⁴, « *Parler de la « Terre Promise » signifie que les habitants non-Juifs de cette terre n'ont pas le droit d'y rester. Un des résultats de cette conception est la destruction de 385 villages palestiniens et l'expulsion de leurs habitants non-Juifs* ». Il poursuit son intelligence du judaïsme : « *Les rabbins ont aussi développé le concept de la rédemption qui signifie que toute parcelle de terre prise aux non-Juifs devient sacrée. Certains citent même aujourd'hui des textes de Maimonide pour justifier le massacre des habitants non-juifs de la Palestine, y compris les petits enfants.* »

« *Les juifs doivent prendre garde face à de tels arguments parce qu'ils signifient que Dieu est un voleur, un meurtrier et un boucher. Je ne nie pas que la Bible contient des versets qui confirment de tels arguments. Mais la Bible contient aussi des normes qui ne sont plus valides pour notre temps et que les Juifs heureusement ont eux-mêmes abandonnées. Je donne*

ici quelques exemples : la Bible prévoit la peine de mort en cas d'adultère (Lévitique 20 : 10 ; Deutéronome 22 : 21), de rapports sexuels anormaux (Lévitique 20 : 13), de blasphème (Exode 21 : 17), de désobéissance aux parents (Deutéronome 21 : 18-21) et de violation du repos du sabbat (Exode 31 : 14). »

Aldeeb semble donc, sans grande originalité, inviter les Juifs à abandonner une Loi, une Promesse, et donc une Alliance, qui n'auraient plus ni valeur, ni légitimité. Il poursuit : « *J'ajouterai aussi la circoncision masculine (Genèse 17 : 10-14 et Lévitique 12 : 3) qui est de toute évidence un acte barbare et criminel malheureusement toujours commis à l'encontre de millions d'enfants au nom de Jéhovah ou d'Allah comme s'il était un boucher.* »

« *De tels arguments religieux attribuant des ordres criminels à Dieu, à part le fait que personne ne peut les vérifier (Dieu n'a toujours pas de téléphone, ni de fax ni d'e-mail), peuvent ouvrir la voie à de nombreux abus de la part des Juifs, des chrétiens et des musulmans. Ils poussent les gens à insulter Dieu et à devenir athées. C'est la raison pour laquelle j'invite mes frères Juifs, chrétiens et musulmans à ne pas légitimer les crimes au nom de Jéhovah, d'Allah ou du Christ. Si nous n'insistons pas sur la nécessité du respect de la justice, le Proche-Orient ne connaîtra jamais la paix. Le concept de la « Terre Promise » n'est qu'un prétexte et une ruse pour voler la terre des autres et pour commettre des crimes au nom de Dieu.* » La dénonciation de l'État Juif se fonde donc bien sur un dénigrement haineux du judaïsme. Ses appels à la Justice, au renoncement à la Terre, résonnent étrangement comme un appel au renoncement à une Alliance déchue.

La « promesse de la Terre »

Un des thèmes centraux de cette théologie contextuelle est la « promesse de la Terre ». Si les théologiens de la libération palestinienne sont véritablement obsédés par cette question, c'est parce qu'elle se trouve au cœur de la Bible, de la promesse faite au Peuple d'Israël, et de sa prétention à y revenir s'y établir en tant que peuple souverain. Mais c'est peut-être surtout parce que cette promesse est le fondement du soutien des protestants conservateurs à l'État d'Israël, en dépit du poids diplomatique et économique du monde arabo-musulman. Or, c'est autour de ce soutien que se retrouvent les résistances américaines face à l'alliance islamo-chrétienne que dessinent des Églises acquises à une certaine vision victimaire du Tiers-Monde et du monde arabe et un lobby pro-arabe qui cherche à obtenir la neutralité américaine à l'affirmation politique et diplomatique du monde arabo-musulman. Cette ligne de fracture existe au sein des Églises américaines depuis plusieurs décennies : tandis que toutes les Églises ont finalement évolué en faveur de positions pacifistes et tiers-mondistes, faisant de la théologie contextuelle leur clé de lecture des textes. Les conservateurs persistent à faire une lecture stricte de la Bible.

La réponse de la théologie contextuelle palestinienne à cette promesse est fort ancienne : l'ancienne alliance est remplacée par la nouvelle, l'étape exclusive de la relation de Dieu aux hommes a été dépassée par l'étape universaliste prônée par le christianisme, et, dès lors, le peuple de Dieu, légitimé à prétendre à la Terre, est celui qui suit les Évangiles, en l'occurrence les chrétiens palestiniens.

On s'étonne néanmoins de l'écho que cet argumentaire, développé à des fins politiques par les Palestiniens dans le contexte d'une vieille querelle théologique entre protestants américains, lié au succès du dispensationnalisme dans les années 20, trouve en France. Cette question est en effet mise en avant par le président de la Fédération Protestante depuis des années, faisant du nationalisme et de l'exclusivisme israéliens le cœur du problème. On retrouve la même accusation sous la plume de journalistes religieux dans les grands quotidiens français, notamment autour de la pseudo-affaire de la « *Nouvelle Archéologie* » de Israël Finkelstein : la Bible servirait à justifier des prétentions militaro-nationalistes. On ne peut à ce propos qu'être consterné par l'ignorance des conditions de la création de l'État d'Israël, expression d'un mouvement d'émancipation nationale laïque.

Le retour de la théologie de la substitution

Mais ce qui ne laisse d'inquiéter, c'est l'exhumation du traditionnel « enseignement du mépris » à l'égard du judaïsme, corollaire de la théologie de la substitution, que ce texte semble provoquer en France. Comme les articles publiés par la revue *Le Ralliement protestant* en mars 2002, dans un numéro consacré au « conflit israélo-palestinien » semblent aller dans ce sens : sous la plume d'éminents théologiens protestants français, on retrouve, entre autres, la contestation de la notion de peuple élu, la dénonciation de l'exclusivisme juif.

Ces tentatives d'utiliser la théologie au service d'un engagement politique partisan, semble en phase avec les demandes insistantes du président de la Fédération Protestante de France, Jean-Arnold de Clermont : ainsi, il confie en septembre 2001 au journal de la Cimade : « *Il va falloir dire que nous ne pouvons pas assimiler, comme chrétiens, la situation du peuple juif, pour lequel nous avons le plus grand respect et pour lequel nous reconnaissons qu'il a droit légitime à se retrouver sur la terre de l'Israël antique et à Jérusalem, nous ne pouvons pas assimiler cette situation avec l'État d'Israël et sa politique actuelle. Ce sont des choses extrêmement simples, mais qu'il va falloir rappeler et dire fermement, si nous voulons être cohérent dans et par rapport au message biblique et par rapport à la lecture de l'histoire que nous pouvons faire aujourd'hui* ».

Puis annonçant dans la revue protestante *PLV*, en octobre 2001 les « *grands chantiers* » qui vont tenir le devant de la scène à la FPF, il déclare : « *Un autre débat qui me semble essentiel, et qui devrait faire dialoguer, à défaut de meilleurs termes, les protestants « historiques » et « fonda-*

mentalistes » concerne le conflit entre Israël et la Palestine. Les chrétiens de ces deux pays demandent une parole forte de nos Églises sur le respect du droit international. Cela nous amènera à une parole nécessairement politique, mais qui devra s'appuyer sur une réflexion théologique amplifiée. Nous ne pouvons en rester à la confusion qui, trop souvent, existe entre l'Israël de la Bible et l'état d'Israël contemporain. »

Cette thématique semble toujours au cœur des préoccupations des protestants français, puisque à l'occasion de l'Assemblée générale de la FPF en mars 2003, au cours de laquelle le pasteur de Clermont a été reconduit pour trois ans dans ses fonctions de président, *Le Figaro* nous prévenait que « *sans crainte des divergences religieuses ou politiques, les participants seront invités à réfléchir sur le thème de la « terre » à travers la Bible, ce qui conduit à l'actualité brûlante des rapports entre Israéliens et Palestiniens* ».

1. Il est également collaborateur du CEMO (conseil des églises d'Orient, basé à Beyrouth)

1. Représentant les évêques catholiques ainsi que les Églises protestantes et orthodoxes du continent, afin de se préoccuper des relations avec les communautés musulmanes vivant en Europe

2. « *En méditant sur le thème du pardon, on ne peut pas ne pas évoquer quelques situations tragiques de conflits qui, depuis trop longtemps, entretiennent des haines profondes et destructrices, avec la spirale sans fin de tragédies personnelles et collectives qui s'ensuit. Je pense en particulier à ce qui se passe en Terre sainte, lieu béni et sacré de la rencontre de Dieu avec les hommes, lieu de la vie, de la mort et de la résurrection de Jésus, Prince de la Paix* ».

4. Dans la lettre de novembre 2000

5. Publié sur le site de l'Église Réformée Centre-Alpes-Rhône dans les comptes-rendus du voyage d'*Hosanna* en mars 2002.

6. Francophone.

7. Arabe chrétien d'origine palestinienne. Docteur en droit. Responsable du droit arabe et musulman à l'Institut suisse de droit comparé, Lausanne.

8. *Discriminations contre les non-juifs, tant chrétiens que musulmans en Israël*. Editeur Pax Christi-Suisse. Texte disponible sur le site *al-bushra*, mis en place par l'envoyé de Mgr Sabbah aux États-Unis, à : www.al-bushra.org/palestine/emmaus2.html

9. « *La paix dans la région sera alors fonction du respect des droits des uns et des autres, sans discrimination aucune, notamment sur la base de l'appartenance religieuse.* »

10. « *Si véritablement Israël cherche la paix au Proche-Orient, il doit se conformer à ce principe de la justice au lieu de s'entêter dans sa politique contraire aux droits de l'homme. Il doit à cet effet permettre aux réfugiés palestiniens de revenir chez eux et traiter les Palestiniens sur pied d'égalité avec les Juifs. Pourquoi le fait d'être chrétien ou musulman crée du Palestinien un candidat aux camps de réfugiés, aux prisons, à la torture, à la déportation ou à la mort ? Pourquoi ?* »

11. « *Le jour où le chrétien, le musulman et le juif seront considérés par Israël comme des êtres humains égaux et traités sur pied d'égalité, ce jour-là sera le premier jour de paix au Proche-Orient.* »

12. Disponible à www.lpj.org/Nonviolence/Sami/articles/frn-articles/Hitlerfr.htm

13. Les caractères mis en italiques dans les citations l'ont été par moi.

14 « *Du Nil jusqu'à l'Euphrate* » 15/2/2002; également hébergé par www.lpj.org

La terre d'Israël et le peuple juif

Dans un dossier de mars 2002 consacré à « *Israël, Palestine... la déchirure* » des théologiens protestants lisent l'actualité du conflit du Proche-Orient à la lumière d'une théologie paulinienne que l'on croyait dépassée.

Albert de Pury, professeur d'Ancien Testament à la Faculté de théologie de l'Université de Genève, écrit dans un article intitulé « Palestine, terre de partage » : « *La première difficulté de toute référence à la Bible lorsque l'Israël moderne (ou des responsables israéliens) formulent des revendications territoriales est qu'il n'est jamais précisé si on parle de la géographie « réelle » ou de la géographie « idéale ». Lorsqu'ils revendiquent le droit à la « patrie de leurs ancêtres », les Israéliens se réfèrent-ils à un territoire que leurs ancêtres auraient effectivement possédé ou à un territoire dont la possession, à l'époque biblique déjà, n'aurait fait l'objet que de revendications?... La référence à la Bible peut se faire dans une perspective purement historique, mais elle se fait aussi souvent dans une perspective théologique. Dieu n'a-t-il pas promis la terre de Canaan aux Israélites et à leurs descendants? Et cette promesse ne donne-t-elle pas des droits à l'État d'Israël moderne sur les territoires qu'il a conquis en 1967? Faut-il penser, comme le disent certains chrétiens, que la persécution séculaire des Juifs en Europe avec son aboutissement dans la catastrophe indicible de la Shoah, était destinée, dans le plan de Dieu, à permettre la résurrection d'un État d'Israël en Palestine et le retour de son peuple dans la Terre Promise? La colonisation progressive de la Cisjordanie n'en serait-elle pas l'accomplissement final et légitime? Ce Dieu n'est-il pas le Dieu de tous les hommes, de toutes les communautés et de toutes les nations? Le fait que ce Dieu ait permis, pendant des siècles et des millénaires, la coexistence de peuples si divers et parfois si antagonistes au sein même de la « Terre Promise » n'est-elle pas un signe que c'est dans le partage et dans la coopération que doit se penser et se construire l'avenir? »*

Dany Nocquet, bibliste, s'oppose à la « définition ethnique du territoire » dans « *Le « pays promis » et ses représentations bibliques* » : « *L'archéologie et l'histoire indiquent qu'au temps de la monarchie unie, une partie du territoire côtier est demeuré philistin et que Juda fut un petit royaume jusqu'au VII^e s. av. JC. Ces livres se servent de la vision idéalisée non pour revendiquer des frontières, mais pour illustrer a contrario combien Israël par son infidélité a perdu le bénéfice de cette promesse initiale d'un grand pays. Plus Israël fut infidèle, plus le territoire s'est réduit. Le don du pays est lié à la fidélité à Dieu et non à la puissance de la royauté. La vision « cadastrale » du pays véhicule une dimension exclusiviste. Israël occupe seul le pays dont les occupants ont été chassés. Il convient de comprendre la conquête de manière non génocidaire... Il s'agit d'affirmer que le Dieu d'Israël est plus fort que le dieu des Assyriens dans le*

contexte de l'expansion de Juda vers le Nord à la fin du VII^e siècle avant. J. C. Dans cette définition ethnique du territoire, l'histoire deutéronomiste prend pourtant soin de dire qu'Israël est une identité composite, des étrangers demeurent au milieu d'Israël... La terre promise de Gn 15 évoque Canaan et les pays où les Israélites ont été dispersés après l'Exil. Le pays apparaît comme un lieu cohabitable et corrige une vision nationale et ethnique ».

Elian Cuvillier, professeur de Nouveau Testament à l'Institut protestant de théologie de Montpellier, quant à lui, ré-inscrit par contre la position politique contemporaine dans la permanence de la théologie chrétienne sur les Juifs comme « peuple ». Dans son article, « *En Christ... ni Juif, ni Grec, ni Palestinien* » on peut lire : « *La foi au Christ ouvre à une nouvelle compréhension de l'élection. Le peuple de Dieu se constitue hors de tout particularisme identitaire. Chacun est appelé à recevoir un nom nouveau qui le fait enfant de Dieu par delà son identité mondaine qui devient seconde. Pour Jean, ce qui est en jeu c'est l'incarnation. Si le salut « vient des Juifs » c'est que Dieu a choisi de se révéler dans la personne d'un être de chair et de sang qui est né dans un peuple précis, avec son histoire et ses traditions religieuses: Jésus est né Juif et cette racine historique est incontournable, sauf à faire de la foi chrétienne une sagesse désincarnée. La foi chrétienne plonge ses racines dans la foi d'Israël parce que la « Parole a été faite chair » (Jn 1, 14) dans un lieu historique donné. Seule la foi au Christ permet à tous, Juifs et païens, de se tenir devant Dieu dans la confiance et la paix. Aussi, en dehors du Christ, les Juifs sont-ils sous l'esclavage du péché, tout comme les païens. Et s'il y a une espérance pour Israël, elle ne peut que se trouver dans une fin de ce particularisme identitaire. Paul fonde en effet son espérance d'une conversion d'Israël non plus sur le principe d'un statut particulier des Juifs mais justement sur le fait que « Dieu a enfermé tous les hommes dans la désobéissance pour faire à tous miséricorde » (Rm 11, 32). Quoi qu'on en dise, c'est sur cette conviction de l'égalité de tous devant Dieu que Paul enracine son espérance pour les Juifs. On mesure évidemment la rupture qui s'opère ici, le changement radical dans la compréhension de Dieu et de la notion de « peuple élu ». La foi au Christ comme Seigneur ouvre à une nouvelle compréhension de la réalité selon laquelle les distinctions habituelles et structurantes de nos sociétés anciennes et modernes n'ont plus le dernier mot. Pour qui-conque reconnaît que son existence est fondée dans le Christ, il ne doit véritablement plus y avoir ni Juif, ni grec, ni arabe, ni palestinien »... Mais uniquement des chrétiens?*

L'auteur conclut en fustigeant le purisme ethnique des Juifs : « *Quatre réflexions pour terminer* ».

« *Le particularisme identitaire est non seulement anti-évangélique mais il est aussi dangereux en ce qu'il divise l'humanité entre « purs » et « impurs ». Car, en cette affaire, l'histoire nous l'apprend de façon tragique, chaque fois qu'il y a un « peuple élu », donc « pur », il y a un autre peuple qui se dit « élu » pour lui contester son élection et le diaboliser. Il est temps que les chrétiens en reviennent, en cette affaire, à l'essentiel : l'Évangile ne fait plus de distinctions entre les hommes. C'est Paul qui nous le rappelle : « tous ont péché et sont privés de la gloire de Dieu, mais tous sont gratuitement justifiés par sa grâce, en vertu de la délivrance accomplie en Jésus Christ » (Rm 3, 24). Tous : Juifs, arabes, américains, français... Tout autre discours nous fait sortir de l'Évangile. Il s'ensuit que la question de la légitimité pour le peuple d'Israël de posséder une terre et de vivre en sécurité relève uniquement du droit international et de la justice des hommes. En aucun cas ce problème ne peut se régler avec la Bible (pour autant que, comme chrétiens, nous la lisions à la lumière du Christ) ! »*

Le prêtre Elias Chacour, nationaliste palestinien, mais chrétien, est cité pour confirmer ce jugement à propos de son livre *Frères de sang* : « *Elias Chacour, prêtre de l'église melchite catholique, palestinien, citoyen d'Israël, passionné de paix et de justice, inscrit son action dans le dialogue et l'éducation des jeunes. « Je suis votre frère, je suis votre frère palestinien, je n'ai pas de bombe, n'ayez pas*

peur. Je suis né terrorisé par les bombes, par les armes, par les préjugés, préjugés que d'autres ont formé de moi et de mon peuple... Etes-vous né chrétien, musulman, Juif? Ou bien êtes-vous comme moi, né bébé à l'image et avec la ressemblance du créateur lui-même, pas plus, mais pas moins non plus. À ce moment-là je me suis demandé : qu'en est-il du soldat juif qui a détruit la maison paternelle? J'ai dû reconnaître que ce soldat juif n'était pas né juif, il est né bébé à l'image, avec la ressemblance de Dieu. [...]. Qu'en est-il de cette armée qui a détruit mon village dans un temps de paix, quatre ans après la création de l'État... qui a ethniquement nettoyé mon pays de mon peuple et l'a réduit à l'état de réfugiés? J'ai dû reconnaître que cette armée est formée d'individus créés à l'image, avec la ressemblance de Dieu. Et j'ai tremblé de peur. Qu'est-ce que l'homme peut faire à son voisin pour le détruire? Et j'ai entendu les deux questions que le Créateur a posé à l'homme dès le début : Homme où es-tu? Homme qu'as-tu fait de ton frère? »

La suite du dossier « *Israël, Palestine... la déchirure* » a un sommaire significatif. « *Œil pour œil... Jusqu'à quand? Comme tous les conflits, l'actuel conflit israélo-palestinien est régi par la Loi du Talion : « œil pour œil, dent pour dent... » Jusqu'à quand? Au fil des jours, des mois, des années, la loi du Talion s'est démultipliée : « dix yeux pour un œil, mille dents pour une... ! »*. L'image chrétienne la plus archaïque du peuple juif se voit ainsi restaurée, l'enseignement du mépris ressuscité... ■

Le courage du père Dujardin

SHMUEL TRIGANO, PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS

Dans un article publié dans la revue *Études* (octobre 2000), « *Chrétiens d'Orient, théologie et mystère d'Israël* », Jean Dujardin, ancien secrétaire du Comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme, confirme l'inquiétude dont tout ce dossier témoigne. Il examine critiquement les thèmes essentiels de la théologie de la libération de la Palestine, à la lumière des catégories théologiques du catholicisme et des déclarations conciliaires. Sa prise de position est courageuse car elle ne reflète pas ce qui semble être l'opinion dominante dans l'Église et l'opinion chrétienne moyenne. L'expression d'une opinion telle que la sienne est éminemment rare. Elle se voit d'ailleurs « *équilibrée* » dans les colonnes mêmes d'*Études* par un autre article de Jean Michel Poffet, *o.p.*, directeur de l'École biblique et archéologique française de Jérusalem, que la revue nous dit avoir été communiqué « *de Jérusalem* » par le père Pierre Grech, secrétaire général de l'Assemblée des Ordinaires catholiques de Terre sainte, c'est dire son autorité. Un texte, bien sûr favorable à Mgr Sabbah.

Le père Dujardin se demande fondamentalement comment une théologie qui s'apparente ouvertement à la vieille théologie de la substitution peut encore être possible après Vatican II et si, plus généralement, les déclarations vaticanes de reconnaissance du peuple juif sont effectivement suivies d'effets sur le « terrain ». « *Nous ne savons pas comment le peuple chrétien a reçu cet enseignement. Et nous pouvons nous demander comment les textes ultérieurs d'application publiés par la Commission du saint Siège pour les Relations avec le judaïsme ont été transmis et reçus. L'Église latine s'est efforcée de faire une certaine place à la question des rapports avec le judaïsme. Cela a-t-il*

porté des fruits? Nous pouvons nous le demander après avoir lu le livre intitulé Michel Sabbah. Paix sur Jérusalem. Propos d'un évêque palestinien¹ ». Il n'est pas bien sûr sans savoir que le tournant positif du Vatican envers le judaïsme n'a pas suscité que des adhésions dans l'Église. Il rappelle ainsi les sept versions successives de la déclaration *Nostra Aetate* (paragraphe 4) qui ont été nécessaires pour aboutir à la déclaration finale et l'opposition des Églises Orientales à ce texte en lequel elles voyaient une prise de parti en faveur d'Israël. « *Le texte promulgué n'a pas donné lieu en Orient à une opposition comme celle qui a abouti au schisme de Mgr Lefe-*

ivre ». Néanmoins sa réception a été problématique. La repentance sur la Shoah a soulevé le plus de scandale. « Nous savons... que le document de la Commission du Saint Siège pour les relations avec le judaïsme – intitulé « Nous nous souvenons. Une réflexion sur la Shoah » – a été considéré comme une déclaration à l'usage du seul Occident, alors même que le Pape l'a fait précéder d'une lettre qui en soulignait la portée universelle ».

Le père Dujardin revient sur tous les thèmes principaux de cette théologie en signalant à chaque fois la régression qu'elle fait accomplir au dialogue judéo-chrétien et, surtout, car il est aussi historien de formation, les manipulations de la vérité historique et du credo catholique qu'elle met en œuvre. La politisation du « mystère d'Israël » dans cette théologie lui semble évidente : « pourquoi mêler ce concept théologique à une réalité politique dont Saint Paul, son auteur, n'avait évidemment aucune idée et qui ouvre de toutes autres perspectives théologiques que le problème palestinien, si grave soit-il ? » Il note, en passant, que la simplification de faits historiques qui vise à innocenter les Palestiniens et les États arabes, ne correspond à rien des faits de l'histoire. C'est aussi le cas du récit de l'histoire des *dhimmi*s chrétiens dans la société islamique à travers l'histoire. « Les chrétiens ont-ils vraiment eu un autre choix qu'entre conversion et dhimmitude. L'irénisme dont fait preuve le livre est-il totalement justifié ? Cette vision nous est apparue fort idyllique et là encore souvent éloignée d'une vision historique plus juste ». On sait en effet que la théologie en question fait une stupéfiante apologie de la *dhimmitude*, c'est à dire de la domination et de la relégation sociale et politique des chrétiens ou des Juifs. Mais le paradoxe est encore plus fort quand elle prône d'islamiser le christianisme ! « Nous avons été fort surpris par des affirmations historiques étonnantes, telles : « nous sommes des chrétiens de civilisation islamique », ou « l'islam est notre culture ». Fallait-il aller jusque là et donner à penser que les chrétiens arabes doivent en quelque sorte se mouler dans l'islam ? ». Cette défense et illustration chrétienne de l'islam, dirigée en fait directement contre le judaïsme, est examinée par le père Dujardin à la lumière de ce qui constitue pour lui deux scandales : l'absence de réaction de l'épiscopat oriental à la suite du discours antisémite prononcé par le président syrien, Bechir El Assad, lors de la visite du Pape à la mosquée des Omeyyades de Damas, et l'éloge du martyr des hommes-bombes palestiniens et islamistes, comparé au martyr chrétien. « Dans le christianisme, on meurt martyr pour témoigner de sa foi, de son espérance et de la charité ; on ne qualifie pas de martyr celui qui meurt pour sa patrie. Au surplus, donner sa vie, ce n'est pas provoquer la mort d'autrui, fut-ce pour la sauvegarde de sa patrie ».

L'analyse de la manipulation de la mémoire de la Shoah à laquelle se livre la théologie de la libération de la Palestine attire bien sûr l'attention du père Dujar-

din, vu sa centralité émotionnelle et symbolique chez les Palestiniens chrétiens. « Le livre donne à penser que tous les problèmes ont pour origine la culpabilité qu'éprouve l'Occident – l'Europe surtout – à l'égard des juifs depuis la naissance du sionisme moderne, consécutif au surgissement de l'antisémitisme moderne et surtout après la Shoah... Les chrétiens d'Orient se situent alors uniquement du côté des victimes exonérées de toute responsabilité. Il n'est pas vrai, comme l'écrit le père Rafiq Khoury que « le dialogue judéo-chrétien est utilisé (et par qui d'ailleurs ?) pour résoudre les problèmes des chrétiens occidentaux avec eux mêmes ». *Nostra Aetate*, selon lui, constitue au contraire « une redécouverte, à la lumière de saint Paul surtout, d'un autre rapport avec le peuple juif, enraciné dans le dessein de Dieu, le mémorial de Jésus et l'action de l'esprit. » Le père Dujardin refuse clairement cette entreprise. « Nous ne pouvons pas ne pas dénoncer l'analogie, sinon fermement établie, du moins suggérée (p. 187) entre l'extermination de peuple juif et les souffrances du peuple palestinien. Il ne s'agit pas de nier les souffrances du peuple palestinien, mais par rapport à la Shoah... la comparaison est difficilement supportable... Un tel usage de l'histoire n'est pas simplement anodin ».

Enfin la déviation théologique d'une telle idéologie nationalo-religieuse l'inquiète. Le discours sur le peuple juif l'inquiète. Les théologiens de la libération dissocient en effet le « peuple de la Bible », « comme s'il s'agissait d'une réalité totalement dissociée du peuple juif d'aujourd'hui, de celui qui est précisément en relation avec le peuple palestinien » car « le patriarche invite « à discerner entre l'Israël de la Bible et l'Israël d'aujourd'hui » qu'il identifie – sans en préciser les raisons – à l'État d'Israël ». Le père Dujardin lui oppose la parole de Paul sur « les dons et l'appel (l'Élection) de Dieu sont irrévocables » (Rm, 11,29). « À partir du moment où l'Élection est suspensive, c'est la vocation même d'Israël, la validité de l'Alliance qui sont en question et par là même la signification de la promesse d'une Terre s'en trouve affectée. Il est faux d'écrire, comme l'affirme l'auteur que les « concepts bibliques utilisés » par ce qu'il appelle « la théologie du mystère d'Israël » – évidemment occidentale – « servent à justifier l'État d'Israël et ignorent la présence en Terre sainte d'un autre peuple, le peuple palestinien, ce qui évidemment laisse les Palestiniens perplexes. »

Le père Dujardin cite à l'encontre de cette idée le document du Comité épiscopal français de 1973, document remarquable de reconnaissance du peuple juif qui conserve néanmoins des nuances sur les problèmes politique de la région proche orientale. Cette perspective découle aussi des déclarations de la papauté qui « à la suite du Concile reconnaît l'élection et la permanence de l'Alliance... le souhaite que le peuple juif puisse se rassembler sur sa terre dans la sécurité » tout en respectant les « droits du peuple palestinien ». Le père Dujardin identifie tout à fait les schèmes de la théologie de la substitution dans ces conceptions qui « peuvent conduire à délégitimer

non seulement l'État mais la présence juive elle-même par un retour justifié au statut de dispersion ». Pour le père Dujardin, ces « ambigüités, les incertitudes, les retours en arrière théologiques ne peuvent que troubler profondément les chrétiens, sensibles, comme il se doit, aux questions de justice pour le peuple palestinien mais en même temps

peu au fait de la longue histoire du peuple juif et encore loin de la compréhension renouvelée de la vocation d'Israël à laquelle le Concile les invite ». ■

1 Yves Teyssier d'Orfeuill, Desclée de Brouwer, 2002, 298 pages

Sommaire

ÉDITORIAL

Le dialogue judéo-chrétien à l'épreuve,
SHMUEL TRIGANO 1

LA TENTATION THÉOLOGIQUE DES MÉDIAS

Le massacre des Saints Innocents dans les lieux de la Nativité, **SHMUEL TRIGANO** 2
Pour qui sonne le glas ? L'alarmisme de commande du Monde, **JEAN YVES KANOUI** 7
La chaise vide de saint Nicolas, **DANIEL DAYAN** 8
La réception journalistico-théologique d'un livre d'archéologie politique, **JEAN YVES KANOUI** 10

LA NOUVELLE DIMENSION THÉOLOGIQUE

La « compassion » assassine, **BAT YE'OR** 14
Les implications théologiques de la situation actuelle en Terre sainte selon Rafiq Khoury, prêtre palestinien, **ELIE ASSOULINE** 18
Retour sur l'appel du « curé de Nazareth », **SHMUEL TRIGANO** 22
Les déchirures des chrétiens d'Orient, **BAT YE'OR** 24

DANS LES TERRITOIRES CONTRÔLÉS PAR LES PALESTINIENS

L'islam conquérant de l'Autorité palestinienne face aux autres religions, **YONA DUREAU** 27
Le harcèlement des chrétiens, **DAVID RAAB** 31
Le point de vue des chefs de communautés chrétiennes en Israël, **YONA DUREAU** 39
La politique chrétienne de l'OLP au Liban, **YONA DUREAU** 44

LA SITUATION DES CHRÉTIENS DANS L'ÉTAT D'ISRAËL

Minorité de minorité, **AMNON RUBINSTEIN** 48
Les chrétiens d'Israël en butte à l'islamisme, **JACQUES PLESKOFF** 49
Le conflit pour l'exclusivité dans la communauté chrétienne de Terre sainte, **JACQUES PLESKOFF** 50

LES ÉGLISES CHRÉTIENNES FACE AU CONFLIT

L'implication politique dans le conflit israélo-palestinien, **ELIE ASSOULINE** 52
La sollicitation des chrétiens par les activistes pro-palestiniens 66
Les grands axes de la politique des Églises, **ÉLIE ASSOULINE** 67
La campagne des « pierres vivantes » 67
Le voyage d'Hosanna 71
La disparition annoncée des chrétiens de Terre sainte : une alarme très politisée 74
La condamnation de l'exclusivisme du sionisme et d'Israël 77
La politisation du thème de la paix 78
Les relations islamo-chrétiennes face au monde juif et à la Shoah 79
La terre d'Israël et le peuple juif 85
Le courage du père Dujardin, **SHMUEL TRIGANO** 86

Observatoire du monde juif

78 avenue des champs Élysées, 75008 Paris

Association «loi de 1901» éditant le bulletin de l'observatoire du monde juif

Président : Shmuel Trigano

Comité éditorial : Alexandre Adler, Joelle Allouche Benayoun, Daniel Dayan, Richard Darmon, Frédéric Encel, Raphaël Israeli, Marc Knobel, Catherine Leuchter, Laurence Podselver, Gérard Rabinovitch, Jacques Tarnero, Shmuel Trigano

Relations publiques : Renée Arki Benhamou

Secrétaire de rédaction, maquette : Bertrand Laidain

email : obs.monde.juif@free.fr
web : http://obs.monde.juif.free.fr

IMPRESSION : IMB - BAYEUX
Dépôt légal à parution

Les articles publiés n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs